



CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

45^e LÉGISLATURE, 1^{re} SESSION

Débats de la Chambre des communes

Compte rendu officiel
(Hansard)

Volume 152 N° 122
Le mardi 26 mai 2026

Présidence de l'honorable Francis Scarpaleggia

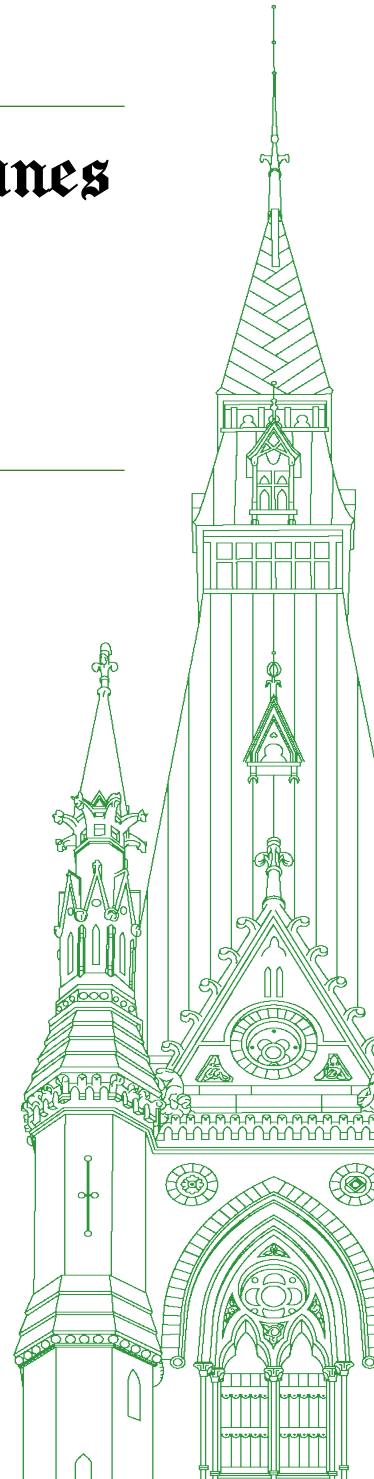


TABLE DES MATIÈRES

(La table des matières quotidienne des délibérations se trouve à la fin du présent numéro.)

CHAMBRE DES COMMUNES

Le mardi 26 mai 2026

La séance est ouverte à 10 heures.

Prière

AFFAIRES COURANTES

• (1000)

[Traduction]

LES COMITÉS DE LA CHAMBRE

RESSOURCES HUMAINES, DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES,
DÉVELOPPEMENT SOCIAL ET CONDITION DES PERSONNES
HANDICAPÉES

Robert Morrissey (Egmont, Lib.): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter, dans les deux langues officielles, deux rapports du Comité permanent des ressources humaines, du développement des compétences, du développement social et de la condition des personnes handicapées.

Il y a d'abord le 10^e rapport, intitulé « L'emploi des jeunes au Canada », puis le 11^e rapport, intitulé « Budget principal des dépenses 2026-2027 ».

Conformément à l'article 109 du Règlement, le Comité demande que le gouvernement dépose une réponse globale au 10^e rapport, intitulé « L'emploi des jeunes au Canada ».

[Français]

ANCIENS COMBATTANTS

Marie-France Lalonde (Orléans, Lib.): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter, dans les deux langues officielles, le sixième rapport du Comité permanent des anciens combattants, intitulé « Budget principal des dépenses 2026-2027 ».

[Traduction]

ACCÈS À L'INFORMATION, PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS
PERSONNELS ET ÉTHIQUE

John Brassard (Barrie-Sud—Innisfil, PCC): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter, dans les deux langues officielles, le sixième rapport du Comité permanent de l'accès à l'information, de la protection des renseignements personnels et de l'éthique, intitulé « Budget principal des dépenses 2026-2027: crédit 1 sous la rubrique Bureau du commissaire aux conflits d'intérêts et à l'éthique, crédit 1 sous la rubrique Bureau du conseiller sénatorial en éthique, crédit 1 sous la rubrique Commissariat au lobbying, crédits 1 et 5 sous la rubrique Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada ».

[Français]

INDUSTRIE ET TECHNOLOGIE

Ben Carr (Winnipeg-Centre-Sud, Lib.): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter, dans les deux langues officielles, le troisième rapport du Comité permanent de l'industrie et de la technologie, intitulé « Budget principal des dépenses 2026-2027 ».

* * *

[Traduction]

PÉTITIONS

LES DROITS ET LES LIBERTÉS

Leah Gazan (Winnipeg-Centre, NPD): Monsieur le Président, je présente deux pétitions.

J'ai l'honneur de présenter la pétition électronique e-722, lancée par mes concitoyens de Winnipeg-Centre, pour dénoncer le projet de loi C-9, la Loi visant à lutter contre la haine, du gouvernement libéral, qu'ils jugent inconstitutionnel et antidémocratique. Les pétitionnaires soulignent à juste titre que le projet de loi C-9 des libéraux contrevient à la Charte canadienne des droits et libertés, à la Déclaration canadienne des droits et à la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones.

Je me range du côté de mes concitoyens qui demandent au gouvernement libéral de défendre les droits démocratiques et civils au lieu de criminaliser la contestation publique, et qui exhortent la Chambre à respecter la Charte et à renoncer au projet de loi C-9, qui est inconstitutionnel.

• (1005)

LES CONDOMINIUMS

Leah Gazan (Winnipeg-Centre, NPD): Monsieur le Président, j'aimerais également profiter de l'occasion pour présenter la pétition électronique e-6709, lancée par des propriétaires d'appartements en copropriété de tout le pays. Ces derniers demandent au gouvernement de reconnaître que les immeubles d'habitation en copropriété vieillissants à travers le Canada se détériorent. En revanche, le coût élevé des travaux dans le secteur du bâtiment a rendu difficile pour de nombreuses personnes habitant dans ces immeubles — qu'il s'agisse de familles ou de personnes seules — de payer les réparations nécessaires. Nous vivons une crise du logement au Canada, et le gouvernement doit apporter un soutien financier pour des logements adaptés à tous les types de communautés.

Je me fais l'écho des pétitionnaires qui demandent au gouvernement de veiller à ce que les programmes fédéraux de logement reflètent la diversité des modèles de logement au Canada, y compris les condominiums.

Travaux des subsides

[Français]

LA RESPONSABILITÉ DES ENTREPRISES

Simon-Pierre Savard-Tremblay (Saint-Hyacinthe—Bagot—Acton, BQ): Monsieur le Président, les allégations concernant le comportement et les agissements des entreprises canadiennes à l'étranger sont tout aussi sérieuses que nombreuses. J'ai moi-même pu entendre des témoignages à l'étranger qui avait trait à des cas de violence envers les populations locales, de pollution de l'eau et d'empoisonnement de l'air. Bref, c'est prétendument pour répondre à ce fléau que le gouvernement Trudeau, qui est toujours au pouvoir aujourd'hui sous un autre nom, a créé l'ombudsman canadien de la responsabilité des entreprises.

Malheureusement, il s'agit d'une coquille vide, d'un organisme qui ne fait que recevoir les plaintes et qui ne peut pas mener ses propres enquêtes. Son indépendance laisse également à désirer et il n'a pas non plus le pouvoir de contraindre des témoins à comparaître ni d'exiger la production de documents.

C'est pourquoi je dépose cette pétition, qui exige également la nomination d'un nouvel ombudsman, parce que ça fait un an que le poste est vacant, ce qui est d'autant plus inacceptable. La pétition exige aussi qu'on lui donne un véritable pouvoir d'agir.

[Traduction]

LES LOIS SUR L'ADOPTION

L'hon. Karina Gould (Burlington, Lib.): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de prendre la parole aujourd'hui pour présenter une pétition au nom de plus de 600 Canadiens.

Pendant la période d'après-guerre, plus de 300 000 jeunes femmes non mariées se sont fait retirer leur bébé de force après avoir accouché. En 2018, le Sénat a publié le rapport « Honte à nous », qui demande au gouvernement de mettre en œuvre quatre recommandations pour redresser ces torts historiques. En raison de lois sur l'adoption désuètes, ces femmes et ces enfants n'ont pas pu se retrouver et tourner la page.

Au nom des centaines de ces femmes qui sont toujours vivantes au Canada et de leurs enfants, les pétitionnaires demandent au gouvernement de mettre en œuvre les recommandations formulées dans le rapport du Sénat et de réparer ce tort historique.

LES TERRES AGRICOLES DANS LE CANTON DE CLEARVIEW

Terry Dowdall (Simcoe—Grey, PCC): Monsieur le Président, c'est un honneur de prendre la parole au nom des habitants de Simcoe—Grey, et plus particulièrement de ceux du canton de Clearview.

Le ministère de la Défense nationale a acheté une ferme d'environ 780 acres pour y installer un système de radar transhorizon dans une première phase. Pour achever véritablement le système, il faudra une deuxième phase. Tous les habitants de la région sont extrêmement inquiets. Le ministère a besoin de 3 000 acres supplémentaires pour achever le système.

Le canton de Clearview et les municipalités environnantes s'opposent tous à l'emplacement choisi. Nous estimons que le ministère doit trouver un autre endroit pour ce système. Ces installations changeront la vie des habitants. Les gens sont stressés. Ils ne savent pas s'ils seront expropriés de leurs terres, et, bien franchement, les assemblées publiques n'ont pas été très fructueuses.

Les pétitionnaires demandent d'arrêter la construction de la station de radar transhorizon sur la propriété déjà achetée, d'empêcher

l'acquisition future des terres agricoles de première qualité nécessaires pour la construction de la station de radar transhorizon et d'enregistrer auprès de l'Ontario Farmland Trust la propriété précédemment achetée pour préserver son statut agricole.

LA MÉDECINE TRADITIONNELLE CHINOISE ET L'ACUPUNCTURE

Vincent Ho (Richmond Hill-Sud, PCC): Monsieur le Président, je suis honoré de prendre la parole au nom des gens de Richmond Hill-Sud.

Les pétitionnaires signalent que la médecine traditionnelle chinoise et l'acupuncture sont des professions de la santé réglementées qui permettent de prodiguer des soins essentiels pour la gestion de la douleur et le traitement des maladies chroniques, et que leur exclusion du recueil fédéral des soins primaires de 2025 porte atteinte aux stratégies nationales de modernisation de la santé et des effectifs. Ils soutiennent également que l'exclusion actuelle de la planification du gouvernement fédéral entraîne la fragmentation du système de soins de santé, qui ne tire pas pleinement parti de l'ensemble des fournisseurs de soins de santé.

Par conséquent, les pétitionnaires demandent au gouvernement du Canada: de reconnaître officiellement la médecine traditionnelle chinoise et l'acupuncture comme des professions de santé uniques, telles que définies dans la Classification nationale des professions; de restructurer le modèle de recouvrement des coûts des produits de santé naturels afin d'exempter les produits traditionnels à base de plantes, et de garantir ainsi la viabilité des petits cabinets et des petits importateurs; de reconnaître formellement le rôle essentiel de ces professions afin d'assurer leur traitement équitable ainsi que leur intégration à toutes les stratégies de modernisation de la santé et de l'effectif appuyées par le gouvernement fédéral; de réintroduire le code CNP 32200 dans la catégorie des professions du domaine de la santé du programme Entrée express afin de fournir aux professionnels qualifiés en médecine traditionnelle chinoise et en acupuncture un accès équitable au système d'immigration du Canada.

* * *

• (1010)

QUESTIONS AU FEUILLETON

L'hon. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, je demande que toutes les questions restent au Feuilleton.

Le Président: D'accord?

Des voix: D'accord.

[Le texte des questions et des réponses est disponible sur le site Web des questions écrites.]

ORDRES ÉMANANT DU GOUVERNEMENT

[Français]

TRAVAUX DES SUBSIDES

MOTION DE L'OPPOSITION — L'ANNULATION DES TAXES FÉDÉRALES SUR L'ESSENCE ET LE DIÉSEL ET DE LA NORME SUR LES COMBUSTIBLES PROPRES

Eric Lefebvre (Richmond—Arthabaska, PCC) propose:

Que, étant donné que,

Travaux des subsides

(i) au Canada, le prix de l'essence est supérieur de 13 % à celui des États-Unis, ce qui représente en moyenne 22 cents de plus par litre,

(ii) l'essence coûte aujourd'hui 50 cents de plus par litre qu'en 2014, alors que les cours mondiaux du pétrole se situaient au même niveau,

(iii) le ministre des Finances et du Revenu national a dit aux Canadiens, le 19 mai, « nous avons déjà agi »,

(iv) le coût de la vie continue d'augmenter pour les familles canadiennes en raison d'une décennie de budgets libéraux fondés sur l'endettement, le gaspillage et la mauvaise gestion,

la Chambre demande au gouvernement d'offrir un allègement immédiat aux Canadiens en annulant toutes les taxes fédérales sur l'essence et le diesel pour le reste de l'année, y compris la TPS, et en supprimant définitivement la Norme sur les combustibles propres.

— Monsieur le Président, avant de débiter, j'aimerais mentionner que je vais partager mon temps de parole avec la députée de Cloverdale—Langley City.

Je suis très heureux aujourd'hui de me lever à la Chambre et d'amorcer le débat sur une proposition conservatrice visant à soutenir les Canadiens et les Canadiennes. Notre proposition est simple, elle est claire: retirer immédiatement toutes les taxes fédérales sur l'essence et le diesel pour le reste de l'année 2026. Nous demandons aux libéraux d'adopter cette mesure depuis le début de la crise énergétique au Moyen-Orient. Face à l'instabilité mondiale, un gouvernement responsable aurait dû ériger un bouclier fiscal pour protéger son économie et ses citoyens. Malheureusement, le gouvernement a choisi de mettre en place des demi-mesures.

Notre proposition permettra d'apporter un soulagement face à la crise du coût de l'énergie et du coût de la vie actuelle. Chaque famille canadienne, chaque agriculteur, chaque camionneur et chaque petite entreprise est touché directement par le coût de l'énergie et le coût de la vie.

L'énergie et l'abordabilité sont au cœur même du moteur économique de notre pays. Regardons les faits. Les chiffres ne mentent pas. Au Canada, le prix de l'essence est aujourd'hui 13 % plus élevé qu'aux États-Unis, ce qui représente une ponction supplémentaire de 22 ¢ le litre en moyenne pour les Canadiennes et les Canadiens. Comment expliquer une telle disparité avec nos voisins du Sud? Plus alarmant encore, l'essence coûte aujourd'hui 50 ¢ de plus par litre qu'en 2014, alors que les prix mondiaux du pétrole se situent exactement au même niveau qu'à l'époque.

Pourtant, face à cette détresse, que répond le gouvernement? Le 19 mai dernier, le ministre des Finances et du Revenu national a eu l'audace de déclarer aux Canadiens et aux Canadiennes: « Nous avons déjà agi. » Dire à une famille qui n'arrive plus à remplir son réservoir pour aller travailler que le gouvernement a déjà agi est une insulte à sa réalité quotidienne.

La vérité est que le plan actuel des libéraux n'est qu'une demi-mesure. Ils ont proposé d'annuler seulement un tiers des taxes pour un tiers de l'année. Le premier ministre prétend comprendre que l'abordabilité est un enjeu, mais son plan n'offre qu'un allègement limité et à court terme qui ne réduira pas de façon significative les coûts pour nos gens. Il est illusoire de croire que ces promesses seront tenues alors que le gouvernement se contente de suspendre une infime partie de la taxe d'accise uniquement du 20 avril jusqu'à la fête du Travail. Les Canadiennes et les Canadiens n'ont pas besoin d'un congé fiscal qui s'arrête pile au moment où la rentrée scolaire impose de nouvelles dépenses. Ils ont besoin d'un soulagement durable.

C'est pourquoi nous, les conservateurs, renouvelons notre demande pour une politique de taxe zéro sur l'essence. Notre stratégie est complète et sans équivoque. Nous demandons formellement au gouvernement de mettre fin: premièrement, à la taxe d'accise sur les carburants pour le reste de l'année 2026; deuxièmement, à la TPS sur l'essence et le diesel pour le reste de l'année 2026; et, troisièmement, à la norme sur les combustibles propres. En particulier, nous demandons la suppression définitive de la norme sur les combustibles propres, qui agit comme une taxe cachée permanente sur chaque litre consommé.

Si notre plan était pleinement mis en œuvre dès aujourd'hui, il se traduirait par un allègement réel, massif et immédiat, soit une réduction allant jusqu'à 25 ¢ par litre à la pompe. Pour une famille de quatre personnes, cela signifie une économie de 20 \$ ou plus à chaque plein. On parle de 1 200 \$ d'économie par année. C'est de l'argent réel. C'est de l'argent qui retourne directement dans les poches de nos concitoyennes et concitoyens pour payer l'épicerie et honorer le loyer. Notre plan offre une économie de 15 ¢ de plus par litre que le plan libéral actuel. C'est la preuve irréfutable que nous sommes les seuls à la Chambre à proposer une solution à la hauteur de la crise.

• (1015)

Nous ne pouvons pas ignorer ce qui se passe à l'international. Le Canada est en train de devenir une exception fiscale malheureuse et isolée. Des pays industrialisés de premier plan confrontés aux mêmes pressions mondiales, comme l'Australie, l'Espagne, l'Irlande, l'Italie, l'Allemagne et l'Autriche, ont déjà pris des mesures concrètes pour réduire massivement les taxes sur le carburant ou offrir un allègement direct à la pompe. Ils ont compris l'urgence de la situation. Pendant ce temps, ici, malgré la brève suspension partielle des taxes d'accise, les Canadiennes et les Canadiens continuent de payer environ 14,7 % de plus que les Américains. Cette injustice est perpétuée par des taxes fédérales qui demeurent obstinément trop élevées. Devrions-nous vraiment être surpris de l'inaction des libéraux face à cette crise?

Après une décennie de gaspillage et de mauvaise gestion de la part des libéraux, ce sont les Canadiennes et les Canadiens qui en paient le prix. Des dépassements de coûts massifs aux consultants grasses payés, en passant par une bureaucratie fédérale boursofflée, quand ce gouvernement cessera-t-il de s'en mettre plein les poches pour enfin redonner cet argent à nos communautés? Le ministre des Finances a l'air de trouver ça drôle, mais je peux lui assurer que, sur le terrain, présentement, les Canadiens et les Canadiennes, les Québécois et les Québécoises ne trouvent rien de drôle au coût de la vie actuel.

N'oublions pas que chaque dollar gaspillé est directement porté au compte de la carte de crédit nationale du Canada. Il est également porté sur la carte de crédit de nos enfants et de nos petits-enfants, et j'aimerais que le ministre des Finances en soit conscient. J'aurai le privilège d'être grand-père le 15 novembre prochain et j'espère qu'on pourra démontrer une rigueur fiscale, du côté du gouvernement libéral, pour aider nos générations futures et cesser de mettre de l'argent sur la carte de crédit de nos enfants et de nos petits-enfants. En clair, les Canadiens et les Canadiennes n'ont plus les moyens de se payer ce gouvernement libéral.

Travaux des subsides

Il existe un lien direct entre le prix du diésel et le prix du pain sur les étagères. Statistique Canada a récemment souligné que le Canada affichait la pire inflation alimentaire du G7. C'est un échec pour le premier ministre, qui est entré en fonction il y a un an avec la promesse solennelle de rendre les aliments plus abordables. Un an plus tard, les familles doivent en payer le prix.

Le gouvernement dégage un excédent massif grâce au prix élevé de l'énergie, qui pourrait atteindre jusqu'à 9 milliards de dollars. Nous croyons que le gouvernement a la responsabilité fondamentale de restituer les revenus excédentaires aux Canadiennes et aux Canadiens en cette période de crise. Notre plan permettrait de remettre 5 milliards de dollars dans les poches des familles canadiennes, tout en conservant 4 milliards de dollars pour assurer une flexibilité budgétaire. La décision des libéraux d'accumuler ces fonds en dit long. Après 10 ans de ce gouvernement, qui sait où cet argent finira par se retrouver?

Les conservateurs veulent un pays différent. Nous voulons un pays de compassion, un pays où les parents n'auront pas à vivre le déchirement de choisir entre remplir le panier d'épicerie et faire le plein d'essence pour aller travailler. La Chambre doit envoyer un signal clair. Elle doit exiger de ce gouvernement qu'il cesse de se contenter de demi-mesures, de sursis temporaires et d'illusions d'optique. L'heure n'est plus aux ajustements marginaux. Nous demandons l'annulation pure et simple de toutes les taxes fédérales sur l'essence et le diésel pour le reste de l'année, y compris la TPS, ainsi que l'abolition permanente de la norme sur les combustibles propres.

Il est temps de passer de la parole aux actes. Il est temps d'offrir un allègement immédiat, substantiel et mesurable. Il est temps de remettre 1 200 \$ dans les poches des familles canadiennes, là où cet argent sera le plus utile. Les citoyens de ce pays ne demandent pas la charité. Ils ne demandent pas de nouveaux programmes bureaucratiques. Ils demandent simplement que le gouvernement cesse de détériorer leur situation financière. Ils demandent moins d'argent pour la bureaucratie libérale et plus d'argent dans leurs poches, au sein de leur communauté.

Les conservateurs se tiennent debout pour l'abordabilité. Nous nous tenons debout pour soulager chaque famille canadienne et chaque agriculteur, et nous exigeons aujourd'hui la taxe zéro sur l'essence.

• (1020)

[Traduction]

L'hon. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, contrairement à ce que le député d'en face tente de laisser entendre, le gouvernement du Canada est conscient de la question de l'abordabilité. C'est pourquoi nous avons mis en place un allègement concernant la taxe d'accise sur l'essence.

J'ai une question à poser au député d'en face. Pourquoi le Parti conservateur n'appuie-t-il pas l'allocation pour l'épicerie et les besoins essentiels mise en place par le gouvernement du Canada, qui apporte une aide substantielle à des millions de Canadiens?

Le Parti conservateur affirme qu'il refuse d'appuyer cette mesure. D'un côté, les conservateurs veulent que nous en fassions un peu plus. De l'autre, ils votent contre quand nous agissons en proposant une allocation pour l'épicerie.

[Français]

Eric Lefebvre: Monsieur le Président, le député libéral qui me pose cette question avait dit à la Chambre qu'il n'y avait aucun aîné qui ne recevait pas ce qui lui était dû de la part du gouvernement libéral. Il a dû être rappelé à l'ordre par son whip. Les mesures que le gouvernement libéral a mises en place sont des mesures partielles. C'est seulement pour le tiers de l'année.

Ce que nous voulons, c'est une mesure permanente pour toute l'année 2026.

Gabriel Ste-Marie (Joliette—Manawan, BQ): Monsieur le Président, on a vu que la baisse de la taxe d'accise du fédéral a été compensée par la hausse des coûts de raffinage, ce qui fait que le prix à la pompe n'a pas baissé.

J'aimerais que mon collègue me dise ceci. À combien de milliards de dollars s'élève le coût de l'ensemble des mesures prévues dans le budget du gouvernement fédéral? Comment les conservateurs comptent-ils compenser ça? Vont-ils augmenter davantage le déficit déjà super élevé? S'ils font des compressions, où vont-ils les faire? De quels contribuables vont-ils augmenter les impôts?

Eric Lefebvre: Monsieur le Président, notre plan est clair. Nous voulons diminuer la bureaucratie libérale, de même que les dépenses liées aux consultants, qui représentent plusieurs milliards de dollars. Nous voulons diminuer la taille de l'État pour pouvoir remettre de l'argent dans les poches des contribuables. C'est ça, le plan conservateur.

[Traduction]

Dan Mazier (Mont-Riding, PCC): Monsieur le Président, le député libéral a posé une question concernant l'allocation pour l'épicerie et il a demandé pourquoi nous n'appuyons pas ce qui est essentiellement une aide financière versée aux Canadiens. Le gouvernement libéral est déjà en train de prendre leur argent.

Je me demande si le député pourrait nous expliquer l'ensemble de la chaîne de valeur et nous indiquer combien la Norme sur les combustibles propres coûte à tous les segments de la chaîne d'approvisionnement alimentaire.

[Français]

Eric Lefebvre: Monsieur le Président, ce n'est pas compliqué. Il s'agit de la chaîne de dépenses. Naturellement, si on réussit à diminuer les coûts de transformation et de transport, cela aura un effet direct sur le coût de l'épicerie pour les Canadiens et les Canadiennes. Présentement, les Canadiens ont besoin qu'on leur donne enfin un peu d'oxygène.

L'hon. François-Philippe Champagne (ministre des Finances et du Revenu national, Lib.): Monsieur le Président, ça me fait plaisir d'écouter mon collègue ce matin. Je suis toutefois un peu surpris de ses commentaires. Les gens de sa circonscription sont capables de faire la part des choses.

D'abord, je veux le féliciter d'être devenu grand-père. Il sera content de savoir que nous allons bâtir l'économie la plus forte du G7 pour son petit-fils ou sa petite-fille.

On sait que les gens nous regardent à la maison, et je suis sûr que mon collègue va enregistrer une vidéo de ce que nous avons fait aujourd'hui. Comment peut-il expliquer aux gens de sa circonscription pourquoi lui et son parti ont voté contre les mesures d'abordabilité? Est-ce qu'il va voter contre la mesure qui va faire que le 5 juin, des gens dans sa circonscription vont justement recevoir l'Allocation canadienne pour l'épicerie et les besoins essentiels? C'est une mesure qui va aider 12 millions de Canadiens et de Canadiennes, y compris des gens dans sa circonscription. Est-ce qu'il peut leur dire aujourd'hui devant la caméra s'il va voter en faveur de cette mesure, qui va aider des gens dans sa circonscription?

• (1025)

Eric Lefebvre: Monsieur le Président, je veux tout d'abord saluer les gens de la circonscription de Richmond—Arthabaska, qui ont fait confiance à un député conservateur. C'est le choix que les gens de la circonscription de Richmond—Arthabaska ont fait au cours de la dernière élection. Les gens ont fait ce choix parce qu'ils sont justement tannés de voir les libéraux dépenser sans compter. On est passé d'une dette de 700 milliards de dollars à 1 400 milliards de dollars après 10 ans de gestion du gouvernement libéral. On continue de mettre de l'argent sur la carte de crédit de nos enfants et de nos futurs petits-enfants. Les gens de la circonscription de Richmond—Arthabaska ont compris que ça doit cesser.

[Traduction]

Tamara Jansen (Cloverdale—Langley City, CPC): Monsieur le Président, dans les années 1970, pendant la crise énergétique en Grande-Bretagne, on disait que le gouvernement traitait les contribuables comme des citrons et que, chaque fois qu'il avait besoin de plus d'argent, il les pressait plus fort. C'est exactement ce que ressentent les Canadiens aujourd'hui quand ils font le plein. Qu'il s'agisse d'une mère qui conduit ses enfants au hockey à Cloverdale, d'un homme de métier de Langley qui remplit son camion avant d'aller travailler ou d'une personne âgée qui réduit ses dépenses d'épicerie en raison du prix de l'essence, toutes ces personnes voient le total monter à la pompe pendant que le gouvernement prend discrètement une part de plus en plus importante à chaque dollar qui s'ajoute.

Si les recettes du gouvernement augmentent chaque fois que le prix de l'essence augmente, quels incitatifs les libéraux ont-ils pour faire baisser ce coût? Voilà la vérité embarrassante qui est au cœur de ce débat. Chaque fois que les familles se présentent à la pompe et voient le total à payer monter, Ottawa se tient juste à côté, prêt à prélever sa part. Il y a la TPS, la taxe sur le carbone pour les industries et la norme sur les combustibles propres, qui s'ajoutent les unes aux autres pour chaque litre que nous achetons. Pendant que les Canadiens voient le total à la pompe grimper de façon effrayante, les recettes du gouvernement augmentent automatiquement.

Après des mois de flambée des prix et de pression incessante de la part des conservateurs, les libéraux ont finalement proposé un allègement fiscal très modeste et de courte durée. Ils l'ont présenté comme s'ils accomplissaient un véritable exploit sur le plan économique. En réalité, leur plan n'offre qu'un tiers de l'allègement réclamé par les conservateurs et il ne s'applique que pour le tiers de l'année. Les libéraux veulent faire croire aux Canadiens que les coffres sont vides, que c'est là la limite absolue de ce que le gouvernement peut faire, alors qu'en réalité, ils pourraient supprimer dès demain matin toutes les taxes fédérales sur l'essence et le diésel et offrir un véritable répit aux Canadiens.

Travaux des subsides

Cependant, il faudrait pour cela que le gouvernement accepte de renoncer à certaines recettes, et les libéraux des dernières années se sont bien trop habitués à dépenser l'argent des autres. Au lieu d'un véritable allègement, on sert aux Canadiens une annonce soigneusement mise en scène, conçue pour faire les gros titres, susciter des applaudissements à Ottawa et offrir juste assez pour apaiser la colère du public, tandis que les familles continuent de crouler sous le poids de la hausse du prix du carburant. Pendant ce temps, on demande à la mère seule qui doit prendre sa voiture pour aller travailler, à l'homme de métier qui fait le plein de son camion et à la personne âgée qui doit choisir entre faire ses courses et s'acheter de l'essence de se réjouir de miettes, alors que le gouvernement, lui, continue de se régaler de la miche entière.

Voilà pourquoi les conservateurs ont présenté cette motion visant à supprimer toutes les taxes fédérales sur l'essence et le diésel pour le reste de l'année et à amener le gouvernement à renoncer pour de bon à la coûteuse norme sur les combustibles propres. Ce que nous voulons, c'est que les Canadiens puissent enfin bénéficier d'un certain répit.

Milton Friedman a un jour déclaré en plaisantant que si l'on confiait la gestion du désert du Sahara à l'État, en moins de cinq ans, il y aurait une pénurie de sable. Nous rions parce que nous comprenons la vérité profonde qui se cache derrière cette affirmation, à savoir que les gouvernements s'ingèrent trop dans les marchés, alourdissent la fiscalité, multiplient les couches de bureaucratie et tentent de planifier l'économie de manière centralisée depuis des salles de réunion à Ottawa. Ce sont les personnes qui en ont le moins les moyens qui finiront par en payer le prix. C'est exactement ce qui s'est passé au Canada.

Réfléchissons-y. En 2014, le prix du pétrole se situait à peu près au même niveau qu'aujourd'hui, soit environ 100 \$ le baril, mais les Canadiens payaient environ 1,37 \$ le litre. Aujourd'hui, ce même litre coûte près de 1,87 \$. C'est environ 50 ¢ de plus par litre, alors que les prix mondiaux du pétrole n'ont pratiquement pas changé. Qu'est-ce qui a changé? Ce sont les taxes libérales, bien sûr.

Au cours de la dernière décennie, les Canadiens ont été submergés par une accumulation croissante de coûts fédéraux qui se sont ajoutés à ceux de l'énergie. Ces coûts comprennent la taxe sur le carbone pour l'industrie, la norme sur les combustibles propres et la TPS appliquée à l'ensemble du montant majoré. On nous impose toujours plus de taxes, toutes justifiées par des politiciens qui semblent oublier que les travailleurs doivent toujours se rendre au travail en voiture, que les agriculteurs doivent toujours récolter leurs cultures et que les familles doivent toujours emmener leurs enfants à l'école.

Voici ce que les Canadiens commencent à comprendre très clairement: chaque fois que le prix de l'essence augmente, les recettes du gouvernement augmentent également. Ottawa tire profit du coût élevé de l'énergie, tandis que les Canadiens ordinaires en font les frais. C'est pourquoi les commentaires du ministre des Finances étaient étonnamment insensibles lorsqu'il a affirmé que les libéraux avaient agi plus rapidement et de manière plus exhaustive que des pays comparables.

Travaux des subsides

Les Canadiens ne cherchent pas à remporter un trophée sur la scène politique internationale. Ils regardent leurs comptes bancaires, ils regardent leurs factures d'épicerie, ils regardent le coût du plein d'essence pour le véhicule familial et ils se demandent jusqu'à quel point ils peuvent faire durer un chèque de paie qui semble déjà épuisé avant même qu'il arrive. Pendant ce temps, des pays réduisent les taxes sur les combustibles pour aider leurs citoyens à faire face à la hausse des coûts.

• (1030)

Les conservateurs ont proposé d'éliminer toutes les taxes fédérales sur l'essence et le diésel pour le reste de l'année pour permettre aux familles d'économiser environ 25 ¢ le litre, soit environ 1 200 \$ pour une famille de quatre personnes. La réponse des libéraux a été d'offrir à peine un tiers de l'aide pendant à peine un tiers de l'année, puis ils ont présenté cette aide comme s'ils avaient déplacé des montagnes au nom des Canadiens en difficulté.

Margaret Thatcher avait compris quelque chose que les libéraux d'aujourd'hui n'ont jamais été en mesure de saisir: lorsqu'un gouvernement fait augmenter le prix du carburant, il augmente le prix de tout. Le carburant n'est pas un produit de luxe. Grâce au carburant, on transporte les produits alimentaires d'un bout à l'autre du pays et on alimente les tracteurs, les camions de livraison, les ambulances, les usines, les autobus scolaires et l'équipement de construction. Lorsque le prix du carburant augmente, le coût de tout le reste augmente aussi.

Les Canadiens ont déjà atteint le point de rupture. Près des trois quarts des Canadiens disent que l'augmentation du prix des aliments et de l'essence aggrave leurs difficultés financières. Plus de 4 Canadiens sur 10 sont à moins de 200 \$ de ne pas pouvoir payer leurs factures. Les députés peuvent y réfléchir. Après une décennie de budgets financés à crédit, de déficits inflationnistes et de mauvaise gestion économique de la part des libéraux, le coût d'une facture de réparation imprévue, d'une visite de plus à l'épicerie ou d'un plein d'essence pousse des millions de Canadiens au bord du gouffre. Pendant que les Canadiens ordinaires réduisent leurs dépenses, les gouvernements continuent de dépenser sans compter.

Les camionneurs qui livrent les produits alimentaires, les agriculteurs qui font les récoltes, et les fabricants qui expédient des marchandises paient plus cher pour l'essence. Chaque augmentation des coûts se retrouve éventuellement sur les factures des familles canadiennes ordinaires. Ce sont les conséquences bien réelles du prix élevé du carburant. Il ne s'agit pas d'une discussion économique théorique autour d'un repas commandé auprès d'un traiteur à Ottawa. Il s'agit de vraies familles qui doivent prendre des décisions difficiles chaque jour.

Le gouvernement agit comme si la réduction des taxes sur l'essence allait, d'une façon ou d'une autre, ruiner l'économie. Quand ils demandent la réduction de ces taxes, les conservateurs ne proposent pas de créer un autre programme de subventions compliqué qui s'accompagne de paperasse, de bureaucratie et de consultants payés à l'heure aux frais des contribuables. Nous soutenons simplement que le gouvernement devrait cesser de soutirer autant d'argent aux Canadiens et les laisser conserver une plus grande part de leur revenu. C'est la forme d'allègement la plus simple qui soit.

Le travail du gouvernement n'est pas de tendre la main aux Canadiens chaque fois qu'ils font le plein pour se rendre au travail. La directrice parlementaire du budget a déclaré que le plan temporaire des libéraux ne permettrait au ménage moyen d'économiser qu'en-

viron 124 \$ au total. Les Canadiens ne peuvent pas gérer un budget familial avec des gestes symboliques. Les conservateurs proposent des mesures d'allègement qui seraient vraiment utiles. Les libéraux ne veulent tout simplement pas renoncer à leurs recettes.

Au cœur de ce débat se trouve une question très simple: qui devrait garder cet argent? Devrait-il rester dans les poches des hommes et des femmes qui se lèvent tôt, qui travaillent de longues heures, qui conduisent des camions, qui construisent des maisons, qui récoltent les cultures et qui font tourner le pays, ou devrait-il être versé à Ottawa, où le gouvernement a un appétit insatiable pour les dépenses et bien peu d'intérêt pour la modération?

Les conservateurs sont d'avis que les Canadiens ont déjà assez payé. Après une décennie de déficits et de taxes sous le régime libéral, les familles ne demandent pas du luxe. Elles demandent de pouvoir respirer un peu. Elles demandent de pouvoir se rendre au travail en voiture sans avoir l'impression d'être punies chaque fois qu'elles font le plein. Elles veulent pouvoir aller à l'épicerie sans se demander à quels produits de première nécessité elles devront renoncer une fois à la caisse. Chaque fois que les Canadiens soulèvent ces préoccupations, les libéraux répondent qu'ils ont déjà pris des mesures, que l'économie canadienne se porte à merveille et que c'est l'une des meilleures du G7. Pour une raison ou une autre, la solution à la hausse des coûts est toujours d'accroître la bureaucratie, les interventions et le fardeau fiscal des gens, alors qu'ils ont déjà du mal à se maintenir à flot.

La Chambre a un choix à faire. Nous pouvons continuer sur la voie libérale, une voie qui considère le coût élevé de l'énergie comme une vertu politique, où les impôts augmentent discrètement chaque fois que les familles font le plein d'essence et où le gouvernement grossit alors que les Canadiens ordinaires s'appauvrissent, ou nous pouvons revenir au principe simple qui a permis de bâtir des économies fortes, à savoir que les travailleurs savent mieux gérer leur propre argent que le gouvernement ne le saura jamais.

• (1035)

L'hon. François-Philippe Champagne (ministre des Finances et du Revenu national, Lib.): Monsieur le Président, je suis heureux d'être ici pour écouter les observations de ma collègue. Si elle veut parler d'abordabilité, je suis sûr qu'elle sait que les trois choses qui préoccupent les Canadiens sont le prix des loyers, le prix des aliments et le prix de l'essence.

Je suis sûr qu'elle dira à ses concitoyens que le Canada a pris les devants pour aider les Canadiens en leur donnant accès à des logements plus abordables. Je suis certain qu'elle parlera à ses concitoyens, le 5 juin, lorsque 12 millions de Canadiens recevront l'aide dont ils ont besoin pour faire face à l'inflation du prix des aliments. Je suis certain qu'elle va dire que le gouvernement fédéral a retiré la taxe d'accise fédérale sur l'essence.

Ma question pour la députée est la suivante: demande-t-elle aux provinces de supprimer les taxes qu'elles ont imposées sur les carburants partout au pays? C'est une question intéressante. J'aimerais que la députée explique à la Chambre ce qu'elle demande aux provinces.

Tamara Jansen: Monsieur le Président, au bout du compte, c'est une question de priorités. Le gouvernement est devenu beaucoup trop à l'aise avec l'idée de percevoir plus d'argent chaque fois que le prix de l'essence augmente tout en prétendant que la hausse des coûts échappe d'une manière ou d'une autre à son contrôle.

Les Canadiens, eux, n'ont toutefois pas le luxe de faire semblant. Ils subissent ces coûts chaque jour lorsqu'ils font l'épicerie, se rendent au travail, chauffent leur maison ou exploitent leur petite entreprise. Malgré tous les discours et les manchettes, les libéraux refusent toujours de prendre les mesures simples qui apporteraient un répit immédiat, à savoir supprimer toutes les taxes fédérales sur l'essence et le diésel et supprimer la coûteuse Norme sur les combustibles propres.

Costas Menegakis (Aurora—Oak Ridges—Richmond Hill, PCC): Monsieur le Président, nous venons tout juste de passer deux semaines dans nos circonscriptions et nous avons eu l'occasion de rencontrer les gens que nous représentons. Dans ma circonscription, Aurora—Oak Ridges—Richmond Hill, j'ai entendu de nombreux témoignages de familles et de petites entreprises qui en arrachent.

Je me demande si la députée pourrait nous faire part de ce qu'elle a entendu dans sa circonscription, à l'autre bout du pays. Je représente une circonscription de l'Ontario, tandis qu'elle en représente une en Colombie-Britannique. J'aimerais savoir quel genre de commentaires elle a reçus. La réalité dans sa circonscription était peut-être différente de ce que j'entendais dans la mienne.

Tamara Jansen: Monsieur le Président, j'ai entendu exactement les mêmes choses dans ma circonscription. J'ai également entendu dire que, au bout du compte, les Canadiens veulent du gros bon sens et non du théâtre politique.

Les libéraux ont créé un système où chaque hausse du prix de l'essence augmente les recettes du gouvernement, car chaque cent de plus à la pompe se traduit par une augmentation des recettes fiscales pour Ottawa. Pendant ce temps, ce sont les Canadiens ordinaires qui en font les frais: la hausse du coût du carburant se répercute sur l'ensemble de l'économie, rendant la nourriture, le transport et la vie quotidienne plus chers. Rien n'empêche le gouvernement d'offrir une aide significative, si ce n'est sa propre réticence à renoncer à ces recettes supplémentaires.

Les Canadiens méritent plus que des gestes symboliques et des annonces temporaires.

Carlos Leitão (secrétaire parlementaire de la ministre de l'Industrie, Lib.): Monsieur le Président, avant de poser ma question, il y a quelque chose que les députés d'en face répètent sans cesse, à savoir qu'en 2014, le prix du pétrole était ce qu'il est aujourd'hui et que le prix de l'essence était beaucoup plus bas. C'est tout simplement faux. C'est factuellement inexact. Ils devraient peut-être arrêter de dire ça.

Le cours du pétrole a commencé en 2014 à 100 \$ le baril, et il a fermé l'année à 57 \$. C'était l'année du pétrole de schiste aux États-Unis. Les stocks de pétrole étaient énormes, et c'est pourquoi le prix de l'essence a beaucoup baissé. Ce ne sont pas les taxes. Voyons donc!

• (1040)

[Français]

Ma question concerne l'aide aux familles.

[Traduction]

Ma collègue pense-t-elle que l'aide aux familles devrait être ciblée ou qu'elle devrait être généralisée, de façon que les riches aient le même répit que les pauvres?

Travaux des subsides

Tamara Jansen: Monsieur le Président, le fait est que la mesure gouvernementale en fait trop peu, qu'elle arrive trop tard et qu'elle n'est que temporaire.

Le plan libéral ne fournit qu'une fraction de l'aide dont les Canadiens ont besoin, et ce, pour une partie de l'année seulement, alors que les autres coûts fédéraux s'ajoutent au coût de l'énergie. Même selon la directrice parlementaire du budget, le ménage moyen n'économisera que 124 \$. Cela aide peut-être un peu, mais ce n'est pas un soulagement sérieux pour les familles confrontées aux coûts élevés de l'essence, de l'épicerie, du loyer et de l'hypothèque. Les Canadiens ont besoin d'économies substantielles à la pompe, et non d'une annonce temporaire conçue pour donner l'impression que le gouvernement a réglé le problème.

[Français]

L'hon. François-Philippe Champagne (ministre des Finances et du Revenu national, Lib.): Monsieur le Président, je suis heureux de prendre la parole. Ça va nous permettre de remettre un peu les pendules à l'heure. Nous avons entendu beaucoup de choses ce matin, mais je pense que les gens qui nous écoutent à la maison veulent avoir les faits. Ils comprennent que nous faisons face à la plus grande crise énergétique que l'on a connue depuis des décennies, et, ça, ce sont les paroles du directeur général de l'Agence internationale de l'énergie.

C'est donc avec grand plaisir que j'interviens dans le cadre du débat d'aujourd'hui sur cette question qui touche l'ensemble de la population canadienne. Nous sommes très conscients du fait que la question de l'abordabilité est la préoccupation première des Canadiens et des Canadiennes. On parle du coût du logement, du coût de l'épicerie et, évidemment, du coût de l'essence. Je veux aussi dire que le Canada n'est pas immunisé contre la situation mondiale. Nous en avons justement fait état avec nos collègues des pays du G7 la semaine dernière, alors que nous nous sommes rencontrés.

Le Canada fait la preuve qu'il est un chef de file en matière d'abordabilité. Le Canada a pris des mesures ciblées, des mesures qui vont aider les familles et les Canadiens de partout au pays. Je dirais même que, dans le cadre de discussions internationales, les gens considèrent souvent que le Canada est un pays qui a utilisé sa capacité fiscale de façon judicieuse pour aider les familles et les ménages dans un moment où ils en avaient besoin.

L'évolution rapide du contexte mondial plonge les entreprises, les travailleurs et les familles dans l'incertitude. On a parlé d'un brouillard d'incertitude qui enveloppe la planète maintenant, et je dirais que le Canada, dans un contexte comme celui-là, est en mesure d'agir concrètement pour aider les gens et certainement aider les entreprises, les travailleurs et les ménages.

Devant la situation, le gouvernement se concentre sur ce qu'il peut contrôler, c'est-à-dire bâtir une économie plus forte afin de réduire le coût de la vie pour les Canadiens et les Canadiennes, et bâtir l'économie la plus forte et la plus résiliente du G7. Nous sommes particulièrement conscients des pressions causées par la hausse des prix de l'essence dans un contexte mondial marqué par d'importantes tensions géopolitiques. Comme je le disais, les Canadiens comprennent très bien la situation géopolitique à laquelle l'ensemble des pays du monde font face.

Travaux des subsides

[Traduction]

Voilà précisément pourquoi nous sommes passés à l'action. Nous avons entendu bien des discours ce matin, mais les Canadiens veulent voir des mesures concrètes, et c'est ce que le gouvernement leur offre.

L'Agence internationale de l'énergie a déclaré qu'il s'agissait de la crise énergétique la plus grave de l'histoire. Nous devons tous composer avec ce contexte. Cette crise énergétique est la plus importante de l'histoire. C'est pourquoi nos mesures visant à rendre le logement et l'épicerie plus abordables et la suspension de la taxe d'accise fédérale sur le carburant donnent un réel coup de pouce aux Canadiens.

Le mois dernier, je me suis joint au premier ministre ici, à Ottawa, pour annoncer une suspension temporaire de la taxe d'accise fédérale sur l'essence, le diesel et les carburants d'aviation. Depuis le 20 avril et jusqu'à la fête du Travail, nous faisons en sorte que les Canadiens n'aient pas à payer la taxe d'accise sur l'essence à la pompe. Pour nous, c'était une priorité d'aider les Canadiens et les entreprises à faire face aux pressions mondiales. Les Canadiens devraient ainsi économiser 10 ¢ par litre d'essence ordinaire et 4 ¢ par litre de diesel. On parle d'une économie de près de 6 \$ pour un plein typique de 50 litres. Voilà une mesure d'aide concrète pour les Canadiens et les consommateurs.

Cette mesure contribuera également à réduire les coûts d'exploitation des entreprises des secteurs de l'alimentation, de l'agriculture, du logement, de la construction et du camionnage. Nous savons que des coûts moins élevés et une meilleure santé financière permettent aux entreprises d'embaucher davantage, mais aussi de fabriquer et d'exporter plus de produits en toute confiance sur les marchés mondiaux. Cette mesure aiderait également les familles canadiennes à économiser sur leurs frais de transport à l'approche de la saison estivale, lorsqu'elles parcourront notre beau pays. Elle devrait représenter un allègement de plus de 2,4 milliards de dollars en 2026 et 2027.

Je tiens simplement à rappeler à ma collègue qui parlait de recettes supplémentaires que, comme je l'ai indiqué dans la mise à jour économique du printemps, les deux tiers de ces sommes ont servi à soutenir les familles canadiennes en cette période difficile. Il ne s'agit là que de l'une des nombreuses mesures que nous avons prises pour atténuer les effets de la hausse du prix de l'essence sur le budget des ménages canadiens.

• (1045)

Je m'attends à ce que mes collègues conservateurs présents ce matin appuient le projet de loi C-30, puisqu'il vise précisément à concrétiser ce dont nous avons discuté. Poser des questions et prononcer des discours, c'est bien, mais voter en faveur d'une mesure concrète qui améliorera la vie des Canadiens, c'est mieux. Je vois dans les yeux et dans les sourires de mes collègues qu'ils comptent bien voter, et c'est ce que nous souhaitons. Leurs concitoyens les observeront de près pour voir s'ils appuient une mesure qui permettrait de réduire le prix de l'essence.

Dès son entrée en fonction, le premier ministre a annulé la redevance fédérale sur les combustibles en date du 1^{er} avril 2025, une mesure qui a permis aux Canadiens de faire des économies directement à la pompe. Nous avons pris une série de mesures pour réduire le prix du carburant dans tout le pays. Le gouvernement a également supprimé l'obligation pour les provinces et les territoires d'avoir une taxe sur le carbone pour les consommateurs à compter

de cette date. Ces mesures ont contribué à réduire le prix de l'essence dans la plupart des provinces et des territoires d'environ 18 ¢ le litre par rapport à 2024-2025. Nos mesures sont ciblées et sont efficaces. Si l'on compare les mesures prises par le Canada à celles des autres pays du G7, on constate qu'elles sont très ciblées. Elles se sont avérées très efficaces, et plusieurs pays s'inspirent du Canada et de son leadership en matière de mesures destinées à aider les Canadiens.

[Français]

Pour plusieurs Canadiens et Canadiennes, le coût du panier d'épicerie et des produits de première nécessité demeure une préoccupation constante. Nous en sommes conscients, car c'est ce que nous entendons partout au pays. C'est pour ça que nous avons décidé d'agir. Nous n'avons pas attendu; nous avons décidé d'agir pour aider les familles.

Nous sommes tous conscients du fait que la pandémie a provoqué un pic d'inflation à l'échelle mondiale qui a fait grimper le coût des aliments et des biens essentiels. Les gens qui nous regardent comprennent que le Canada n'est pas immunisé face aux situations mondiales comme les changements climatiques, les droits de douane, les perturbations des chaînes d'approvisionnement et le coût des carburants. Les gens comprennent que le Canada n'est pas immunisé face à tout cela, mais nous sommes capables d'agir sur ce que nous contrôlons. C'est exactement ce que nous avons fait.

Les prix des aliments ont augmenté plus overallapidement que l'inflation globale sous l'effet des chocs causés par les perturbations des chaînes d'approvisionnement mondiales, par l'imposition de droits de douane, par les phénomènes météorologiques liés aux changements climatiques et, comme je le disais, par les tensions géopolitiques.

Face à cette réalité, notre gouvernement a pris des mesures concrètes pour rendre le coût de la vie plus abordable à court terme, tout en renforçant la sécurité alimentaire et en soutenant l'innovation dans le secteur agricole et agroalimentaire.

J'ai justement parlé à nos collègues de l'UPA, soit l'Union des producteurs agricoles, pour mieux comprendre comment nous pouvons devenir plus résilients, comment nous pouvons produire davantage ici, chez nous, et être moins dépendants des importations provenant de l'étranger.

Afin de soutenir les personnes les plus touchées par la hausse du prix des aliments, notre gouvernement a annoncé en janvier la nouvelle Allocation canadienne pour l'épicerie et les besoins essentiels, qui est très ciblée et très importante, parce qu'elle permettra d'aider plus de 12 millions de Canadiens et de Canadiennes.

Tous les députés ici présents ont des concitoyens dans leur circonscription qui vont bénéficier de cette mesure, parce qu'elle va permettre aux gens de couvrir leurs dépenses essentielles du quotidien. Cette mesure est fondée sur le crédit pour la TPS. C'est une allocation qui représente une aide supplémentaire de 11,7 milliards de dollars sur six ans. C'est près de 12 milliards de dollars qui iront dans les poches des Canadiens et des Canadiennes. D'abord, on parle d'un versement unique qui sera effectué à compter du 5 juin.

Travaux des subsides

Je compte sur l'ensemble des députés à la Chambre pour annoncer à leurs concitoyens que le 5 juin, plusieurs personnes dans leur circonscription recevront cette aide. Elle correspondra à 50 % du montant annuel du crédit pour la TPS de 2025-2026 et cela offrira une aide immédiate de 3,1 milliards de dollars aux particuliers et aux familles admissibles.

Ensuite, les versements du crédit pour la TPS seront augmentés de 25 % pendant cinq ans à compter de juillet. Il s'agit donc d'une aide ponctuelle, mais aussi d'une aide pour les prochaines années afin d'aider les familles à faire face au coût de l'épicerie.

La bonification représentera un soutien supplémentaire de 8,6 milliards de dollars et permettra également à environ 500 000 nouveaux particuliers et familles de bénéficier de ce nouveau programme. C'est une aide substantielle.

● (1050)

Hier, j'étais justement dans une épicerie et je parlais avec des gens. Je parlais aussi avec les dirigeants et je leur disais que de mettre de l'argent comme ça dans les poches des gens, ça va aider plusieurs familles à faire face à la montée des prix des aliments que nous avons vue. Concrètement, une famille de quatre personnes pourra recevoir jusqu'à 1 890 \$ cette année et environ 1 400 \$ par an pendant les quatre prochaines années. Une personne seule pourra recevoir jusqu'à 950 \$ cette année et environ 700 \$ par année par la suite. Ce sont des sommes importantes pour près de 12 millions de Canadiens et de Canadiennes.

[Traduction]

Le gouvernement accorde également d'importantes réductions d'impôts pour soulager les Canadiens, car nous avons compris ce qui pourrait les aider. Depuis le 1^{er} juillet 2025, les Canadiens paient moins d'impôts depuis que le gouvernement a fait passer le taux d'imposition marginal de la première tranche de revenu des particuliers de 15 % à 14 %. C'est la toute première chose que nous avons faite en tant que gouvernement. La toute première chose que nous avons faite a été de réduire les impôts de 22 millions de Canadiens, et cela a un effet réel. C'est une mesure responsable, qui aide tout le monde dans ce pays. Grâce à ce changement, 22 millions de Canadiens bénéficient d'un allègement fiscal pouvant atteindre 420 \$ par personne, ce qui permet aux familles à deux revenus d'économiser jusqu'à 840 \$ par an.

Le gouvernement a également supprimé la TPS pour les acheteurs d'une première maison neuve d'une valeur maximale de 1 million de dollars et réduit la TPS pour les acheteurs d'une première maison neuve d'une valeur comprise entre 1 million et 1,5 million de dollars.

De plus — et je pense que nous devrions tous en être très fiers en tant que députés —, nous avons pérennisé le Programme national d'alimentation scolaire, une initiative dont on se souviendra pendant des générations. Grâce à elle, près de 400 000 enfants par année se font servir des repas à l'école, ce qui représente une économie en dépenses alimentaires estimée à 800 \$ par an pour les familles qui ont des enfants à l'école et qui ont recours au programme. Aider les enfants en veillant à ce qu'ils aient un bon repas pour bien commencer la journée est, j'en suis sûr, quelque chose qui réjouit chaque député. Je pense au député qui va bientôt avoir des petits-enfants. Il s'agit d'une mesure qui aide nos enfants et nos futurs petits-enfants et qui est très appréciée des familles.

Mais ce n'est pas tout. Il y a d'autres bonnes nouvelles. Nous avons également mis en place les prestations fédérales automatisées, à compter de l'année d'imposition 2026. Nous avons examiné ce qui se faisait dans divers pays, nous avons étudié les pratiques exemplaires, et je dirais que les prestations fédérales automatisées en font partie. Grâce à cette mesure, 5,5 millions de Canadiens à faible revenu recevront automatiquement les prestations auxquelles ils ont droit d'ici l'année d'imposition 2028, notamment l'Allocation canadienne pour l'épicerie et les besoins essentiels et l'Allocation canadienne pour enfants.

Nous avons également prévu d'ambitieuses mesures favorisant la concurrence dans les secteurs des télécommunications et des finances afin de renforcer la concurrence, réduire les prix, offrir plus de choix aux Canadiens et permettre à ceux-ci de passer plus facilement d'un fournisseur à un autre et de payer des frais bancaires et de service moins élevés.

Pour conclure, étant donné que j'ai hâte aux questions de mes collègues, puisque je pourrai en dire encore davantage sur l'aide que nous apportons aux Canadiens, notre plan fait passer l'économie du Canada de la dépendance à la résilience. Les Canadiens savent que pour bâtir l'économie la plus solide du G7, il faut y investir. Voilà pourquoi j'ai été ravi d'annoncer, dans le budget de 2025, des investissements axés sur le logement, les infrastructures, la concurrence, l'innovation et la défense. De nombreuses organisations dans le monde applaudissent d'ailleurs notre plan. Ainsi, selon le Fonds monétaire international, le Canada a la situation financière la plus stable du G7.

Nous avons en effet le ratio de la dette nette par rapport au PIB le plus faible du G7 et nous sommes l'un des deux seuls membres de ce groupe à mériter la note de crédit AAA. Parce que nos finances sont stables, nous sommes en mesure d'investir dans notre avenir tout en donnant un coup de pouce aux Canadiens dès maintenant, dans ces temps durs. C'est pourquoi je suis extrêmement heureux, toujours grâce au projet de loi C-30, nous ayons prévu un train de mesures dans l'énoncé économique du printemps afin de donner un coup de pouce aux Canadiens, de bâtir notre pays ainsi que de mieux protéger son territoire et sa population.

Je serai heureux d'écouter ce que mes collègues ont à dire. Je sais qu'ils se réjouissent eux aussi à la perspective d'appuyer le projet de loi C-30. Ils sont conscients qu'il faut bâtir un Canada fort. Ils sont conscients qu'il faut donner aux Canadiens les moyens de leurs ambitions. Ils sont conscients qu'il faut rendre le pays plus sûr. Nous ne manquerons jamais de travailler main dans la main avec tous les députés afin de bâtir un pays fort et l'économie la plus solide du G7.

● (1055)

Costas Menegakis (Aurora—Oak Ridges—Richmond Hill, PCC): Monsieur le Président, le ministre a souligné trois enjeux qui sont très importants pour les familles canadiennes, à savoir le coût du logement, le prix des aliments et le prix de l'essence. Il siège au Cabinet depuis 2017. Il en est à sa neuvième année. Voilà où nous en sommes après neuf ans. Neuf ans plus tard, nous avons le coût du logement le plus élevé au pays. La nourriture coûte cher. Nous avons le prix des aliments le moins abordable parmi les pays du G7. Voilà notre bilan dans ce domaine. Bien sûr, le prix de l'essence est devenu astronomique.

Travaux des subsides

Maintenant, à part présenter la mise à jour économique du printemps, le ministre a une occasion d'appuyer notre motion pleine de bon sens, qui vise à réduire toutes les taxes sur le carburant pour le reste de l'année. Va-t-il démontrer un véritable leadership en apportant de véritables...

Le vice-président adjoint (John Nater): Le ministre des Finances a la parole.

L'hon. François-Philippe Champagne: Monsieur le Président, je suis heureux d'entendre que le député conservateur prend conscience de la réalité au pays. Il a raison de dire que ce qui préoccupe les Canadiens, ce sont les loyers, le prix des aliments et le prix de l'essence. Je suis convaincu qu'il va bientôt retourner dans sa circonscription, et, la bonne nouvelle, c'est qu'il pourra expliquer à ses concitoyens que le gouvernement du Canada a effectivement déjà pris des mesures pour offrir davantage de logements abordables, ce qui constitue le premier pilier de l'abordabilité. Aussi, l'Allocation canadienne pour l'épicerie et les besoins essentiels va changer la vie de 12 millions de Canadiens.

Il évoquera sans doute aussi le fait que nous avons réduit l'impôt pour la première tranche d'imposition, de 15 à 14 %, ce qui profite à 22 millions de Canadiens. Je suis convaincu, pour le connaître, qu'il parlera également de la suspension de la taxe d'accise sur les carburants, qui apporte une aide concrète aux Canadiens partout au pays.

[Français]

Xavier Barsalou-Duval (Pierre-Boucher—Les Patriotes—Verchères, BQ): Monsieur le Président, je félicite le ministre pour son discours, où il nous a fait une belle démonstration de sa capacité de s'exprimer en anglais. Dans son discours, il a entre autres vanté la suspension de 10 ¢ de la taxe d'accise sur l'essence, une suspension temporaire, en disant que c'était une mesure qui allait favoriser l'abordabilité. Il a peut-être oublié de nous dire que c'est aussi une mesure qui va creuser le déficit.

Le directeur parlementaire du budget nous a dit quelles personnes allaient bénéficier de ça. Il semble que, pour les 20 % les plus pauvres, ce soit une économie de 59 \$ alors que, pour les 20 % les plus riches, c'est une économie de 211 \$. Comment le ministre explique-t-il sa décision de favoriser les plus riches?

L'hon. François-Philippe Champagne: Monsieur le Président, la question de mon collègue me permet aussi de m'exprimer dans la langue de Molière, que nous adorons évidemment tous et toutes à la Chambre.

Les députés du Bloc québécois ne l'ont peut-être pas dit encore, mais je les regarde ce matin et je le vois dans leur sourire et dans leur cœur: je pense qu'ils vont voter pour le projet de loi C-30 parce qu'ils savent que les Québécois et les Québécoises ont besoin de cette aide. Moi, je pense que, comme députés ici, à la Chambre, nous avons tous besoin d'appuyer les Canadiens et les Canadiennes dans un moment comme celui-là.

Mon collègue est conscient, comme moi, quand il va dans sa circonscription, des problèmes d'abordabilité du logement, de la question de l'épicerie et de la question de l'essence. Ce sont des questions importantes. Cependant, ce qu'il est important de savoir, c'est que, dans le projet de loi C-30, ce sera la mise en vigueur de cette mesure. J'espère que mon collègue va non seulement poser une question ce matin, mais qu'il va poser un geste concret pour appuyer la réduction et donner un coup de main aux familles canadiennes.

• (1100)

Serge Cormier (Acadie—Bathurst, Lib.): Monsieur le Président, j'ai eu la chance de recevoir le ministre des Finances dans ma circonscription à quelques reprises déjà et je sais qu'il a vu tous les bénéfices que les programmes que nous avons mis en place depuis que nous avons commencé à siéger ensemble, en 2015, ont eus pour les familles.

J'entendais tantôt des députés conservateurs dire qu'ils allaient se tenir debout pour les Canadiens. Or, quand c'était le temps de se tenir debout, par exemple pour l'Allocation canadienne pour enfants ou alors pour le Programme national d'alimentation scolaire du Canada, un projet de loi que j'ai déposé à la Chambre, ils ont voté contre. Ça aurait fait du bien aux familles de la circonscription de ces députés, mais, encore une fois, ce sont des gestes comme ça qu'ils posent pour ne pas aider les familles.

J'aimerais que le ministre des Finances nous dise comment tous ces programmes ont pu profiter aux familles de ma région, mais aussi aux familles de sa région.

L'hon. François-Philippe Champagne: Monsieur le Président, je reconnais toute l'intelligence dans la question de mon collègue. Effectivement, quand c'était le temps de se tenir debout, les conservateurs se sont assis. Quand c'était le temps de se tenir debout pour défendre les familles, ils n'étaient pas là. Moi, je me rappelle les votes. Il faut se tenir debout quand on dit qu'on vote pour l'abordabilité.

Mon collègue a raison. Ce que nous avons vu au Nouveau-Brunswick, nous le voyons partout au pays. C'est pour ça que le Canada est un chef de file. Nous avons agi en matière de logement abordable. C'est le premier pilier de l'abordabilité. Nous avons été là avec l'Allocation canadienne pour les enfants. Nous voulons parler de ce que nous avons fait avant, une mesure qui aide évidemment des familles partout au pays. S'il y a une chose que les gens savent à la maison, c'est que, de notre côté de la Chambre, nous saurons toujours nous tenir debout pour aider les familles et les Canadiens quand ils en ont besoin.

Elizabeth May (Saanich—Gulf Islands, PV): Monsieur le Président, je souhaite remercier le ministre de son discours.

Ma question concerne la suspension temporaire de la taxe d'accise fédérale sur le carburant, particulièrement parce qu'à l'époque de l'ancien premier ministre, M. Stephen Harper, cette taxe n'était utilisée que pour les fonds pour le transport urbain.

Si cette taxe d'accise sur le carburant est suspendue, quels sont les revenus pour le transport en commun urbain?

C'est la responsabilité d'un autre palier de gouvernement, soit le gouvernement local, qui dépend de cette taxe pour le transport urbain.

L'hon. François-Philippe Champagne: Monsieur le Président, j'aimerais remercier ma collègue de son importante question. Je l'en remercie. Elle a toujours emmené la Chambre à réfléchir sur des mesures qui vont aider les Canadiens et les Canadiennes partout au pays. Elle sera contente d'apprendre que, comme je le disais, sur le montant de 7 milliards de dollars de revenus additionnels, dans la Mise à jour économique du printemps 2026, on a pris deux tiers de ces revenus pour aider les gens, justement. On l'a fait en matière de logement et d'épicerie, parce que je pense que c'est ce qui est important, aujourd'hui.

En effet, il est important d'investir pour l'avenir, mais les gens sont préoccupés par la fin de la semaine et par la fin du mois. Alors, ils nous demandent de l'aide maintenant, pendant qu'on bâtit, ensemble, un pays fort. Je pense que, dans l'esprit de ma collègue, on a fait preuve de discipline fiscale, en même temps, nous avons été là avec notre cœur pour aider les Canadiens et les Canadiennes à un moment où ils en avaient besoin.

Eric Lefebvre (Richmond—Arthabaska, PCC): Monsieur le Président, je commence par des fleurs pour le ministre. S'il y a une chose dont on peut être certain, c'est qu'à la Chambre, lors des différentes allocutions du ministre, il utilise les deux langues officielles du pays de façon très équitable. J'en profite pour le remercier.

Cependant, je vais maintenant mettre le ministre au défi. La motion que j'ai déposée aujourd'hui a pour sujet la taxe sur l'essence. Présentement, on a une demi-mesure, ou plutôt un tiers de mesure, en fait, qui se termine à la fête du Travail. La fête du Travail coïncide avec la rentrée scolaire, lors de laquelle s'ajoutent de nouvelles dépenses pour nos familles.

J'aimerais savoir pourquoi le ministre ne veut pas accepter la proposition conservatrice qui suggère d'éliminer l'ensemble des taxes sur l'essence pour toute l'année 2026. Je mets le ministre au défi de me donner une réponse en lien avec ma question.

L'hon. François-Philippe Champagne: Monsieur le Président, je me permets aussi de lancer des fleurs à mon collègue de Richmond—Arthabaska, parce qu'il s'exprime aussi dans les deux langues. C'est effectivement important de le faire à la Chambre.

Ma réponse aura deux volets. D'abord, je pense que les gens de Richmond—Arthabaska — j'en connais plusieurs — veulent de la rigueur et de la discipline fiscale. En effet, ils comprennent qu'il y a eu des revenus additionnels et ils comprennent aussi qu'une partie de ces revenus vont fournir une aide en matière de logement et d'épicerie. Ces mesures vont soutenir l'abordabilité. Je pense qu'on a suspendu de façon temporaire la taxe d'accise sur l'essence, et on a déjà vu que ça a un effet direct à la pompe.

Cependant, mon collègue est très conscient que plus de 80 % du prix à la pompe dépend du cours mondial du pétrole. Nous sommes prêts à faire notre part et nous l'avons faite. Je pense que les gens de la circonscription de Richmond—Arthabaska ont vu que notre gouvernement sera toujours là pour les aider lorsqu'ils en ont besoin.

• (1105)

Xavier Barsalou-Duval (Pierre-Boucher—Les Patriotes—Verchères, BQ): Monsieur le Président, je tiens d'abord à informer mes collègues que j'ai l'intention de partager mon temps de parole avec l'honorable député de Joliette—Manawan, qui fait un excellent travail à la Chambre et qui a déjà été notre porte-parole en matière de finances, d'ailleurs. Je présume donc qu'il saura nous entretenir longuement, puisqu'il est maintenant notre porte-parole en matière d'économie. Ces rôles sont aussi importants l'un que l'autre, parce qu'ils sont intimement liés.

Aujourd'hui, nous débattons une motion provenant des conservateurs qui, sans surprise, porte encore sur le pétrole ou le gaz. C'est sans surprise parce qu'il est extrêmement rare qu'une journée de l'opposition des conservateurs ne porte pas sur ces questions. En tout cas, je me rappelle, et je pense que je l'avais souligné à la Chambre lorsque cela s'était produit, que c'est arrivé une fois au cours de cette législature-ci, alors que les conservateurs ont une journée de l'opposition à peu près chaque semaine, quand ce n'est

Travaux des subsides

pas deux. Je les inviterais donc à faire un peu plus d'efforts et à faire preuve d'un peu plus de créativité la prochaine fois.

Essentiellement, la motion devant nous — on aura peut-être l'occasion d'y revenir un peu plus tard — vise à dire que, comme le coût de la vie est important, comme les gens ont de la difficulté à joindre les deux bouts et comme le prix de l'essence a augmenté; il faudrait donc réduire la taxe sur l'essence.

Il y a un élément intéressant dans leur motion, et je trouve cela quand même bien: ils mentionnent que le prix de l'essence est supérieur de 13 % à celui des États-Unis, ce qui représente 22 ¢ de plus le litre, et que l'essence coûte aujourd'hui 50 ¢ de plus le litre alors que les cours mondiaux se situaient au même niveau en 2014.

C'est intéressant quand même. Ils admettent eux-mêmes indirectement qu'il y a un problème. Comment se fait-il que l'essence soit plus chère à la pompe si le prix du baril, par exemple, est au même niveau qu'en 2014? Y a-t-il des gens qui s'en mettent plus dans les poches au passage? En tout cas, cette question mérite d'être approfondie. Mes collègues conservateurs auront peut-être l'occasion de nous expliquer davantage cette affirmation, parce qu'on ne les entend vraiment pas souvent critiquer les pétrolières, qui sont plus habituées à s'en mettre plein les poches que l'inverse.

Je voudrais aussi mentionner que le Bloc québécois va voter contre cette motion. Cela ne surprendra personne. Nous ne sommes pas des amateurs des pétrolières. Au fond, le risque, si cette mesure est mise en place, c'est qu'on creuse le déficit du gouvernement et qu'on laisse plus d'espace aux pétrolières pour qu'elles augmentent davantage leurs tarifs pour s'en mettre encore plus dans les poches.

De notre côté, nous travaillons pour le vrai monde; nous ne travaillons pas pour les pétrolières, contrairement aux conservateurs et aux libéraux, de nos jours, qui se sont joints à l'équipe conservatrice pour défendre les pétrolières à peu près à temps plein. Je pense que c'est à peu près leur seul geste au cours de la dernière année depuis que le nouveau premier ministre occupe son poste.

Je voulais revenir au fait que les conservateurs disent présentement que les libéraux n'en ont pas fait assez. Les libéraux ont mentionné jusqu'à maintenant dans leurs discours qu'il y a quelques mois, ils ont réduit le prix du litre l'essence de 10 ¢, soit l'équivalent de la taxe d'accise. Il s'agissait d'une mesure temporaire visant théoriquement à aider les contribuables qui ont le plus de difficultés et qui serait en vigueur jusqu'en septembre.

On l'avait déjà dit à l'époque par rapport à cette mesure: les conservateurs passent leur temps à déchirer leur chemise par rapport au déficit fédéral. Il faut bien le dire: le déficit fédéral est important, il est creux, il est inquiétant. Je pense qu'ils ont raison de déchirer leur chemise à cet égard, et nous le faisons aussi en maintes occasions.

Généralement, quand les conservateurs proposent des mesures, on s'attend à ce qu'elles visent, dans ce contexte, à limiter le déficit. Or, au contraire, ils nous proposent des mesures qui vont creuser encore davantage le déficit.

Ils ne sont donc pas satisfaits des 2,4 milliards de dollars que les libéraux ont ajoutés au déficit en éliminant temporairement les 10 ¢ de la taxe d'accise. Eux, ils veulent que ce soit encore plus que cela. Ils disent donc encore une chose et font le contraire.

Travaux des subsides

Pourtant, on le sait, les libéraux ont déjà réduit le coût à la pompe de 10 ¢ et éliminé temporairement la taxe d'accise, ce n'est pas par bonté de cœur, c'est parce que les conservateurs martelaient constamment qu'il fallait diminuer la taxe sur l'essence. Ils ont donc trouvé une espèce d'entre-deux.

● (1110)

Les libéraux se sont dit qu'ils allaient faire quelque chose de symbolique pour faire semblant d'aider le monde et que, ce faisant, ils allaient diminuer la pression, pouvoir dire qu'ils ont diminué la taxe sur l'essence et enlever l'argument des conservateurs. C'est essentiellement le raisonnement libéral qui se trouve derrière ça. Les libéraux disent aux gens qu'ils vont économiser de l'argent à la pompe, mais la réalité est tout autre. Le directeur parlementaire du budget a fait des analyses et a dit que, ceux qui vont profiter de cette situation, ce ne seront pas les plus pauvres, mais les plus riches.

Ce qu'on vient faire, c'est dire aux 20 % les plus pauvres qu'ils vont avoir 59 \$ de plus, ce qui est peut-être l'équivalent d'un plein dans une Honda Civic lorsque le gaz est moins cher qu'il l'est présentement. Les 20 % les plus riches, par contre, vont recevoir 211 \$, soit énormément plus d'argent. Si je fais le calcul, c'est quatre à cinq fois plus d'argent que pour les plus pauvres. Est-ce que c'est ça, aider le monde? Est-ce que c'est ça, aider le citoyen ordinaire? Je ne suis pas tout à fait convaincu que c'est la meilleure méthode qui a été choisie par le gouvernement.

En fait, ce qui est proposé par les conservateurs aujourd'hui est dans la même lignée. Plutôt que de se limiter simplement à la taxe d'accise de manière temporaire, on voudrait quelque chose de permanent, à tout le moins pour toute l'année 2026, qui affecterait non seulement la taxe d'accise, mais aussi la TPS. Je remarque en passant que les conservateurs nous parlent de rendre la vie plus abordable pour les Canadiens et les Canadiennes, mais qu'ils n'ont pas proposé d'enlever la TPS sur l'électricité, par exemple, alors que, l'électricité, c'est pourtant propre. Non, ils proposent d'éliminer la TPS sur le gaz, qui, par contre, émet des gaz à effet de serre. Peut-être qu'ils pourront ajouter ça la prochaine fois.

Les conservateurs disent toujours qu'il faudrait qu'on fonctionne à concurrence égale sur le plan économique, qu'il ne faudrait pas subventionner l'électrification. Dans le fond, ils veulent aider des gens, mais, ce qu'ils font finalement, c'est chercher à donner un coup de pouce à ceux qui choisissent l'essence plutôt que l'électricité. C'était un petit commentaire éditorial, en passant. Ce que je voulais mentionner essentiellement, c'est que la proposition conservatrice, plutôt que de coûter 2,4 milliards de dollars en déficit, coûterait à l'État environ 5 milliards de dollars en déficit. Ce n'est pas 5 milliards de dollars incluant les 2,4 milliards de dollars, mais 5 milliards de dollars de plus que les 2,4 milliards de dollars qui ont déjà été autorisés. On serait donc rendu à environ 7,4 milliards de dollars en congés de taxes pour le pétrole. Ça commence à faire beaucoup d'argent, 7,4 milliards de dollars.

Nous ne sommes pas contre le fait d'aider les plus démunis. Nous ne sommes pas contre l'aide à la classe moyenne. Cependant, comme cela a déjà démontré par les calculs du directeur parlementaire du budget, ce genre de taxe va profiter principalement aux plus riches plutôt qu'aux plus pauvres. Nous trouvons ça problématique, surtout lorsque nous voyons qu'au bout du compte, ce sont les plus riches qui en profitent. Ce que les conservateurs nous disent donc, c'est qu'il faut que les riches deviennent encore plus riches et qu'ils aient encore plus de congés de taxes. Pendant ce

temps, c'est l'État qui va se serrer la ceinture et c'est tout le monde qui va devoir payer pour ce déficit.

Ce qui est encore plus intéressant, c'est quand on nous dit que le prix du pétrole a augmenté dans la dernière année. Pourquoi a-t-il augmenté? On le sait, c'est à cause de la guerre en Iran. Quelles ont été les conséquences pour M. et Mme Tout-le-Monde? On paie plus cher, évidemment. Cependant, qui a profité de la hausse du prix de l'essence, de la hausse du prix du baril? Ce n'est pas nous. Ce sont les pétrolières qui en ont profité.

Regardons le cours de l'action de Suncor, par exemple. En janvier dernier, une action de Suncor coûtait 60 \$. Aujourd'hui, au mois de mai, elle est rendue autour de 90 \$. C'est une augmentation de 50 %. Les actionnaires de Suncor en ont profité. Pourtant, ça ne leur coûte pas plus cher pour exploiter le pétrole. Ça ne leur coûte pas plus cher pour nous approvisionner. Ils font plus d'argent sur notre dos, mais les conservateurs ne les blâment pas. Les libéraux ne les blâment pas davantage.

Prenons un autre exemple. En janvier, l'action d'Imperial Oil coûtait 120 \$. Au mois de mai, elle est rendue à 180 \$. C'est la même chose: plus de 50 % d'augmentation de la valeur. Le PDG de Suncor, M. Rich Kruger, a eu un salaire de 36 millions de dollars en 2024. D'après moi, il est capable de faire son plein tout seul. D'après moi, il a les moyens. Lui, il n'a pas de misère à mettre de l'essence dans sa voiture.

C'est ce genre de monde que les libéraux et les conservateurs proposent d'aider aujourd'hui. Je trouve ça triste de les voir agir ainsi, d'autant plus que le groupe Environmental Defence a calculé qu'il y a eu pour 10 milliards de dollars en subventions aux énergies fossiles en 2025. Les pétrolières ne nous ont pas fait de rabais sur l'essence. Pourtant, on leur a donné 10 milliards de dollars. Elles font de l'argent comme de l'eau, la valeur de leurs actions explose, mais les conservateurs et les libéraux s'entendent comme larrons en foire pour aider encore plus les pétrolières. Je trouve ça scandaleux. C'est le vrai monde qu'il faut aider, pas les pétrolières.

● (1115)

Carlos Leitão (secrétaire parlementaire de la ministre de l'Industrie, Lib.): Monsieur le Président, tout d'abord, je veux remercier mon collègue pour son discours et je dis aussi bravo à sa formation politique, puisqu'il nous a dit que le Bloc québécois allait voter contre la motion conservatrice. À cet égard, nous sommes sur la même longueur d'onde.

Il y a évidemment beaucoup d'autres choses que mon collègue a mentionnées sur lesquelles je ne suis pas tellement d'accord. Il y a juste un aspect que j'aimerais qu'il puisse me clarifier. Il dit que le gouvernement, avec ses mesures, fait semblant d'aider le monde. Est-ce que mon collègue pense que l'Allocation canadienne pour l'épicerie et les besoins essentiels, c'est faire semblant? Cela va aider 12 millions de Canadiens, le 5 juin.

Xavier Barsalou-Duval: Monsieur le Président, je trouve ça intéressant, parce que, effectivement, quand on parle de faire semblant, le secrétaire parlementaire parle de l'allocation pour les familles. En fait, il y a eu beaucoup de marketing derrière ça. Je m'éloigne un peu du débat, mais je vais quand même aborder ce point, parce que, lorsque j'ai vu le gouvernement en faire l'annonce, je n'en revenais pas. J'ai trouvé ça tellement démagogique.

Travaux des subsides

Le gouvernement, auparavant, versait ce qu'on appelait des allocations familiales, ou encore le crédit de TPS. Ensuite, ce qu'il a décidé de faire, c'est essentiellement d'en changer les noms et de parler d'« allocation pour l'épicerie », en prétendant ainsi venir en aide pour les coûts à l'épicerie. Moi, je trouve ça assez fou qu'on pense qu'on va réussir à bernier les gens, alors qu'on fait juste changer les noms en haut du chèque et celui du programme, alors que c'est le même programme et le même chèque qu'avant.

Dans le cas du débat d'aujourd'hui au sujet des 10 ¢ de la taxe d'accise sur l'essence, je pense que ça a été démontré assez clairement que ce sont les plus riches qui en profitent, ce ne sont pas les plus pauvres, et ce sont les pétrolières qui risquent d'augmenter leur prix encore. Généralement, en marketing, il y a un principe assez simple qui dit qu'on va fixer le prix le plus haut possible, jusqu'auquel le client est prêt à payer. Si on libère de l'espace, que va-t-il se passer? Les pétrolières vont monter leur prix.

Gabriel Ste-Marie (Joliette—Manawan, BQ): Monsieur le Président, je veux remercier mon collègue et ami de son discours très intéressant.

Tout au long de son discours et à la fin surtout, il faisait un parallèle entre les mesures mises en place par le Parti libéral propétrole et la position des conservateurs. En fait, depuis que le nouveau premier ministre est au pouvoir, on dit que c'est blanc bonnet, bonnet blanc concernant l'aide aux pétrolières.

Les conservateurs disent que les libéraux conservent des gros déficits et que le premier ministre a fait un déficit deux fois plus élevé que ceux de Justin Trudeau, ce qui est incroyable. Toutefois, aujourd'hui, les conservateurs proposent une mesure qui va faire exploser le déficit encore plus.

Qu'en pense mon honorable collègue? Pourquoi est-ce que les conservateurs sont rendus plus dépensiers et veulent faire plus de déficits que les libéraux?

Xavier Barsalou-Duval: Monsieur le Président, c'est une très bonne question de la part de mon collègue. J'ai hâte de voir les conservateurs répondre à ça. Moi, je ne peux pas répondre pour eux.

Ce que je peux dire, par exemple, c'est que, selon mon analyse, les conservateurs ne manquent jamais une occasion pour donner une petite tape dans le dos aux pétrolières, peu importe ce que ça va coûter aux contribuables, peu importe combien ça va nous coûter plus cher. Malheureusement, on voit que les libéraux ont appris des conservateurs. En effet, selon Environmental Defence, on parle de 10 milliards de dollars en 2025. On peut penser au pipeline Trans Mountain proposé par les libéraux, qui a coûté 34 milliards aux contribuables, ainsi qu'aux frais de 1 milliard de dollars liés à la convention de l'ONU que les libéraux assumeront pour le développement du projet de Bay du Nord.

Pour les conservateurs, il n'y a jamais de problème quand il s'agit d'aider les pétrolières, mais, pour aider le monde ordinaire, ils ne sont pas souvent au rendez-vous.

• (1120)

Natilien Joseph (Longueuil—Saint-Hubert, Lib.): Monsieur le Président, je souhaite poursuivre dans la même voie que mon collègue. Le député prétend que le gouvernement fait semblant d'aider les gens. Est-ce qu'il reconnaît au moins une mesure ayant aidé des Québécois, ou sa stratégie consiste-t-elle à nier tout progrès à des fins politiques?

Xavier Barsalou-Duval: Monsieur le Président, je pourrais répondre très rapidement en parlant des fameux 800 millions de dollars liés à la taxe sur le carbone qu'aucune province a payés, mais pour laquelle elles ont reçu des sous quand on a aboli la taxe sur le carbone. Les gens ont quand même reçu le chèque ailleurs au Canada. Au Québec, on a payé pour le chèque qu'ils ont reçu ailleurs au Canada. Je pense qu'on s'est fait pas mal avoir. On n'a jamais revu ces 800 millions de dollars. Les libéraux vont peut-être nous annoncer ça aujourd'hui. Je serais très heureux de l'apprendre.

Gabriel Ste-Marie (Joliette—Manawan, BQ): Monsieur le Président, le pauvre Parti conservateur s'est fait dépasser par les libéraux sur son propre terrain, pas sur un détail ou dans un détour, mais directement dans la ligne droite. Les libéraux déroulent le tapis rouge à l'industrie fossile comme si c'était un gala. On lui dit d'entrer, de faire comme chez elle et de tout prendre. On veut plus de pétrole, plus de gaz et plus de pipelines. Le climat, nous en reparlerons quand il sera trop tard. Subventions et suspension des lois, tout y passe, et on n'est même pas gêné. C'est à un point où l'ancien ministre de l'Environnement a claqué la porte du Conseil des ministres. Il dit clairement que ce que fait son gouvernement aujourd'hui va plus loin que ce que Harper faisait. Il faut le faire. Quand un ancien ministre libéral dit qu'on est allé trop loin, ça ne va plus bien du tout.

Les analystes regardent ça aller et ils disent tous la même chose: les libéraux d'aujourd'hui sont plus prohydrocarbures que les conservateurs. Ça, normalement, c'était le travail du Parti conservateur. En plus, il y a même une quinzaine de députés libéraux qui trouvent que ça n'a pas de bon sens, mais ils protestent en silence. Ils restent cachés dans un coin, probablement en chuchotant dans leur café. Le résultat est là: le Parti conservateur s'est fait dépasser sur son propre terrain.

Aujourd'hui, avec sa motion, c'est la même histoire. Le gouvernement a déjà suspendu la taxe d'accise il y a plus d'un mois. C'est fait. Les conservateurs arrivent après, essoufflés, et ils disent qu'eux aussi veulent la suspendre, mais qu'ils en veulent plus. Ils ajoutent d'autres taxes à enlever pour avoir l'air d'innover, mais tout le monde a vu le tour. On a aussi vu l'effet réel de cette mesure. Le prix baisse un peu et les marges de raffinage montent. Le résultat est que le consommateur ne gagne rien. Le déficit, lui, il prend 2,4 milliards de dollars dans les dents. C'est un échange assez clair: il n'y a aucun bénéfice concret pour le monde et il y a une facture salée pour tout le monde. Aujourd'hui, les conservateurs arrivent et disent qu'on devrait continuer et en faire plus. Quand quelque chose ne fonctionne pas, la solution, évidemment, c'est d'en faire davantage. C'est très logique.

Pendant que les gens paient plus cher leur essence à la pompe, les pétrolières ne subissent rien. Elles encaissent toute la hausse au complet. L'essence ici est vendue au prix mondial, même si ce qui se passe dans le détroit d'Ormuz ne change absolument rien à notre approvisionnement. Le pétrole que nous consommons ici vient de l'Ouest et des États-Unis, mais le prix suit quand même la panique internationale. C'est pratique. Pendant que ça grimpe, les pétrolières font des profits records. Ce ne sont pas juste des bons profits, ce sont des profits records.

Travaux des subsides

Cet argent, il ne reste même pas ici. La majorité s'en va directement aux États-Unis parce que la majorité des compagnies de l'Ouest appartiennent à des investisseurs américains. Nous payons donc plus cher pour enrichir des gens ailleurs. Je veux citer un article de la Presse canadienne paru le mois dernier:

Des « gras durs » proches de Donald Trump qui nous prennent pour « des imbéciles » et qui font des « profits faramineux » avec la guerre en plus de « nourrir la crise climatique », de mettre « l'économie en péril » et de « demander des subventions ». Voilà comment l'ancienne ministre fédérale de l'Environnement Catherine McKenna a décrit les dirigeants de l'industrie pétrolière canadienne dans une entrevue accordée à La Presse canadienne.

Ouf! Les conservateurs nous répètent que l'essence coûte 50 ¢ de plus qu'en 2014. En 2014, le dollar canadien valait presque un dollar américain. Aujourd'hui, ce n'est plus le cas et le pétrole est vendu en dollars américains. Ça fait que ce n'est pas la même chose. Cependant, ça, c'est le genre de détail qui nuit à une bonne histoire et, eux, ils racontent des histoires. Pendant ce temps, les pétroliers font de l'argent comme si c'était un sport olympique. Peu importe ce qui se passe ailleurs, nous payons quand même. C'est pratique comme système, surtout pour ceux qui encaissent. Quand même les stations-service commencent à offrir des rabais sur l'essence, c'est peut-être que la hausse des prix n'est pas aussi inévitable qu'on voudrait nous le faire croire.

Ensuite, les conservateurs disent que, les déficits, c'est dangereux. Leur solution, c'est d'en faire un plus gros. À ce point-là, ce n'est pas une contradiction, c'est un métier. Ils enlèvent des taxes et perdent des milliards de dollars, mais ils ne disent pas où ils vont couper parce que, dire où on coupe, ça fâche des gens. Eux, ils aiment mieux rester vagues qu'être transparents.

Un autre problème, c'est que la mesure n'est pas ciblée et n'aide pas d'abord ceux qui en ont le plus besoin, ceux qui ont de la misère à payer leur épicerie et leur loyer. Ces derniers ne gagnent presque rien et ils dépensent moins en essence que les plus riches. La mesure des libéraux, la suspension de la taxe d'accise jusqu'en septembre, va faire économiser 59 \$ aux 20 % des ménages aux revenus les plus bas, tandis que les 20 % les plus riches vont économiser 211 \$. Ça, c'est trois fois et demie de plus. C'est beaucoup d'argent qui aurait pu servir à mieux aider ceux qui en ont le plus besoin si ça avait été ciblé. Pour les conservateurs, plus on a de moyens, plus on est aidé. Ce n'est pas compliqué. C'est juste injuste.

Rappelons quelque chose de simple que tout le monde sait, sauf ceux qui font semblant de ne pas comprendre.

• (1125)

Des experts comme M. Luc Godbout l'ont dit clairement, baisser la taxe sur l'essence, même temporairement, c'est une mauvaise idée. Ce n'est pas compliqué, c'est une mauvaise idée. C'est une mauvaise idée pour l'équilibre des finances publiques, parce que l'argent disparaît, et c'est une mauvaise idée pour l'environnement, parce que, bizarrement, quand c'est moins cher, les gens en consomment plus. Il l'a dit, il faut résister à la tentation. Il ne faut pas essayer un petit peu juste pour voir et il ne faut pas le faire parce que c'est avantageux d'annoncer ça dans un point de presse. Il faut résister.

Cependant, en politique, résister, ce n'est pas toujours facile. Annoncer une baisse, ça, c'est vendeur. Le problème vient après, parce que la taxe, à un moment donné, il faut la remettre en place, ce qui ne sera pas facile. Les gens sont habitués à payer moins cher et il faut maintenant remonter le coût. C'est comme donner un rabais

permanent, mais temporaire. Les gens ne l'achètent pas. Le résultat, c'est que le gouvernement est coincé avec moins de revenus et une décision qu'il n'est pas capable d'assumer jusqu'au bout. Ce n'est pas une politique, c'est une fuite vers l'avant.

Ce que ça prend, ce ne sont pas des baisses unilatérales, ce sont des mesures ciblées pour aider ceux qui en ont vraiment besoin. Il ne faut pas arroser tout le monde en espérant que ça tombe à la bonne place. Cependant, faire des mesures ciblées, c'est plus compliqué. Visiblement, la simplicité, même quand elle ne fonctionne pas, semble rester très populaire. Penser à des mesures ciblées, ce n'est pas dans le CV de nos amis et, en plus, on va consommer plus d'essence. Ça n'aide pas ceux qui en arrachent le plus et ça n'aide pas l'environnement, mais ça coûte une fortune. C'est une idée entièrement mauvaise. De plus, on veut étirer cette mesure jusqu'à la fin de l'année sans savoir combien de temps la situation internationale va durer. Ce n'est pas un plan, c'est une impulsion. Je l'ai dit et je le répète, ces mesures ne sont pas ciblées.

Pourquoi ne pas avoir proposé une mesure ciblée pour les gens qui ont de moins gros revenus et pour les gens qui habitent en campagne, en commençant par les agriculteurs?

Je sais pourquoi on ne l'a pas fait. Les libéraux, eux non plus, n'ont rien ciblé dans leur annonce. Encore une fois, plus on en a, plus on en reçoit. Au Québec, c'est encore pire. Il y a des mesures que les conservateurs veulent abolir qui n'existent même pas chez nous, mais nous allons quand même payer leur super déficit. On paie toujours, c'est comme ça que ça fonctionne. Non, ce n'est pas une mesure pour tout le monde.

À cela s'ajoute un casse-tête administratif pour les autres provinces, une improvisation évidente et un beau souvenir des chèques envoyés ailleurs au pays par le premier ministre l'année dernière en pleine campagne électorale. Ce sont 814 millions de dollars qui ont été payés par les Québécois, qui n'ont pas reçu de chèque. Quand le Bloc québécois a demandé une compensation, les conservateurs et les libéraux ont voté contre. Quand ça compte, ils se ressemblent pas mal plus qu'ils ne le disent. Cette motion n'est pas une solution. C'est une posture et nous ne votons pas pour des postures.

Pauvres conservateurs, ils proposent des idées, mais les libéraux les leur ont déjà volées et les ont même déjà votées, pas en version édulcorée, en version table d'hôte avec dessert. Le résultat, c'est que les conservateurs regardent ça et se demandent ce qu'ils devraient faire. Que font-ils? Ils en rajoutent encore plus, c'est de la surenchère. C'est comme deux gars qui disent la même chose, mais un parle plus fort que l'autre en espérant que ça devienne une meilleure idée. Ça ne fonctionne pas. Ça fait juste plus de bruit pour rien. À force de pousser, ils ont le même programme, les mêmes réflexes, les mêmes solutions. Ce sont deux partis, mais avec une seule idée. Ce n'est plus de l'opposition, c'est un écho.

Carlos Leitão (secrétaire parlementaire de la ministre de l'Industrie, Lib.): Monsieur le Président, je souhaite féliciter mon collègue pour son discours et je le félicite d'avoir réitéré que le Bloc québécois votera contre cette motion. Nous sommes sur la même longueur d'onde, ce qui est très bien.

J'aimerais aussi remercier mon collègue d'avoir mentionné le fait que nos amis conservateurs ont fait souvent référence, dernièrement, au prix de l'essence de 2014. Cependant, ce que les députés conservateurs mentionnent est factuellement incorrect. Je souhaite remercier mon collègue de l'avoir aussi souligné.

Travaux des subsides

Maintenant, j'ai une question à propos de l'allocation pour l'alimentation et les biens essentiels. Mon collègue ne pense-t-il pas que cette allocation est bien ciblée? Il ne s'agit pas de seulement changer le titre du transfert. Nous utilisons les critères de transfert de la TPS pour cibler les plus démunis.

• (1130)

Gabriel Ste-Marie: Monsieur le Président, oui, cette mesure est bien ciblée et elle aide la population. C'est le genre de mesures que nous demandons. Ce qui est mal ciblé, ce sont les 10 milliards de dollars investis l'année dernière en aide aux pétrolières.

Je citais Mme Catherine McKenna, l'ancienne ministre de l'Environnement, qui disait à quel point elles n'en ont pas besoin et qui disait qu'elles profitent du système.

J'ai une question à poser. Nous savons que Brookfield a pour 16 milliards de dollars d'intérêts dans les oléoducs. Est-ce que c'était volontairement ciblé? Je me demande la même chose à propos des subventions pour les petits réacteurs modulaires qui vont aller dans les sables bitumineux, car Brookfield a des filiales dans ce secteur. Est-ce que c'était une aide qui était volontairement ciblée?

Quand on se met à regarder l'ensemble du portrait des super gros déficits, on constate qu'il y a des mesures ciblées pour l'aide aux plus démunis, mais il y a aussi des supers mesures ciblées pour les grandes compagnies qui semblent profiter à Brookfield, une compagnie dans laquelle le premier ministre a toujours des parts d'au moins 10 millions de dollars, selon ce qu'on sait.

Mario Beaulieu (La Pointe-de-l'Île, BQ): Monsieur le Président, je remercie et félicite mon ami et collègue de Joliette—Manawan.

Moi, je ne suis pas un économiste, mais on a vu que le prix de l'essence a légèrement baissé quand il y a eu l'abolition de la taxe d'accise sur l'essence, mais il est remonté à peu près à son niveau initial. Est-ce qu'on peut penser que ce sont les pétrolières finalement qui empêchent les profits?

Par ailleurs, on sait que le prix de l'essence augmente alors qu'on n'est pas touché par le pétrole qui arrive du détroit d'Ormuz, parce qu'on prend notre pétrole au Canada et aux États-Unis. Pourquoi les prix augmentent-ils alors que le pétrole ne provient pas des sources qui sont tarées au détroit d'Ormuz?

Gabriel Ste-Marie: Monsieur le Président, je remercie mon collègue et ami de sa question.

Premièrement, le prix du baril suit un cours mondial. Quand ça va mal en Iran, il pourrait potentiellement manquer 20 % de pétrole, ce qui fait monter les prix, même ceux d'ici, et ce, même si les coûts d'extraction n'augmentent pas.

Quand la taxe d'accise sur l'essence a été réduite de 10 ¢, on a vu que le prix à la pompe a baissé, mais il a continué d'augmenter à cause du prix du baril. Rapidement, les marges des raffineries d'ici ont augmenté de 10 ¢, compensant complètement la taxe d'accise. On peut donc penser que les raffineries et les pétrolières, qui cherchent à maximiser leurs bénéfices, comme le disait mon collègue de Pierre-Boucher—Les Patriotes—Verchères, ont vu là une fenêtre. Voyant le gouvernement se retirer, elles se sont dit qu'elles pouvaient demander un prix plus cher et occuper cet espace-là. Est-ce que c'est ça, la solution? C'est ce que les libéraux ont fait et c'est ce que les conservateurs nous disent de faire encore plus.

Finalement, ça aide surtout les pétrolières, qui font des super profits. Ce n'est pas la solution.

Caroline Desrochers (secrétaire parlementaire du ministre du Logement et de l'Infrastructure, Lib.): Monsieur le Président, je remercie mon collègue de son discours et je le félicite. J'aime beaucoup travailler avec lui.

Dans l'énoncé économique, on parle de la stratégie sur l'électrification et de la stratégie pour protéger la nature. Nous maintenons nos investissements à l'international. Nous investissons aussi dans les infrastructures propres.

Est-ce que mon collègue est d'accord sur ces investissements?

Gabriel Ste-Marie: Monsieur le Président, c'est aussi un plaisir de travailler avec la secrétaire parlementaire, notamment pour le logement social.

Suis-je d'accord au sujet de ces investissements? C'est important, sauf qu'on voit un recul aussi. Par exemple, il y a 5 milliards de dollars de moins pour le transport en commun. Il y a des inquiétudes comme ça. Nous avons constaté plusieurs reculs, alors qu'on offre beaucoup d'aide aux pétrolières.

Ce n'est pas anodin que l'ancien ministre de l'Environnement dise que ce que fait le gouvernement actuel sur le plan environnemental, notamment l'aide aux pétrolières, est pire que sous Stephen Harper, et que les analystes disent qu'il a tout à fait raison. À mon avis, la preuve est faite.

[Traduction]

Randy Hoback (Prince Albert, PCC): Monsieur le Président, je vais partager mon temps de parole avec le député d'Essex, qui fait l'effet d'une bouffée d'air frais depuis son arrivée à la Chambre. Il accomplit un travail hors pair. Il représente les habitants de sa circonscription. Je suis déjà allé là-bas et j'y ai personnellement rencontré les gens fantastiques de la région. Je tiens à ce qu'ils sachent qu'ils ont un député formidable. Je serai ravi de travailler à ses côtés des années durant.

En ce moment, en Saskatchewan, c'est la saison des semailles de printemps. L'année est cependant difficile, car elles ont trois semaines de retard par rapport à la normale. Les gens sont stressés. Ils travaillent jusqu'en pleine nuit ou ils brûlent la chandelle par les deux bouts, si on peut dire, afin de tout terminer à temps étant donné que la fenêtre de production agricole est courte.

Dans le peu de temps de parole dont je dispose, il y a quelque chose que je tiens à dire à mes amis agriculteurs dans ma circonscription, ailleurs en Saskatchewan et dans le reste du Canada: c'est important de ralentir, de prendre un grand respire, de décompresser et de faire attention à eux. Les personnes qui travaillent dans les régions agricoles ou qui y circulent ne doivent jamais oublier que les agriculteurs travaillent très dur, car ils sont pressés par le temps. Il faut leur laisser l'espace nécessaire sur la chaussée. Quand on voit un tracteur qui approche, il faut ralentir et le laisser passer. Quand on voit un pulvérisateur, il faut ralentir et le laisser passer. Il faut laisser les agriculteurs faire ce qu'ils ont à faire, car c'est extrêmement important qu'ils terminent les semailles d'ici une semaine ou deux.

Travaux des subsides

Ces conditions sont stressantes, cela ne fait aucun doute. Les agriculteurs sont trempés et frustrés. Je suis passé par là. Je me suis retrouvé dans la boue jusqu'aux genoux, voire jusqu'à la taille, et je sais ce que c'est que d'essayer de dégager un tracteur embourbé. Je tiens à le préciser que je n'ai jamais enfoncé le tracteur. C'était toujours à mon père que cela arrivait ou, du moins, c'est ce que je suis prêt à dire à qui veut bien l'entendre.

Parler de stress nous amène au sujet dont nous discutons aujourd'hui. Les Canadiens sont stressés. Ils sont stressés financièrement. Ils ressentent l'impact de la hausse des coûts. Ils ressentent l'impact du fait que leurs salaires ne suivent tout simplement pas leurs dépenses hebdomadaires ou mensuelles liées à un rythme de vie normal. Nous ne parlons pas de choses superflues ou de dépenses facultatives. Je parle des besoins quotidiens pour nourrir une famille, habiller ses enfants et les envoyer à l'école. Ce sont ces types de dépenses qui pèsent sur les Canadiens. Dans de nombreux cas, les gens ont atteint la limite de leurs cartes de crédit. Ils cherchent des moyens d'économiser, mais il ne leur est plus possible de couper nulle part.

C'est là que nous, en tant que gouvernement, pouvons jouer un rôle. C'est une des propositions que nous avons faites aujourd'hui. C'est une solution simple qui pourrait être mise en œuvre immédiatement, et ses effets se feraient sentir immédiatement, sans créer d'énormes tracasseries administratives et sans dépenses exorbitantes pour administrer et essayer de créer de nouveaux programmes. C'est un choix très simple, qui consiste à supprimer la taxe sur le diésel et l'essence. Instantanément, ça donnerait un répit à la pompe.

Ça donnerait un répit non seulement aux familles, mais aussi à ceux qui transportent les aliments à l'entrepôt ou de l'entrepôt à l'épicerie. Ça aurait dans tous les secteurs au Canada un effet domino bénéfique qui rendrait la vie plus facile. Ces modifications de coûts se répercuteraient, espérons-le, sur le consommateur et permettraient à ce dernier, à ce citoyen canadien, d'avoir un peu moins de mal à joindre les deux bouts.

Nous avons proposé des mesures très simples. Éliminons la taxe fédérale sur l'essence et le diésel, y compris la TPS, puis abolissons définitivement la norme sur les carburants propres. Je vais maintenant parler de la norme sur les carburants propres.

Ce qui est frustrant avec cette taxe, c'est qu'il s'agit bel et bien d'une taxe. Peu importe comment les libéraux veulent la cacher, il s'agit bel et bien d'une taxe et d'un coût pour la chaîne d'approvisionnement que le consommateur finira par payer. Il en est toujours ainsi. Ces coûts touchent toujours l'ensemble de la chaîne, et ils vont probablement se multiplier en raison des marges à prévoir tout le long de la chaîne. C'est le consommateur qui finit par les assumer et qui en souffre.

Cette taxe rend également nos fabricants, nos fournisseurs et nos commerçants internationaux non concurrentiels sur le marché mondial. Qu'est-ce que j'entends par là? La réalité, c'est que les fabricants et les producteurs canadiens doivent assumer ces coûts, mais pas leurs concurrents à l'échelle mondiale. Contrairement à leurs concurrents, ils doivent récupérer ces coûts en les incluant dans le prix des produits qu'ils vendent à l'étranger. Alors qu'on leur met déjà des bâtons dans les roues, on leur dit qu'ils doivent diversifier les échanges commerciaux, se lancer dans de nouveaux marchés et trouver de nouvelles façons de faire.

Que faisons-nous? Nous nous battons. En fait, nous ne faisons qu'alourdir les coûts qui découlent de la situation à laquelle les gens sont confrontés. Cela n'a tout simplement aucun sens.

Nous voulons renforcer la capacité du Canada à commercialiser et à vendre ses produits à l'échelle mondiale, je suis d'accord sur ce point. Je pense que ce sont des objectifs louables et honorables. J'ai toujours été favorable au libre-échange. Je viens du secteur agricole de la Saskatchewan, où nous commercialisons et vendons nos produits partout dans le monde. Nous vendons à des clients en Chine, en Amérique du Sud, en Afrique du Nord et en Europe. Nous sommes constamment actifs sur le marché mondial. Nous sommes en concurrence avec les Brésiliens, les Australiens et les Américains. Nous sommes en concurrence avec des acteurs du monde entier qui ne sont pas soumis à ces contraintes ni à ces coûts inhérents. Il est donc plus difficile pour nous d'être concurrentiels.

● (1135)

Néanmoins, au Canada, nous faisons preuve d'une grande créativité. Nos agriculteurs sont les meilleurs au monde. Ils adoptent rapidement les nouvelles technologies. Ils sont très astucieux et concurrentiels. Ils sont capables de rivaliser avec leurs concurrents, même s'ils ont eu les mains liées tant de fois au cours des dernières années. Tout ce que nous demandons, c'est de leur délier les mains et de leur offrir des conditions équitables. C'est ce que nous préconisons en proposant la suppression de la norme sur les combustibles. Ce ne sont pas seulement les agriculteurs, mais aussi les fabricants et tous les acteurs de l'économie canadienne qui pourraient avoir un peu de répit et être mieux à même de rivaliser à l'échelle internationale si ce fardeau était retiré de leurs coûts.

Je veux revenir aux familles et à tout le stress qu'elles subissent. Je participe à des événements. Dans ma circonscription, nous avons organisé des séances pour les demandes de passeports, il y a quelques semaines. J'ai parlé avec des familles qui venaient présenter des demandes de passeport pour leurs enfants. Ils pensent peut-être partir en voyage dans cinq ou six ans. Lorsque je participais à ces séances il y a deux ou trois ans, les gens parlaient d'un voyage qu'ils allaient faire l'année suivante ou celle d'après. Maintenant, ils me disent: « Nous voulons demander nos passeports parce que c'est simple et pratique — et merci d'offrir ce service —, mais je ne sais pas si nous l'utiliserons un jour, car nous n'avons tout simplement pas les moyens de voyager. Voyager est un luxe que nous ne pouvons pas nous permettre en ce moment, mais je veux avoir mon passeport. »

Lorsque je retourne dans ma circonscription et que je demande à mes concitoyens comment va leur famille ou leur plus jeune, j'entends leur voix changer. Ils se mordillent la lèvre ou retiennent une larme. Ils me disent: « C'est difficile. Cette année, nous avons dû choisir entre le baseball ou le golf pour nos enfants. Cette année, nous avons dû choisir si nos enfants pourraient avoir des cours de natation. Nous avons regardé les coûts, et nous n'en avons tout simplement pas les moyens. » Ils veulent que leurs enfants aient toutes les occasions possibles de pratiquer différents sports et de vivre ce qu'eux-mêmes ont tous vécu en grandissant, mais ils disent: « Je ne sais pas si nous pouvons nous le permettre. Je ne sais pas si nous en avons les moyens. »

Travaux des subsides

Un homme avec qui je me suis entretenu m'a dit: « J'ai trois emplois parce que je veux que mes enfants jouent au hockey. Je veux qu'ils puissent découvrir ce sport, mais, pour ce faire, je dois avoir trois emplois. » Sa femme travaille elle aussi, dans cette famille de quatre personnes. Deux parents travaillent uniquement pour que leurs enfants puissent jouer au hockey. Il y a quelque chose qui cloche dans cette équation.

Avec le recul, que s'est-il passé? Qu'est-ce qui cloche? Ce sont 10 années de mauvaises politiques. Pendant 10 ans, on a fait fi de ce qui doit vraiment être fait par des politiques pour que les Canadiens puissent prospérer, s'épanouir, profiter des avantages de la citoyenneté canadienne et bénéficier d'un mode de vie parmi les meilleurs au monde, auquel nous étions habitués avant les 10 dernières années sous le gouvernement libéral. Les gens examinent ce genre de choses et se disent: « Les choses n'étaient pas ainsi autrefois. Pourquoi les sont-elles maintenant? »

Examinons la situation. Nous avons fait fuir l'industrie. Nous avons adopté des politiques qu'aucun autre pays au monde n'a adoptées. Nous avons fait tout ça sous prétexte qu'il fallait protéger l'environnement. Je pense que beaucoup de gens seraient d'accord pour dire qu'il est important de prendre soin de notre environnement, et j'en suis. Les Canadiens seraient aussi d'accord. Cependant, les libéraux n'avaient pas à jouer les boy-scouts. Ils n'avaient pas à tout faire seuls. N'oublions pas que nous produisons 2 % des émissions mondiales. Malgré cela, nous avons cru bon nous attaquer à la planète entière et essayer de trouver un moyen d'éliminer 100 % des émissions mondiales. Nous ne pouvons pas y arriver seuls, mais le gouvernement demande à nos entreprises et à nos familles de payer pour tout sans qu'il y ait vraiment d'avantage à apporter un changement dans l'environnement.

Pour revenir à ces familles, elles ont du mal à s'en sortir. Elles cherchent un moyen de joindre les deux bouts. Elles veulent offrir une bonne qualité de vie à leurs enfants. Elles veulent entrevoir une lueur d'espoir. Elles veulent surmonter cette période éprouvante, marquée entre autres par les transformations structurelles en cours aux États-Unis, et enfin voir la lumière au bout du tunnel. Or, le gouvernement actuel n'a, en réalité, adopté aucune politique qui ait une véritable incidence sur le quotidien des gens.

Les libéraux parlent des différents programmes de subventions qu'ils ont mis en place. Tout cela paraît bien, mais au bout du compte, ces mesures ne sont pas à la hauteur. Elles n'aident pas vraiment les familles canadiennes. Par contre, en ce qui concerne cette politique et ces changements, si nous devons les mettre en œuvre dès demain, les répercussions se feraient sentir immédiatement. À tout le moins, les familles sauraient que, pour la période estivale et jusqu'à la fin de l'année, elles bénéficieraient d'un certain répit. Elles auraient la certitude d'être en bonne posture à mesure que l'économie se redressera et que leur emploi et tout le reste se stabiliseront.

Voilà pourquoi les libéraux ne devraient pas se priver de voler cette approche conservatrice pleine de bon sens. Ils sont doués pour s'approprier les bonnes politiques des conservateurs. Pourquoi ne pas faire de même cette fois-ci? Les Canadiens y trouveraient leur compte.

● (1140)

L'hon. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, c'est intéressant. Les conservateurs veulent que le gou-

vernement prenne des mesures précises, mais, dès que nous prenons des mesures pour améliorer le coût de la vie, ils votent contre.

Je me permets de donner un bon exemple. J'espère que le député comprendra ce problème qui existe depuis des générations. Quand j'ai été élu pour la première fois en 1988, on disait déjà que les enfants ne pouvaient pas apprendre l'estomac vide. Or, le premier ministre et le gouvernement ont mis en place de façon permanente le Programme national d'alimentation scolaire du Canada.

Du point de vue du coût de la vie, le député considère-t-il comme positif le fait que l'école fournisse des repas aux jeunes enfants?

● (1145)

Randy Hoback: Monsieur le Président, je sais que le député est sincère. Son approche est l'une des façons possibles d'aborder cette question. Est-ce la bonne façon de procéder? Est-ce le moyen le plus efficace? C'est là que nous ne sommes pas d'accord.

Le besoin est là. Ça ne fait aucun doute. Je pense toutefois qu'il faut s'assurer que les familles ont de bons emplois, bien rémunérés, pour qu'elles n'aient pas besoin d'avoir recours à un programme alimentaire fédéral. Elles devraient pouvoir garder cet argent et le dépenser comme bon leur semble. Voilà la différence entre l'approche conservatrice et l'approche libérale. Les libéraux veulent créer une nouvelle structure bureaucratique et dilapider les fonds à leur guise. Non, les gens devraient garder leur argent et le dépenser comme bon leur semble. Ils ont travaillé fort pour le gagner.

Nous sommes conscients des problèmes, et il existe différentes façons d'y remédier. Notre façon de faire est plus logique. C'est pourquoi nous devrions faire les choses à la manière des conservateurs.

[Français]

Mario Beaulieu (La Pointe-de-l'Île, BQ): Monsieur le Président, le directeur parlementaire du budget a conclu que la réduction des taxes sur l'essence, comme la taxe d'accise, profite surtout aux plus riches, qui consomment davantage d'essence. Avec le temps, les pétrolières sont portées à augmenter leurs prix pour accroître leurs marges de profit.

Qu'est-ce que mon collègue en pense?

[Traduction]

Randy Hoback: Monsieur le Président, je comprends le point de vue du député. En fait, cela dépend des données démographiques. Quelqu'un qui habite dans une région rurale de la Saskatchewan n'est pas riche, loin de là. Sa famille travaille fort et a un revenu qui la place dans la classe moyenne. La réduction du coût du carburant est appréciable pour les membres de cette famille. Ils conduisent un véhicule. S'ils vont à l'épicerie, ils parcourent 50 kilomètres à l'aller. C'est la réalité en Saskatchewan. C'est peut-être différent au Québec. Je comprends qu'il y a peut-être des exigences différentes au Québec, comme il y en a pour beaucoup d'autres choses pour lesquelles le Québec a des exigences différentes du reste du Canada. Je le reconnais.

Travaux des subsides

C'est une mesure très simple qui profiterait immédiatement aux habitants des régions rurales du Canada. C'est vraiment le cas. Pour quelqu'un qui se rend au travail en autobus au centre-ville de Toronto ou de Montréal, peut-être que ça n'apporte rien. Ces personnes ont peut-être besoin d'autre chose. Si nous pouvons laisser les gens garder une plus grande partie de leur argent ou, dans le cas présent, si nous nous débarrassons de la norme sur les combustibles propres pour que ce qu'ils achètent soit moins cher, ils en percevront l'intérêt.

Chris Lewis (Essex, PCC): Monsieur le Président, comme toujours, c'est un immense honneur de servir les formidables habitants vaillants d'Essex, qui m'ont accordé leur confiance pour que je sois leur porte-parole en cette période très incertaine.

Comme je le dis toujours, je continuerai à rendre toute gloire à mon Seigneur et Sauveur, Jésus-Christ. Sans Lui, rien n'est possible.

Je tiens à saluer l'excellent député de Prince Albert pour la passion et la compassion qu'il éprouve pour les habitants de sa région. Je n'ai pas encore eu l'occasion de me rendre dans sa circonscription, même si j'espère le faire un jour, mais j'ai pu constater son travail en action lorsqu'il est venu dans la mienne. Je tiens à le remercier infiniment de sa vision, de son leadership et, très franchement, du rôle de mentor qu'il joue pour moi.

Pour beaucoup d'entre nous, il est plutôt rare d'avoir un grand nombre d'amis. Une de mes amies très chères traverse actuellement une période extrêmement difficile. Elle s'appelle Fran Rankin. Je tiens simplement à ce que le nom de Fran Rankin soit consigné au compte rendu. C'est la charmante épouse de l'un de mes autres meilleurs amis, Mark Rankin. Je veux simplement qu'elle sache que nous l'aimons, qu'Essex l'aime, et que nous lui apportons toute notre passion et tout notre soutien.

Je vais passer au vif du sujet. En réalité, ce dont je parle aujourd'hui, c'est ce qui me vient à l'esprit lorsque je regarde mes enfants, qui ont 26, 25 et 23 ans. J'ai aussi un petit-enfant, Levi, qui vient d'avoir 5 ans. Je pense à l'avenir que nous leur laissons. Quel héritage laissons-nous aux générations futures? C'est la question à laquelle je reviens toujours. Bien franchement, je crois qu'ils ne jouissent tout simplement pas des mêmes possibilités que nous avons eues en grandissant.

J'ai acheté ma première maison pour 149 900 \$ et je n'avais aucune idée comment j'allais la payer. C'était une maison toute neuve avec une entrée en béton finie. Je me suis dit: « Comment diable est-ce possible? » C'était il y a environ 25 ans. Malheureusement, ce que j'entends aujourd'hui, c'est plutôt: « Pourquoi se donner la peine? Je n'arrive tout simplement pas à améliorer mon sort. » C'est extrêmement triste.

Je prends la parole aujourd'hui pour parler du décalage flagrant entre les beaux discours du gouvernement et la réalité des Canadiens. Le gouvernement libéral a certes donné la priorité au mot « abordable », qu'il a employé plus d'une quarantaine de fois dans le budget de 2025, mais ce mot perd son sens pour les gens que je représente. Malgré leur connotation positive, les mots « abordable » et « abordabilité » commencent à sonner creux pour les familles parce qu'ils ne s'accompagnent pas de mesures concrètes. En tant qu'homme de parole, je presse le gouvernement de respecter ses engagements et de voir à ce que les mesures destinées à rendre la vie abordable accordent un vrai répit à la population canadienne.

Le gouvernement prétend qu'il a répondu de façon plus rapide et globale à la hausse du prix de l'essence que les pays comparables au Canada. Or, pour les habitants de la circonscription d'Essex, la réaction à la hausse du coût de la vie n'est pas « plus rapide » et le plan d'allègement fiscal qui ne tient pas compte de la réalité à la pompe n'est pas « global ». Le gouvernement a certes proposé de réduire les taxes sur les combustibles, ce qui, soit dit en passant, ne touche qu'un tiers des taxes sur l'essence pour un tiers de l'année. Bien que le premier ministre ait déclaré que la vie est plus abordable par rapport aux dernières années, les familles de ma circonscription voient les choses autrement.

Je suis ici aujourd'hui pour ramener le gouvernement à la réalité et lui présenter une image concrète de ce que serait l'abordabilité pour les habitants d'Essex, en relatant à la Chambre quelques témoignages de personnes ordinaires qui m'ont écrit cette année pour me demander de l'aide.

Prenons l'exemple d'une travailleuse de l'automobile de la région qui écrit: « En tant que résidente de Kingsville qui se rend à Windsor cinq, voire six fois, par semaine pour travailler, je vous demande de contribuer à rendre la vie plus abordable pour vos concitoyens canadiens. Le prix de l'essence n'a jamais été aussi élevé, et [le premier ministre] reste aveugle à ce que vivent actuellement les Canadiens: l'inabordabilité et la crise du coût de la vie. » Elle ne veut pas entendre d'autres grands discours. Elle déclare: « Je m'adresse à vous aujourd'hui pour vous demander de contribuer à la suppression de la taxe sur l'essence. » Par ailleurs, à Belle River, la frustration est liée à l'indépendance énergétique: « Nous avons besoin d'aide concernant les prix de l'essence, d'autant plus que l'essence ne provient pas du Moyen-Orient. »

• (1150)

Il ne s'agit pas là de plaintes isolées. Ce sont des appels à l'aide lancés par une région qui subit une énorme pression. Lorsque le prix de l'essence monte en flèche, c'est comme si chaque secteur de notre économie se voyait imposer une taxe. Comme l'a fait remarquer un père d'Essex: « À première vue, on ne semble pas faire grand-chose pour contrôler la hausse actuelle du prix de l'essence, qui entraîne une augmentation du coût de tout ce dont une famille a besoin pour vivre. Dans ma famille, il nous faut trois emplois juste pour joindre les deux bouts. Pourquoi le gouvernement ne fait-il pas preuve de plus d'initiative pour aider les vaillantes familles de la classe moyenne et de la classe inférieure à mieux gérer la présente situation? »

À Amherstburg, cette anxiété se transforme en peur: « le prix de l'essence atteint actuellement un niveau qui impose un lourd fardeau financier aux familles [...] Pour beaucoup d'entre nous dans le comté d'Essex, conduire est une nécessité pour le travail, l'école et la vie quotidienne. Je crains que [...] ce prix continue d'augmenter et commence à se répercuter sur d'autres articles comme la nourriture et d'autres produits de première nécessité. »

Mes concitoyens ont raison d'avoir peur. Dans Windsor-Essex, où nos secteurs de la fabrication et de l'outillage-ajustage sont déjà confrontés à une menace existentielle découlant de droits de douane étrangers, le coût élevé du carburant est un poids qu'ils ne peuvent pas porter. Au bout du compte, le prix à la pompe est directement lié au coût du transport de la nourriture, de la construction de logements et des aliments que les familles peuvent se permettre d'acheter. L'abordabilité n'est pas qu'un mot pour les habitants d'Essex. C'est une chose dont ils ont désespérément besoin.

Travaux des subsides

C'est pourquoi nous demandons à la Chambre de supprimer toutes les taxes fédérales sur l'essence et le diésel pour le reste de l'année, y compris la TPS, et de supprimer définitivement la norme sur les combustibles propres. Nous devons répondre à la question du père d'Essex: « Pourquoi le gouvernement n'est-il pas plus proactif pour aider les familles de la classe moyenne et les familles modestes à mieux gérer la situation actuelle? »

Le gouvernement ne peut pas prétendre qu'il manque de ressources. Il a empêché 8 milliards de dollars de recettes grâce à la flambée des cours mondiaux du pétrole, soit environ 2 milliards de dollars pour chaque hausse de 10 \$ du prix du baril, mais les mesures qu'il a prises pour répondre à la situation ont été dérisoires. Alors que les libéraux affirment que le pouvoir d'achat est meilleur qu'il ne l'a été depuis des années, leur récente baisse d'impôts n'a permis d'économiser que 10 ¢ par litre d'essence et 4 ¢ par litre de diésel. En revanche, la proposition des conservateurs visant à réduire le prix à la pompe de 25 ¢ le litre et à faire économiser 1 218 \$ par an à une famille de quatre personnes est une solution sensée. Je le sais parce que l'Australie, l'Espagne, l'Irlande, l'Italie, l'Allemagne et l'Autriche, pour ne citer que quelques pays, ont déjà pris des mesures pour réduire les taxes sur le carburant ou offrir un allègement direct à la pompe. Même nos voisins du Sud bénéficient d'un avantage concurrentiel en raison de ces taxes. Les Canadiens paient près de 20 % de plus pour le carburant que les Américains, soit 20 ¢ de plus.

La charge fiscale pesant sur le diésel, ce carburant qui alimente nos agriculteurs et nos chaînes d'approvisionnement, est encore plus absurde. Comme l'a demandé un résident d'Amherstburg: « Comment se fait-il que nous laissons l'industrie pétrolière vendre le diésel plus cher que l'essence? » La réponse est claire. Le prix du diésel est supérieur parce que les libéraux le taxent davantage: 10 cents le litre pour la taxe d'accise fédérale, 8 cents pour la TPS et 7 cents pour la Norme sur les combustibles propres. Un résident d'Essex m'a écrit: « Si le prix du diésel baisse, le transport des marchandises coûtera moins cher, ce qui devrait, en conséquence, faire baisser le prix des produits mis en vente. » Je suis entièrement d'accord avec lui.

Le gouvernement doit cesser de vivre dans un monde utopique, où l'on parcourt le globe en jet pour participer à des discussions et à des séances photo, et se pencher plutôt sur ce qui se passe au Canada.

En conclusion, je demande au gouvernement de permettre à la classe moyenne de s'en sortir en annulant toutes les taxes fédérales sur l'essence et le diésel pour le reste de l'année, y compris la TPS, et en supprimant définitivement la Norme sur les combustibles propres. Est-ce trop demander? Les libéraux ont déjà engrangé 8 milliards de dollars grâce à l'impôt perçu sur les bénéfices exceptionnels. Ce que nous proposons permettra à une famille de quatre personnes d'économiser 1 218 \$. En tant que député d'Essex, je demande à la Chambre d'écouter la voix des résidents d'Essex et d'entendre les difficultés qu'ils vivent. Ils gardent espoir, mais ils ne peuvent pas tenir le coup éternellement.

• (1155)

Carlos Leitão (secrétaire parlementaire de la ministre de l'Industrie, Lib.): Monsieur le Président, je comprends très bien la situation. Dans ma circonscription également, les gens nous parlent constamment de l'augmentation du prix de l'essence et du coût élevé de la vie. Tout le monde s'en inquiète. De plus, les gens sont conscients que le prix actuellement élevé de l'essence est dû à l'aug-

mentation très soudaine du prix du pétrole brut, une situation qui échappe totalement au contrôle du gouvernement. Soit dit en passant, le pétrole est un produit de base mondial, donc les prix mondiaux du pétrole touchent tout le monde, y compris les États-Unis.

Mon collègue ne pense-t-il pas qu'une réduction générale des taxes sur l'essence profiterait davantage aux personnes aux revenus les plus élevés qu'aux personnes...

Le vice-président adjoint (John Nater): Le député d'Essex a la parole.

Chris Lewis: Monsieur le Président, la question du député était très respectueuse. Je pense que les 343 députés ont sans doute tous entendu dans leur circonscription à quel point tout coûte cher de nos jours.

L'une des choses que j'aime le plus faire, c'est passer du temps avec mes fils et, quand leurs amis passent chez nous après une journée de pêche ou de chasse, écouter leurs histoires. Ils ne parlent pas des gens qui sont excessivement privilégiés. Ils parlent de leur propre vie, et du fait qu'ils n'ont pas les moyens de se rendre quelque part ou de faire une activité. Ils veulent simplement avoir des perspectives. Je remercie le député de sa question, mais, honnêtement, la situation nous concerne tous.

Jeremy Patzer (Swift Current—Grasslands—Kindersley, PCC): Monsieur le Président, je veux donner suite à cette question. C'est un peu absurde que les libéraux affirment à la Chambre aujourd'hui que le fait d'abroger la norme sur les carburants propres ne profiterait qu'aux riches et que ce sont ceux qui sont au bas de l'échelle des revenus qui en bénéficieraient le moins.

Je me souviens qu'il n'y a pas si longtemps, je pouvais acheter 20 \$ d'essence et j'en avais assez pour toute une semaine. C'était avant de me marier, à l'époque où je fréquentais ma femme et que je travaillais. Pouvoir mettre 20 \$ d'essence dans mon véhicule était très important, parce que ça me permettait de faire de longs trajets. Aujourd'hui, 20 \$ d'essence ne nous mènent nulle part. En ce moment, pour beaucoup de gens, être capable d'acheter 20 \$ d'essence pour sa voiture, c'est un luxe. Pour beaucoup de gens, c'est une nécessité, pas un luxe.

Le député convient-il que ce sont les personnes au bas de l'échelle des revenus qui en bénéficieraient le plus, car si elles n'ont que 20 \$ pour acheter de l'essence, cela leur permettra de se déplacer?

• (1200)

Chris Lewis: Monsieur le Président, le député comprend la situation. Il comprend vraiment ce à quoi les gens sont confrontés. Je dirais qu'il devrait peut-être parler d'un montant de 40 \$ plutôt que de 20 \$, étant donné la façon dont les taxes élevées sur le carburant font grimper le prix des aliments à l'épicerie. Les gens ont besoin de ces 20 \$ supplémentaires pour acheter des aliments qui ne coûtent peut-être pas la même chose qu'il y a trois, quatre ou cinq ans. Oui, je suis tout à fait d'accord avec le député et je suis heureux qu'il comprenne vraiment ce problème.

[Français]

Xavier Barsalou-Duval (Pierre-Boucher—Les Patriotes—Verchères, BQ): Monsieur le Président, il n'y a pas si longtemps, les libéraux ont ajouté 2,4 milliards de dollars au déficit en annulant temporairement la taxe d'accise. Aujourd'hui, les conservateurs nous proposent d'ajouter 5 milliards de dollars de plus au déficit avec les nouvelles mesures qui figurent dans leur motion.

Travaux des subsides

Comment expliquent-ils le fait que, d'un côté, ils prétendent vouloir lutter contre le déficit et que, de l'autre côté, ils arrivent avec des mesures qui, au contraire, profiteront aux pétrolières, ne profiteront peut-être pas à M. et Mme Tout-le-Monde, mais augmenteront le déficit?

[Traduction]

Chris Lewis: Monsieur le Président, j'ai beaucoup de respect pour le député. Je ne peux m'empêcher de sourire un peu car, au bout du compte, je ne peux pas en toute bonne foi aller voir les habitants d'Essex, les regarder dans les yeux et leur dire que nous allons leur faire payer plus de taxes et d'impôts parce que c'est la chose à faire. Je ne peux pas agir ainsi. Aucun d'entre nous ne peut agir ainsi.

Nous devons plutôt trouver des solutions sensées, comme celle qui est proposée aujourd'hui, afin que les générations futures aient, comme chacun d'entre nous, la possibilité de laisser le monde dans un meilleur état qu'il ne l'était à notre arrivée. C'est notre travail. C'est pour cela que nous sommes ici et que nous faisons ces excellentes suggestions.

L'hon. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, le débat a été intéressant jusqu'à présent. J'ai donc pensé y apporter ma contribution en essayant de replacer les choses dans leur contexte et d'adopter une approche plus globale de la situation.

Nous avons tous la responsabilité de rester à l'écoute de nos concitoyens. Il ne fait aucun doute que le coût de la vie suscite des inquiétudes. L'économie est source d'inquiétude. Les gens s'inquiètent des questions liées aux échanges commerciaux et aux droits de douane. Des préoccupations existent également concernant les programmes sociaux, qu'il s'agisse des soins de santé, de la stabilisation de la question de l'immigration ou des programmes de soins dentaires. Il faut prendre en considération une vision beaucoup plus large lorsque nous débattons de la motion présentée par le Parti conservateur. Je suggérerais également qu'il est nécessaire que nous examinions la manière dont l'extrême droite s'exprime de nos jours. C'est sur ce genre de questions que je souhaite m'attarder dans mes observations.

J'ai posé une question au député de Prince Albert. Il y a deux points sur lesquels j'aimerais m'attarder concernant cette question précise. J'ai interrogé le député de Prince Albert au sujet du Programme national d'alimentation scolaire. Le gouvernement actuel et le premier ministre ont annoncé sans équivoque leur intention de pérenniser ce programme dans les écoles de toutes les régions du pays. Plus de 400 000 enfants bénéficieront directement de ce programme.

J'ai également fait remarquer au député de Prince Albert que le problème des enfants qui vont à l'école le ventre vide existe depuis des générations. Je le sais d'expérience, car j'en ai été témoin au Manitoba. Je me souviens que l'ancienne cheffe du parti Sharon Carstairs en parlait à l'Assemblée législative du Manitoba et ailleurs. Nier ce problème, c'est nier la réalité que vivent les gens dans les collectivités que nous représentons. Cela va même au-delà de la question du coût de la vie. Tous les enfants ne vont pas à l'école le ventre plein, alors que c'est ce dont ils ont besoin pour assimiler ce qu'on leur enseigne ou ce que les enseignants disent en classe. La mise en place d'un programme d'alimentation national permanent contribuerait à régler non seulement la question du coût de la vie, mais aussi un problème social bien réel et très concret.

Quand j'ai posé la question au député de Prince Albert, il m'a répondu qu'en substance, c'est là que réside la différence entre les conservateurs et les libéraux. Les conservateurs disent: « Non, nous n'avons pas besoin de ce genre de programme. » D'autres députés du Parti conservateur ont nié que ce programme ait jamais aidé le moindre enfant. Un autre député du Parti conservateur a dit que c'était de la foutaise. Voilà ce qu'on nous dit à propos d'un enjeu important qui touche l'ensemble du pays, quelle que soit la région. La question du coût de la vie est un enjeu important, surtout en ce moment. Le député de Prince Albert a ajouté que nous n'avons pas besoin d'un tel programme et que les familles pouvaient assumer la responsabilité de subvenir aux besoins de leurs enfants. Bien sûr, on peut dire que c'est louable quand les membres d'une même famille s'entraident, mais faire une telle généralisation à propos des plus de 400 000 enfants qui bénéficient du programme ne rend pas justice à cette mesure, qui relève d'une bonne politique publique.

• (1205)

Appliquons la même logique à l'épicerie. Nous offrons l'Allocation canadienne pour l'épicerie et les besoins essentiels. Le premier ministre et le ministre des Finances ont tenu une conférence de presse pour annoncer un programme qui, je crois, aidera les personnes à faible et à moyen revenu à payer leur épicerie. J'ai demandé aux députés conservateurs s'ils appuieraient ce programme, et leur réponse a essentiellement été non.

Voyons comment ce programme, à l'instar du crédit pour la TPS dans le passé, profite aux personnes qui en ont le plus besoin. Le programme est très ciblé. Plus de 10 millions de Canadiens en bénéficieront lorsqu'il entrera en vigueur au début de juin. Encore une fois, il faut voir le contraste. Les conservateurs aiment les déclarations clinquantes et exagérées. J'aimerais donner un exemple dans les deux cas.

Un de mes collègues m'a laissé utiliser ChatGPT dernièrement. Je me suis penché sur certaines des fausses affirmations des conservateurs. Je crois que la motion dit que nous payons notre essence 13 % plus cher que les États-Unis. Je peux dire aux députés d'en face que je ne sais pas trop d'où ils tirent ces chiffres, mais c'est un exemple de déclaration extrême, et c'est ce que l'extrême droite aime faire. Elle aime faire de fausses affirmations.

Je vais donner un exemple concret aux députés. La Californie compte 39 millions d'habitants, et le Canada, 40 millions. Sans chercher beaucoup, j'ai fait quelques recherches à ce sujet. J'ai découvert qu'un gallon américain équivaut à environ 3,785 litres. En Californie, l'essence coûte 6,10 \$ le gallon, ce qui équivaut à 1,61 \$ le litre. C'est en dollars américains. Quelqu'un qui veut faire le plein en Californie constatera qu'avec la conversion, il faut payer 111,13 \$ pour 50 litres d'essence.

Je fais le plus souvent le plein sur l'avenue Salter, dans le Nord de Winnipeg, à la station-service 204. C'est une station-service très appréciée. Ses prix sur l'essence sont toujours parmi les plus bas, voire les plus bas de Winnipeg. Je crois avoir payé moins de 1,60 \$ ce week-end. Je les ai appelés sans tarder. Je leur ai demandé: « Quel est le prix du litre d'essence aujourd'hui? » On m'a répondu qu'on ne pouvait pas vraiment me donner cette information au téléphone. J'ai dit que je croyais que, ces derniers temps, le prix était à 1,55 \$ le litre ou quelque chose comme ça. C'était moins que ça. Je n'en suis pas certain, mais les députés peuvent essayer de les appeler. C'est la station-service 204 sur l'avenue Salter, juste au sud de l'avenue Selkirk.

Travaux des subsides

Par conséquent, à ce prix, 50 litres d'essence reviendraient à 77,50 \$. Comment ce prix se compare-t-il à celui que paient les Américains? La motion affirme que nous payons 13 % de plus qu'eux. Les conservateurs disent aux gens de ma circonscription qu'ils paient 13 % de plus que les Américains. Un simple calcul me montre qu'en Californie, 50 litres d'essence coûteraient 111 \$ à mes concitoyens, alors qu'ils les paieraient 77,50 \$ ici. Le fait est que nous ne pouvons tout simplement pas faire confiance aux conservateurs.

● (1210)

Si nous examinons le prix moyen de l'essence aux États-Unis, nous constaterons, du moins d'après ce que j'ai pu observer ces derniers jours, qu'il est loin d'être aussi élevé que les conservateurs le prétendent aujourd'hui. Toutefois, cela ne les arrête pas parce qu'une partie de leur stratégie, la stratégie de l'extrême droite, consiste à essayer de mettre la population en colère.

Le gouvernement est conscient de l'importance de la question de l'abordabilité. Selon les députés, pourquoi avons-nous réduit la taxe d'accise sur l'essence? Nous sommes conscients de la situation au Moyen-Orient et elle a des répercussions qui peuvent être difficiles pour le portefeuille des Canadiens. C'est pourquoi nous avons réduit la taxe sur l'essence de 10 ¢.

Je vais donner aux députés deux citations qui illustrent le glissement vers la droite du Parti conservateur et ils peuvent deviner qui pourrait en être l'auteur.

Voici la première: « Une taxe aussi élevée engendrerait une famine massive et de la malnutrition. » Je laisse les députés deviner qui a tenu ces propos. C'était dans le cadre d'un discours prononcé devant le caucus conservateur. La deuxième citation provient de la même personne, mais elle est tirée d'un discours prononcé dans une autre salle, sur le parquet de la Chambre des communes: « [Ce sont les] libéraux qui ont déclenché cette violence et ces effusions de sang extrêmes. Voilà ce qui est radical. » Ces deux déclarations, l'une devant le caucus conservateur et l'autre à la Chambre des communes, émanent du chef du Parti conservateur du Canada. Des déclarations extrêmes, il y en a d'autres.

Hier, c'était au tour du député d'Oxford. Il est surprenant d'entendre les conservateurs tenir de tels propos. Le député a dit que « des personnes âgées meurent de faim ». Sérieusement, les députés croient-ils que les Canadiens adhèrent encore à ce type de discours de la droite conservatrice d'aujourd'hui, compte tenu de la dérive marquée du parti vers la droite?

La question se pose, car le député d'Oxford n'est pas le seul à parler ainsi. Les conservateurs ont multiplié les déclarations extrêmes. Compte tenu de ce que le chef du Parti conservateur a dit à son caucus et à la Chambre, ce n'est pas étonnant. On peut alors s'interroger sur les intentions des conservateurs. Tout indique qu'il s'agit surtout d'attiser la colère des Canadiens.

Hier, à la Chambre, j'ai parlé de la façon dont les députés du Parti conservateur parcourent le Canada en répétant aux Canadiens que rien ne va plus au pays et en leur lançant toutes sortes de chiffres pour tenter de justifier leur discours. Pourtant, je crois que si nous sondions la grande majorité des Canadiens, nous constaterions un sentiment de fierté, une volonté de collaborer et, à tout le moins, la reconnaissance que le Canada demeure — de mon point de vue et, je crois, de celui de la plupart des gens — le meilleur pays au monde où vivre. Or, on ne le devinerait jamais en écoutant les

conservateurs. Ce discours découle directement de la direction extrême-droite du Parti conservateur.

J'examine la situation et je la compare aux types de questions que j'ai posées. J'ai eu l'occasion de poser des questions. Il y a une différence importante entre les mesures stratégiques proposées par les conservateurs et celles mises de l'avant par le gouvernement. Les conservateurs cherchent à diviser les Canadiens. Ils font tout ce qu'ils peuvent pour attiser la colère, surtout parmi l'extrême droite. Faut-il vraiment s'étonner, dans ce contexte, de constater une montée de la haine envers les politiciens en général, alimentée par la désinformation, les exagérations flagrantes et des affirmations qui ne reposent tout simplement pas sur la réalité?

● (1215)

Monsieur le Président, croyez-vous vraiment que des aînés meurent de faim au Canada aujourd'hui? Nous reconnaissons et comprenons la question de l'abordabilité. C'est pourquoi, contrairement à ce que proposent les conservateurs, nous avons adopté une approche globale pour bâtir une économie plus forte et plus saine, tout en soutenant les Canadiens et en répondant à leurs besoins en matière d'abordabilité. Ce n'est pas une décision que nous avons prise hier, en l'espace de 24 heures, ou au cours de la dernière semaine ou du dernier mois. C'est plutôt un engagement que le premier ministre a annoncé dès le premier jour. La question de l'abordabilité et l'objectif de faciliter la vie des Canadiens sont au cœur des préoccupations du gouvernement actuel, et en particulier du premier ministre, depuis le premier jour.

Il y a un peu plus d'un an, la première mesure prise par le premier ministre a permis de réduire considérablement le prix de l'essence. Il s'agissait de l'abolition de la taxe sur le carbone, une initiative positive qui a rendu la vie plus abordable pour les Canadiens. Dès notre arrivée au pouvoir, avec un nouveau premier ministre à la tête du gouvernement, nous avons reconnu l'importance d'agir en ce sens, et c'était la toute première mesure prise par le premier ministre.

Une autre mesure a été prise quelques semaines après la reprise des travaux, avant l'été dernier. Nous avons accordé un allègement fiscal substantiel à la classe moyenne du Canada.

Des voix: Oh, oh!

L'hon. Kevin Lamoureux: Monsieur le Président, certains conservateurs essaient peut-être de minimiser l'importance de cette mesure, mais 22 millions de Canadiens en ont bénéficié. Monsieur le Président, comme moi, vous savez que c'est la vérité pure et simple. Le député d'en face devrait le savoir, car nous avons débattu de la question et nous l'avons imposée avant l'été 2025. Vingt-deux millions de Canadiens en ont bénéficié.

Nous avons éliminé la TPS pour les acheteurs d'une première maison. Il s'agit d'un allègement substantiel pour les personnes qui essaient d'acheter une première maison. Nous avons élargi et amélioré des mesures comme l'Allocation canadienne pour enfants, un programme qui sert des millions de Canadiens, plus de 6 millions, si je ne m'abuse. Nous avons renforcé l'importance de mesures comme le régime canadien de soins dentaires et l'assurance-médicaments pour le diabète, ainsi que d'autres mesures, en veillant à protéger, dans la mesure du possible, ces services sociaux.

Travaux des subsides

Il y a des mesures que le gouvernement a prises, comme ce que j'ai mentionné au tout début: le programme de prestations pour l'épicerie et les produits de première nécessité. Je pensais que ce programme recevrait l'appui unanime de la Chambre des communes. L'argent sera versé en juin. Le programme s'attaque en partie au problème de l'abordabilité, tout comme la taxe d'accise que le gouvernement suspendra sur l'essence jusqu'à la fête du Travail.

Nous devons replacer cette question dans le contexte de ce qui se passe au Moyen-Orient. Il y a une crise énergétique. Le premier ministre, le gouvernement et, en fait, l'ensemble du caucus libéral le reconnaissent, tout comme ils reconnaissent l'importance de la question de l'abordabilité, et nous sommes là pour soutenir les Canadiens.

• (1220)

Kelly McCauley (Edmonton-Ouest, PCC): Monsieur le Président, Tolstoï a dit: « La vérité, comme l'or, ne doit pas être obtenue par sa croissance, mais en en nettoyant tout ce qui n'est pas de l'or. » Éliminons tout ce qui n'est pas de l'or dans le discours du député et regardons la vérité en face. Eh bien, une fois le discours épuré, il ne reste plus rien. Nous venons d'avoir droit à 20 minutes de désinformation présentée comme une classe de maître par le gouvernement libéral.

Je vais être franc. J'aime bien échanger avec le député de Winnipeg-Nord, souvent dans un esprit amical, mais je dois dire que certains de ses propos m'ont déçu, en particulier lorsqu'il nous accuse d'être d'extrême droite. J'aimerais revenir sur quelques-unes de ses affirmations.

Le député parle en long et en large du programme d'alimentation scolaire qui permet de nourrir 400 000 enfants, mais il y a pourtant 5,4 millions d'enfants qui n'ont pas accès à ce programme. Quant au remboursement pour l'épicerie, il ne s'applique même pas aux familles dont les 2 parents travaillent au salaire minimum. Le gouvernement a passé des années à prétendre que la taxe sur le carbone n'alimentait pas l'inflation. Comment expliquer, alors, que le député, qui a souvent affirmé que la taxe sur l'essence n'était pas inflationniste...

Le vice-président: Je dois donner au secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre l'occasion de répondre.

L'hon. Kevin Lamoureux: Monsieur le Président, mon collègue d'en face devrait arrêter d'avaloir les couleuvres de la droite. Je peux assurer aux gens qui nous écoutent que tout ce que j'ai dit est factuel, et je peux le prouver.

Comme le député l'a dit, le problème avec le Programme national d'alimentation scolaire, c'est qu'il cible les jeunes enfants seulement, pas tous les enfants. Je le concède, mais le Parti conservateur ne reconnaît même pas la valeur de ce programme ou de tout autre programme visant à améliorer le coût de la vie pour les Canadiens.

J'attends toujours que les conservateurs se lèvent et déclarent: « Vous savez quoi? L'Allocation canadienne pour l'épicerie et les besoins essentiels est bénéfique pour les Canadiens. Elle va aider à améliorer le coût de la vie. » Il suffirait qu'un seul conservateur le reconnaisse. Au risque de dévier légèrement des propos du chef du Parti conservateur, les conservateurs pourraient admettre que ce programme aidera réellement leurs concitoyens sur le plan de l'abordabilité. Ce n'est pas beaucoup demander. J'ose espérer qu'il y a au moins un conservateur capable de reconnaître un bon programme quand ça lui saute aux yeux.

• (1225)

[Français]

Mario Beaulieu (La Pointe-de-l'Île, BQ): Monsieur le Président, mon collègue a parlé des conservateurs comme de l'extrême droite.

En regardant les politiques actuelles des libéraux, on voit qu'ils se rapprochent de plus en plus de cette droite. L'abolition de la taxe d'accise profite surtout aux riches. Par ailleurs, elle profite aussi aux pétrolières. On sait que leur coût d'approvisionnement n'augmente pas parce qu'elles s'approvisionnent de pétrole au Canada et aux États-Unis. Or elles établissent quand même leurs prix en se basant sur le prix mondial du baril de pétrole. Il y a eu une légère baisse du prix à la suite de la suspension de la taxe d'accises, mais les prix ont remonté.

Qu'est-ce qui nous dit que les pétrolières n'en ont pas simplement profité pour augmenter leurs marges de crédit?

[Traduction]

L'hon. Kevin Lamoureux: Monsieur le Président, à l'instar des autres pays du G7 — des pays alliés avec lesquels le gouvernement du Canada collabore —, nous suivons de près l'évolution du prix du pétrole. Il est important de souligner qu'il s'agit d'un allègement fiscal concret qui est accordé, si je ne me trompe pas, du 1^{er} avril jusqu'à la fin de semaine de la fête du Travail, en raison de la crise au Moyen-Orient. C'est une politique publique responsable qui vise à apporter de l'aide en lien avec la question de l'abordabilité. Elle a déjà amélioré les choses.

Si le député souhaite se faire une meilleure idée de la situation, il peut aller à la rencontre des gens qui doivent payer leur essence. Ce ne sont pas seulement les riches qui en profitent. S'il se rend aux stations-service et discute avec les consommateurs, il constatera que ceux-ci bénéficient aujourd'hui de cette politique.

Je pense que le Bloc devrait se rallier à nous pour appuyer la réduction de 10 ¢ de la taxe d'accise, qui est accordée à tous les Canadiens.

Branden Leslie (Portage—Lisgar, PCC): Monsieur le Président, je comprends certaines de ces affirmations, mais je peux assurer au député que, lorsque j'étais dans ma circonscription, le prix de l'essence avoisinait plutôt 1,83 \$ et était à la hausse. Il fluctuait, mais il augmentait.

Au cours des deux semaines que j'ai passées dans ma circonscription, de nombreux aînés sont venus me dire: « Je ne peux plus continuer comme ça. Je pensais avoir tout fait correctement; j'ai travaillé dur, j'ai élevé ma famille et j'ai donné à ma collectivité. Aujourd'hui, je n'ai plus les moyens de vivre. Le prix de l'essence m'oblige à choisir entre me rendre à un rendez-vous ou remplir mon réfrigérateur. »

Le député a-t-il vécu des expériences similaires dans sa circonscription ?

L'hon. Kevin Lamoureux: Monsieur le Président, j'ai beaucoup de sympathie pour les aînés et je travaille avec eux pratiquement depuis ma première élection en 1988 à l'Assemblée législative du Manitoba. En effet, lors de l'élection partielle de 2010, je me souviens d'être allé au Congrès germano-canadien, où des aînés m'avaient confié qu'ils devaient faire un choix difficile entre acheter des médicaments ou de la nourriture. C'est un défi auquel tous les gouvernements sont confrontés.

Le gouvernement a mis en place des mesures de soutien substantielles pour les aînés, qu'il s'agisse d'une augmentation record du Supplément de revenu garanti, du rajustement continu au taux d'inflation pour des prestations comme la Sécurité de la vieillesse, du soutien au programme Nouveaux Horizons pour les aînés, ou encore des paiements ponctuels versés lors de périodes difficiles comme celle de la pandémie. Nous continuons à soutenir nos aînés de multiples façons, sans parler de l'augmentation de 10 % des prestations aux personnes âgées de 75 ans et plus, celles qui, à mesure qu'elles vieillissent, dépendent de plus en plus des médicaments, entre autres.

Carlos Leitão (secrétaire parlementaire de la ministre de l'Industrie, Lib.): Monsieur le Président, parlant des aînés, je tiens justement à poser une question à mon collègue à ce sujet, car, au Canada, il y a le programme de la Sécurité de la vieillesse et le Supplément de revenu garanti. Ensemble, il est question de quelque 85 milliards de dollars.

Mon collègue pense-t-il que les nouveaux conservateurs de droite aboliraient ces programmes?

• (1230)

L'hon. Kevin Lamoureux: Monsieur le Président, j'étais ici lorsque l'actuel chef du Parti conservateur a travaillé avec Stephen Harper. Les conservateurs ont fait passer l'âge d'admissibilité à la Sécurité de la vieillesse de 65 à 67 ans et ils n'ont absolument rien fait dans le dossier du Régime de pensions du Canada pendant plus d'une décennie. Il a fallu des gouvernements libéraux non seulement pour ramener à 65 ans l'âge d'admissibilité à la Sécurité de la vieillesse, mais aussi pour bonifier le Régime de pensions du Canada.

Nous avons également offert un soutien continu en augmentant le Supplément de revenu garanti et la Sécurité de la vieillesse pour les aînés.

[Français]

Gabriel Ste-Marie (Joliette—Manawan, BQ): Monsieur le Président, l'honorable secrétaire parlementaire n'a pas arrêté de répéter tout au long de son discours que les conservateurs sont membres d'un parti d'extrême droite. Je pense qu'il faut faire très attention et être très prudent avec les mots. À force de répéter cela sans cesse, on finit par édulcorer le poids des mots.

Même si je ne partage pas les valeurs des députés conservateurs, je pense que le Parti conservateur n'est manifestement pas un parti d'extrême droite, et on ne devrait jamais dire cela à la Chambre. Je pense qu'il y a un univers entre les politiques qu'il prône et ce qui se fait aux États-Unis sous la présidence actuelle, à titre d'exemple.

De surcroît, quand on regarde les politiques économiques, on constate que le gouvernement libéral a pratiquement repris toutes les idées des conservateurs: les baisses d'impôts, le soutien sans réserve au développement pétrolier, et même la baisse des taxes sur l'essence qui est défendue aujourd'hui. Les libéraux l'ont fait il y a un mois et demi.

Par conséquent, est-ce que le secrétaire parlementaire dit que les libéraux sont eux-mêmes membres d'un parti d'extrême droite?

[Traduction]

L'hon. Kevin Lamoureux: Monsieur le Président, je dirais que, sous la direction du premier ministre actuel, le gouvernement a reconnu l'importance de bâtir un Canada fort pour tous les Canadiens,

Travaux des subsides

de le rendre plus solide et plus sain. C'est ce que ces politiques, au fur et à mesure qu'elles ont été mises en œuvre, ont permis de faire.

Nous comprenons l'importance de l'économie, de l'environnement et des Autochtones, en réunissant ces trois axes, en sachant très bien que nous pouvons travailler en collaboration et avoir un bon environnement, une bonne économie et de meilleures relations avec les Autochtones à mesure que nous progressons grâce à des choses comme les grands projets et les possibilités d'exportation. C'est le programme ambitieux du premier ministre actuel et de tous les députés libéraux, pour être là pour les Canadiens.

* * *

LES COMITÉS DE LA CHAMBRE

L'hon. Mark Gerretsen (Kingston et les Îles, Lib.): Monsieur le Président, ce sera très bref. Il y a eu des discussions entre les partis, et je pense que vous constaterez qu'il y a consentement unanime à l'égard de la motion suivante:

Que la motion n° 6 portant adoption du quatrième rapport du Comité permanent de l'environnement et du développement durable (prolongation du délai, conformément à l'article 97.1 du Règlement, pour étudier le projet de loi C-241, Loi prévoyant l'élaboration d'une stratégie nationale sur la prévision des inondations et des sécheresses) soit réputée agréée avec dissidence.

Le vice-président: Que tous ceux qui s'opposent à ce que le député propose la motion veuillent bien dire non. Le consentement est accordé.

La Chambre a entendu la motion. Que tous ceux qui s'opposent à la motion veuillent bien dire non.

(La motion est adoptée.)

* * *

TRAVAUX DES SUBSIDES.

MOTION DE L'OPPOSITION — ANNULATION DES TAXES FÉDÉRALES SUR L'ESSENCE ET LE DIÉSEL ET DE LA NORME SUR LES COMBUSTIBLES PROPRES

La Chambre reprend l'étude de la motion.

Branden Leslie (Portage—Lisgar, PCC): Monsieur le Président, c'est un honneur de prendre la parole au nom des résidents de Portage—Lisgar pour appuyer notre motion de l'opposition conservatrice, qui demande au gouvernement d'apporter un allègement immédiat en annulant toutes les taxes fédérales sur l'essence et le diésel jusqu'à la fin de l'année, y compris la TPS.

Cette motion est très claire. Pour les millions de personnes qui subissent la hausse des prix à la pompe, à l'épicerie, à la ferme ou simplement lorsqu'elles achètent les produits de première nécessité, elle est absolument indispensable. Commençons par reconnaître que le Canada ne peut pas contrôler tout ce qui se passe dans le monde. Nous ne pouvons pas contrôler l'instabilité au Moyen-Orient ni rouvrir d'un simple claquement de doigts le détroit d'Ormuz, mais cela ne signifie pas pour autant que nous sommes impuissants. Une nation n'est pas jugée sur sa capacité à prévenir toutes les tempêtes à l'étranger, mais sur la sagesse avec laquelle elle se prépare et elle s'adapte aux tempêtes qu'elle ne peut pas prévenir. Comme l'a dit le grand philosophe de l'école stoïcienne Épictète: « Fais de ton mieux avec ce qui dépend de toi, et accepte le reste tel qu'il arrive. »

Travaux des subsides

Le gouvernement peut et doit en faire plus pour aider. Il peut cesser de taxer les gens chaque fois qu'ils font le plein d'essence, et il peut cesser d'aggraver une situation déjà mauvaise. Les familles devaient déjà composer avec une crise du coût de la vie avant cette nouvelle hausse des prix à la pompe. L'épicerie coûtait déjà trop cher. Les loyers et les hypothèques étaient déjà trop élevés. Les factures de services publics grugeaient déjà une part de plus en plus importante du budget familial. Les banques alimentaires voyaient déjà arriver des tas de gens qui faisaient appel à leurs services pour la première fois. Toutes ces choses se produisaient déjà aux quatre coins du pays, et maintenant, voilà que les prix à la pompe viennent jeter de l'huile sur le feu.

Qu'est-ce que le ministre des Finances a eu à dire à ce sujet? Il a dit: « Nous avons déjà agi. » Je m'excuse, monsieur le Président, mais je suis surpris qu'il n'ait pas dit à mes concitoyens d'aller manger de la brioche, tant qu'à y être. Je peux lui garantir que la famille qui fait le plein de sa minifourgonnette ne pense pas que le gouvernement fédéral a déjà assez agi. Je peux lui affirmer que l'agriculteur qui a besoin de diésel pour ensemencher, pulvériser, récolter et tout transporter ses produits est surpris de l'entendre dire ça. Les Canadiens ne peuvent pas faire le plein avec les excuses des libéraux, mais je parie qu'ils aimeraient bien pouvoir le faire.

Le gouvernement dit qu'il a déjà agi, mais les Canadiens continuent de payer toujours plus. Le prix de l'essence est 13 % plus élevé au Canada qu'aux États-Unis, ce qui représente environ 22 ¢ de plus par litre, en moyenne. De nombreux habitants, dans le sud de ma circonscription, traversent régulièrement la frontière afin d'économiser un peu d'argent sur l'essence, mais ce n'est pas parce que ça leur tente. La vie est tellement chère que, pour eux, ça vaut la peine d'aller faire le plein dans un autre pays malgré tout le temps que ça leur prend.

L'essence coûte désormais 50 ¢ de plus le litre qu'en 2014, lorsque le cours mondial du pétrole était identique à celui d'aujourd'hui. C'est ce que nous disons. Ce n'est pas strictement à cause du marché mondial du pétrole. Ce n'est pas strictement à cause de ce qui se passe à l'autre bout du monde. C'est le résultat des choix délibérés, faits ici même, d'un gouvernement qui dépense toujours plus sans se soucier des conséquences. Le gouvernement additionne les taxes, les règlements, les dépenses et le gaspillage à tout le reste, puis quand les gens réclament un répit, les libéraux s'en lavent les mains en disant qu'ils ont déjà fait ce qu'ils avaient à faire.

Je représente tout un tas de gens formidables, honnêtes et travailleurs dans une région rurale du Manitoba. Or, dans les régions rurales du Manitoba, prendre le volant n'a rien d'un luxe. Il n'y a pas de métro entre Winkler et Morde. Il n'y a pas de train léger entre Carman et Portage. Lorsqu'un agriculteur a besoin de quelque chose, il n'y a pas d'autobus électrique magique pour le conduire au comptoir des pièces. C'est la même chose pour le personnel infirmier qui doit travailler nuit ou le retraité qui vit sur une terre sans avoir d'épicerie à proximité. Dans le Canada rural, avoir un véhicule n'a rien d'un luxe: c'est une réalité de la vie, point. Quand le prix de l'essence grimpe, les gens qui y habitent n'ont pas la possibilité de réduire un peu leurs déplacements. Ils doivent absorber la hausse en coupant ailleurs. Voilà pourquoi l'équipe conservatrice continuera à insister là-dessus.

Je pense aux aînés qui ont un revenu fixe et qui ont travaillé fort toute leur vie. Ils ont payé leurs impôts. Ils ont élevé leur famille. Ils ont bâti nos collectivités. Ils ont fait ce qu'on leur demandait et

ont essayé d'incarner la promesse du Canada. Dans ma circonscription, au cours des dernières semaines, j'ai eu l'occasion de m'entretenir avec beaucoup d'aînés, et un nombre stupéfiant d'entre eux m'ont dit à quel point les choses sont difficiles en ce moment, qu'ils ont du mal à joindre les deux bouts, qu'ils ne peuvent pas absorber une autre augmentation du coût de la vie. Ils regardent le prix de la viande. Ils regardent le prix des fruits et des légumes. Ils font des choix qu'aucune personne âgée ne devrait avoir à faire dans notre beau pays industrialisé qu'est le Canada.

● (1235)

Doivent-ils choisir entre faire le plein ou remplir le réfrigérateur? Doivent-ils aller à un rendez-vous ou économiser sur l'essence? Doivent-ils acheter des aliments sains ou se contenter des produits les moins chers? Doivent-ils ravalier leur fierté et demander de l'aide à leur famille lorsqu'ils en ont besoin, ou franchir pour la première fois les portes d'une banque alimentaire? Où est la dignité là-dedans? Ce n'est pas la promesse canadienne. C'est une réalité qui parle à tous les parents. Ceux-ci connaissent bien ce sentiment: les enfants grandissent, ils mangent tout ce qu'ils trouvent, et les vêtements qu'on espérait pouvoir leur faire porter encore un peu ne leur vont déjà plus. Pendant ce temps, la facture d'épicerie rivalise avec un paiement d'automobile, ce dernier s'apparente à un versement hypothécaire, qui devient quant à lui hors d'atteinte, le tout alors que le coût du combustible ne cesse d'augmenter.

Ce coût est intégré au prix de tous les produits que nous achetons. C'est ce que le gouvernement ne semble pas comprendre. Le combustible ne sert pas uniquement à faire le plein: son prix influence le prix d'absolument tout, puisqu'on utilise du combustible pour transporter les semences, les engrais, les récoltes, le bétail, les pommes de terre, les produits d'épicerie et les pièces. Il fait tourner notre économie. Lorsque le prix du diésel augmente, le prix des aliments grimpe lui aussi. C'est en partie ce qui explique que nous ayons la plus forte inflation alimentaire du G7. Quand le transport coûte plus cher, tout coûte plus cher.

Lorsque le gouvernement taxe le carburant, il ne fait pas que taxer la personne à la pompe qui espère voir le compteur s'arrêter. Il taxe l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement, et nos agriculteurs sont particulièrement touchés. Les agriculteurs ne peuvent se permettre de laisser le tracteur au garage parce que le prix du diésel est trop élevé. Les cultures doivent être semées, les produits de protection des cultures doivent être appliqués, la récolte doit avoir lieu et les céréales doivent ensuite être transportées. Les factures ne cessent de s'accumuler, alors que les prix des engrais étaient déjà très élevés. Les agriculteurs ont essuyé d'énormes hausses du coût des intrants.

Le carburant, l'équipement, les réparations, les pièces, les taux d'intérêt, le transport et les taxes s'ajoutent tous à la dette, qui s'élève à plus de 160 milliards de dollars, et le gouvernement ne cesse d'alourdir les formalités administratives. Chaque coût supplémentaire finit par se répercuter ailleurs. Dans ma ville, Portage, on trouve aujourd'hui de grandes entreprises de transformation alimentaire, comme Simplot et McCain. Elles font partie d'une chaîne d'approvisionnement alimentaire qui s'étend bien au-delà du Manitoba. Lorsque le prix du carburant et du diésel augmente, leurs coûts augmentent aussi. Ces coûts ne disparaissent pas comme par magie; ils se répercutent en aval, et c'est le consommateur qui paie. Une réduction de la taxe à la pompe n'est donc pas une simple mesure isolée, mais une mesure à grande portée qui allège les coûts dans l'ensemble de l'économie.

Travaux des subsides

Je veux parler de l'hypocrisie de la taxe sur le carbone, mais avant cela, je tiens à préciser que je vais partager mon temps de parole avec le député de Battle River—Crowfoot.

Les députés se souviendront peut-être que, pendant des années, les libéraux ont affirmé aux Canadiens que la taxe sur le carbone leur avait été profitable. Ils disaient que le remboursement couvrirait largement ce qu'il en coûtait. Ils affirmaient que quiconque n'était pas d'accord ne faisait que répandre de la désinformation. Puis, lorsqu'ils ont fini par supprimer une partie de leur taxe sur le carbone, ils se sont vantés que cette mesure permettait aux familles de faire des économies. Qu'en est-il vraiment? Si la suppression de la taxe sur le carbone permet aujourd'hui aux familles de faire des économies, alors elle leur coûtait de l'argent auparavant. Les libéraux ne l'admettront jamais, mais ces deux affirmations ne peuvent pas toutes deux être vraies.

Pendant des années, les conservateurs ont affirmé que la taxe sur le carbone faisait grimper le coût de la vie. Pendant des années, le gouvernement libéral a nié cette affirmation. Aujourd'hui, les libéraux veulent s'attribuer le mérite d'avoir partiellement reconnu ce que tout le monde savait déjà intuitivement. Les Canadiens ne demandent pas un miracle; ils demandent qu'on leur vienne en aide. Cette Chambre peut leur apporter cette aide dès aujourd'hui. Il suffirait que le gouvernement adopte notre proposition pour que les gens puissent immédiatement disposer de plus d'argent.

Tous les députés ont le choix: défendre le maintien de toutes ces taxes ou se ranger du côté des gens qui paient la facture. Personne ne dit que cette motion va régler tous les problèmes au Canada ou dans le monde, mais elle permettrait au moins de réduire les prix et de donner aux gens une marge de manœuvre dont ils ont tant besoin. Elle montre aux Canadiens que le gouvernement n'est pas complètement sourd à ce qui se passe dans leur vie.

Cessons de faire semblant que tout est indépendant de notre volonté. Il y a des choses que nous pouvons faire pour améliorer le sort des citoyens que nous représentons ici, comme suspendre les taxes fédérales sur l'essence et le diesel pour le reste de l'année et donner un véritable répit aux Canadiens, au lieu de débiter un autre sermon. C'est ce que dit cette motion. Elle vise à réduire les coûts, à respecter les contribuables et à accorder la priorité aux familles. C'est pourquoi je suis fier de l'appuyer.

• (1240)

Carlos Leitão (secrétaire parlementaire de la ministre de l'Industrie, Lib.): Monsieur le Président, je ne pense pas me tromper en disant que non, nous ne voterons pas en faveur de la motion des conservateurs. En fait, la motion ne ferait qu'empirer les choses.

Des voix: Oh, oh!

Carlos Leitão: Oui, elle les empirerait. Je veux dire une chose, monsieur le Président. La suspension actuelle de la taxe d'accise fédérale, qui est de 10 ¢ le litre, pendant quatre mois, coûtera 2,4 milliards de dollars.

Combien coûterait la motion des conservateurs? Comment la financeraient-ils?

Branden Leslie: Monsieur le Président, il n'y a qu'un libéral pour dire qu'une réduction de taxe sur l'essence et le carburant, qui est si importante pour les familles et pour l'ensemble de l'économie, posera problème. Le gouvernement a peut-être un problème de dépenses qu'il refuse de régler. Le gouvernement a tellement perdu le contrôle de sa bureaucratie hypertrophiée, en payant des consul-

tants, en payant tout ce que les familles sont censées fournir, qu'il oublie qui nous sommes censés représenter à la Chambre. Je défendrai toujours les baisses de taxes de toutes sortes pour ma circonscription et pour les Canadiens.

• (1245)

[Français]

Mario Beaulieu (La Pointe-de-l'Île, BQ): Monsieur le Président, on a vu le directeur parlementaire du budget dire que baisser les taxes, comme la taxe d'accise, profite surtout aux plus riches et beaucoup moins aux gens plus pauvres. Par ailleurs, on sait que, même si on baisse les taxes, les pétrolières veulent toujours faire plus de profits. Ce qui risque d'arriver, c'est qu'elles vont demander aussi cher aux citoyens et vont se mettre plus d'argent dans les poches.

Qu'est-ce que mon collègue en pense?

[Traduction]

Branden Leslie: Monsieur le Président, il semble que les conservateurs soient les seuls à se battre pour faire baisser les prix et améliorer le coût de la vie pour les citoyens que nous sommes chargés de représenter. Nous devrions le faire avec fierté. Il y a des choses qui échappent à notre contrôle. Nous pouvons les reconnaître, nous pouvons les accepter, mais nous n'avons pas à nous concentrer uniquement sur elles. Lorsque le problème est d'origine nationale et que la crise du coût de la vie est due à nos propres politiques, nous devrions chercher à y remédier. Il s'agit là d'une mesure mineure qui permettrait justement d'y parvenir. Elle aurait un impact tangible sur les citoyens que nous sommes chargés de représenter, et nous devrions voter en faveur de la motion aujourd'hui.

Ben Lobb (Huron—Bruce, PCC): Monsieur le Président, j'aimerais entendre le député commenter brièvement les propos tenus par le député libéral concernant l'ampleur du problème que poserait l'allègement du fardeau fiscal des Canadiens, et les coûts que cela engendrerait. Il n'a pas une seule fois évoqué la situation désastreuse dans laquelle il a plongé le Canada et les familles canadiennes. En ce qui concerne les impôts, on pourrait examiner le coût de l'allocation pour l'épicerie offerte par le gouvernement et les raisons pour lesquelles elle a été instaurée. Elle a été instaurée en raison de l'inflation et du coût du carburant nécessaire pour acheminer les marchandises partout au pays.

Branden Leslie: Monsieur le Président, c'est vraiment ahurissant. Je ne suis pas certain que les libéraux fréquentent les épiceries et les stations-service et qu'ils parlent à la population. Les gens que je représente me disent toujours que le coût de la vie est leur principale préoccupation, et que le prix de l'essence dépasse l'entendement. En voyant les prix grimper, ils se disent qu'ils ne peuvent pas faire le plein au complet, sinon, ils devront renoncer à la partie de soccer de l'après-midi.

Il est absurde que le gouvernement oublie un élément aussi fondamental que les taxes qu'il impose à la population. Non seulement ces taxes ont des répercussions sur la personne qui achète l'essence, mais elles se répercutent aussi sur l'ensemble de l'économie. Nous nous demandons pourquoi le Canada connaît la plus forte augmentation du prix des aliments parmi les pays du G7. Ces taxes y sont pour beaucoup. Les dépenses inflationnistes engagées par le gouvernement ces 11 dernières années, combinées à son refus irrationnel de prendre des décisions sensées alors qu'il le peut — comme celle proposée aujourd'hui par les conservateurs —, montrent que le gouvernement doit se retirer.

Travaux des subsides

L'hon. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, nous savons que le nombre de voyages effectués depuis le Manitoba vers les États-Unis a en réalité diminué. Le député a parlé d'habitants de sa circonscription qui se rendraient aux États-Unis pour faire le plein d'essence. Une recherche rapide montre que le prix de l'essence dans le Minnesota est d'environ 1,55 \$ le litre. C'est probablement à 2 ou 3 ¢ de ce que j'ai payé en fin de semaine.

Le député croit-il vraiment qu'il y a un afflux de gens de sa circonscription qui se rendent à Minneapolis pour faire le plein d'essence?

Branden Leslie: Monsieur le Président, j'invite mon collègue à consulter une carte. Non, personne ne fait 10 heures de route pour aller faire le plein à Minneapolis. Les gens se rendent tout simplement à Walhalla ou dans un autre endroit plus proche, puis ils constatent une différence marquée entre le montant indiqué sur leur compte de carte de crédit pour un plein d'essence au nord de la frontière et celui pour un plein d'essence au sud de celle-ci. Les gens ne sont pas stupides. Le député ne devrait pas agir comme s'ils l'étaient. Ils savent ce qu'ils font. Je préférerais qu'ils n'aient pas à se rendre aux États-Unis pour obtenir de l'essence moins chère. Nous pouvons régler ce problème dès aujourd'hui.

L'hon. Pierre Poilievre (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, je demande le consentement unanime pour que le greffier fournisse un atlas au leader adjoint à la Chambre afin qu'il puisse consulter une carte.

[Français]

On a aujourd'hui...

[Traduction]

Le vice-président: Le whip en chef du gouvernement invoque le Règlement.

L'hon. Mark Gerretsen: Monsieur le Président, le député en question est un secrétaire parlementaire, et non le leader adjoint du gouvernement à la Chambre. Le chef de l'opposition pourrait peut-être...

Des voix: Oh, oh!

Le vice-président: C'est noté.

Le chef de l'opposition officielle a la parole.

L'hon. Pierre Poilievre: Monsieur le Président, comme il est vraiment nul en géographie, il vient d'être rétrogradé.

[Français]

Les guerres au Moyen-Orient et en Ukraine, le prix du pétrole à 100 \$ le baril et le prix à la pompe à 1,38 \$: je ne parle pas du présent, je parle de l'année 2014. Dans les années Harper, le prix mondial du pétrole était plus élevé qu'aujourd'hui, il y avait des guerres au Moyen-Orient et en Ukraine, mais le prix à la pompe était inférieur de 40 ¢ le litre à celui d'aujourd'hui.

Le prix que les Canadiens paient à la pompe est en effet influencé par le contexte mondial, il n'y a pas de doute. Toutefois, cela ne s'explique pas par le contexte, parce qu'on avait exactement le même en 2014, c'est-à-dire un prix du pétrole plus élevé qu'aujourd'hui et un prix à la pompe 40 ¢ le litre moins cher qu'aujourd'hui. C'est à peu près 25 % de moins. Donc, il doit y avoir d'autres effets. Ce sont des effets non pas mondiaux, mais libéraux.

• (1250)

Quels sont les effets libéraux à la pompe?

Premièrement, il y a des taxes qui augmentent plus rapidement. Il y a une nouvelle taxe sur le carbone renommée la norme sur les combustibles propres, qui ajoute déjà 7 ¢ le litre et qui s'applique plus largement que la taxe sur le carbone libérale d'avant. Il n'y a pas d'exemption pour les fermiers, les pêcheurs ni d'autres producteurs de nourriture.

Deuxièmement, il y a aussi la TPS qui augmente chaque fois que le prix du pétrole augmente, parce que c'est une taxe dont le montant est calculé en pourcentage.

Finalement, il y a l'effet d'un dollar faible. Le premier ministre libéral prétend être un grand économiste, mais, depuis son arrivée au pouvoir, le dollar est extrêmement faible, malgré l'augmentation de la valeur des principales ressources que nous avons ici; il vaut entre 72 ¢ et 73 ¢ par rapport au dollar américain. Avec un dollar faible, on paie plus pour des produits achetés sur le marché mondial. Quand notre dollar est faible par rapport au dollar américain, nous payons plus pour des produits évalués en dollars américains.

Comment en sommes-nous arrivés là?

Premièrement, les taxes qu'impose le gouvernement sur l'essence augmentent le prix que les gens paient à la pompe. Les lois anti-développement qui empêchent l'exploitation de nos ressources, qui nous donnent le deuxième pire temps d'attente pour l'approbation des mines, par exemple, réduisent le nombre de dollars que les étrangers doivent dépenser pour pouvoir acheter nos produits. Cela nous donne un dollar faible et un pouvoir d'achat qui est en conséquence aussi très faible. Les Canadiens paient à la pompe et dans l'alimentation pour des politiques « de faible dollar » qu'impose le gouvernement libéral, qui n'ont pas changé depuis que ce premier ministre est au pouvoir. Il poursuit les mêmes politiques que Justin Trudeau, les politiques sur lesquelles il a donné des avis cinq ans, les mêmes politiques dont il avait fait la promotion en tant que membre d'une alliance bancaire contre l'industrie pétrolière. Les Canadiens en paient le prix avec un coût de la vie plus élevé, qui gonfle mois après mois.

Nous, les conservateurs, proposons des gestes concrets pour rendre la vie plus abordable. Nous proposons d'éliminer toutes les taxes sur les carburants pour toute l'année, ce qui va faire économiser aux Canadiens 25 ¢ le litre, 20 \$ pour faire le plein et 1 200 \$ d'ici la fin de l'année. Donc, nous faisons appel au gouvernement libéral pour qu'il enlève ses taxes et laisse davantage d'argent dans les poches des Canadiens.

Comment est-ce qu'on va payer pour cela? On va couper dans la bureaucratie, qui a gonflé de 7 % par année. On va couper dans les consultants, auxquels les libéraux consacrent 20 milliards de dollars, soit le double de ce qui a été dépensé dans les dernières années de Stephen Harper. On va couper dans le favoritisme d'État et les grands chèques que les libéraux donnent aux grandes entreprises avec qui ont des liens et qui ont de bons lobbyistes. On va couper dans l'aide à l'étranger, parce qu'on ne peut pas payer les factures ici, au Canada. On n'a pas d'argent à donner outre-mer. On va couper dans le gaspillage et la fraude, l'argent frauduleux qu'on donne aux faux réfugiés. Encore aujourd'hui, le directeur parlementaire du budget a révélé que le gouvernement verse des milliards de dollars aux réfugiés rejetés, pas aux réfugiés. Ce sont cinq exemples des choses qu'on peut éliminer pour réduire le coût de la vie à la pompe sans augmenter le déficit libéral.

Les Canadiens paient trop parce qu'on a un gouvernement qui dépense trop. Un gouvernement abordable va nous donner une vie abordable. C'est ça, une solution positive pour renforcer la promesse du Canada: travailler fort donne une belle vie, une vie abordable pour nourrir son enfant et avoir le pouvoir d'énergiser sa vie.

• (1255)

[Traduction]

Je me permets de résumer la situation mondiale. Il y a des conflits au Moyen-Orient et en Ukraine, le prix du pétrole avoisine les 100 \$ le baril et le prix à la pompe est de 1,38 \$. Je ne parle pas de la situation actuelle. Je parle de 2014. L'ancien premier ministre, Stephen Harper, était au pouvoir et des guerres faisaient rage au Moyen-Orient, tant en Syrie qu'en Irak. Les Russes venaient d'envahir la Crimée et le prix du pétrole à l'échelle mondiale s'élevait à 100 \$ le baril, soit 10 \$ de plus qu'aujourd'hui, et pourtant, le prix de l'essence à la pompe était inférieur de 40 ¢ le litre à ce qu'il est aujourd'hui.

À quoi tient cette différence? Allons plus loin. Aux États-Unis, juste au sud de la frontière, les Américains paient, en dollars canadiens, 17 ¢ de moins par litre que les Canadiens. Le prix du pétrole à l'échelle mondiale est le même, tout comme les facteurs mondiaux, notamment les guerres en Ukraine et au Moyen-Orient, et pourtant, le prix est inférieur de 17 cents le litre de l'autre côté de la frontière. Pourquoi? Certes, certains facteurs mondiaux ont récemment influé sur les prix, mais ce sont les mesures prises par le gouvernement libéral qui ont les conséquences les plus graves et les plus durables.

Premièrement, le gouvernement continue d'imposer une taxe sur le carbone, récemment rebaptisée et remaniée, qui s'élève cette fois à 7 ¢ le litre et passera à 17 ¢, mais il s'agit d'une taxe à portée plus vaste qui, contrairement à la précédente, n'exempte pas les agriculteurs, les pêcheurs ou les autres producteurs d'aliments. Deuxièmement, la TPS sur le prix du litre d'essence augmente à mesure que ce dernier grimpe, car il s'agit d'une taxe calculée en pourcentage. Troisièmement, nous avons un dollar extrêmement faible, ce qui est très inhabituel. Normalement, quand les prix mondiaux du pétrole sont élevés, le Canada a un dollar fort, car nous avons beaucoup de pétrole à vendre sur le marché mondial. Cependant, comme la part de notre économie constituée par nos exportations de pétrole est en baisse, le lien entre les prix du pétrole et le dollar canadien s'est affaibli, ce qui prive les consommateurs de la protection dont ils bénéficiaient face aux chocs mondiaux il y a 10 ans. Ainsi, avec un dollar faible et tous les prix fixés en dollars américains, les matières premières dont les prix sont fixés à l'échelle mondiale, comme le pétrole et le gaz, deviennent beaucoup plus chères en dollars canadiens. Un dollar faible signifie donc un pouvoir d'achat affaibli. Or, presque tous les produits alimentaires ont un prix fixé à l'échelle nord-américaine ou à l'échelle mondiale. Quand le dollar canadien est faible, la capacité des consommateurs canadiens à acheter ces produits s'en trouve également affaiblie. Un dollar faible entraîne donc des prix plus élevés pour les Canadiens.

Il est incroyable que le premier ministre libéral, qui a eu tort dans tous les dossiers économiques au cours de la dernière décennie, ait affaibli la base monétaire du pays. En imprimant de l'argent et en continuant de bloquer l'exploitation des ressources, il a affaibli le dollar, ce qui est incroyable, car l'économie était censée être sa grande force. Quand on y repense, on se rend compte qu'il a eu tort dans tous les dossiers économiques au cours de la dernière décennie. Il a eu tort au sujet de la taxe sur le carbone, il a eu tort de s'op-

Travaux des subsides

poser à l'exploitation du pétrole et du gaz, il a eu tort de s'opposer au pipeline vers le Pacifique, et il a eu tort de faire marcher la planche à billets en période d'inflation. Encore aujourd'hui, il a tort de continuer d'imposer des taxes sur l'essence.

Les conservateurs ont une motion qui propose une solution très simple et évidente: éliminer toutes les taxes sur l'essence pendant toute l'année afin que les consommateurs économisent 25 ¢ le litre, 20 \$ le plein d'essence, donc 1 200 \$ d'ici Noël. Réduisons le prix de l'essence à la pompe afin de revigorer notre économie, de dynamiser les secteurs de notre économie, de créer des emplois, de donner un répit aux familles et de libérer le potentiel de notre économie pour rétablir la promesse faite à nos concitoyens.

Carlos Leitão (secrétaire parlementaire de la ministre de l'Industrie, Lib.): Monsieur le Président, je ne vais même pas aborder la question de l'impression d'argent, car je pourrais y passer plusieurs minutes. C'est un tout autre débat. Par exemple, je ne dirais jamais que nous devons renvoyer le gouverneur de la banque centrale. Dans notre pays, nous ne tenons pas ce genre de propos.

Ma question est très précise. En 2014, le prix du pétrole brut a certes débuté l'année à 100 \$ le baril, mais il a terminé à 55 \$ le baril. C'est la forte baisse des prix du pétrole observée tout au long de cette année qui explique la baisse des prix de l'essence. Le chef de l'opposition le sait-il?

L'hon. Pierre Poilievre: Monsieur le Président, je sais que le prix a baissé, mais le prix à la pompe que j'ai mentionné correspondait au prix du baril, qui était de 100 \$ à l'époque. Le député semble ignorer que la baisse des prix de l'essence ne se produit pas avant la baisse des prix du pétrole. Je pense qu'ils devraient faire venir un autre économiste pour expliquer les notions de base à ce type. Évidemment, lorsque le prix du baril de pétrole était de 100 \$ sous Stephen Harper, le prix de l'essence s'élevait à 1,38 \$. Aujourd'hui, le prix du baril de pétrole West Texas Intermediate, ou WTI, est, je crois, de 92 \$ — quelqu'un peut vérifier —, et le prix de l'essence avoisine les 1,80 \$.

La réalité, c'est qu'il y a manifestement autre chose que le prix mondial qui fait grimper le prix à la pompe. Ce sont les taxes des libéraux et la faiblesse du dollar libéral. Le fait que le député soit aussi mal avisé que son chef, qui a été un gouverneur de banque incompétent en Angleterre et y a provoqué des crises d'inflation et de l'immobilier, montre qu'ils n'ont toujours pas compris que le recours à la planche à billets entraîne l'inflation. Ils n'apprendront jamais.

• (1300)

[Français]

Gabriel Ste-Marie (Joliette—Manawan, BQ): Monsieur le Président, le chef conservateur propose de baisser les taxes sur l'essence, or les libéraux l'ont fait il y a déjà plus d'un mois en réduisant de 10 ¢ la taxe d'accises. Nous avons vu que le prix à la pompe a baissé momentanément, puis les marges des raffineries ont augmenté de plus de 10 ¢ par rapport, occupant l'espace disponible et nous laissant avec un prix à la pompe inchangé, mais avec un déficit qui augmente de 2,4 milliards de dollars.

Ce que propose aujourd'hui le chef conservateur, c'est d'abaisser davantage les taxes. On peut s'attendre au même comportement des pétrolières, qui vont augmenter leurs marges bénéficiaires, et nous aurons un déficit encore plus important. Ce premier ministre, fait des déficits deux fois plus grands que ceux de Justin Trudeau.

Pourquoi créerait-on des mesures qui augmentent autant le déficit?

Travaux des subsides

L'hon. Pierre Poilievre: Monsieur le Président, mon collègue a raison: ce premier ministre libéral a doublé le déficit de Justin Trudeau. C'est deux fois plus élevé. Personne ne croyait possible que quelqu'un puisse dépenser de façon plus irresponsable que Justin Trudeau, mais ce premier ministre y est parvenu: il a eu tort pour ce qui est de tous les problèmes économiques depuis une décennie.

J'ai déjà énuméré cinq ou six différentes dépenses gouvernementales que nous pouvons éliminer afin de réduire le coût du gouvernement et de réduire le prix en éliminant les taxes.

On a un gouvernement qui, hormis pendant la COVID-19, dépense plus sur le plan de l'économie que depuis 1996. On a le gouvernement le plus gros et le plus large depuis 1996. On peut couper dans les coûts du gouvernement pour réduire le coût de la vie pour les Canadiens.

[Traduction]

Jeremy Patzer (Swift Current—Grasslands—Kindersley, PCC): Monsieur le Président, je remercie le chef d'avoir proposé une approche pleine de bon sens pour faire face à la crise du coût de la vie.

Les libéraux ne cessent de dire que l'une des raisons pour lesquelles ils ne peuvent pas abolir cette taxe, c'est qu'elle profitera de façon disproportionnée aux riches et que les personnes à faible revenu ne bénéficieront pas autant de l'abolition des taxes dont nous parlons dans cette motion aujourd'hui.

Je me demande si le chef pourrait expliquer comment l'abolition de ces taxes profiterait aux personnes à faible revenu et ferait baisser le coût de la vie pour elles.

L'hon. Pierre Poilievre: Monsieur le Président, le premier ministre libéral fait preuve d'hypocrisie en disant qu'il se soucie de faire payer aux riches leur juste part, mais qu'il cache son propre argent dans un paradis fiscal à l'étranger. Il a pris ses millions de dollars de Brookfield et les a placés dans un paradis fiscal des Caraïbes, dans un faux bureau au-dessus d'un magasin de bicyclettes, afin d'éviter de payer les mêmes impôts que ceux qu'il facture aux Canadiens. Il est incroyable qu'une personne qui soit littéralement investie dans ce que le *Toronto Star* qualifie de plus grand spécialiste de l'évitement fiscal au Canada, Brookfield, fasse ensuite la leçon aux mères seules sur le paiement de leurs taxes quand elles font le plein à la pompe.

L'énergie représente une part beaucoup plus importante du budget des ménages pour les personnes à faible revenu que pour les personnes à revenu élevé. C'est pourquoi les taxes libérales à la pompe nuisent le plus aux personnes les plus pauvres. Les libéraux lèvent le nez sur les Canadiens de la classe ouvrière et leur disent de payer de plus en plus alors que le premier ministre évite de payer sa juste part, ce qui est le comble de l'hypocrisie libérale.

[Français]

Danielle Martin (University—Rosedale, Lib.): Monsieur le Président, je vais partager mon temps de parole avec le député de Kingston et les Îles.

Je suis très heureuse de prendre la parole aujourd'hui pour souligner les efforts de notre gouvernement afin de rendre la vie plus abordable. Bien sûr, les Canadiens font face à un monde complexe et imprévisible. Malheureusement, ce monde est aussi, à bien des égards, plus coûteux.

Devant cela, le gouvernement continue de se concentrer sur ce que nous pouvons contrôler: bâtir une économie canadienne forte, diversifier nos partenaires commerciaux à l'étranger, assurer une gestion budgétaire responsable et, bien sûr, soutenir les Canadiens et les Canadiennes. Je suis contente que la motion de l'opposition souligne que le gouvernement a agi, parce que, oui, nous avons agi pour aider les Canadiens et les Canadiennes. Nous nous efforçons sans relâche de rendre leur vie plus abordable.

Je vais donner un exemple bien concret. Comme nous le savons tous, depuis plusieurs semaines, le trafic maritime dans le détroit d'Ormuz est pratiquement à l'arrêt. Cela entraîne une flambée des cours du pétrole, une forte hausse des prix de l'essence et une augmentation des coûts d'autres produits essentiels, non seulement ici au Canada, mais partout. Est-ce notre gouvernement qui a déclenché la guerre en Iran? La réponse est évidemment « non ». Avons-nous agi pour réduire les coûts pour les Canadiens et les Canadiennes? La réponse est « oui ».

Les conflits mondiaux et les perturbations persistantes de l'approvisionnement au Moyen-Orient ne sont pas des choses que le gouvernement peut contrôler. Ce que nous pouvons faire, et ce que nous faisons, c'est aider les Canadiens qui subissent les contrecoups de ces conflits. Depuis le 20 avril, il y a un peu plus d'un mois, la taxe d'accise sur l'essence fédérale est suspendue et elle le restera jusqu'au 7 septembre inclusivement. La suspension de cette taxe devrait permettre aux Canadiens d'économiser jusqu'à environ 5,75 \$ sur un plein de 50 litres d'essence. Ce sont des économies bien réelles pour les familles qui, espérons-le, pourront parcourir le Canada cet été. C'est aussi une réduction des coûts pour les camionneurs et pour les entreprises. On prévoit que cette mesure procurera un allègement de plus de 2,4 milliards de dollars aux Canadiens et aux Canadiennes au cours de l'année 2026-2027. En réduisant le coût de l'essence et du diesel à la pompe, le gouvernement pose un geste concret pour appuyer les Canadiens face aux difficultés actuelles. À un peu plus de 2 milliards de dollars, nous le faisons sans mettre en danger les finances publiques.

Je peux donner encore un autre exemple. Avant même le conflit dans le détroit d'Ormuz, la hausse historique des droits de douane a plongé les économies, les entreprises et les travailleurs de plusieurs pays dans l'incertitude. Bien sûr, ça a aussi été le cas au Canada. Est-ce le Canada qui est à l'origine des bouleversements qui secouent les échanges commerciaux à l'échelle mondiale et qui ont fait exploser le coût des produits essentiels? Bien sûr que non. Est-ce que nous avons agi? La réponse est « oui ».

Plus tôt cette année, pour aider les familles canadiennes à joindre les deux bouts, nous avons lancé la nouvelle Allocation canadienne pour l'épicerie et les besoins essentiels. Cette prestation est fondée sur le crédit pour la TPS, comme nous le savons tous, et permet d'offrir un soutien accru à plus de 12 millions de Canadiens à revenu faible ou modeste. Vendredi de la semaine prochaine, le 5 juin, ces 12 millions de Canadiens se verront octroyer le versement d'un supplément unique, correspondant à 50 % du montant annuel du crédit pour la TPS cette année. À elle seule, cette mesure apportera une aide de plus de 3 milliards de dollars aux particuliers et aux familles qui en ont besoin.

Ce n'est pas tout. À compter de juillet de cette année, les Canadiens à revenu faible ou modeste recevront des paiements trimestriels plus élevés. La prestation sera bonifiée de 25 % pendant une période de cinq ans. Cela ajoutera plus de 8 milliards de dollars de soutien supplémentaire. Au total, une famille de quatre personnes pourra recevoir jusqu'à presque 2 000 \$ cette année, et environ 1 400 \$ par année au cours des quatre années suivantes.

• (1305)

C'est un soutien réel et tangible pour aider à payer l'épicerie, les factures et les dépenses du quotidien.

Toutefois, ce n'est pas tout. Nous avons aussi réduit les impôts de 22 millions de Canadiens en faisant passer le taux de la première tranche du revenu des particuliers de 15 à 14 %. Cette année, en 2026, c'est une économie de 420 \$ par personne et de plus de 800 \$ pour une famille à deux revenus.

Nous avons éliminé la taxe sur les produits et services pour les acheteurs d'une première habitation neuve de 1 million de dollars ou moins — cela compte pour beaucoup dans ma circonscription, University—Rosedale —, et nous l'avons réduite pour les propriétés dont la valeur se situe entre 1 million et 1,5 million de dollars. Nous avons rendu permanent le Programme national d'alimentation scolaire du Canada, qui permet à 400 000 enfants d'avoir accès à de bons repas et qui permet à leurs parents d'économiser 800 \$ par année en épicerie.

Nous avons aussi pris des mesures bien réelles pour rendre le système bancaire plus juste et surtout plus abordable pour les Canadiens et les Canadiennes. Depuis le mois de mars, les consommateurs ne peuvent plus se faire facturer plus de 10 \$ en frais lorsqu'il n'y a pas assez d'argent dans leur compte de dépôt personnel pour couvrir un paiement. Les institutions financières ne peuvent plus imposer ces frais plus d'une fois sur une période de 2 jours ouvrables pour un même compte. De plus, et c'est important, aucuns frais pour insuffisance de fonds ne peuvent être exigés lorsque le découvert est inférieur à 10 \$.

Nous commencerons à automatiser les versements des prestations fédérales à compter de cette année, ce qui touchera jusqu'à 5,5 millions de Canadiens à faible revenu d'ici l'année d'imposition 2028. Cela va permettre de s'assurer que des millions de personnes à faible revenu de partout au Canada pourront bénéficier de l'aide à laquelle elles ont droit. De plus, dans la mise à jour économique du printemps, nous avons annoncé que notre intention de réduire le taux de cotisation de base au Régime de pensions du Canada de presque 10 % à 9,5 % à compter du 1^{er} janvier prochain.

Notre gouvernement se concentre sur ce que nous pouvons contrôler, comme bâtir une économie canadienne plus solide et aider les Canadiens et les Canadiennes qui subissent la pression du coût de la vie au quotidien. Nous continuons de passer de la dépendance à la résilience, et nous faisons tout cela en maintenant une position budgétaire solide. La mise à jour économique du printemps indique que les déficits projetés sont inférieurs à ce qui était anticipé lors du budget de 2025.

Est-ce le Canada qui a causé les turbulences dans l'économie mondiale? Non. Est-ce le gouvernement qui agit pour en atténuer les conséquences? Oui.

Nous bâtissons un Canada fort pour tous, et j'invite les députés de la Chambre à appuyer nos efforts.

Travaux des subsides

• (1310)

[Traduction]

Kelly McCauley (Edmonton-Ouest, PCC): Monsieur le Président, ma collègue a mentionné que le gouvernement se concentre sur ce qu'il peut contrôler. C'est le gouvernement qui impose toutes les taxes sur l'essence, comme la taxe sur le carbone pour les industries et la TPS sur le diésel et sur l'essence ordinaire.

S'il ne se concentre que sur ce qu'il peut contrôler, pourquoi ne réduit-il pas toutes les taxes, comme nous le proposons dans la motion?

Danielle Martin: Absolument, monsieur le Président, nous devons nous concentrer sur ce que nous pouvons contrôler. Nous devons réduire les taxes de manière responsable et continuer à investir dans les programmes sociaux essentiels qui sont importants pour les Canadiens. Ils sont certainement importants pour mes concitoyens et, j'en suis sûre, pour ceux des députés d'en face.

Le Régime canadien de soins dentaires, qui est très important pour les gens de ma circonscription qui n'avaient auparavant aucun accès à des soins dentaires, ainsi que l'Allocation canadienne pour enfants, qui soutient les familles qui en ont le plus besoin, sont exactement le type de programmes sur lesquels nous pouvons exercer un contrôle. Nous continuerons de les protéger dans l'intérêt des Canadiens.

[Français]

Gabriel Ste-Marie (Joliette—Manawan, BQ): Monsieur le Président, d'abord, je félicite ma collègue pour son discours livré uniquement en français et de façon impeccable. C'est toujours très émouvant d'entendre cela.

Je reviendrais sur la suspension de la taxe d'accise jusqu'en septembre prochain que le gouvernement libéral a annoncée. C'est donc un rabais de 10 ¢, mais il a rapidement été compensé par une augmentation de plus de 10 ¢ des marges bénéficiaires des raffineries. De mon point de vue, c'est que les raffineries ont vu un espace à occuper qui avait été libéré par le gouvernement et qui annule la baisse de prix, mais nous restons aux prises avec un déficit.

J'aimerais avoir les commentaires de mon honorable collègue à ce sujet.

• (1315)

Danielle Martin: Monsieur le Président, c'est vrai qu'il y a beaucoup de choses que nous ne pouvons pas contrôler. C'est pour cela que c'est aussi très responsable de prendre des mesures qui sont temporaires pour affronter le choc auquel nous devons répondre en ce moment, sans nous mettre dans une position à long terme de laquelle nous ne pourrions pas revenir.

Guillaume Deschênes-Thériault (Madawaska—Restigouche, Lib.): Monsieur le Président, tout d'abord, j'aimerais féliciter ma collègue pour son excellent discours. Je suis très heureux qu'il y ait une députée de plus qui a à cœur notre francophonie canadienne au sein de notre caucus. Je suis très heureux de pouvoir siéger à ses côtés.

Dans sa récente campagne électorale, qu'a-t-elle entendu de la part de ses concitoyens concernant l'importance des différentes mesures que nous mettons en place pour aider les gens à faire face à la montée du coût de la vie?

Travaux des subsides

Elle l'a très bien expliqué: nous nous concentrons sur ce que nous pouvons contrôler et c'est notamment de mettre des mesures en place pour aider les gens.

J'aimerais l'entendre nous dire de ce que les citoyens lui ont dit à ce sujet.

Danielle Martin: Monsieur le Président, c'est vrai que, au cours de l'élection partielle, j'ai parlé avec beaucoup de gens dans ma circonscription qui sont très affectés par la crise d'abordabilité à laquelle nous faisons face ici, au Canada, en ce moment.

En général, je dirais que les gens sont très contents d'avoir un gouvernement responsable qui essaie de prendre des mesures qui répondent à leurs besoins sans trop changer la politique alors que nous sommes dans une période de vraie imprévisibilité. Pour les gens dans ma circonscription, il s'agit d'avoir accès à des services publics stables et d'avoir un gouvernement qui répond aux besoins du moment sans mettre en place des politiques permanentes. Je crois que les gens trouvent que c'est une approche très responsable.

[Traduction]

Jeremy Patzer (Swift Current—Grasslands—Kindersley, PCC): Selon ce qui a été publié dans la *Gazette du Canada*, monsieur le Président, le Règlement sur les combustibles propres se répercutera de manière disproportionnée sur les cheffes de famille monoparentale et les personnes âgées à revenu fixe. Je me demande si le gouvernement fait savoir dans ses publications que ce sont là les gens qui feront le plus les frais de cette mesure. La députée n'est-elle pas favorable à ce qu'on élimine cette taxe afin de faire baisser le coût de la vie pour elles?

Danielle Martin: Monsieur le Président, les cheffes de famille monoparentale et les personnes âgées de ma circonscription me disent que c'est nécessaire de conserver l'Allocation canadienne pour enfants et le Régime de soins dentaires, qui ont changé la donne pour ces deux groupes lorsqu'il s'agit de composer avec le coût de la vie

L'hon. Mark Gerretsen (Kingston et les Îles, Lib.): Monsieur le Président, je remercie la députée de University—Rosedale d'avoir aujourd'hui partagé son temps de parole avec moi afin que je débâte la motion de l'opposition dont nous sommes saisis.

Je pense que je vais consacrer l'essentiel de mes 10 minutes d'intervention à l'échange très curieux qui est survenu tout à l'heure entre le député de Swift Current—Grasslands—Kindersley et le chef de l'opposition. Le député a en effet demandé au chef de l'opposition de parler de ce que la motion apporterait aux Canadiens à faible revenu en disant que c'est ce groupe qui serait le plus avantage. Je n'ai pas trop compris ce qui avait pu lui inspirer la question, car on sait qu'en réalité, les gens aisés consomment beaucoup plus de combustibles. Après tout, ils ont des résidences plus vastes et des véhicules plus gros, sans compter qu'ils possèdent des véhicules récréatifs et d'autres bebelles qui supposent de faire le plein.

L'idée que les répercussions seront plus importantes pour les Canadiens à faible revenu que pour les Canadiens beaucoup mieux nantis est tout simplement ridicule à mes yeux. Cette idée n'a aucun sens, mais elle cadre parfaitement avec le récit que les conservateurs essaient toujours de présenter.

Cela me rappelle les républicains de Ronald Reagan, les thatcheristes des années 1980 et leur théorie des effets de retombée. Ils nous disaient qu'il ne fallait pas s'inquiéter, que si on accordait des concessions aux riches, l'argent finirait lentement par descendre jusqu'aux personnes qui en avaient vraiment besoin. Il s'agit d'un

mythe conservateur dont la validité n'a jamais été prouvée. Aucune donnée ne démontre que les choses fonctionnent ainsi dans la réalité. C'est pourtant le genre d'idée que les conservateurs aiment répéter ici jour après jour.

Quand j'entends le député de Swift Current—Grasslands—Kindersley et le chef de l'opposition dire qu'éliminer une plus grande partie des taxes sur le carburant profitera davantage aux personnes moins fortunées qu'aux ultrariches, je trouve qu'il est absolument insensé de faire une telle affirmation.

Si nous voulons parler de ce qui aide réellement les gens dans le besoin, je vais rappeler à la Chambre certaines des initiatives que le gouvernement a mises en place. Je rappelle également aux gens qui nous regardent à la tribune et à la maison que les députés du Parti conservateur du Canada ont voté contre chacune de ces mesures. Lorsque nous avons présenté l'Allocation canadienne pour l'épicerie et les besoins essentiels, les conservateurs s'y sont opposés. Pourtant, cet argent est précisément destiné aux Canadiens à faible revenu dont parlait le député de Swift Current—Grasslands—Kindersley.

Les conservateurs ont voté contre une réduction d'impôt pour 22 millions de Canadiens. Il s'agit pourtant de mesures qui aident réellement les personnes à faible revenu, en réduisant davantage leur fardeau fiscal que celui de quiconque. Cela ne plaît pas aux conservateurs parce que cela ne correspond pas au discours qu'ils peuvent servir à leur base, à ceux qu'ils essaient vraiment d'impressionner, les ultrariches.

Soit dit en passant, cela soulève un autre point. Je tiens à féliciter le Bloc d'avoir discuté de cette question aujourd'hui. Le Bloc a rappelé à plusieurs reprises que les conservateurs dénoncent le prix élevé du pétrole et du gaz, mais pas une seule fois nous ne les avons entendus dire que ce sont les entreprises pétrolières et gazières qui réalisent actuellement des profits records.

Je n'ai pas vu les conservateurs présenter de motions pour discuter de ce qu'il faudrait faire à ce sujet ou de l'incidence que les impôts devraient avoir sur ces entreprises en particulier. Bien sûr que non. Ils ne le feront jamais. C'est leur base électorale. C'est elle qu'ils cherchent toujours à impressionner et à satisfaire, contrairement à ce que j'ai entendu tout à l'heure dans cette conversation factice entre le député de Swift Current—Grasslands—Kindersley et le chef de l'opposition, où l'on se découvrait tout à coup un souci de venir en aide aux plus démunis de la société.

Nous avons également mis en place le Programme national d'alimentation scolaire, et les conservateurs l'ont vilipendé. Non seulement ils ont voté contre, mais ils se sont aussi levés à la Chambre pour dire qu'il s'agissait d'un faux programme qui n'aidait personne. Pendant ce temps, le député de York—Durham poursuit sa tournée « Rétablir le Nord », en demandant pourquoi nous devrions donner de la nourriture aux enfants et en expliquant ce que nous devrions faire à la place. Il invente de fausses raisons qui auraient soi-disant servi à justifier cette mesure, tout en omettant bien entendu de mentionner que nous étions le dernier des pays du G7 à mettre en place un programme national d'alimentation scolaire. Pourtant, ailleurs dans le monde, de tels programmes existent depuis des décennies.

● (1320)

Bien sûr, les conservateurs ne manqueront pas une seule occasion de politiser la moindre question. Ils ne peuvent même pas résister à la tentation de politiser le fait de nourrir les enfants dans les écoles primaires. Ils politisent tout cela.

Travaux des subsides

Une voix: Oh, oh!

L'hon. Mark Gerretsen: Non, je ne politise pas la question.

Monsieur le Président, j'écoute les députés d'en face faire du chahut en ce moment et je vais y répondre.

Pendant des jours, voire des années, j'ai pris la parole à la Chambre pour demander pourquoi nous étions le dernier pays du G7 à le faire et pourquoi nous ne l'avions pas encore fait. J'ai travaillé au sein de mon caucus pour faire pression sur le ministre des Finances de l'époque et j'ai présenté de nombreuses pétitions signées par des habitants de ma circonscription sur cette question. Je ne vais donc pas passer trois minutes à débattre une question au cas par cas afin de pouvoir la politiser comme le font les conservateurs. Ce serait exactement comme ce que je dois entendre à la Chambre lorsqu'ils deviennent soudainement les champions des personnes à faible revenu dans notre société.

Dans le cadre de notre budget, nous avons instauré des prestations fédérales automatiques, contre lesquelles les conservateurs ont voté. Les Canadiens à faible revenu dont les déclarations de revenus sont très simples peuvent maintenant bénéficier d'un processus automatique afin de recevoir immédiatement leur remboursement d'impôt. Ils n'ont pas besoin de faire appel à un comptable ou de se tourner vers une entreprise tierce et de payer pour ce service. Cette mesure aide les Canadiens à faible revenu, contrairement à ce que font les conservateurs lorsqu'ils disent que si nous réduisons la taxe sur l'essence encore plus que nous ne l'avons déjà fait, cela aidera les Canadiens à faible revenu plus que les Canadiens riches, même si ces derniers consomment évidemment beaucoup plus d'essence que les Canadiens à faible revenu.

Nous avons élargi et inscrit dans la loi l'Allocation canadienne pour enfants. Si les députés veulent un exemple clair d'une différence en matière de politique entre les libéraux et les conservateurs, ils n'ont qu'à examiner l'Allocation canadienne pour enfants. Ils n'ont qu'à comparer deux politiques très faciles à comprendre, l'une présentée par les conservateurs sous Stephen Harper, et l'autre présentée par les libéraux.

En fin de compte, l'objectif des deux politiques était le même, à savoir donner de l'argent pour soutenir les enfants. La principale différence entre les deux, c'est que la Prestation universelle pour la garde d'enfants de Stephen Harper donnait un chèque pour chaque enfant. Si une personne avait trois enfants, elle recevait trois fois la prestation, peu importe si elle gagnait 20 000 \$ ou 2 millions de dollars par année. Tout le monde recevait exactement le même montant.

Lorsque nous sommes arrivés au pouvoir, nous nous sommes dit qu'il était probablement plus logique de ne pas envoyer de chèques aux millionnaires, mais plutôt d'utiliser cet argent pour en donner davantage aux Canadiens à faible revenu, qui le dépenseraient immédiatement et le réinjecteraient directement dans l'économie. Si les Canadiens veulent un seul exemple d'une différence fondamentale dans la philosophie qui sous-tend les politiques des libéraux et des conservateurs, ils n'ont qu'à examiner les allocations pour enfants mises en place par ces deux gouvernements respectifs. Ainsi, ils sauront tout ce qu'ils doivent savoir sur les différences entre les libéraux et les conservateurs.

Bien sûr, il y a les services d'apprentissage et de garde des jeunes enfants à 10 \$ par jour sur lesquels nous travaillons avec les pro-

vinces. Il y a aussi le Régime canadien de soins dentaires, pour lequel le député de Regina—Lewvan n'a pas voté en faveur.

Une voix: Oh, oh!

L'hon. Mark Gerretsen: Monsieur le Président, le député dit qu'il n'a pas voté en faveur du régime.

Je suis sûr que le ministre de la Santé pourrait me dire combien il y a eu de bénéficiaires dans sa circonscription. Le député affirme que les gens n'en ont pas besoin. Pourquoi n'en auraient-ils pas besoin? Notre pays est l'un des plus riches du monde, et le député de Regina—Lewvan ne veut pas offrir de soins dentaires à certaines des personnes les plus vulnérables de notre société. C'est tout ce qu'il faut pour comprendre la différence entre les deux partis. Je tiens à le remercier d'avoir pris la parole.

Il y a aussi la Prestation canadienne pour les personnes handicapées, ainsi que le supplément de 500 \$ de l'Allocation canadienne pour le logement destiné aux locataires à faible revenu.

Ce sont toutes des initiatives que le gouvernement a mises de l'avant pour améliorer la vie des Canadiens les plus vulnérables. Les conservateurs ont voté contre chacune d'entre elles.

• (1325)

Costas Menegakis (Aurora—Oak Ridges—Richmond Hill, PCC): Monsieur le Président, le député siège ici depuis 2015. Il se lève pour vanter le bilan du très honorable Justin Trudeau comme s'il s'agissait d'une réussite. Voici où nous en sommes aujourd'hui. Les prix des logements sont les plus élevés de l'histoire de notre pays, le Canada est le pire pays du G7 en matière d'accessibilité alimentaire et le prix de l'essence est astronomique, mais il a l'audace de parler des réalisations de son parti au cours des 11 dernières années.

Pourquoi ne se lève-t-il pas pour faire preuve de leadership et voter en faveur de notre motion de bon sens visant à supprimer toutes les taxes sur l'essence pour tous les Canadiens pendant toute l'année, afin d'accorder un réel répit aux Canadiens, aux entreprises et aux familles canadiennes?

L'hon. Mark Gerretsen: Monsieur le Président, ce serait beaucoup plus facile pour moi de prendre cette question au sérieux si le député n'était pas membre d'un parti politique qui, comme je l'ai démontré dans l'exemple que je viens de donner, a distribué des chèques à des millionnaires. Je suis maintenant censé m'attendre soudainement à ce que ses députés se soucient des problèmes d'abordabilité auxquels de nombreux Canadiens sont confrontés.

Je suis très fier du travail accompli par le gouvernement. Pourrait-on faire les choses autrement? Pourrait-on faire mieux? Y a-t-il toujours place à l'amélioration? Absolument, il y en aura toujours. Je chercherai toujours à améliorer les choses, mais est-ce que je vais me lever à la Chambre pour voter en faveur de cette motion, qui profiterait le plus aux ultrariches, aux gens qui consomment le plus de carburant? Non, je ne le ferai pas.

Travaux des subsides

• (1330)

[Français]

Xavier Barsalou-Duval (Pierre-Boucher—Les Patriotes—Verchères, BQ): Monsieur le Président, j'écoutais le député d'en face et je trouvais son discours et ses arguments très intéressants. Il dénonçait entre autres le fait que la proposition conservatrice viendrait favoriser essentiellement les plus nantis au détriment de ceux qui sont moins nantis, tout en aggravant le déficit. Dans ce contexte, je me posais une question, parce qu'il me semble que l'argument est à peu près le même pour la suspension de la taxe d'accise sur l'essence.

Comment se fait-il que son gouvernement ait mis ça en place? Est-ce qu'il est d'accord sur la décision de son gouvernement? En fin de compte, suspendre la taxe d'accise sur l'essence et la TPS, c'est le même principe, le même calcul, et ce sont les mêmes personnes que ça avantage.

[Traduction]

L'hon. Mark Gerretsen: Monsieur le Président, je n'ai pas dit ce qu'il a dit. Je n'ai pas dit que cela ne profiterait qu'aux ultrariches. Ce dont j'ai parlé, et à maintes reprises, portait sur l'échange entre le député de Swift Current—Grasslands—Kindersley et le chef de l'opposition, qui a prétendu que ce serait plus avantageux pour les Canadiens à faible revenu. À mon avis, non, ce n'est pas plus avantageux pour eux. Ce que les conservateurs proposent est plutôt un avantage pour les ultrariches.

Serge Cormier (Acadie—Bathurst, Lib.): Monsieur le Président, mon collègue a parlé d'aider les autres, d'aider les Canadiens et d'aider les gens de sa circonscription. Les conservateurs affirment défendre les intérêts de la population, mais lorsque j'ai présenté un projet de loi d'initiative parlementaire pour mettre en place un programme d'alimentation scolaire, ils ont voté contre.

Mon collègue peut-il m'expliquer en quoi cela aide les enfants de sa circonscription? Je sais qu'il a visité plusieurs écoles, tout comme je l'ai fait moi-même.

L'hon. Mark Gerretsen: Monsieur le Président, je tiens à remercier le député d'avoir présenté ce projet de loi d'initiative parlementaire très important, qui a fini par obtenir l'appui de la Chambre, malgré l'opposition des conservateurs. Comme il a étudié la question, le député sait très bien que le Canada a été le dernier pays du G7 à se doter d'un programme national d'alimentation scolaire. Même les États-Unis nous avaient devancés.

La réalité, c'est que nous ne pouvons même pas amener les conservateurs à admettre qu'il peut être bon pour les enfants de commencer leur journée à l'école le ventre plein. Soit dit en passant, dès qu'on instaure un programme du genre, on constate rapidement que les stéréotypes entre les enfants issus de différents milieux socioéconomiques s'estompent. C'est pourquoi ces programmes sont essentiels. Les conservateurs tenteront de faire croire qu'ils ne sont qu'une couche supplémentaire de bureaucratie gouvernementale. Je les invite à venir dans ma circonscription, à rencontrer les intervenants du Food Sharing Project et à prendre la mesure du travail qu'ils accomplissent sur le terrain pour nourrir les enfants, grâce au soutien financier du gouvernement.

Le vice-président: Nous avons suffisamment de temps pour une brève question.

Le député de Regina—Lewvan a la parole.

Warren Steinley (Regina—Lewvan, PCC): Monsieur le Président, le député a parlé du programme pour la garde d'enfants. Le fait est qu'il y a aujourd'hui moins de places en garderie dans tout le Canada que jamais auparavant. Les libéraux se sont engagés à créer 250 000 places en garderie. Ils n'en sont qu'à 165. Dans la région du Grand Toronto, le nombre de places en garderie a diminué de 5 %. Leur programme est un échec. Chaque fois que le gouvernement s'immisce dans un programme, celui-ci perd de son utilité...

Le vice-président: J'ai bien dit une brève question.

Le whip en chef du gouvernement a la parole.

L'hon. Mark Gerretsen: Monsieur le Président, le député s'est opposé à ce programme et à tous les autres dont j'ai parlé. Il s'est opposé à un programme national d'alimentation scolaire. Il s'est opposé à la prestation pour personnes handicapées. Il s'est opposé à tout cela.

Comment suis-je censé le prendre au sérieux quand il prend la parole à la Chambre et essaie de me faire la leçon sur le soutien aux Canadiens?

Jagsharan Singh Mahal (Edmonton-Sud-Est, PCC): Monsieur le Président, je partagerai mon temps de parole avec le député de Cariboo—Prince George.

Il y a un an, la communauté d'Edmonton—Sud-Est m'a accordé sa confiance parce qu'elle voulait du changement. Ma région subit les conséquences de plus d'une décennie de gouvernement libéral. Les prix à l'épicerie sont exorbitants, les rues sont dangereuses et le carburant dont ils ont besoin au quotidien coûte plus cher que jamais. Les conservateurs savent qu'il est important de trouver des solutions sensées.

La motion de l'opposition offre au gouvernement l'occasion d'apporter un peu de répit aux Canadiens qui ont déjà du mal à joindre les deux bouts. Les conservateurs demandent au gouvernement libéral d'agir immédiatement et de supprimer toutes les taxes fédérales sur l'essence et le diésel jusqu'à la fin de l'année, y compris la TPS, et d'abandonner définitivement la norme sur les combustibles propres.

Le carburant n'est pas un luxe. C'est un intrant essentiel dans presque tous les secteurs de notre économie. Les voitures qui emmènent nos enfants à l'école, à l'entraînement de hockey, aux matchs de soccer et aux rendez-vous médicaux fonctionnent à l'essence. Les camions qui approvisionnent les rayons des supermarchés en denrées alimentaires fonctionnent au diésel. Les agriculteurs qui cultivent ces produits ont besoin de carburant. Les avions qui transportent les parlementaires d'un océan à l'autre jusqu'à la Chambre fonctionnent au carburant. Les libéraux le savent.

Les libéraux savent que le Canada est un grand pays. Ils savent que des millions de Canadiens ne peuvent pas simplement arrêter de se rendre au travail en voiture, de transporter des marchandises ou de chauffer leur logement. Cependant, ce que les libéraux ne semblent pas comprendre, ce sont les répercussions de leurs politiques sur les travailleurs canadiens, les personnes âgées et les familles de tout le pays.

Dans ma circonscription, Edmonton-Sud-Est, j'ai récemment visité des résidences pour personnes âgées. Dans ces résidences, de nombreuses personnes me disent la même chose: rendre visite à leurs petits-enfants et à leur famille est de plus en plus coûteux. Les personnes âgées doivent choisir entre faire le plein d'essence et acheter des fruits et des légumes frais. Elles ne devraient pas avoir à choisir entre traverser la ville en voiture pour aller voir le match de hockey de leur petit-fils et manger un bon repas. C'est inacceptable.

Toute leur vie, les aînés de ma circonscription ont travaillé fort, payé leurs impôts, contribué à bâtir notre pays et respecté les règles. Ils ne devraient pas être pénalisés par un gouvernement qui ne cesse d'alourdir les coûts pour ensuite s'étonner que les Canadiens aient du mal à suivre le rythme. Voilà pourquoi les conservateurs ont présenté cette motion qui demande au gouvernement d'adopter leur plan visant à suspendre toutes les taxes fédérales sur l'essence et le diésel jusqu'à la fin de l'année.

Notre plan n'est pas compliqué. Il permettrait aux Canadiens d'économiser jusqu'à 25 ¢ par litre d'essence. Cela représenterait environ 20 \$ chaque fois qu'une famille fait le plein de sa minifourgonnette, et jusqu'à 1 200 \$ d'économies par année pour une famille de quatre personnes.

Les libéraux n'ont proposé qu'un répit partiel pour une partie de l'année. Ils ont annoncé aux Canadiens qu'ils avaient agi en suspendant une taxe pour une durée limitée, mais les Canadiens ne sont pas dupes. Ils continuent de payer trop cher à la pompe, trop cher à l'épicerie et trop cher pour les produits essentiels. Réduire le coût du carburant ne se limite pas au prix à la pompe. C'est le coût de tout ce qui fait fonctionner notre pays. En baissant le prix du diésel, on réduit le coût du transport routier. En réduisant le coût du transport routier, on réduit le coût des aliments. En réduisant le coût des aliments, on aide les gens d'un bout à l'autre du pays.

• (1335)

Quand le prix du carburant augmente, tout devient plus cher. Les aliments à l'épicerie, les matériaux utilisés pour construire les maisons et les marchandises acheminées dans tout le pays coûtent tous plus cher parce que le carburant coûte plus cher. Les familles canadiennes en ressentent les effets chaque jour. Le prix des denrées alimentaires continue d'augmenter à un rythme que les budgets des ménages ne peuvent suivre. Les familles paient plus cher la viande, les légumes et les produits alimentaires courants.

Les libéraux disent comprendre les enjeux liés au pouvoir d'achat. Si tel est le cas, le gouvernement ne devrait avoir aucune hésitation à appuyer cette motion. Cependant, après plus de 10 ans, ce même gouvernement libéral continue de soutenir des mesures qui augmentent le coût de la vie pour les Canadiens. Je vais vous donner un exemple qui illustre à quel point le gouvernement est déconnecté de la réalité des Canadiens ordinaires. Lorsqu'on a demandé au ministre des Finances si le gouvernement allait prolonger l'allègement de la taxe sur le carburant, il a répondu aux Canadiens que les libéraux avaient déjà agi. Je peux assurer au ministre que les habitants de ma collectivité qui font la queue aux pompes ne pensent pas que le gouvernement en ait fait assez.

Les faits sont clairs. Les prix à la pompe sont bien plus élevés pour les Canadiens que pour les Américains, même si les prix mondiaux du pétrole touchent les deux pays. La différence ne découle pas seulement des marchés mondiaux. Elle découle des taxes libérales plus élevées et du fait que le gouvernement soutire encore

Travaux des subsides

plus d'argent aux Canadiens au moment où ils en ont le moins les moyens. D'autres pays ont bien saisi les pressions auxquelles les familles sont confrontées et ont pris des mesures pour réduire les taxes sur le carburant. Entretemps, le gouvernement libéral a offert aux Canadiens une solution boiteuse, puis il s'est félicité. Les Canadiens n'ont pas besoin que les ministres libéraux continuent de se lancer des fleurs. Ils ont besoin d'un répit, d'une diminution des prix et d'un gouvernement qui comprend que lorsque le carburant coûte plus cher, tout coûte plus cher.

Cette motion, c'est une question d'équité. À une époque où les Canadiens sont déjà mis à rude épreuve, le gouvernement fédéral ne peut pas continuer à soutirer plus d'argent de chaque litre d'essence et de diésel. Il doit abolir toutes les taxes fédérales pendant une longue période afin de donner un répit immédiat aux familles de travailleurs. Dans ma circonscription, Edmonton-Sud-Est, les gens ne demandent pas des programmes gouvernementaux compliqués ni davantage de réponses toutes faites des libéraux. Ils veulent un gouvernement qui comprend leur vie et qui travaille pour eux. Ils demandent une réduction des coûts et ne veulent plus être à court d'argent.

Je conclurai par ceci. Il y a un peu plus d'un an, je suis arrivé à Ottawa avec l'intention de proposer des solutions sensées pour les travailleurs de ma circonscription. Voilà pourquoi la motion a autant d'importance. Les conservateurs proposent une solution claire et pratique à un problème que connaissent tous les Canadiens. S'ils suspendent les taxes fédérales sur l'essence et le diésel pour le reste de l'année, y compris la TPS, et s'ils éliminent définitivement la Norme sur les combustibles propres, les députés faciliteront la vie de ceux qui en ont le plus besoin.

• (1340)

L'hon. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, je me demande si le député peut admettre l'hypocrisie du Parti conservateur.

D'un côté, les conservateurs parlent du coût de la vie, mais de l'autre côté, ils votent contre les initiatives que propose le gouvernement, comme l'Allocation canadienne pour l'épicerie et les besoins essentiels. Ils ont aussi voté contre le Programme national d'alimentation scolaire qui, comme le souligne le whip du gouvernement, nourrit des milliers d'enfants.

Le gouvernement a pris beaucoup de mesures pour rendre le coût de la vie abordable, car il comprend que cela est nécessaire. Les conservateurs, quant à eux, continuent de voter contre ces mesures. Quelle hypocrisie!

Jagsharan Singh Mahal: Monsieur le Président, le député d'en face peut bien nous traiter d'hypocrites lorsque nous nous opposons aux subventions, mais il reste que ces mesures ne s'attaquent pas aux causes profondes des problèmes.

Dans un pays du G7, il n'appartient pas au gouvernement de fournir ce type d'avantages accessoires aux gens. Son rôle devrait plutôt être de faire en sorte que les Canadiens aient des emplois bien rémunérés afin qu'ils puissent subvenir eux-mêmes à leurs besoins alimentaires et choisir eux-mêmes la nourriture que leurs enfants apportent à l'école. Ils ne devraient pas dépendre du bon vouloir du directeur d'école, qui pourrait décider d'offrir du chocolat ou d'autres aliments peu nutritifs aux enfants.

Travaux des subsides

Cela dit, le temps est venu d'abolir toutes les taxes sur le carburant, l'essence et le diésel afin que les Canadiens puissent souffler un peu pendant le reste de l'année.

• (1345)

[Français]

Gabriel Ste-Marie (Joliette—Manawan, BQ): Monsieur le Président, mon collègue trouve-t-il que le gouvernement en fait trop pour l'industrie pétrolière?

On parle de 10 milliards de dollars en subvention pour l'année dernière. On lui déroule le tapis rouge, on suspend les règles et les lois en environnement. Pendant ce temps, à l'échelle mondiale, le cours du pétrole atteint des sommets et les coûts de production ici n'ont pas augmenté. Par conséquent, les pétrolières génèrent des surprofits jamais vus qui sont essentiellement versés aux actionnaires, qui sont majoritairement aux États-Unis.

Selon mon collègue, le gouvernement agit-il correctement vis-à-vis les pétrolières?

[Traduction]

Jagsharan Singh Mahal: Monsieur le Président, en ce qui concerne la responsabilité de veiller à ce que les grandes sociétés rendent des comptes, le gouvernement doit en faire plus. La hausse des prix du pétrole ne s'explique pas uniquement par des facteurs mondiaux ou la guerre au Moyen-Orient. Elle résulte, en partie, des mauvaises politiques du gouvernement de notre pays et de son incapacité à abolir les taxes en temps voulu afin d'offrir un allègement immédiat aux Canadiens.

Fred Davies (Niagara-Sud, PCC): Monsieur le Président, le secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre dit que ce côté-ci de la Chambre fait preuve d'hypocrisie parce que nous votons contre le financement de programmes visant à financer d'autres programmes pour régler des problèmes que les libéraux ont eux-mêmes créés. À mon avis, c'est la définition même de la folie.

J'aimerais poser une question à mon collègue. Il parle de la suspension temporaire des taxes sur le carburant au Canada. Nous avons réclamé une exonération permanente des taxes sur le carburant afin d'aider réellement les Canadiens en cette période difficile, au lieu de dépenser plus d'argent pour régler des problèmes que le gouvernement a lui-même créés. Je me demande ce que mon collègue a à dire à ce sujet.

Jagsharan Singh Mahal: Monsieur le Président, je suis tout à fait d'accord avec mon collègue. En ce qui concerne l'abordabilité, la création d'emplois bien rémunérés et la réduction de la bureaucratie dans ce pays, le gouvernement doit se tasser du chemin.

Nous devons veiller à ce que toutes les mesures prises par le gouvernement rendent la vie des Canadiens plus abordable, et c'est exactement ce que vise notre proposition. La motion de l'opposition demande au gouvernement de réduire les taxes sur l'essence et le diésel de 25 ¢ le litre pour le reste de l'année afin d'offrir un répit et allègement immédiat aux Canadiens.

L'hon. Kevin Lamoureux: Monsieur le Président, j'invoque le Règlement au sujet du projet de loi C-30, Loi d'exécution de la mise à jour économique du printemps 2026.

J'aimerais aviser la Chambre d'un problème technique concernant l'article 11. Cet article du projet de loi C-30 propose des modifications visant à fixer temporairement à zéro le taux de la taxe d'accise fédérale applicable à l'essence, à l'essence d'aviation sans plomb, au diésel et au carburant d'aviation. Toutefois, l'essence d'aviation avec

plomb n'a pas été mentionnée dans les modifications proposées à cet article.

Comme l'a annoncé le premier ministre le 14 avril 2026, la suspension temporaire de la taxe d'accise fédérale sur le carburant s'appliquera aux carburants d'aviation en général pendant la période visée. Le gouvernement a donc l'intention d'appliquer les modifications proposées à tous les carburants utilisés dans l'industrie de l'aviation, y compris l'essence d'aviation avec plomb. Par conséquent, il compte proposer un amendement au projet de loi C-30 à la première occasion, afin de remédier à ce problème et de veiller à ce que l'allègement de la taxe sur les carburants s'applique à l'essence d'aviation avec plomb.

Le vice-président: Je remercie le secrétaire parlementaire de cette correction. C'est noté.

Nous reprenons le débat. Le député de Cariboo—Prince George a la parole.

Todd Doherty (Cariboo—Prince George, PCC): Monsieur le Président, concernant ce rappel au Règlement, peut-être que les conservateurs appuieraient le gouvernement s'il acceptait de suspendre les taxes pour le reste de l'année dans le cadre de cette modification. C'est une bonne solution. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle nous sommes ici aujourd'hui. Tant qu'à modifier la proposition, pourquoi ne pas simplement suspendre les taxes jusqu'à la fin de l'année et appuyer cette motion?

Après avoir écouté les échanges, je tiens à présenter mes excuses à toutes les personnes qui cognent des clous, non seulement à la tribune, mais aussi à la maison, et je parle des 12 ou 13 personnes qui nous regardent à la télévision. C'est vraiment frustrant, parce que le gouvernement nous dit: « Surprise! Ne vous inquiétez pas, nous sommes là pour vous aider. » Ensuite, bien sûr, la réalité nous rattrape, du moins pour ceux d'entre nous qui vivent dans des régions rurales et éloignées et qui savent que, au cours des 11 dernières années, la plupart des mesures prises par le gouvernement ont rendu la vie plus difficile, en particulier pour les gens de ces régions.

Aujourd'hui, dans ma circonscription, Cariboo—Prince George, les membres d'une famille s'arrêtent à une station-service pour faire le plein d'essence. En voyant le compteur tourner, ils commencent à faire des calculs dans leur tête. Ils se demandent à quoi ils vont devoir renoncer. Ils ne peuvent plus aller à l'épicerie et se contenter d'acheter pour 100 \$ de provisions. Combien d'aliments cette somme va-t-elle leur permettre d'acheter? Dans les régions rurales et éloignées en particulier, 100 \$ ne suffisent même pas à acheter un seul sac de produits d'épicerie.

Ma circonscription s'étend sur plus de 90 000 kilomètres carrés. Nous n'avons pas la chance de pouvoir emprunter l'O-Train ou un autre système de transport rapide pour aller faire l'épicerie ou nous rendre chez le médecin. Dans ma circonscription, mes concitoyens connaissent bien les distances à parcourir. Nous devons prendre la voiture si nous voulons aller faire l'épicerie, ce qui nous oblige parfois à rouler pendant de longues heures. Dans ma circonscription, il m'arrive parfois de mettre 12 heures de route pour me rendre à une réunion. Les députés peuvent-ils imaginer quelqu'un qui essaie d'obtenir des soins médicaux pour son épouse qui est enceinte ou pour son enfant qui est malade? Ces personnes doivent prendre des décisions douloureuses et difficiles quant à ce qu'ils doivent faire.

Je me souviens du débat que nous avons eu à ce sujet au cours de la dernière législature. Quand je me battais pour le secteur forestier et que je demandais ce que je devrais dire au travailleur forestier qui est maintenant au chômage, les députés d'en face ont eu l'audace de dire aux gens de déménager et de trouver un autre emploi. Nous n'avons pas ce luxe dans les régions rurales et éloignées. Ma circonscription repose sur les ressources et l'agriculture. Tout ce que nous produisons dans notre circonscription dépend du carburant et de son coût. Qui en paie le prix au bout du compte? Ce sont mes concitoyens. C'est le consommateur.

Le gouvernement veut dire qu'il accorde un remboursement et que, devinez quoi, en juin, les Canadiens auront un peu plus d'argent dans leurs poches. Or, pendant qu'il donne cet argent d'une main, il en reprend de l'autre. Les libéraux ont rendu la vie tellement inabordable.

Le whip en chef du gouvernement a dit qu'il n'avait pas dit cela, mais tout le monde l'a entendu le dire, ou quelque chose du genre: il ne votera pas en faveur d'une motion qui profite aux ultrariches.

Voici ce que nous demandons dans cette motion. Je me permets de le rappeler aux personnes qui sont à la tribune et à celles qui nous écoutent. La motion dit:

Que, étant donné que,

- (i) au Canada, le prix de l'essence est supérieur de 13 % à celui des États-Unis, ce qui représente en moyenne 22 cents de plus par litre,
- (ii) l'essence coûte aujourd'hui 50 cents de plus par litre qu'en 2014, alors que les cours mondiaux du pétrole se situaient au même niveau,
- (iii) le ministre des Finances et du Revenu national a dit aux Canadiens, le 19 mai, « nous avons déjà agi »,
- (iv) le coût de la vie continue d'augmenter pour les familles canadiennes en raison d'une décennie de budgets libéraux fondés sur l'endettement, le gaspillage et la mauvaise gestion,

la Chambre demande au gouvernement d'offrir un allègement immédiat aux Canadiens en annulant toutes les taxes fédérales sur l'essence et le diésel pour le reste de l'année, y compris la TPS, et en supprimant définitivement la Norme sur les combustibles propres.

● (1350)

S'ils étaient vraiment du côté des Canadiens, ils l'aboliraient tout simplement. C'est une motion pleine de bon sens, mais ils n'adoptent pas ces mesures. Ils disent que les conservateurs sont mauvais et que le gouvernement a déjà fait beaucoup pour les Canadiens. Le gouvernement est tellement déconnecté de la réalité. C'est ma première journée à la Chambre depuis plusieurs semaines en raison d'une opération chirurgicale. Il n'y a pas de mots pour exprimer l'ampleur de mon exaspération. Pendant ma convalescence, j'ai entendu les libéraux régurgiter tellement de bouillie pour les chats, jour après jour, que ça me faisait rager contre la télévision.

Le pire, c'est l'hypocrisie derrière tout ça. Quand Justin Trudeau était premier ministre, ils étaient tous en faveur de la taxe sur le carbone, mais ils se sont ensuite rendu compte de leur erreur. Et maintenant, tous les députés d'en face se sont trouvé un nouveau messie à suivre. C'est à s'en arracher les cheveux.

Les libéraux sont tellement déconnectés de la réalité. Pour beaucoup d'entre eux, traverser leur circonscription est une affaire de quelques minutes. Ils peuvent profiter de services de transport en commun rapides, comme le O-Train ou le SkyTrain. Toutefois, ce luxe n'est pas accessible à ceux qui vivent dans des régions rurales et éloignées, où les politiques libérales sont absolument impitoyables.

Travaux des subsides

Qu'on ne me parle pas de leurs politiques sur la mise en liberté sous caution et leur propension à remettre les criminels en liberté dès qu'ils sont arrêtés. J'y reviendrai un peu plus tard.

Dans les régions rurales et éloignées, nous subissons les conséquences des politiques libérales et les libéraux ne comprennent tout simplement pas notre situation. C'est tellement frustrant. Je crois qu'il y a de bons députés dans tous les partis, même si, en ce moment même, je suis la cible de propos méprisants et de grimaces haineuses de la part d'un député d'en face qui me fixe du regard. Je m'en fiche. Il peut rire autant qu'il veut. Il se moque des difficultés des Canadiens et c'est dégoûtant. Les Canadiens devraient être en colère et frustrés à ce sujet.

En ce moment, les membres de mon personnel s'arrachent probablement les cheveux parce qu'ils ont rédigé un beau discours pour moi, mais, comme les députés peuvent le constater, je n'ai même pas ouvert une seule page, tant je suis exaspéré par les propos et les actions des libéraux.

La réalité est la suivante: après 11 ans, soit une décennie, de mauvaise gestion libérale, les libéraux disent qu'ils vont faire une chose, mais ils en font une autre. Ils s'excusent et promettent de faire mieux. Aujourd'hui, leur collègue a pris la parole et a dit: « Oups, nous avons commis une erreur en nous précipitant », et ils ont probablement imposé la clôture du débat. En précipitant l'adoption du projet de loi, ils ont commis une erreur et ils veulent modifier le projet de loi. Voici un amendement simple: lorsqu'ils rouvriront le projet de loi, ils n'auront qu'à éliminer la taxe pour le reste de l'année.

Une voix: Faisons-le.

Todd Doherty: Faisons-le.

Monsieur le Président, un grand nombre de Canadiens bénéficieraient de cette mesure. Si les libéraux votaient en faveur de notre motion, je me lèverais pour les applaudir et je pense que d'autres collègues feraient de même. Dans un esprit de bonne foi et de bonne volonté, pourquoi le gouvernement ne le fait-il pas?

Je sais ce que les libéraux vont dire: « Nous ne pouvons pas faire confiance à ces sales conservateurs. » C'est ce qu'ils vont dire, mais ce n'est pas vrai. Il y a un côté de la Chambre qui se bat pour les Canadiens, et c'est le nôtre. Il est frustrant que les libéraux prennent sans cesse la parole pour débiter les notes d'allocation préparées par un exécutif de basses œuvres dans les coulisses. Les députés d'en face prennent la parole pour tenir ce genre de propos, et c'est tout simplement enrageant. Ce n'est pas vrai.

Les politiques des libéraux ont nui aux Canadiens, en particulier à des gens comme les habitants de ma circonscription, Cariboo—Prince George, qui s'étend sur plus de 90 000 kilomètres carrés et où nous n'avons pas la chance d'avoir un O-Train, un SkyTrain ou d'autres lignes de transport en commun rapide. Nous devons prendre notre voiture pour accéder à des services essentiels. Les libéraux ont ciblé les régions rurales et éloignées. En fait, ils ont opposé les régions rurales et éloignées aux régions urbaines dans leurs politiques, ce qui est injuste. Ils devraient appuyer notre motion, et j'espère qu'ils le feront.

Déclarations de députés

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

● (1355)

[Traduction]

ALEX HOUSE

Ernie Klassen (Surrey-Sud—White Rock, Lib.): Monsieur le Président, depuis plus de 100 ans, Alex House, un organisme de ma circonscription, Surrey-Sud—White Rock, se consacre à donner aux gens les moyens de bâtir et d'entretenir une collectivité forte et connectée en offrant des programmes et des services qui soutiennent les personnes et les familles à toutes les étapes de la vie, qu'il s'agisse de programmes d'éducation de la petite enfance, de programmes pour les jeunes, de services aux aînés, d'initiatives de bien-être ou de services communautaires.

Cette année marque également le 50^e anniversaire d'Alex Fest, une célébration qui a lieu sur les terres de la Première Nation Semiahmoo et qui réunit des familles, des artistes locaux et des voisins de toute la péninsule Semiahmoo pour partager dans un esprit de créativité, d'apprentissage et de communauté.

Je tiens à remercier le conseil d'administration, le personnel et les bénévoles de l'organisme de leur engagement continu et je souhaite rendre hommage à Penny Bradley pour son leadership exceptionnel. Au cœur d'Alex House se trouve une simple vérité: sa mission ne serait pas possible sans le travail acharné et le dévouement des bénévoles.

Je félicite Alex House d'avoir franchi ces étapes importantes.

* * *

● (1400)

[Français]

LE PROJET DE TRAIN À GRANDE VITESSE

Jacques Gourde (Lévis—Lotbinière, PCC): Monsieur le Président, les commentaires sont très négatifs pour le projet de train à grande vitesse de la société Alto, promu par le Parti libéral et les familles de ministres très influents.

Ce sont 500 terres agricoles qui seront touchées, de même que 1 200 propriétaires fonciers, seulement dans le tronçon de Montréal-Ottawa, selon Radio-Canada. Imaginons maintenant le nombre de personnes expropriées pour 1 000 kilomètres. Ce projet cache son lot de surprises sur les coûts finaux et sur son fonctionnement, en raison de nos hivers canadiens. Les précédents sont rares dans notre climat, surtout si on vise une vitesse de croisière de 300 kilomètres à l'heure.

Gouverner, c'est faire des choix, et faire des choix sans acceptabilité sociale viendrait mettre en péril nos moyens de transport privés non subventionnés au détriment d'un moyen de transport subventionné au profit de quelques personnes qui voyagent sur une base régulière. Je demande au gouvernement d'écouter la population canadienne avant qu'il ne soit trop tard pour changer d'idée. Si on cherche vraiment une bonne idée, le troisième lien à Québec a toujours sa place.

* * *

[Traduction]

L'ADOPTION FORCÉE

L'hon. Karina Gould (Burlington, Lib.): Monsieur le Président, entre 1945 et les années 1970, des centaines de milliers de

mères célibataires au Canada ont été contraintes de confier leur bébé à l'adoption. Cela s'est produit sous la pression intense d'organisations religieuses, de travailleurs sociaux et du milieu médical, en particulier dans les maisons de maternité et les hôpitaux.

J'ai découvert ce chapitre honteux de l'histoire canadienne en lisant un rapport publié par le Sénat en 2018, sous la direction de l'honorable Art Eggleton, intitulé « Honte à nous ». J'ai fait la connaissance de la courageuse Valerie Andrews, une survivante de cette pratique cruelle et une défenseuse infatigable, au sein d'Origins Canada, des mères à qui on a enlevé leurs bébés. J'ai lu le livre profond de Heather Marshall, *Looking for Jane*, qui met en lumière le traitement réservé aux mères célibataires au Canada dans les années d'après-guerre.

L'Australie, le pays de Galles, l'Écosse et l'Irlande ont tous eu des pratiques similaires et ont tous reconnu les torts historiques subis par ces femmes et leurs enfants. Ces femmes, celles qui sont encore en vie aujourd'hui, sont âgées et elles méritent de savoir que ce qui leur est arrivé était une injustice.

* * *

L'ALBERTA

Pat Kelly (Calgary Crowfoot, PCC): Monsieur le Président, je suis un Albertain de cinquième génération et je crois en l'avenir d'une Alberta forte au sein d'un Canada uni. Je voterai pour que l'Alberta demeure une province du Canada. Cela dit, les députés doivent comprendre que de nombreux Albertains sont en colère — et j'en fais partie. Nous sommes en colère, car, depuis 2015, le gouvernement libéral prend des décisions et adopte des lois qui nuisent à l'Alberta.

Il est temps que le premier ministre fasse preuve de leadership en reconnaissant que son gouvernement a grandement compromis l'unité du pays. Il est temps qu'il fasse preuve d'humilité et de contrition. Il est temps de prendre des mesures qui montreront aux Albertains que le gouvernement fédéral se soucie suffisamment de leur province pour reconnaître ses erreurs. Il est temps de montrer à l'Alberta que la Confédération fonctionne et de convaincre les Albertains que le meilleur est à venir pour leur province au sein de ce grand pays qu'est le Canada, un pays que beaucoup d'Albertains et moi-même chérissons tant.

* * *

KEN MAYHEW

Sonia Sidhu (Brampton-Sud, Lib.): Monsieur le Président, je prends la parole pour rendre hommage à Ken Mayhew, président-directeur général de la fondation du William Osler Health System, à la suite de son décès.

Ken était un leader respecté au sein de notre collectivité, ainsi qu'une personne aimable, attentionnée et sincère qui savait rassembler les gens autour de causes visant à renforcer notre collectivité. Après s'être joint à la fondation Osler en 2012, Ken a consacré plus d'une décennie à promouvoir les dons caritatifs et à renforcer la prestation des soins de santé à Brampton et dans les environs. Avant la fondation Osler, Ken a consacré plus de 20 années de sa vie à la Société canadienne de la sclérose en plaques pour faire progresser la recherche et soutenir les personnes atteintes de cette maladie, ce qui témoigne de son engagement de longue date à vouloir améliorer la vie des gens.

Je tiens également à rendre hommage au D^r Frank Martino et à l'équipe d'Osler, qui continuent de porter cette mission.

Mes pensées vont à Suzanne, l'épouse de Ken, à ses filles Kate et Lia, à toute sa famille, à ses amis, à ses collègues et à la communauté d'Osler.

Le legs de Ken, marqué par l'attention et le dévouement, lui survivra.

* * *

● (1405)

LE COMTÉ D'OXFORD

Arpan Khanna (Oxford, PCC): Monsieur le Président, alors que les Canadiens planifient leurs escapades estivales, je les invite à découvrir le magnifique comté d'Oxford. Reconnu comme la capitale laitière du Canada, Oxford réunit de magnifiques terres agricoles, de petites villes animées et des expériences inoubliables. Des célèbres routes du fromage à nos marchés agricoles, chaque chemin mène à une découverte qui en vaut la peine. Les visiteurs peuvent se promener dans les rues historiques du centre-ville, se régaler dans d'incroyables restaurants, se détendre au spa local ou camper à la belle étoile.

Les étés à Oxford s'animent avec le festival Cowapoloosa, les Jeux écossais, le Pizza Fest, le TurtleFest, les balades en voitures anciennes, les tirs de tracteurs, les foires et les fêtes de quartier. Les familles peuvent visiter des exploitations agricoles, cueillir de délicieux petits fruits et même admirer les avions d'époque Harvard s'envoler dans le ciel estival. Oxford est un lieu qui regorge de caractère, d'esprit communautaire et de souvenirs en devenir.

Cet été, venez visiter Oxford.

* * *

BEYOND HOOPS AFRICA

Sukh Dhaliwal (Surrey Newton, Lib.): Monsieur le Président, puisque nous avons célébré hier la Journée de l'Afrique, j'aimerais souligner le travail remarquable accompli par Beyond Hoops Africa sous la direction de James Kamau. Ancré au sein de la diaspora africaine de Surrey, cet organisme incarne la force que peut avoir l'action communautaire au-delà des frontières.

Dans le cadre d'initiatives menées au Kenya, Beyond Hoops Africa accroît l'accès à l'eau potable, construit des installations sportives et encourage l'intendance de l'environnement. Autre aspect tout aussi important, l'organisme offre aux Canadiens des occasions concrètes de s'impliquer en tant que citoyens du monde et de soutenir le changement durable. Son œuvre reflète ce qu'il y a de meilleur en matière de collaboration, de compassion et de leadership, renforçant ainsi les liens entre le Canada et l'Afrique tout en donnant aux jeunes et aux communautés les moyens d'envisager un avenir meilleur.

* * *

LES RANGERS DE KITCHENER

Kelly DeRidder (Kitchener-Centre, PCC): Monsieur le Président, je prends un instant pour dire à quel point je suis fière des Rangers de Kitchener. Ce que nous avons vu cette saison, c'est du talent et du caractère à l'état pur. On ne remporte pas le championnat de la Ligue de hockey de l'Ontario par hasard. Il faut de la discipline, de la résilience et un engagement sans faille les uns envers les autres, jour après jour. Il s'agit d'être au rendez-vous quand ça

Déclarations de députés

compte, de se battre jusqu'au bout, de faire preuve d'engagement et de croire en ses coéquipiers.

Voir les Rangers disputer la coupe Memorial, le trophée le plus prestigieux du hockey junior, est un moment vraiment exceptionnel. Les Rangers représentent toute la collectivité de Kitchener-Waterloo avec passion, détermination et talent.

Les joueurs, les entraîneurs et le personnel ont fait la fierté de notre ville. Quoi qu'il arrive ensuite, ils ont prouvé qu'ils avaient l'étoffe nécessaire pour rivaliser au plus haut niveau. Soyons réalistes, les gars ont tout ce qu'il faut.

Allez, les Rangers!

* * *

[Français]

ROBERT BOYER

Gabriel Ste-Marie (Joliette—Manawan, BQ): Monsieur le Président, je voudrais aujourd'hui faire vivre un instant un homme qui éclaire encore nos jours, Robert Boyer.

Après une carrière à la Sûreté du Québec, il accompagnait notre ancien chef, Gilles Duceppe, et dans chaque geste, il semait la confiance. À Rawdon, son nom respire encore dans les mains qui l'ont salué et dans l'air laissé par son départ. Il avait le sourire facile et mille vies ouvertes sous ses pas: de la franche marine au Camp Mariste, habité d'une faim de vivre plus forte que la fatigue du corps, il a donné, et donné encore, jusqu'à se confondre avec le don lui-même. Sa conjointe, Suzanne, douce gardienne de ses dernières années, a porté pour lui ce qu'il portait pour les autres, et c'est une lumière qui revient à sa source.

À ses enfants et petits-enfants, à sa famille et ses amis, je laisse passer une tendresse sans bruit. On disait de lui qu'il était trop bon, comme si la bonté pouvait être un excès. Le shérif au cœur immense ne disparaît pas. Il circule encore dans chaque secours, dans chaque bonté, sans témoin.

Je salue Robert et je le remercie.

* * *

LA JOURNÉE NATIONALE DU GÉNIE-CONSEIL

Tim Watchorn (Les Pays-d'en-Haut, Lib.): Monsieur le Président, je prends la parole aujourd'hui pour souligner la Journée nationale du génie-conseil. C'est l'occasion de célébrer une réussite canadienne, des experts qui conçoivent et réalisent des infrastructures essentielles à notre quotidien.

[Traduction]

Le Canada est, sans aucun doute, une superpuissance dans le domaine de l'ingénierie. Ce secteur emploie près d'un quart de million de Canadiens et contribue à hauteur d'environ 35 milliards de dollars à notre économie.

Déclarations de députés

[Français]

En tant qu'ingénieur, je vois chaque jour l'impact concret de ce travail. Qu'il s'agisse d'hôpitaux agrandis, de nouveaux ports qui ouvrent les portes au commerce international ou de corridors d'infrastructures reliant le Canada d'un océan à l'autre, ces projets transforment la vie des Canadiens. Même si certains projets ont une portée nationale, tous les projets représentent une importance capitale pour les communautés qu'ils desservent. C'est pourquoi, en cette Journée nationale de génie-conseil, j'invite tous les députés de la Chambre à se joindre à moi pour remercier les équipes d'ingénieurs et autres professionnels qui contribuent à bâtir le pays dont nous sommes fiers d'être Canadiens.

* * *

• (1410)

[Traduction]

LE KOMAGATA MARU

Sukhman Gill (Abbotsford—Langley-Sud, PCC): Monsieur le Président, cette semaine marque le 112^e anniversaire de l'incident du *Komagata Maru*. L'histoire du *Guru Nanak Jahaz* est d'une importance monumentale pour les communautés sikhs de tout le pays. En 1914, 376 passagers, soit 340 sikhs, 24 musulmans et 12 hindous, sont arrivés à Vancouver en rêvant d'un avenir meilleur. Or, l'entrée au pays leur a été injustement refusée, et ils ont été obligés de rentrer chez eux après des mois d'attente dans le port.

Nous nous souvenons des difficultés vécues par les passagers du *Guru Nanak Jahaz* et nous rendons hommage à la force et à la résilience dont ont fait preuve les Canadiens sikhs et les communautés sud-asiatiques au fil des générations. En tant que membre sikh du caucus conservateur, je suis honoré de prendre la parole pour souligner cet anniversaire et les contributions durables des Canadiens sikhs à notre pays.

* * *

[Français]

L'ACADIE

Guillaume Deschênes-Thériault (Madawaska—Restigouche, Lib.): Monsieur le Président, la société civile acadienne est présente cette semaine sur la Colline pour discuter d'enjeux importants pour l'Acadie. Nous, les Acadiens, sommes présents en Amérique du Nord depuis plus de 400 ans. Même si nous avons connu notre lot de défis au cours de notre histoire, nous demeurons un peuple fort, résilient, fier et tourné vers l'avenir.

Nous sommes attachés à nos symboles, comme notre fête nationale du 15 août. Dans le budget de 2025, nous avons non seulement doublé le financement de la Fête nationale de l'Acadie, mais nous l'avons rendu permanent. Il s'agit d'une très belle reconnaissance de notre peuple acadien de la part de notre gouvernement.

De plus, je suis très heureux de souligner que la région de la Baie-des-Chaleurs sera l'hôte du Congrès mondial acadien de 2029, qui s'annonce déjà comme un événement rassembleur et porteur d'avenir. Les Acadiennes et les Acadiens des quatre coins du monde vont se rassembler dans mon coin de pays pour y célébrer leur identité et renforcer les liens qui les unissent déjà.

[Traduction]

CBC/RADIO-CANADA

Aaron Gunn (North Island—Powell River, PCC): Monsieur le Président, j'ai toujours pensé que le rôle des médias était de demander des comptes aux puissants et de rechercher la vérité sans concession. Il semble toutefois que CBC/Radio-Canada considère qu'il s'agit plutôt d'essayer de leurrer et de piéger certains Canadiens dans des stratagèmes étranges et délibérés.

Une nouvelle série télévisée de CBC/Radio-Canada a menti et a eu recours à des sociétés de production fictives, à des pseudonymes et à des histoires inventées dans le but de duper les Canadiens à des fins de propagande politique. Elle s'est jouée des vétérans de la GRC en les invitant à de fausses cérémonies pour mieux les humilier publiquement. Elle a pris pour cible des citoyens ordinaires qui s'inquiétaient des revendications territoriales et du droit privé de la propriété. Elle s'est associée à des militants américains d'extrême gauche bien connus pour attaquer l'histoire canadienne, les institutions canadiennes et le premier ministre du Canada. Tout cela a été financé par l'argent des contribuables.

CBC/Radio-Canada est une société d'État. Son mandat est de servir tous les Canadiens — et non de les prendre pour cible ou de les mener en bateau — et certainement pas de produire de la propagande politique destinée à dénigrer leurs convictions.

* * *

LASALLE—ÉMARD—VERDUN

Claude Guay (LaSalle—Émard—Verdun, Lib.): Monsieur le Président, aujourd'hui, plus de 20 habitants de ma circonscription, LaSalle—Émard—Verdun, se sont levés tôt, sont montés dans un autobus et sont venus dans la capitale nationale pour voir leur démocratie à l'œuvre. Ils ont visité le Parlement, ils ont découvert une histoire riche et en constante évolution, et ils assisteront cet après-midi au débat important qui se tiendra ici.

[Français]

Mes concitoyens, comme tant d'autres partout au Canada, sont des propriétaires de petites entreprises et des leaders dans notre communauté, engagés dans des organismes communautaires qu'ils dirigent avec fierté et passion. Certains sont ici depuis des générations; d'autres commencent tout juste leur parcours. Ensemble, ils incarnent la diversité de notre pays, qui est à la fois sa richesse, sa force et son identité.

Je tiens à remercier chaleureusement Bienvenue à l'immigrant, le CARD, l'Association Calabrese et la Maison d'Entraide St-Paul et Émard et l'Association Messinese de tout le travail qu'ils font pour notre communauté.

* * *

[Traduction]

LE PARTI LIBÉRAL DU CANADA

Kyle Seeback (Dufferin—Caledon, PCC): Monsieur le Président, après 11 ans, on observe toujours le même gaspillage et la même corruption chez les libéraux, jour après jour.

Les libéraux ont dépensé près de 300 millions de dollars pour le programme Prescription, mais ils ne peuvent pas expliquer à quoi cet argent a servi ni pourquoi presque personne n'utilisait ce programme.

Les consultants proches au Parti libéral empochent désormais la somme astronomique de 26 milliards de dollars par an, soit une hausse de 37 % par rapport à l'année précédente. Il s'agit d'un coût de 1 400 \$ pour chaque famille.

Ils dépensent 200 millions de dollars pour un soi-disant port spatial qui n'est rien de plus qu'un stationnement en gravier en Nouvelle-Écosse.

Pendant ce temps, malgré toutes ces dépenses, 2,2 millions de Canadiens se rendent chaque mois dans des banques alimentaires. Il n'est vraiment pas difficile de comprendre comment ces libéraux ont doublé le déficit de Justin Trudeau. Ce qui est vraiment difficile à comprendre, c'est pourquoi la situation reste si difficile pour les Canadiens moyens.

* * *

• (1415)

L'UNIVERSITÉ QUEEN'S

L'hon. Mark Gerretsen (Kingston et les Îles, Lib.): Monsieur le Président, je prends la parole aujourd'hui pour souhaiter la bienvenue sur la Colline du Parlement aux dirigeants de l'Université Queen's.

Fondée en 1841 à Kingston, bien avant la Confédération, l'Université Queen's a une longue tradition d'excellence universitaire et de service public, contribuant à façonner des générations de dirigeants au Canada et ailleurs. Aujourd'hui, elle demeure une cheffe de file nationale en matière de recherche, d'innovation et d'éducation, et son travail s'aligne étroitement sur les priorités du Canada. Ses contributions dans des domaines comme la recherche en matière de défense, les technologies de pointe et le calcul de haute performance permettent de renforcer notre sécurité, notre compétitivité et notre capacité d'innovation. Grâce à de solides partenariats et à son engagement envers l'excellence en sciences, en génie et en développement des talents, l'Université Queen's joue un rôle important pour maintenir la résilience du Canada et l'aider à se tourner vers l'avenir dans un monde en rapide évolution.

Je remercie la délégation de son leadership et de son engagement, et je lui souhaite une visite fructueuse.

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

LES AFFAIRES AUTOCHTONES

L'hon. Pierre Poilievre (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, la ligne directrice n° 14 concernant les litiges consistait en une instruction donnée par le gouvernement libéral aux avocats fédéraux de ne pas défendre les droits de propriété ni faire valoir qu'ils annulaient toute autre revendication. Ainsi, dans l'affaire Cowichan Tribes c Canada, la juge a conclu que le titre ancestral primait sur les droits de propriété des propriétaires de la Colombie-Britannique. Aujourd'hui, les personnes âgées et les familles passent des nuits blanches, se demandant si elles sont réellement propriétaires de leur domicile.

Le premier ministre va-t-il faire marche arrière, cesser de museler les avocats fédéraux, abroger la ligne directrice n° 14 et défendre les droits de propriété en Colombie-Britannique?

Le très hon. Mark Carney (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, comme je l'ai précisé devant cette Chambre il y a

Questions orales

quelques semaines, le gouvernement défendra toujours les droits de propriété privée. Voilà pourquoi il a immédiatement interjeté appel de la décision Cowichan, le 8 septembre.

Nous rejetons catégoriquement la décision de la Cour suprême de la Colombie-Britannique. Nous utiliserons tous les recours juridiques possibles pour défendre et protéger les droits de propriété privée, en tout temps, dans ce pays.

L'hon. Pierre Poilievre (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, le premier ministre interdit à ses avocats de présenter ces arguments juridiques viables. car la ligne directrice n° 14 se trouve encore sur le site Web du gouvernement fédéral. Le premier ministre est le client, et il ordonne à ses avocats de ne pas faire valoir l'argument juridique, tout à fait valable, selon lequel un titre de propriété en fief simple est un droit de propriété qui l'emporte sur toutes les autres revendications. Si les mêmes arguments sont avancés, les résultats seront les mêmes.

Des millions de propriétaires de la Colombie-Britannique passent des nuits blanches à se demander s'ils sont réellement propriétaires de leur maison.

Le premier ministre admettra-t-il que le gouvernement libéral a commis une erreur, démuselera-t-il ses avocats, supprimera-t-il la ligne directrice n° 14 et privilégiera-t-il les droits de propriété devant les tribunaux?

Le très hon. Mark Carney (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, c'est triste. C'est le chef de l'opposition qui passe des nuits blanches à chercher de nouvelles façons de semer la peur et la division au Canada.

Nous défendrons toujours le droit privé de la propriété au Canada. C'est pourquoi nous avons immédiatement interjeté appel. C'est pourquoi nous avons consenti à la requête de Montrose Properties. C'est pourquoi nous soutenons la Ville de Richmond et le gouvernement provincial de la Colombie-Britannique dans cette affaire importante. Nous explorerons toutes les options juridiques possibles. Nous respectons les droits de propriété et les droits des peuples autochtones dans le cadre du processus de réconciliation.

* * *

[Français]

LA FISCALITÉ

L'hon. Pierre Poilievre (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, en 2014, le monde traversait une crise énergétique. Il y avait des guerres en Syrie, en Irak et en Ukraine. Au même moment, le prix d'un baril de pétrole était de 100 \$, et le prix à la pompe était de 1,38 \$. C'était en 2014, lors des années de Stephen Harper. Aujourd'hui, le prix de pétrole est plus bas, mais le prix à la pompe est 40 ¢ de plus par litre. Ce ne sont pas des effets mondiaux, ce sont des effets libéraux.

Est-ce que le premier ministre va revoir ses taxes et ses politiques qui affaiblissent le dollar pour que les Canadiens puissent faire le plein de façon abordable?

Le très hon. Mark Carney (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, le gouvernement a déjà réduit la taxe sur le carbone à la consommation. C'est 18 ¢ par litre. Nous avons suspendu la taxe fédérale sur le carburant. Il y a des choses qui ont changé depuis le gouvernement Harper. C'est l'impact sur les raffineries. C'est l'impact de la pénurie de l'offre.

Questions orales

Cependant, il y a une chose qui ne change pas. C'est que le chef de l'opposition est contre toutes les mesures visant à soutenir les Canadiennes et les Canadiens.

● (1420)

[Traduction]

L'hon. Pierre Poilievre (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, il y avait une crise énergétique mondiale et des guerres en Syrie, en Irak et en Ukraine, mais, au moment où le baril de pétrole atteignait 100 \$ partout dans le monde, ici, au Canada, le prix à la pompe n'était que de 1,38 \$. C'était l'époque du gouvernement Harper, en 2014.

Aujourd'hui, alors que le prix du pétrole est plus bas à l'échelle mondiale, l'essence coûte plus de 40 ¢ de plus le litre. Ce ne sont pas des effets mondiaux, ce sont des effets libéraux.

Le premier ministre annulera-t-il ses politiques de taxes libérales élevées et de faiblesse du dollar canadien pour que les Canadiens aient les moyens de faire le plein?

Le très hon. Mark Carney (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, heureusement, certaines choses ont changé depuis l'époque du gouvernement Harper. Les marges de raffinage en font partie. Elles ont augmenté de 40 ¢ au Canada. Quarante cents, c'est un chiffre curieux. Les marges de raffinage sont en hausse à cause du manque d'essence.

Une autre chose qui n'a pas changé, c'est que le chef de l'opposition est contre les services de garde d'enfants. Il est contre les soins dentaires. Il est contre l'assurance-médicaments. Il s'oppose à tout ce qui aide les Canadiens en cette période de crise de l'abordabilité.

* * *

L'ÉCONOMIE

L'hon. Pierre Poilievre (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, bien des choses ont changé depuis l'époque de Stephen Harper. Le prix de l'essence a augmenté de plus de 40 ¢ le litre, alors même que le cours mondial du pétrole est plus bas. Aujourd'hui, le premier ministre invente une nouvelle excuse, affirmant qu'il n'y a pas assez de raffineries sous sa gouverne. Il ferait peut-être mieux de se tasser du chemin pour laisser les raffineries s'implanter au Canada.

Le premier ministre aime bien rejeter la faute sur le reste du monde. Il a plongé les ménages canadiens dans le plus lourd endettement de tous les pays du G7, avec des défauts de paiement qui ont augmenté de 18 % d'une année à l'autre.

Le premier ministre va-t-il cesser de trouver des excuses et renverser ses politiques inflationnistes avant que les Canadiens ne perdent leur maison?

Le très hon. Mark Carney (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, grâce aux politiques libérales, les salaires des Canadiens augmentent à un rythme plus rapide que celui de l'inflation. Les politiques du gouvernement permettent de maintenir un taux d'inflation plus faible au Canada qu'aux États-Unis. Les politiques du gouvernement libéral permettent d'atteindre un taux d'emploi chez les femmes supérieur de cinq points de pourcentage à celui des États-Unis.

Le pays fonctionne bien. Nous progressons. Le chef de l'opposition, lui, essaie de freiner notre élan.

L'hon. Pierre Poilievre (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, tout va pour le mieux pour la classe Brookfield, pour ceux qui placent leur argent dans des paradis fiscaux à l'étranger et qui profitent des largesses du gouvernement pour s'enrichir. Quant au reste des Canadiens, voici ce que dit Equifax: le nombre de cas d'insolvabilité a atteint des niveaux jamais vus depuis 2009 — en hausse de 19 % par rapport à l'année précédente —, les taux de défaillance ont grimpé de 32 % en un an et, au premier trimestre, le nombre de cas d'insolvabilité a atteint son plus haut niveau depuis 17 ans, en partie à cause des pressions financières croissantes que subissent les détenteurs de prêts hypothécaires.

Si tout va si bien et que tout est si abordable, pourquoi 1,5 million de Canadiens ont-ils manqué au moins un paiement essentiel au cours des trois premiers mois de l'année ?

Le très hon. Mark Carney (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, le gouvernement fait progresser l'économie malgré la crise énergétique mondiale, la crise des droits de douane et les guerres. Notre pays a la deuxième économie la plus forte du G7. Nous connaissons une croissance vigoureuse. Nous avons la situation budgétaire la plus solide du G7. Nous avons un plan. Le Canada a un avenir radieux.

* * *

[Français]

LA JUSTICE

Christine Normandin (Saint-Jean, BQ): Monsieur le Président, le premier ministre doit respecter la démocratie, mais, hier, il a fait le contraire en annonçant qu'il utiliserait la Loi de clarification pour se mêler de la question référendaire en Alberta. Les provinces et le Québec ont le droit de poser la question de leur choix à leurs citoyens dans un référendum. Les citoyens ont le droit d'y répondre librement et la majorité l'emporte à 50 % des voix plus un. Ça concerne seulement deux groupes: le gouvernement qui pose la question et les citoyens qui y répondent. C'est ça, la démocratie, simple comme ça.

Le premier ministre va-t-il respecter ça?

Le très hon. Mark Carney (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, en tant que premier ministre, je dois respecter les conseils des experts.

Je viens de recevoir l'avis des experts en ce qui concerne l'applicabilité de la Loi de clarification. Elle ne s'applique pas à la question de l'Alberta. Cependant, selon la Loi de clarification, il faut avoir l'expression claire d'une volonté par une majorité claire de la population de cette province afin d'avoir un vrai vote de sécession, au Canada.

● (1425)

Christine Normandin (Saint-Jean, BQ): Monsieur le Président, respecter la démocratie, c'est non seulement éviter de se mêler des questions référendaires, c'est surtout éviter de se mêler de la réponse des citoyens. Une majorité claire, c'est 50 % des votes plus un. Le premier ministre le sait, toutes ses lois sont adoptées avec une majorité de 50 % plus un. Sa majorité tient à 50 %, plus un. Même sa secrétaire parlementaire à la justice a dit que, la règle, c'est 50 %, plus un. C'est ça, la démocratie, sauf pour les référendums, apparemment, à cause de la Loi de clarification.

Le premier ministre va-t-il abroger cette dérivation antidémocratique?

Questions orales

Le très hon. Mark Carney (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, il faut respecter la démocratie, il faut respecter les lois du Parlement et les décisions la Cour suprême du Canada.

En vertu de la Loi de clarification, la Chambre des communes doit tenir compte des facteurs suivants pour établir la définition d'un vote clair: « L'ampleur de la majorité des suffrages valides exprimés en faveur de l'option sécessionniste et le pourcentage des électeurs admissibles ayant participé au référendum. »

Ce n'est pas 50 % plus un.

Rhéal Éloi Fortin (Rivière-du-Nord, BQ): Monsieur le Président, il n'y a pas de place en démocratie pour une loi qui ne respecte pas la volonté citoyenne exprimée à 50 % plus 1 voix. Il n'y a pas de place en démocratie pour une loi qui annule des décisions citoyennes en prétendant après coup que la question ou le résultat n'était pas assez clair à son goût. Il n'y a pas de place en démocratie pour une loi qui bafoue les règles du scrutin quand le résultat ne fait pas l'affaire du gouvernement. C'est une dérive autoritaire dont on doit se tenir loin.

Est-ce que le premier ministre va enfin se décider et abroger la loi antidémocratique sur la clarté référendaire?

Le très hon. Mark Carney (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, nous respectons les lois du Canada. La Loi sur la clarté référendaire est claire, mais nous respectons la volonté des Québécois et des Québécoises. C'est de bâtir un Québec fort et résilient dans un Canada fort, résilient et indépendant.

* * *

[Traduction]

L'ÉCONOMIE

L'hon. Pierre Poilievre (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, le premier ministre aime bien rejeter la responsabilité de la situation économique désastreuse qu'il a provoquée chez nous sur le reste du monde, mais les autres pays du G7 sont eux aussi confrontés à des droits de douane et au prix élevé du pétrole, et aucun n'affiche un niveau d'endettement des ménages aussi élevé que le nôtre. Avec une dette de 1,77 \$ pour chaque dollar de revenu, les ménages canadiens sont de loin les plus endettés de tous les pays. En fait, leur endettement est supérieur de 33 % à celui du pays qui arrive en deuxième position. Je cite Equifax: « [Le] niveau de paiements manqués met en évidence les graves difficultés financières liées aux marchés où les prix sont élevés, les arriérés hypothécaires ayant augmenté de 52 % en Ontario et de 36 % en Colombie-Britannique. »

Si les gens vivent si bien sous la direction du premier ministre, pourquoi ont-ils du mal à faire leurs paiements hypothécaires?

L'hon. Wayne Long (secrétaire d'État (Agence du revenu du Canada et Institutions financières), Lib.): Monsieur le Président, tandis que ce chef s'intéresse aux balados, aux vidéos de remise en forme et aux conférences de presse dans des stationnements vides, de ce côté-ci de la Chambre, nous nous attachons à réduire le coût de la vie pour les Canadiens. Nous venons de suspendre la taxe d'accise fédérale sur l'essence, ce qui représente 10 ¢ le litre. Nous avons aboli la taxe sur le carbone pour les consommateurs, ce qui représente 18 ¢ le litre. Au total, c'est une économie de 28 ¢ le litre pour les Canadiens.

Il est temps que ce chef dépose ses haltères et nous aide à bâtir un Canada fort.

L'hon. Pierre Poilievre (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, franchement, le premier ministre aurait pu faire mieux. S'il veut se cacher sous son pupitre et laisser quelqu'un d'autre parler en sa faveur, il doit trouver mieux. C'était presque aussi convaincant que ses politiques économiques.

Il doit des réponses aux Canadiens. La réalité, c'est que nous avons de loin le niveau d'endettement des ménages le plus élevé de tous les pays du G7, et nous avons constaté qu'au cours du premier trimestre de cette année, il y a eu une augmentation de 19 % des défauts de paiement d'une année à l'autre. Les Canadiens n'arrivent pas à faire leurs paiements minimums.

Au lieu d'esquisser un petit sourire narquois et de se cacher derrière ses députés d'arrière-ban, le premier ministre va-t-il annoncer qu'il va faire marche arrière pour que les Canadiens puissent payer leurs factures?

L'hon. Patty Hajdu (ministre de l'Emploi et des Familles et ministre responsable de l'Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario, Lib.): Monsieur le Président, cet après-midi, j'ai mangé avec Sean Strickland, des Syndicats des métiers...

Des voix: Oh, oh!

• (1430)

Le Président: Je n'ai pas entendu avec qui la ministre a mangé, car il y avait trop de bruit de ce côté-ci.

La ministre de l'Emploi et des Familles peut reprendre depuis le début.

L'hon. Patty Hajdu: Monsieur le Président, puisque ces gens-là ne savent pas comment payer une addition, j'ai payé mon repas et j'ai invité Sean Strickland, président des Syndicats des métiers de la construction du Canada, à dîner parce que nous voulons entendre ses idées sur les moyens à prendre pour concrétiser de bons emplois syndiqués, dont les employeurs de tout le pays ont besoin par ailleurs.

Les représentants des mécaniciens d'exploitation des Syndicats des métiers de la construction du Canada, qui sont à Ottawa aujourd'hui, sont tous enthousiasmés par le plan visant à bâtir un Canada fort et à lancer de grands projets, qui auront recours à une bonne main-d'œuvre syndiquée avec des emplois bien rémunérés. Je sais qu'ils vont...

Le Président: Le chef de l'opposition a la parole.

L'hon. Pierre Poilievre (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, les Canadiens sautent des repas parce qu'ils n'ont pas les moyens de payer leurs factures. Le premier ministre et les membres de la classe Brookfield, eux, se soustraient à l'impôt.

Voici la réalité chez nous. Equifax, l'agence qui vérifie la cote de crédit des Canadiens, a publié un nouveau rapport cette semaine. On peut y lire que l'insolvabilité a atteint des niveaux jamais vus depuis 2009, soit il y a 18 ans.

Le premier ministre annoncera-t-il qu'il renversera les politiques inflationnistes qui causent l'endettement afin que les Canadiens ne soient pas acculés à la faillite?

Questions orales

L'hon. Patty Hajdu (ministre de l'Emploi et des Familles et ministre responsable de l'Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario, Lib.): Monsieur le Président, la semaine dernière, j'étais à Marathon, en Ontario, pour parler de l'industrie minière. Le Nord de l'Ontario connaît un boom minier. Je crois que les députés d'en face ne sont pas au courant. Savent-ils ce qui est arrivé? Les gens n'ont eu de cesse d'exprimer leur gratitude à l'égard du gouvernement, qui prend au sérieux les investissements dans l'extraction des ressources naturelles dans le Nord de l'Ontario, qui aide les provinces à lancer des projets d'exploitation des ressources naturelles, et qui prend au sérieux la nécessité d'investir dans les travailleurs qualifiés. Soit dit en passant, ces projets créent d'excellents emplois avec pension de retraite dans des milieux où l'on travaille dur. Je pense que le député n'en est pas vraiment conscient.

L'hon. Pierre Poilievre (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, 3,1 millions de Canadiens devront renouveler leur prêt hypothécaire au cours des deux prochaines années à des taux nettement plus élevés, parce que le gouvernement libéral, et en particulier le premier ministre libéral, a conseillé aux gens de s'endetter davantage en leur promettant que les taux resteraient bas pendant longtemps. Aujourd'hui, la situation se retourne contre eux, avec des hausses de taux qui menacent de plus en plus de personnes de perdre leur logement. Au cours des trois premiers mois de cette année, 1,5 million de Canadiens ont manqué un paiement sur leur carte de crédit ou leur prêt hypothécaire.

Le premier ministre va-t-il annoncer qu'il met fin aux politiques inflationnistes et d'imposition élevée afin que les Canadiens puissent conserver leur logement?

L'hon. Tim Hodgson (ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles, Lib.): Monsieur le Président, au lieu de soulever des kettlebells, le chef de l'opposition ferait peut-être mieux de venir à Kitimat pour voir où nous construisons de nouvelles installations de gaz naturel liquéfié. Il ferait peut-être mieux de venir à Dease Lake, où nous construisons les plus grandes mines du monde. Il devrait peut-être venir à Darlington, où nous construisons de nouveaux réacteurs nucléaires. Il devrait peut-être venir en Nouvelle-Écosse, où nous réalisons de nouveaux projets. Peut-être qu'au lieu de dénigrer le Canada, il devrait commencer à venir voir comment nous bâtissons le Canada.

L'hon. Pierre Poilievre (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, il est plutôt en train de détruire le Canada. Que le ministre s'attribue ouvertement le mérite de projets qui ont été approuvés il y a 14 ans n'apporte rien aux Canadiens qui n'arrivent pas à payer leurs factures. Ça n'apporte rien non plus que le premier ministre du Canada refuse de même défendre son bilan économique catastrophique à la Chambre alors que les ménages canadiens sont les plus endettés du G7, et de loin, parce que les libéraux font obstacle à des projets, parce qu'ils ont alourdi le fardeau fiscal et parce que, à cause d'eux, l'inflation a grimpé et les frais de logement sont les plus élevés de l'ensemble des pays du Groupe des sept.

Le premier ministre entend-il annuler ses politiques inflationnistes avant que les Canadiens ne se retrouvent à la rue?

L'hon. Steven MacKinnon (ministre des Transports et leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, on sait pourquoi c'est ce député-là qui pose toutes les questions: c'est pour s'éviter d'avoir à les coucher par écrit à l'intention de tous les autres députés, qui n'ont pas la possibilité de poser des questions. Parlant de poser des questions, quand le député va-t-il se justifier d'avoir refusé de faire économiser des milliers de dol-

lars aux Canadiens en frais de garderie? Quand va-t-il se justifier de s'être opposé à la réduction du fardeau fiscal des Canadiens? Quand va-t-il se justifier de s'être opposé à la création de l'Allocation canadienne pour enfants? Ce sont là autant de mesures qui font économiser des milliers de dollars aux Canadiens. Pourquoi est-il contre?

L'hon. Pierre Poilievre (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, si je pose quelques questions de plus, c'est parce que le premier ministre ne se présente qu'une fois par semaine, et il ne se lève même pas de son fauteuil pour répondre aux questions.

• (1435)

Le Président: Je demanderais au chef de l'opposition de faire attention à ce qu'il dit, car il est très près de dépasser les limites.

Le député peut poursuivre.

L'hon. Pierre Poilievre: Monsieur le Président, je sais que le premier ministre est très fragile. Il n'a pas l'habitude de répondre à des questions difficiles, mais la réalité, c'est que les Canadiens n'arrivent pas à payer leurs factures. Au cours de sa première année au pouvoir, il a fait augmenter les défauts de paiement des ménages de 18 %. Il a donné aux Canadiens le pire taux d'endettement des ménages du G7. Les défauts de paiement ont grimpé de 32 % d'une année sur l'autre et, au premier trimestre, ils ont atteint un sommet en 17 ans en raison des difficultés financières qui affligent les ménages canadiens. Le premier ministre cessera-t-il de s'en prendre aux Canadiens afin qu'ils puissent payer leurs factures?

L'hon. Steven MacKinnon (ministre des Transports et leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, au cours de la première année du mandat de ce premier ministre, nous avons attiré plus d'investissements étrangers que toute autre économie du G7. Au cours de la première année sous ce premier ministre, nous avons approuvé de grands projets. Nous avons approuvé des mines. Nous avons approuvé des projets de construction. Nous formons de jeunes Canadiens et nous bâtissons ce pays, brique par brique. La clique anti-Canada peut se taire et se rasseoir.

L'hon. Pierre Poilievre (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, notre économie arrive en tête pour ce qui est de l'endettement des ménages, du coût du logement et de l'inflation du prix des aliments. Ces indicateurs sont les seuls qui placent l'actuel gouvernement en tête de peloton. Nous nous classons au deuxième rang en matière de chômage, notre taux de chômage étant supérieur d'un tiers à celui des États-Unis. Les retards et les défauts de paiement laissent maintenant présager une possible crise des faillites, tandis que le premier ministre reste assis et se terre derrière ses collègues d'arrière-ban. Va-t-il se lever, assumer ses responsabilités et annoncer le renversement de ses politiques afin que les Canadiens puissent payer leurs factures?

L'hon. Wayne Long (secrétaire d'État (Agence du revenu du Canada et Institutions financières), Lib.): Monsieur le Président, faisons une comparaison. De ce côté-ci de la Chambre, nous avons un homme d'État de premier ordre, un chef de file mondial du monde des affaires et de l'économie. De l'autre côté, ils tiennent des conférences de presse dans des stationnements vides, aussi vides que leurs slogans, leurs stratagèmes et leurs artifices.

De ce côté-ci de la Chambre, nous allons bâtir l'économie la plus forte et la plus résiliente du G7. Nous réduisons les impôts. Nous investissons dans le Canada.

Il est temps que le député délaisse les vidéos de mise en forme et qu'il nous aide à bâtir un Canada fort.

[Français]

L'ENVIRONNEMENT

Patrick Bonin (Repentigny, BQ): Monsieur le Président, CTV News révèle que le député de Laurier—Sainte-Marie pense quitter les libéraux cette semaine, et la ministre de l'Industrie lui donne raison. Elle défend le virage pétrolier libéral en disant qu'on est dans une crise énergétique mondiale et que ça a des répercussions sur le prix de l'essence.

Premièrement, un nouveau pipeline dans 10 ans, ça n'a aucun effet sur le prix de l'essence aujourd'hui. Deuxièmement, est-ce qu'elle réalise qu'elle est en train de donner raison au député de Laurier—Sainte-Marie, qui dit clairement que les libéraux abandonnent l'environnement pour vendre plus de pétrole?

L'hon. Julie Dabrusin (ministre de l'Environnement, du Changement climatique et de la Nature, Lib.): Monsieur le Président, si on veut parler de ce que je défends et de ce sur quoi je travaille, je peux dire que, la semaine passée, nous avons lancé notre stratégie en matière d'électricité. C'est d'ailleurs quelque chose que nous demandait Hydro-Québec, qui nous a dit qu'elle voulait un crédit d'impôt à l'investissement. C'était une grande demande et ça va aider le réseau électrique intérieur, mais ça va aussi permettre d'agrandir les interconnexions entre les provinces. D'ailleurs, c'est aussi ce que nous avons fait avec la province de l'Alberta, avec les interconnexions qu'elle aura avec les autres provinces avoisinantes.

Nous continuons à faire un beau travail pour réduire les émissions et faire grandir notre pays.

Patrick Bonin (Repentigny, BQ): Monsieur le Président, la ministre de l'Environnement, du Changement climatique et de la Nature fait à l'évidence de l'écoblanchiment. La trahison climatique du premier ministre va lui coûter le député de Laurier—Sainte-Marie. Pourtant, il y a encore une quinzaine de libéraux qui pensent que le premier ministre se soucie de l'environnement. Ils lui ont écrit une petite lettre pour dire qu'ils sont inquiets de l'entente pour le pipeline. La réalité, c'est ce que le premier ministre a répondu dans les médias. Il a dit clairement qu'il y avait 160 autres députés dans le caucus.

Avec une réponse comme ça, il y aura bientôt un député de moins. Qu'attendent les 15 autres pour le suivre vers la sortie?

• (1440)

L'hon. Nathalie Provost (secrétaire d'État (Nature), Lib.): Monsieur le Président, je suis extrêmement fière de faire partie de cette équipe. Malgré les commentaires de mon collègue de l'opposition, je sais que nous atteindrons la carboneutralité en 2050. Je sais que nous allons protéger 30 % du territoire du Canada, de la terre et des eaux, pour 2030. Je sais que nous allons travailler avec les Canadiens pour trouver une stratégie qui va nous permettre d'atteindre nos objectifs, pas une stratégie qui nous divise, mais une stratégie qui nous unit.

Nous allons y arriver et c'est comme ça que nous allons bâtir le Canada.

* * *

LES FINANCES

Gérard Deltell (Louis-Saint-Laurent—Akiawenhrahk, PCC): Monsieur le Président, il n'y a rien de plus essentiel que de se nourrir convenablement. Malheureusement, la réalité est brutale pour les

Questions orales

familles canadiennes. Ce sont 2,2 millions de Canadiens qui se présentent tous les mois à une banque alimentaire. De ce nombre, le tiers sont des enfants. Les prix des aliments augmentent deux fois plus vite que l'inflation, et le Canada a la pire inflation alimentaire des pays du G7. C'est ça, le bilan après 10 ans de gestion libérale.

Est-ce que le premier ministre va enfin mettre fin à ses budgets coûteux et permettre aux Canadiens de joindre les deux bouts?

L'hon. Joël Lightbound (ministre de la Transformation du gouvernement, des Travaux publics et de l'Approvisionnement et lieutenant du Québec, Lib.): Monsieur le Président, le député de l'opposition a raison de dire qu'il y a des Canadiens qui ont de la misère à faire face au défi du coût de la vie. Ce qui est difficile à expliquer, c'est pourquoi, à chaque détour, ce député vote contre des mesures qui viennent précisément aider ces Canadiens. On peut penser, par exemple, à l'Allocation canadienne pour l'épicerie et les besoins essentiels. Le 5 juin, ce sont 12 millions de Canadiens qui vont recevoir un chèque pour les aider avec le prix de l'épicerie.

On peut penser, par exemple, au Régime canadien de soins dentaires, qui aide 20 000 personnes dans sa circonscription. C'est un régime contre lequel il a voté. Je terminerai avec une mesure phare, soit l'Allocation canadienne pour enfants. Dans sa circonscription, ce sont 73 millions de dollars contre lesquels il vote...

Le Président: L'honorable député de Louis-Saint-Laurent—Akiawenhrahk a la parole.

Gérard Deltell (Louis-Saint-Laurent—Akiawenhrahk, PCC): Monsieur le Président, si toutes ces belles annonces fonctionnaient, il n'y aurait pas autant de problèmes concernant l'alimentation des Canadiens. C'est ça, la réalité après 10 ans de belles paroles. On parle de belles choses et on dit que tout va bien, alors que la réalité des Canadiens est tout à fait différente. Une famille sur quatre vit de l'insécurité alimentaire. Le coût de tout ce qui est essentiel grimpe pour les familles canadiennes. Le prix du logement atteint des sommets inégalés. Le prix de l'essence a bondi de 29 %. C'est la réalité des Canadiens tous les jours.

Est-ce que le premier ministre va comprendre que, dépenser de l'argent qu'on n'a pas, ça alourdit la carte de crédit pour nos enfants et ça nourrit l'inflation?

L'hon. Joël Lightbound (ministre de la Transformation du gouvernement, des Travaux publics et de l'Approvisionnement et lieutenant du Québec, Lib.): Monsieur le Président, je viens de faire la liste des programmes qui aident directement le monde dans Louis-Saint-Laurent—Akiawenhrahk et contre lesquels il vote, à chaque détour, depuis 10 ans. Pour la leçon qu'il nous fait quant à l'aide aux Canadiens et aux Québécois les plus vulnérables, on passera.

Par exemple, de ce côté-ci de la Chambre, ce qui nous distingue, c'est que, oui, nous croyons qu'il doit y avoir des programmes sociaux, de l'aide directe pour les citoyens, mais, d'autre part, nous avons une vision pour l'avenir où on construit de grands projets. On peut penser à l'annonce concernant le port de Québec, qui deviendra le sixième port international de conteneurs. On peut aussi penser au projet à Contrecoeur, à Nouveau Monde Graphite, au train à grande vitesse, à la formation pour les jeunes pour la main-d'œuvre d'un bout à l'autre du pays. C'est ça, la vision de ce gouvernement pour bâtir une économie forte.

Questions orales

Jason Groleau (Beauce, PCC): Monsieur le Président, avec ce gouvernement libéral, c'est toujours la même histoire: plus de coûts, plus de taxes, plus de dépenses et, surtout, moins d'argent dans les poches des familles canadiennes. Les déficits inflationnistes des libéraux nous amènent aujourd'hui à 1 000 milliards de dollars de dettes. Ce premier ministre n'est qu'un autre libéral dépensier.

Ma question est simple: quand le premier ministre va-t-il cesser d'engraisser la dette et la carte de crédit des Beaucerons et des Beauceronnes?

L'hon. Anna Gainey (secrétaire d'État (Enfance et Jeunesse), Lib.): Monsieur le Président, j'aimerais souligner que la première chose que nous avons faite en tant que gouvernement a été de réduire les impôts pour 22 millions de Canadiens. Il y a aussi de l'aide pour l'épicerie qui arrivera bientôt pour 12 millions de Canadiens et qui permettra de réduire les coûts pendant la semaine.

Je crois que mon collègue n'a pas appuyé l'Allocation canadienne pour enfants, qui aide pourtant 11 400 familles dans sa circonscription. Il y a aussi les soins dentaires qui sont offerts à 29 000 concitoyens dans la communauté de Beauce. Mon collègue a voté contre ce programme de soins dentaires.

* * *

• (1445)

[Traduction]

LA FISCALITÉ

Rosemarie Falk (Battlefords—Lloydminster—Meadow Lake, PCC): Monsieur le Président, les libéraux ne proposent pas de mesures qui rendront la vie plus abordable pour les Canadiens. Nous savons que leurs politiques attisent l'inflation et font grimper le coût de la vie. Les familles paient plus cher pour l'essence, l'épicerie et le logement. Selon Global News, de nombreux Canadiens dépensent plus que la totalité de leur revenu pour se nourrir et se loger. Le premier ministre avait promis un répit aux Canadiens mais dans les faits, les gens se retrouvent avec des coûts et des taxes plus élevés à payer pendant que le premier ministre ajoute plus de dettes à la carte de crédit du pays.

Les conservateurs ont un véritable plan pour alléger le fardeau des Canadiens, un plan qui supprimerait toutes les taxes fédérales sur les carburants pour l'année. Quand les libéraux l'adopteront-ils enfin?

L'hon. Buckley Belanger (secrétaire d'État (Développement rural), Lib.): Monsieur le Président, il y a d'autres bonnes nouvelles, comme le ministre des Finances aime le signaler. Parmi les bonnes nouvelles, soulignons la vente de canola au marché chinois et la vente d'uranium à l'Inde. Le Canada élimine aussi les barrières interprovinciales. Nous bâtissons une excellente économie canadienne. La meilleure nouvelle, c'est que nous sommes aux côtés de la Saskatchewan pour continuer à bâtir son économie.

Tony Baldinelli (Niagara Falls—Niagara-on-the-Lake, PCC): Monsieur le Président, le premier ministre libéral a affirmé faussement aux Canadiens que « l'abordabilité est en meilleure posture qu'elle ne l'a [jamais] été depuis plus d'une décennie ». Après 11 années sous le gouvernement libéral, 1 Canadien sur 4 vit dans un ménage en situation d'insécurité alimentaire. Deux millions de Canadiens ont recours à une banque alimentaire chaque mois, et plus de 13 000 habitants de Niagara Falls ont besoin des services de notre banque alimentaire, Project Share.

Les conservateurs ont un véritable plan pour donner un répit aux Canadiens face à l'inflation libérale en éliminant toutes les taxes fédérales sur les carburants pour le reste de l'année. À quelle date les libéraux l'adopteront-ils?

Peter Fragiskatos (secrétaire parlementaire de la ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté, Lib.): Monsieur le Président, il y a certainement des Canadiens qui éprouvent des difficultés, mais, en tout respect, ils ne trouveront pas de plan pour leur avenir chez les conservateurs. Le député a parlé du prix des aliments. Le chef de l'opposition a parlé du prix des aliments. En réalité, le parti d'en face n'a pas de plan. Les conservateurs veulent éliminer toutes les mesures de soutien à cet égard: le programme d'alimentation dans les écoles, l'Allocation canadienne pour enfants, le régime de soins dentaires, le système de garde des jeunes enfants, et cetera. C'est l'approche des conservateurs: balancer tout ce qui leur passe par la tête pour faire quelques manchettes. Cette approche ne fonctionnera pas.

Les Canadiens ont besoin d'un gouvernement sérieux. C'est exactement ce qu'ils ont. Nous continuerons à faire ce travail.

* * *

LA GESTION DES URGENCES

Jessica Fancy (South Shore—St. Margarets, Lib.): Monsieur le Président, les feux de forêt n'attendent pas que nous soyons prêts à les affronter. Je me souviens des feux de forêt qui ont ravagé ma circonscription, South Shore—St. Margarets. Le gouvernement reconnaît la nécessité de travailler ensemble, à l'échelle nationale, pour nous préparer à protéger tous les Canadiens. C'est pourquoi, dans le budget de 2025, il a alloué 316 millions de dollars au Centre interservices des feux de forêt du Canada pour qu'il puisse louer des avions de lutte contre les incendies et se doter ainsi d'une capacité d'intensification.

La ministre de la Gestion des urgences et de la Résilience des communautés peut-elle informer la Chambre des mesures qui ont été prises pour mieux nous préparer à la prochaine saison des feux de forêt?

L'hon. Eleanor Olszewski (ministre de la Gestion des urgences et de la Résilience des communautés et ministre responsable de Développement économique Canada pour les Prairies, Lib.): Monsieur le Président, nous nous sommes engagés à renforcer nos capacités aériennes de lutte contre les feux de forêt...

Des voix: Oh, oh!

Le Président: Je sais que c'est un peu déconcertant, mais l'honorable ministre peut poursuivre.

L'hon. Eleanor Olszewski: Monsieur le Président, c'est exactement ce que nous avons fait. Nous avons conclu des contrats pour la location de 10 avions supplémentaires destinés à la lutte contre les feux de forêt, qui viendront en aide aux provinces et aux territoires dès le début de la présente saison de feux de forêt. Conformément à la politique Achetez canadien du gouvernement, toutes les entreprises qui louent des avions au Centre interservices des feux de forêt du Canada sont des sociétés canadiennes. Cet investissement permettra de protéger des vies, des foyers et des collectivités pendant de nombreuses années.

*Questions orales***L'IMMIGRATION, LES RÉFUGIÉS ET LA CITOYENNETÉ**

Melissa Lantsman (Thornhill, PCC): Monsieur le Président, chaque semaine, les Canadiens découvrent une nouvelle manchette sur la ministre de l'Immigration et son travail bâclé. Dans son ministère, la corruption est omniprésente. Des criminels s'en tirent avec des peines au rabais. Elle délivre 215 000 nouveaux permis de travail alors que des jeunes canadiens n'arrivent pas à se trouver un emploi et qu'elle n'a aucun plan pour expulser les résidents temporaires qui refusent de partir. Aujourd'hui, nous avons appris qu'elle paie les cotisations aux soins de santé de près de 74 000 personnes dont la demande d'asile a déjà été rejetée parce qu'elle était frauduleuse.

Qu'est-ce que cela fait d'échouer aussi souvent et au vu et au su de tant de gens sur un dossier d'une telle importance?

• (1450)

L'hon. Lena Metlege Diab (ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté, Lib.): Monsieur le Président, en fait, je suis très heureuse qu'on me pose cette question aujourd'hui, car la directrice parlementaire du budget a vérifié, aujourd'hui même, ce que nous savions depuis le début. Les coûts sont liés aux volumes, et les volumes diminuent. Nous avons considérablement réduit le nombre de demandeurs d'asile, c'est-à-dire de 60 %. D'ici trois ans, les changements apportés à la couverture supplémentaire que nous avons mise en place permettront de réaliser des économies annuelles de 200 millions de dollars. Nous prenons les mesures nécessaires et cela fonctionne.

Melissa Lantsman (Thornhill, PCC): Monsieur le Président, quand les Canadiens se rendent compte que rien de ce qu'elle entreprend ne fonctionne et que la moitié des députés assis à ses côtés le disent haut et fort, on ne parle plus d'une simple critique de l'opposition, mais bien d'une constante chez la ministre. Elle n'est pas capable de répondre aux questions difficiles qui lui sont posées par l'opposition. Elle doit se mettre à la page sur ce qui se passe réellement au sein de son ministère.

La ministre a refusé de répondre à une question hier. Jeudi, elle disposera de quatre heures en comité pour se rattraper. Sera-t-elle présente pendant les quatre heures, ou aurons-nous enfin accès à quelqu'un qui soit compétent dans son travail?

L'hon. Lena Metlege Diab (ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté, Lib.): Monsieur le Président, je ne vois pas ce que la députée ne comprend pas. J'ai dit oui. Je serai présente pendant les quatre heures. Il n'y a rien de sorcier là-dedans. C'est exactement pour cela que je suis ici.

Qu'on me permette toutefois de revenir sur l'examen de la directrice parlementaire du budget. Je tiens à rappeler que les bénéficiaires ne sont pas seulement des usagers des services. Ce sont aussi des contribuables. Les personnes dont la députée parle sont de vraies personnes. Nous leur délivrons des permis de travail. En 2023, comme l'a confirmé la directrice parlementaire du budget, les recettes versées au budget général pour cette population correspondaient aux montants qu'ils recevaient.

Dan Mazier (Mont-Riding, PCC): Monsieur le Président, je suis ravi que la députée ait parlé de la directrice parlementaire du budget, car elle vient de publier un rapport accablant qui révèle que près de 74 000 demandeurs d'asile déboutés demeurent admissibles à des services de santé de luxe, aux frais de la princesse, dans le cadre du Programme fédéral de santé intérimaire des libéraux. Cela comprend des demandeurs d'asile déboutés dont le nom figure sur la liste des personnes recherchées parce qu'ils ne se sont pas présen-

tés à leur procédure de renvoi. Pourtant, sous les libéraux, tous ces demandeurs sont toujours admissibles à des services de luxe, aux frais de l'État, comme la physiothérapie, le counseling et les soins à domicile.

Pourquoi les libéraux offrent-ils de meilleurs soins de santé aux demandeurs d'asile déboutés qu'aux travailleurs canadiens?

L'hon. Steven MacKinnon (ministre des Transports et leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, la ministre vient de répondre à cette question et, ce jeudi, elle sera de nouveau soumise à un interrogatoire poussé. Elle défendra le bilan du gouvernement, qui a obtenu des résultats incroyables depuis son arrivée au pouvoir il y a un an. Nous avons réduit le nombre de Canadiens temporaires. Nous avons réduit le nombre de demandeurs d'asile. Nous avons fait économiser de l'argent aux Canadiens.

La vraie question est de savoir pourquoi les conservateurs s'opposent à ce que l'on offre des soins de santé à certaines des personnes les plus vulnérables de la planète, y compris les demandeurs provenant des zones de guerre en Ukraine.

L'hon. Michelle Rempel Garner (Calgary Nose Hill, PCC): Monsieur le Président, je ne pense pas que les libéraux se rendent compte à quel point le système est injuste pour tout le monde présentement. Les libéraux ont fait venir trop de non-citoyens au Canada, trop rapidement, pour que le système de santé puisse suivre le rythme, et des millions de Canadiens doivent attendre pour obtenir des soins médicaux de base.

Aujourd'hui, la directrice parlementaire du budget a révélé qu'il y a 74 000 demandeurs d'asile déboutés, des personnes qui ont présenté de fausses demandes d'asile, qui ont accès à des services comme les soins de la vue. Cela coûte des centaines de millions de dollars. Ce sont les Canadiens qui devraient bénéficier de soins de santé de qualité, et non les demandeurs d'asile déboutés qui devraient être renvoyés du Canada. Pourquoi n'est-ce pas le cas?

L'hon. Lena Metlege Diab (ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté, Lib.): Monsieur le Président, reprenez cela une fois de plus. Voici ce que nous faisons réellement. Le Programme fédéral de santé intérimaire offre une couverture médicale temporaire limitée aux personnes vulnérables qui ne sont pas encore admissibles à la couverture provinciale. Il couvre les services essentiels. Il ne s'agit pas de services de luxe, et le coût est lié au volume. Comme je l'ai dit à maintes reprises, nous avons réduit ce volume de 60 % par rapport à 2024. Nous continuerons à réduire cette pression.

L'hon. Michelle Rempel Garner (Calgary Nose Hill, PCC): Monsieur le Président, la ministre vient de dire que le programme est temporaire. C'est ainsi qu'il a été conçu, mais la directrice parlementaire du budget a déclaré aujourd'hui que les demandeurs d'asile déboutés, des personnes qui sont censées être expulsées du pays, bénéficient d'avantages, comme des soins de la vue et des services de physiothérapie, pendant des années. C'est pourquoi le coût monte en flèche année après année. On pourrait construire un hôpital avec 1 milliard de dollars. Au lieu de cela, cet argent va aux demandeurs d'asile déboutés. Ce n'est pas juste.

Pourquoi n'annule-t-elle pas ces services de luxe?

Questions orales

• (1455)

L'hon. Lena Metlege Diab (ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté, Lib.): Monsieur le Président, ce que la directrice parlementaire du budget a vraiment dit aujourd'hui, c'est que dans trois ans, les changements apportés à la couverture complémentaire permettront des économies importantes de plus de 200 millions de dollars. Nous réaliserons également des économies annuelles de plus de 200 millions de dollars grâce aux mesures de réforme du système des demandes d'asile que nous avons prises dans le projet de loi C-12. Je remercie la députée d'avoir enfin accepté de mettre cette loi en application.

* * *

LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

Dan Albas (Okanagan Lake-Ouest—Kelowna-Sud, PCC): Monsieur le Président, quand les Canadiens se soumettent aux contrôles de sécurité dans les aéroports, ils subissent un contrôle intrusif. Les implants médicaux sont signalés. Des objets personnels sont confisqués. Même les biberons des bébés sont vidés. Pourtant, un travailleur de l'aéroport Pearson dit que quelqu'un pourrait faire passer un missile de croisière sans qu'il soit détecté.

Des Canadiens ont été détenus à l'étranger à cause de lacunes en matière de sécurité ici, au Canada. Le ministre des Transports à temps partiel admettra-t-il que ces défaillances mettent les Canadiens en danger et présentera-t-il des excuses aux personnes dont la vie et la réputation ont déjà été entachées par son inaction?

Le Président: Encore une fois, il faut utiliser les titres exacts.

Nous allons passer à la secrétaire d'État à la Lutte contre la criminalité.

L'hon. Ruby Sahota (secrétaire d'État (Lutte contre la criminalité), Lib.): Monsieur le Président, la GRC a enquêté sur cette affaire et a arrêté six personnes. Changer les étiquettes des bagages est une infraction grave. Les agents de la GRC travaillent avec les autorités aéroportuaires et avec d'autres partenaires étrangers. Nous allons continuer d'investir dans la GRC et d'augmenter son effectif en engageant 1 000 nouveaux membres afin de pouvoir continuer à faire le travail nécessaire pour lutter contre le crime organisé.

Dan Albas (Okanagan Lake-Ouest—Kelowna-Sud, PCC): Monsieur le Président, qui s'occupe actuellement de la situation à Pearson? La réponse selon laquelle on disposera un jour de 1 000 agents ne tient pas la route. Si de telles lacunes existent à Pearson, notre plus grand aéroport, pourquoi les Canadiens croiraient-ils qu'elles n'existent pas ailleurs?

Le gouvernement libéral s'engagera-t-il, oui ou non, à mener les mêmes audits de sécurité dans tous les grands aéroports du Canada et à présenter les résultats de ces audits ici, au Parlement, afin que tous les Canadiens puissent en prendre connaissance? S'il refuse de le faire, est-ce parce que le ministre des Transports à temps partiel n'a aucune idée de la gravité de la situation ou bien est-ce simplement qu'il ne sait pas quoi faire?

Le Président: Je répète que j'ai déjà averti le député. Nous devons désigner les députés par leur titre officiel.

Nous allons passer à la secrétaire d'État à la Lutte contre la criminalité.

L'hon. Ruby Sahota (secrétaire d'État (Lutte contre la criminalité), Lib.): Monsieur le Président, nous sommes déterminés à lutter contre le crime organisé. C'est pourquoi nous avons investi 1,3 milliard de dollars dans la sécurité de nos frontières, y compris

dans les aéroports canadiens. Il s'agit de l'investissement le plus important jamais réalisé par un gouvernement pour renforcer la sécurité à nos frontières. Cet investissement comprend l'acquisition de nouvelles technologies ainsi que le recrutement de nouveaux effectifs au sein de la GRC, afin que nous puissions appréhender les membres du crime organisé qui commettent des infractions.

Todd Doherty (Cariboo—Prince George, PCC): Monsieur le Président, à l'automne 2024, un aîné de Prince George qui rentrait chez lui a surpris des délinquants en train de saccager et de cambrioler sa maison. Lorsqu'il a tenté de mettre un terme à leurs agissements, ils l'ont renversé avec une voiture, l'ont traîné dans l'allée et l'ont laissé pour mort. Ils ont été arrêtés le jour même, puis relâchés quelques heures plus tard. La famille de la victime vient d'être informée que les accusations portées contre les agresseurs ont été abandonnées. Ils l'ont laissé pour mort et n'ont pas été punis.

Quand le premier ministre libéral fera-t-il enfin passer les victimes avant les criminels?

L'hon. Sean Fraser (ministre de la Justice et procureur général du Canada et ministre responsable de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique, Lib.): Monsieur le Président, dès la première conversation que j'ai eue avec le premier ministre, il nous a demandé de renforcer les lois pénales du Canada afin que nous puissions protéger les collectivités et bâtir un Canada plus sûr.

Nous avons présenté le projet de loi C-14, Loi sur les mesures de réforme concernant la mise en liberté sous caution et la détermination de la peine, qui contient certaines des mesures les plus strictes à être intégrées au Code criminel depuis des générations. Les personnes qui commettent des crimes graves et qui menacent la sécurité publique devraient être incarcérées. J'espère que nous pourrions compter sur la collaboration de tous les députés pour faire avancer ces mesures législatives, qui visent à protéger les collectivités et à faire en sorte que tous les Canadiens puissent aller dormir, le soir, en toute sécurité.

Todd Doherty (Cariboo—Prince George, PCC): Monsieur le Président, la victime a été renversée, traînée sur la route et laissée pour morte, et les auteurs de ces faits sont restés impunis. La victime vit désormais dans la crainte qu'ils ne reviennent achever leur besogne. Elle a subi des fractures aux côtes, de graves blessures au thorax et des lésions cérébrales. Elle a dû subir une chirurgie de reconstruction faciale, et les auteurs de cette agression ont tout le loisir de récidiver.

Sous le gouvernement libéral, les criminels n'ont aucun compte à rendre. Les Canadiens en ont assez, mais voilà: c'est là l'héritage de ce gouvernement.

Le premier ministre va-t-il se lever aujourd'hui pour s'engager à appeler cette personne âgée qui craint pour sa vie afin de lui expliquer, ainsi qu'à sa famille, pourquoi les auteurs de ces faits courent toujours?

• (1500)

L'hon. Sean Fraser (ministre de la Justice et procureur général du Canada et ministre responsable de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique, Lib.): Monsieur le Président, permettez-moi de condamner dans les termes les plus fermes les actes de violence commis contre d'innocents Canadiens.

J'ai une bonne nouvelle pour le député d'en face. Il peut faire quelque chose pour aider à améliorer la situation. Il peut donner son appui aux différents projets de loi pénaux qui ont été présentés à la Chambre et pour lesquels nous demanderons très bientôt la sanction royale. Les mesures législatives que nous avons proposées ont été élaborées en consultation avec les administrations municipales, les gouvernements provinciaux et les responsables de l'application de la loi aux quatre coins du pays. Elles bénéficient du soutien de l'Association canadienne des chefs de police, de l'Association des policiers de l'Ontario et, en fait, du gouvernement provincial de sa propre province.

Je demande à tous les députés de la Chambre de se mettre au travail pour améliorer la sécurité dans notre pays.

* * *

LES FEMMES ET L'ÉGALITÉ DES GENRES

Sima Acan (Oakville-Ouest, Lib.): Monsieur le Président, lorsque les femmes et les Canadiens de diverses identités de genre se heurtent à des obstacles pour intégrer le marché du travail, accéder à des postes de direction ou vivre à l'abri de la violence, cela n'affecte pas seulement les individus; cela freine l'ensemble de l'économie et nos collectivités. Partout au Canada, des organisations œuvrent chaque jour pour soutenir les victimes, élargir les perspectives et bâtir des collectivités plus sûres et plus inclusives, mais elles ont besoin d'un soutien stable et opportun. Malgré les manœuvres d'obstruction des conservateurs, le budget apporte enfin un soutien à ces organisations.

La ministre des Femmes et de l'Égalité des genres pourrait-elle dire à la Chambre de la manière dont ces investissements permettront de renforcer le soutien offert partout au Canada?

L'hon. Rechie Valdez (ministre des Femmes et de l'Égalité des genres et secrétaire d'État (Petites Entreprises et Tourisme), Lib.): Monsieur le Président, pour bâtir l'économie la plus forte du G7, il faut la participation pleine et égale des femmes et des Canadiens de diverses identités de genre.

C'est pourquoi j'ai annoncé un financement de 77 millions de dollars destiné à soutenir les projets de près de 400 organismes œuvrant en faveur des femmes et des communautés 2ELGBTQI+ partout au Canada. Il s'agit d'organismes de première ligne, tels que Victim Services of Peel, qui aident les femmes à s'épanouir sur le marché du travail et qui viennent en aide aux victimes de violence fondée sur le sexe. Ils contribuent à bâtir des collectivités plus inclusives un peu partout au pays, et c'est ainsi que nous allons bâtir un Canada fort.

* * *

LES AFFAIRES AUTOCHTONES

Tamara Jansen (Cloverdale—Langley City, PCC): Monsieur le Président, les économistes et les acteurs du monde des affaires de tout le pays nous avertissent que, quand les gens ne font plus confiance aux règles qui entourent la propriété immobilière, les investissements s'effondrent, le marché immobilier ralentit et le coût de la vie augmente. Nous voyons aujourd'hui des projets au point mort, des promoteurs en faillite et une baisse de la construction de logements. Les jeunes Canadiens perdent tout espoir d'accéder à la propriété, mais le gouvernement libéral nous accuse d'être alarmistes. Au lieu de reconnaître l'ampleur du problème, il continue de faire comme si tout allait pour le mieux.

Questions orales

Si, hier, les libéraux ont rejeté la motion conservatrice visant à protéger le droit de propriété, est-ce parce qu'ils nient ce problème pourtant bien réel?

L'hon. Rebecca Alty (ministre des Relations Couronne-Autochtones, Lib.): Monsieur le Président, la motion présentée hier regorgeait de fausses informations, notamment en ce qui concerne l'accord avec les Musqueam.

L'accord avec les Musqueam est disponible en ligne, mais je sais que les conservateurs ne l'ont pas lu. Je me permets donc de lire l'article 5.1: « Le présent Accord ne constitue pas un traité ni un accord sur une revendication territoriale. » Je vais également lire l'article 5.2: « L'Accord ne crée pas et n'établit pas de droits et de titre pour les Musqueam, il ne modifie pas, ne définit pas et n'abroge pas les droits et le titre des Musqueam, et il n'y déroge pas. »

L'accord intégral est disponible en ligne, et j'invite les conservateurs à le lire.

Ellis Ross (Skeena—Bulkley Valley, PCC): Monsieur le Président, le gouvernement libéral se dit préoccupé par les propos alarmistes sur les droits de propriété, mais les libéraux, en tant que principal défenseur, interjettent appel de la décision Cowichan. Le gouvernement libéral s'en remet entièrement à Montrose Properties, une entreprise privée, pour défendre les droits de propriété au nom des Canadiens. De plus, les libéraux ont voté contre une motion des conservateurs qui visait à protéger les droits de propriété.

Les propriétaires canadiens méritent des garanties et de la clarté. Le premier ministre libéral protégera-t-il les droits de propriété des Canadiens et veillera-t-il à offrir des garanties économiques tout en créant des partenariats respectueux avec les Premières Nations?

L'hon. Rebecca Alty (ministre des Relations Couronne-Autochtones, Lib.): Monsieur le Président, le gouvernement fédéral, le gouvernement provincial, la Ville de Richmond, les Musqueam, les Tsawwassen et les Cowichan font tous appel de la décision Cowichan.

Il y a aussi une autre affaire judiciaire au Nouveau-Brunswick. La Cour d'appel est arrivée à une conclusion très différente de celle de l'affaire Cowichan. Il y a maintenant deux tribunaux au Canada qui adoptent des positions très différentes. C'est justement en raison de ces positions divergentes que les tribunaux doivent clarifier les choses, et c'est cette clarté que nous cherchons à obtenir dans l'affaire Cowichan. L'affaire Cowichan est toujours devant les tribunaux. Nous allons protéger la propriété privée.

● (1505)

Chak Au (Richmond-Centre—Marpole, PCC): Monsieur le Président, le ministre du Logement libéral a accusé les conservateurs de tenir des propos alarmistes sur l'arrêt Cowichan, mais les répercussions sont bien réelles et elles se font déjà sentir. Selon des rapports d'experts publiés en mars, l'incertitude créée par le gouvernement ferait chuter de 40 % la valeur des propriétés. Les familles, les propriétaires et les entreprises sont inquiets, mais les libéraux restent dans le déni. Ils refusent de reconnaître l'existence des répercussions et leur erreur quant à la directive concernant les litiges.

Quand le gouvernement se réveillera-t-il et rétablira-t-il la certitude pour les propriétaires?

Questions orales

L'hon. Jill McKnight (ministre des Anciens Combattants et ministre associée de la Défense nationale, Lib.): Monsieur le Président, le gouvernement sait que le Canada a choisi de progresser en empruntant la voie de la réconciliation avec les Premières Nations. Les ententes négociées, comme celle qui a été conclue avec la Première Nation de Tsawwassen dans ma circonscription, Delta, font partie des solutions. Dans l'affaire Cowichan, les négociations ont échoué, et l'affaire a été portée devant les tribunaux. Nous ne sommes pas d'accord avec la décision de la Cour suprême de la Colombie-Britannique et nous avons interjeté appel. Le gouvernement a toujours défendu et défendra toujours le droit privé de la propriété.

LES RESSOURCES NATURELLES

James Maloney (Etobicoke—Lakeshore, Lib.): Monsieur le Président, lors de la dernière campagne électorale, nous nous sommes engagés à relier les réseaux électriques du Canada d'est en ouest, plutôt que du nord au sud.

Le ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles peut-il expliquer à la Chambre comment nous allons construire ces interconnexions, augmenter notre production d'électricité propre et assurer une transition accessible et fiable vers la décarbonation pour les familles et les entreprises?

L'hon. Tim Hodgson (ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles, Lib.): Monsieur le Président, je tiens à remercier le député de son leadership dans ce dossier.

Pour bâtir une économie canadienne forte, renforcer la sécurité énergétique du pays et profiter des débouchés économiques qu'offre l'électrification, il nous faut un réseau électrique mieux connecté d'est en ouest. C'est pourquoi, dans le cadre de la Stratégie nationale d'électrification, nous chargerons le Bureau des grands projets d'élaborer une nouvelle Stratégie d'investissement dans les interconnexions de transport d'électricité. Celle-ci contribuera au développement du réseau et à l'amélioration de la compétitivité climatique du Canada.

Une consultation est désormais en cours pour connaître les points de vue des Canadiens, et nous avons hâte de travailler ensemble, main dans la main, pour construire le réseau électrique propre dont le Canada a besoin pour l'avenir.

LES PÊCHES ET LES OCÉANS

Clifford Small (Central Newfoundland, PCC): Monsieur le Président, Brett Cox, un pêcheur d'English Harbour West, a communiqué avec moi hier et m'a dit: « Si nous ne supprimons pas les droits de douane sur les holothuries, cette pêche est condamnée. » Il fait référence aux droits de douane de 25 % imposés par la Chine, qui s'appliquent toujours à tous les produits de la mer canadiens, à l'exception des produits du homard et du crabe. La Chine est notre deuxième marché en importance pour les produits de la mer.

Si les nouvelles relations du premier ministre libéral avec la Chine sont bénéfiques pour le Canada, pourquoi ces droits de douane dévastateurs sont-ils toujours en vigueur?

L'hon. Joanne Thompson (ministre des Pêches, Lib.): Monsieur le Président, je n'ai plus entendu parler de ce député depuis le jour où il a qualifié le Programme national d'alimentation scolaire de foutaise; je suis donc ravie de le voir se lever à la Chambre. Mes

homologues et moi-même continuons d'œuvrer à la suppression des droits de douane, mais la mise à jour économique du printemps prévoit près de 1 milliard de dollars pour les ports pour petits bateaux. J'aimerais demander au député s'il votera en faveur de cette mesure.

LE TRAVAIL

Leah Gazan (Winnipeg-Centre, NPD): Monsieur le Président, les travailleurs savent que c'est en exerçant leur droit de grève qu'ils peuvent obtenir des gains, comme la journée de travail de huit heures, le congé de maternité et le paiement de salaires décents. Pourtant, les libéraux continuent de porter atteinte à ce droit en utilisant l'article 107 du Code canadien du travail pour mettre fin aux grèves sans conclure une entente équitable. C'est pourquoi j'ai présenté le projet de loi C-247, qui vise à abroger cet outil anti-grève et qui est appuyé par le Congrès du travail du Canada, le Syndicat canadien de la fonction publique, le Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes, l'Alliance de la fonction publique du Canada, le syndicat des Teamsters, les Métallos, et j'en passe.

Les libéraux vont-ils cesser de s'en prendre aux travailleurs, et vont-ils appuyer mon projet de loi?

L'hon. Patty Hajdu (ministre de l'Emploi et des Familles et ministre responsable de l'Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario, Lib.): Monsieur le Président, la vraie question est de savoir si la députée votera en faveur de la mise à jour économique du printemps, qui prévoit 6 milliards de dollars pour les travailleurs — notamment dans les métiers spécialisés —, les syndicats et les gens de tout le pays qui contribuent non seulement à former la prochaine génération de gens de métier, mais aussi à faire en sorte que ces bons emplois syndiqués profitent aux gens qui en ont besoin.

De grandes choses restent à accomplir dans notre pays, et nous les réaliserons ensemble, avec l'aide de vaillants travailleurs syndiqués.

L'ENVIRONNEMENT

Jenny Kwan (Vancouver-Est, NPD): Monsieur le Président, le lobby des énergies fossiles a eu au moins 17 réunions directes avec le premier ministre et les groupes environnementaux n'en ont eu aucune. Le premier ministre a aboli la taxe sur le carbone, a abandonné le plafonnement des émissions, a annulé l'obligation relative aux véhicules électriques, a signé une entente sur la construction d'un nouveau pipeline, a intensifié l'écoblanchiment, a procédé à une refonte des examens réglementaires, a créé un fonds souverain de 25 milliards de dollars qui profitera sans aucun doute à l'industrie pétrolière et gazière et a refusé d'imposer une taxe sur les bénéfices exceptionnels alors que les entreprises sont sur le point de réaliser des profits de plus de 90 milliards de dollars cette année seulement.

Le premier ministre peut-il dire aux Canadiens ce que l'industrie pétrolière et gazière veut de plus?

• (1510)

L'hon. Julie Dabrusin (ministre de l'Environnement, du Changement climatique et de la Nature, Lib.): Monsieur le Président, je suis heureuse que la députée d'en face, qui vient de la Colombie-Britannique, ait pris la parole, car cela me donne l'occasion de parler du fait que je reviens tout juste des eaux côtières de la Colombie-Britannique, où nous avons établi une réserve d'aire marine nationale de conservation avec six Premières Nations dans la province de la Colombie-Britannique. Cela protégera une aire plus grande que l'Île-du-Prince-Édouard.

Il s'agit d'une occasion pour nous de faire du bon travail dans le cadre de partenariats et c'est exactement ce que nous faisons. Nous protégeons l'environnement, protégeons la nature et tissons des liens solides avec nos collectivités.

* * *

[Français]

PRÉSENCE À LA TRIBUNE

Le Président: Je veux signaler aux députés la présence à la tribune de l'honorable Colton LeBlanc, ministre de la Croissance et du Développement et ministre des Affaires acadiennes et de la Francophonie pour la province de la Nouvelle-Écosse.

Des voix: Bravo!

* * *

LES TRAVAUX DE LA CHAMBRE

L'hon. Steven MacKinnon (ministre des Transports et leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, il y a eu consultations entre les partis et vous constatez qu'il y a consentement unanime à l'égard de la motion suivante:

Que, nonobstant tout article du Règlement ou usage habituel de la Chambre, le mardi 26 mai 2026 et le jeudi 28 mai 2026, lors du débat sur les travaux des subsides conformément à l'article 81(4)a) du Règlement:

- la période prévue pour l'étude du Budget principal des dépenses en comité plénier soit prolongée au-delà de quatre heures, au besoin, de manière à inclure un minimum de 16 périodes de 15 minutes chacune;
- tout député qui désire prendre la parole pendant le débat puisse indiquer à la présidence qu'il partagera son temps avec un ou plusieurs autres députés;
- les réponses du ministre ou du secrétaire parlementaire correspondent approximativement au temps pris par la question, pourvu qu'au moins 15 secondes soient allouées à chaque réponse;
- la présidence ne reçoive ni demande de quorum, ni motion dilatoire, ni demande de consentement unanime;
- à la fin de la période prévue pour le débat ou lorsque plus aucun député ne souhaite prendre la parole, selon la première éventualité, le comité lève la séance, et la Chambre s'ajourne immédiatement au jour de séance suivant.

Le Président: Que tous ceux qui s'opposent à ce que le député propose la motion veuillent bien dire non. Le consentement est accordé.

La Chambre a entendu la motion. Que tous ceux qui s'opposent à la motion veuillent bien dire non.

(La motion est adoptée.)

[Traduction]

Dan Albas: Monsieur le Président, lors de la période des questions, vous avez indiqué que je devais désigner les ministres et les députés par leurs vrais titres.

Si vous écoutez les enregistrements, vous constaterez que, dans mes observations, j'ai bel et bien parlé du ministre des Transports. Je comprends que vous n'avez pas aimé — ou peut-être que les li-

Ordres émanant du gouvernement

béraux n'ont pas aimé — le terme « à temps partiel », mais, si j'avais dit le « pétillant » ministre des Transports, cela aurait été un adjectif, tout comme ministre des Transports « à temps partiel ».

Si vous estimez que cela n'est pas approprié, pourriez-vous me dire si je devrais parler des leaders parlementaires « occasionnels »...

Le Président: Selon moi, le mot « pétillant » est beaucoup plus positif que l'autre terme. C'était toutefois un argument astucieux.

ORDRES ÉMANANT DU GOUVERNEMENT

• (1515)

[Traduction]

LOI D'EXÉCUTION DE LA MISE À JOUR ÉCONOMIQUE DU PRINTEMPS 2026

La Chambre reprend l'étude, interrompue le 25 mai, de la motion portant que le projet de loi C-30, Loi portant exécution de certaines dispositions de la mise à jour économique du printemps déposée au Parlement le 28 avril 2026, soit lu pour la deuxième fois et renvoyé à un comité, ainsi que de l'amendement.

Le Président: Comme il est 15 h 14, la Chambre passe maintenant au vote par appel nominal différé sur l'amendement, à l'étape de la deuxième lecture du projet de loi C-30.

Convoquez les députés.

• (1525)

[Français]

(L'amendement, mis aux voix, est rejeté par le vote suivant:)

(Vote n° 124)

POUR

Députés

Aboultif	Albas
Allison	Anderson
Anstey	Arnold
Au	Baber
Bailey	Baldinelli
Barlow	Barrett
Bélanger (Sudbury East—Manitoulin—Nickel Belt)	Berthold
Bexte	Bezan
Bloch	Bonk
Borrelli	Bragdon
Brassard	Brock
Calkins	Caputo
Chambers	Chong
Cobena	Cody
Cooper	Dalton
Dancho	Davidson
Davies (Niagara South)	Dawson
Deltell	DeRidder
Diotte	Doherty
Dowdall	Duncan
Epp	Falk (Battlefords—Lloydminster—Meadow Lake)
Falk (Provencher)	Gallant
Généreux	Genius
Gill (Brampton West)	Gill (Calgary McKnight)
Gill (Windsor West)	Gill (Abbotsford—South Langley)
Godin	Goodridge

Ordres émanant du gouvernement

Gourde	Groleau	Ehsassi	El-Khoury
Guglielmin	Gunn	Erskine-Smith	Eyolfson
Hallan	Hardy	Fancy	Fanjoy
Ho	Hoback	Fergus	Fisher
Holman	Jackson	Fonseca	Fortier
Jansen	Kelly	Fortin	Fragiskatos
Khanna	Kibble	Fraser	Fry
Kirkland	Kmiec	Fuhr	Gaheer
Konanz	Kram	Gainey	Garon
Kramp-Neuman	Kronis	Gasparro	Gaudreau
Kuruc	Kusie	Gazan	Gerretsen
Lake	Lantsman	Gill (Côte-Nord—Kawawachikamach—Nitassinan)	Gladu
Lawrence	Lawton	Gould	Grant
Lefebvre	Leslie	Greaves	Guay
Lewis (Essex)	Lewis (Haldimand—Norfolk)	Guilbeault	Gull-Masty
Lloyd	Lobb	Hajdu	Hanley
Mahal	Majumdar	Harrison	Hepfner
Malette (Kapusking—Timmins—Mushkegowuk)	Mantle	Hirtle	Hodgson
Martel	Mazier	Hogan	Housefather
McCauley	McKenzie	Hussen	Iacono
McLean (Calgary Centre)	Melillo	Idlout	Jaczek
Menegakis	Moore	Jeneroux	Johns
Morin	Morrison	Joly	Joseph
Motz	Muys	Kayabaga	Kelloway
Nater	Patzer	Khalid	Klassen
Paul-Hus	Poillievre	Koutrakis	Kwan
Redekopp	Reid	Lalonde	Lambropoulos
Rempel Garner	Reynolds	Lamoureux	Lapointe (Rivière-des-Mille-Îles)
Richards	Roberts	Lapointe (Sudbury)	Larouche
Rood	Ross	Lattanzio	Lauzon
Rowe	Ruff	Lavack	Lavoie
Scheer	Schmale	LeBlanc	Leitão
Seeback	Shipley	Lemire	Lightbound
Small	Steinley	Long	Louis (Kitchener—Conestoga)
Stevenson	Strahl	Ma	MacDonald (Malpeque)
Strauss	Stubbs	MacDonald (Cardigan)	MacKinnon (Gatineau)
Thomas	Tochor	Malette (Bay of Quinte)	Maloney
Tolmie	Uppal	Martin	May
Van Popta	Vien	McGuinty	McKelvie
Viersen	Vis	McKinnon (Coquitlam—Port Coquitlam)	McKnight
Wagantall	Warkentin	McLean (Esquimalt—Saanich—Sooke)	McPherson
Waugh	Williamson	Ménard	Mendès
Zimmer — 137		Michel	Miedema

CONTRE

Députés

Acan	Al Soud	Mingarelli	Morrissey
Ali	Alty	Myles	Naqvi
Anand	Anandasangaree	Nathan	Nguyen
Auguste	Bains	Noormohamed	Normandin
Baker	Bardeesy	Ntumba	Oliphant
Barsalou-Duval	Battiste	Olszewski	O'Rourke
Beaulieu	Beech	Osborne	Perron
Begum	Belanger (Desnethé—Missinippi—Churchill River)	Petitpas Taylor	Powlowski
Bendayan	Bittle	Ramsay	Rana
Blanchet	Blanchette-Joncas	Robertson	Rocheport
Blois	Bonin	Romanado	Royer
Boulerice	Brière	Sahota	Saini
Brunelle-Duceppe	Carney	Sarai	Sari
Carr	Casey	Savard-Tremblay	Sawatzyk
Chagger	Champagne	Schiefke	Sgro
Champoux	Chang	Sheehan	Sidhu (Brampton East)
Chartrand	Chatel	Sidhu (Brampton South)	Simard
Chen	Chenette	Sodhi	Solomon
Chi	Church	Sousa	Ste-Marie
Clark	Connors	St-Pierre	Sudds
Cormier	Coteau	Tesser Derksen	Thompson
Dabrusin	Dandurand	Valdez	van Koeverden
Danko	Davies (Vancouver Kingsway)	Vandenbeld	Villeneuve
DeBellefeuille	d'Entremont	Watchorn	Weiler
Deschênes	Deschênes-Thériault	Wilkinson	Yip
Desrochers	Dhaliwal		
Dhillon	Diab		
Duclos	Duguid		
Dzerowicz	Earle		

Zahid
Zuberi— 197

Zerucelli

PAIRÉS

Députés

Aitchison
Plamondon
Thériault

Miller
Provost
Turnbull— 6

Le Président: Je déclare l'amendement rejeté.

[Traduction]

Le vote suivant porte sur la motion principale.

L'hon. Mark Gerretsen: Monsieur le Président, je crois que vous constaterez qu'il y a consentement unanime pour que le résultat du vote précédent s'applique à ce vote-ci, les députés libéraux votant oui.

Chris Warkentin: Monsieur le Président, les conservateurs sont d'accord pour que le résultat du vote précédent s'applique, et ils voteront contre.

[Français]

Yves Perron: Monsieur le Président, le Bloc québécois est d'accord pour que le résultat du vote précédent s'applique à ce vote-ci et votera contre la motion.

[Traduction]

Gord Johns: Monsieur le Président, les néo-démocrates sont d'accord pour que le résultat du vote précédent s'applique, et ils voteront non.

Elizabeth May: Monsieur le Président, le Parti vert est d'accord pour que le résultat du vote précédent s'applique et il dit « d'aucune maudite façon ».

Des voix: Oh, oh!

Le Président: Je comprends que la députée puisse être contrariée par un aspect du projet de loi, mais je sais qu'elle reconnaît que ce n'est pas un langage parlementaire.

• (1530)

Elizabeth May: Monsieur le Président, je présente mes excuses pour le langage, mais pas pour le sentiment.

(La motion, mise aux voix, est adoptée par le vote suivant:)

(Vote n° 125)

POUR

Députés

Acan
Ali
Anand
Auguste
Baker
Battiste
Begum

Bendayan
Blois
Carney
Casey
Champagne
Chartrand
Chen
Chi
Clark
Cormier
Dabrusin
Danko
Deschênes-Thériault

Al Soud
Alty
Anandasangaree
Bains
Bardeesy
Beech
Belanger (Desnethé—Mississippi—Churchill River)
Bittle
Brière
Carr
Chagger
Chang
Chatel
Chenette
Church
Connors
Coteau
Dandurand
d'Entremont
Desrochers

Dhaliwal
Diab
Duguid
Earle
El-Khoury
Eyolfson
Fanjoy
Fisher
Fortier
Fraser
Fuhr
Gainey
Gerretsen
Gould
Greaves
Guilbeault
Hajdu
Harrison
Hirtle
Hogan
Hussen
Idlout
Jeneroux
Joseph
Kelloway
Klassen
Lalonde
Lamoureux
Lapointe (Sudbury)
Lauzon
Lavoie
Leitão
Long
Ma
MacDonald (Cardigan)
Malette (Bay of Quinte)
Martin
McKelvie
McKnight
Ménard
Michel
Mingarelli
Myles
Nathan
Noormohamed
Oliphant
O'Rourke
Petitpas Taylor
Ramsay
Robertson
Romanado
Sahota
Sarai
Sawatzky
Sgro
Sidhu (Brampton East)
Sodhi
Sousa
Sudds
Thompson
van Koeverden
Villeneuve
Weiler
Yip
Zerucelli

Ordres émanant du gouvernement

Dhillon
Duclos
Dzerowicz
Ehsassi
Erskine-Smith
Fancy
Fergus
Fonseca
Fragiskatos
Fry
Gaheer
Gasparro
Gladu
Grant
Guay
Gull-Masty
Hanley
Hepfner
Hodgson
Housefather
Iacono
Jaczek
Joly
Kayabaga
Khalid
Koutrakis
Lambropoulos
Lapointe (Rivière-des-Mille-Îles)
Lattanzio
Lavack
LeBlanc
Lightbound
Louis (Kitchener—Conestoga)
MacDonald (Malpeque)
MacKinnon (Gatineau)
Maloney
McGuinty
McKinnon (Coquitlam—Port Coquitlam)
McLean (Esquimalt—Saanich—Sooke)
Mendès
Miedema
Morrissey
Naqvi
Nguyen
Ntumba
Olszewski
Osborne
Powlowski
Rana
Rocheffort
Royer
Saini
Sari
Schieffe
Sheehan
Sidhu (Brampton South)
Solomon
St-Pierre
Tesser Derksen
Valdez
Vandenbeld
Watchorn
Wilkinson
Zahid
Zuberi— 170

CONTRE

Députés

Albas
Anderson
Arnold
Baber

Aboultaif
Allison
Anstey
Au

Travaux des subsides

Bailey	Baldinelli
Barlow	Barrett
Barsalou-Duval	Beaulieu
Bélanger (Sudbury East—Manitoulin—Nickel Belt)	Berthold
Bexte	Bezan
Blanchet	Blanchette-Joncas
Bloch	Bonin
Bonk	Borrelli
Boulerice	Bragdon
Brassard	Brock
Brunelle-Duceppe	Calkins
Caputo	Chambers
Champoux	Chong
Cobena	Cody
Cooper	Dalton
Dancho	Davidson
Davies (Vancouver Kingsway)	Davies (Niagara South)
Dawson	DeBellefeuille
Deltell	DeRidder
Deschênes	Diotte
Doherty	Dowdall
Duncan	Epp
Falk (Battlefords—Lloydminster—Meadow Lake)	Falk (Provencher)
Fortin	Gallant
Garon	Gaudreau
Gazan	Généreux
Genuis	Gill (Brampton West)
Gill (Calgary McKnight)	Gill (Windsor West)
Gill (Côte-Nord—Kawawachikamach—Nitassinan)	Gill (Abbotsford—South Langley)
Godin	Goodridge
Gourde	Groleau
Guglielmin	Gunn
Hallan	Hardy
Ho	Hoback
Holman	Jackson
Jansen	Johns
Kelly	Khanna
Kibble	Kirkland
Kmiec	Konanz
Kram	Kramp-Neuman
Kronis	Kuruc
Kusie	Kwan
Lake	Lantsman
Larouche	Lawrence
Lawton	Lefebvre
Lemire	Leslie
Lewis (Essex)	Lewis (Haldimand—Norfolk)
Lloyd	Lobb
Mahal	Majumdar
Malette (Kapuskasing—Timmins—Mushkegowuk)	Mantle
Martel	May
Mazier	McCauley
McKenzie	McLean (Calgary Centre)
McPherson	Melillo
Menegakis	Moore
Morin	Morrison
Motz	Muys
Nater	Normandin
Patzer	Paul-Hus
Perron	Poillievre
Redekopp	Reid
Rempel Garner	Reynolds
Richards	Roberts
Rood	Ross
Rowe	Ruff
Savard-Tremblay	Scheer
Schmale	Seeback
Shipley	Simard
Small	Steinley
Ste-Marie	Stevenson
Strahl	Strauss
Stubbs	Thomas
Tochor	Tolmie
Uppal	Van Popta
Vien	Viersen

Vis	Wagantall
Warkentin	Waugh
Williamson	Zimmer— 164

PAIRÉS

Députés	
Aitchison	Miller
Plamondon	Provost
Thériault	Turnbull— 6

Le Président: Je déclare la motion adoptée. En conséquence, le projet de loi est renvoyé au Comité permanent des finances.

(Le projet de loi, lu pour la deuxième fois, est renvoyé à un comité.)

* * *

TRAVAUX DES SUBSIDES

MOTION DE L'OPPOSITION — ANNULATION DES TAXES FÉDÉRALES SUR L'ESSENCE ET LE DIESEL ET DE LA NORME SUR LES COMBUSTIBLES PROPRES

La Chambre reprend l'étude de la motion.

L'hon. Kody Blois (secrétaire parlementaire du premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, je sais que la foule attend avec impatience mes observations d'aujourd'hui sur la motion de l'opposition. Je rappelle au président du comité de l'agriculture de la Chambre des communes que je serai heureux de répondre à ses questions après mon intervention de 20 minutes.

Monsieur le Président, vous aurez retenu de mes sept années en tant que parlementaire que j'aime beaucoup les motions de l'opposition. Évidemment, j'ai le privilège de siéger de ce côté-ci de la Chambre depuis 2019, mais les motions de l'opposition sont l'occasion pour les partis de l'opposition de présenter les politiques qu'ils préconisent ainsi que leurs idées sur la façon de résoudre les problèmes des Canadiens, en toute légitimité.

Aujourd'hui, nous parlons de l'abordabilité et du coût de la vie. J'ose dire que nous n'avons pas pu trouver un seul député — du moins, je l'espère — qui ne croit pas que le travail que nous devons faire pour rendre la vie plus abordable pour les Canadiens et nous attaquer au coût de la vie constitue une importante politique d'intérêt public. Là où nous ne sommes pas d'accord, c'est sur les politiques à adopter pour réaliser ce travail.

Déjà, quand je regarde la motion de l'opposition, je me dis bien humblement que les solutions stratégiques que préconise le Parti conservateur sont à vrai dire trop ciblées. La motion reflète une approche trop ciblée pour contrer la crise du coût de la vie au pays. Je représente une circonscription rurale de la Nouvelle-Écosse. Beaucoup de mes concitoyens ne peuvent pas compter sur les transports publics. Ils doivent parcourir de longues distances, et je sais qu'ils ont les prix à la pompe à l'œil. Ce que propose la motion ferait vraiment la différence.

Cependant, quand j'examine la motion de l'opposition, je constate qu'elle ne tient absolument pas compte des raisons pour lesquelles les Canadiens font actuellement face à une hausse des prix à la pompe. Elle ne tient pas compte du fait que la guerre que mènent les États-Unis contre l'Iran et ce qui se passe dans le détroit d'Ormuz ont des répercussions considérables sur le coût de la vie, le prix des engrais et celui du combustible.

Travaux des subsides

De plus, la motion de l'opposition du Parti conservateur ne mentionne aucunement que le gouvernement a déjà suspendu, pour les quatre prochains mois, la taxe d'accise fédérale sur l'essence. Il s'agit de 10 ¢ le litre. Cette mesure, bien que modeste, est importante pour permettre aux automobilistes de faire le plein, mais elle représente un investissement non négligeable. Le gouvernement du Canada a engagé près de 3 milliards de dollars pour rendre la vie plus abordable dans tout le pays. Comme je l'ai déjà dit à la Chambre, il s'agit d'une mesure temporaire, qui s'appliquera jusqu'au mois de septembre, juste après la fête du Travail, et nous estimons qu'elle est prudente sur le plan budgétaire.

Les conservateurs tiennent un double discours à la Chambre. D'un côté, ils se plaignent de la situation financière du Canada — et j'y reviendrai tantôt —, mais de l'autre, ils veulent que nous dépendions encore plus en supprimant la TPS sur l'essence, alors qu'elle sert à financer d'importantes politiques publiques pour des programmes sociaux qui aident les Canadiens d'un océan à l'autre. Les conservateurs jouent en quelque sorte sur les deux tableaux. Je suppose que c'est la nature des journées de l'opposition et des partis de l'opposition. Cela dit, nous estimons qu'il s'agit d'une mesure raisonnable qui sera en vigueur pour les quatre prochains mois. Or, ils n'en parlent même pas.

En examinant notre démarche, on constate que nous abordons l'abordabilité de façon plus globale que le simple prix à la pompe. Je rappelle aux députés et aux Canadiens qui nous écoutent que la première décision du premier ministre et du gouvernement a été de supprimer la tarification du carbone pour les consommateurs, ce qui représentait environ 18 ¢ le litre, même si des remboursements étaient associés à cette mesure.

Monsieur le Président, comme vous le savez, à titre de député, je n'ai jamais hésité à dire qu'il fallait apporter des modifications à cette politique et j'ai appuyé sans réserve les efforts du premier ministre pour éliminer la tarification du carbone pour les consommateurs. Je me disais qu'il y aurait d'autres moyens de lutter contre les changements climatiques, de protéger l'environnement et de réduire les émissions. Toutefois, cette politique était difficile pour les Canadiens des régions rurales, qui disposent de moins d'options, en particulier pour leurs déplacements.

Au cours de la dernière année, le gouvernement a fait baisser le prix de l'essence de 28 ¢ le litre, mais jamais nous n'entendons l'opposition le reconnaître. Du côté des conservateurs, jamais un mot pour admettre qu'il s'agit, pour le gouvernement, d'un pas dans la bonne direction. Quant à la TPS, le gouvernement sait qu'il s'agit d'un terrain glissant. Comme nous l'avons mentionné, la TPS, en dépit de la mise à jour économique du printemps...

• (1535)

Le vice-président adjoint (John Nater): La députée de Saanich—Gulf Islands invoque le Règlement.

Elizabeth May: Monsieur le Président, il s'agit d'un recours au Règlement, et j'espère que le député qui a la parole en ce moment le comprendra. Il y a beaucoup trop de bruit à la Chambre pour que je puisse accorder une attention respectueuse au député de Kings—Hants.

Je ne sais pas si vous avez pu l'entendre de là où vous êtes, monsieur le Président, et le brouhaha commence à se calmer un peu, mais c'était vraiment difficile d'entendre le député de Kings—Hants.

Le vice-président adjoint (John Nater): Je remercie la députée de son intervention, et elle a tout à fait raison. En fait, pendant qu'elle parlait, notre distingué sergent d'armes, Claude, est sorti pour faire cesser le bruit à l'extérieur.

Il est important pour nous tous, en tant que députés, lorsque nous sommes à l'extérieur de cette enceinte, de veiller à ce que nos équipes, nos amis et les groupes scolaires que nous accueillons fassent moins de bruit, car cela a une incidence sur ce qui se passe à la Chambre.

Nous reprenons le débat. Le député de Kings—Hants a la parole.

Hon. Kody Blois: Monsieur le Président, je remercie ma collègue de Saanich—Gulf Islands de veiller au maintien du décorum. Je crois que mes observations d'aujourd'hui sont utiles, et je suis impatient de discuter avec mes collègues, surtout lorsque nous passerons aux questions après le discours. Les gens étaient peut-être simplement contents de voir le secrétaire parlementaire et député de Kings—Hants, mais nous ne le saurons jamais.

Donc, je disais que nous examinons l'abordabilité sous différents angles. Nous avons fait le travail nécessaire pour réduire le prix de l'essence de 28 ¢ le litre en moyenne dans tout le pays. La réduction peut varier légèrement selon les réalités régionales. Cela dit, ce n'est pas le seul angle sous lequel les Canadiens perçoivent l'abordabilité. Nous avons lancé une série de programmes que je tiens à souligner aux Canadiens, et j'encourage mes collègues conservateurs à envisager d'autres moyens de remettre de l'argent dans les poches des gens pour les aider à élever leurs enfants, à prendre soin d'eux-mêmes ou à rester chez eux plus longtemps. Je profite de l'occasion pour en parler.

Je suis le fier rejeton d'un père camionneur et d'une mère adjointe administrative, dans Kings—Hants. Comme je me plais à le dire, nous avons des origines plutôt modestes. Ma famille vivait d'un chèque de paie à l'autre. Lorsque mes concitoyens me posent des questions sur mon parcours ou qu'ils me demandent ce que je fais comme parlementaire ou pourquoi j'ai choisi de défendre les couleurs du Parti libéral du Canada, je leur réponds que c'est parce que j'étais immensément fier du travail de l'ancien premier ministre, surtout pour ce qui est de l'Allocation canadienne pour enfants.

Les anciens gouvernements avaient mis en place des mesures de nature universelle. Que l'on ait toutes sortes de revenus ou que l'on soit un gagne-petit, peu importe: les prestations pour aider les gens à subvenir aux besoins des enfants étaient essentiellement les mêmes pour tout le monde. Mes parents n'ont pas eu accès à un programme comme l'Allocation canadienne pour enfants. Heureusement, mes grands-parents habitaient chez nous et ils leur donnaient un coup de pouce. C'est grâce à eux que j'ai pu pratiquer des sports organisés. Malgré tout, je me rappelle qu'au moment de payer l'épicerie, la carte de crédit de ma mère — ou sa carte de débit, j'imagine —, ne passait pas tout le temps.

Je suis fier de défendre les couleurs d'un parti qui place le filet social au cœur de son programme, aux côtés d'un nouveau premier ministre qui a ouvertement promis de les protéger. L'Allocation canadienne pour enfants n'est qu'un exemple parmi d'autres. Lorsqu'elle a été instituée, au cours de la 42^e législature, je n'étais pas encore député, mais le Parti conservateur a voté contre. Les conservateurs refusent d'en parler comme d'une mesure déterminante pour accroître le pouvoir d'achat, une mesure qui nous permet d'aider M. et Mme Tout-le-Monde.

Travaux des subsides

Pendant 50 ans, les Canadiens ont souligné l'importance d'une politique nationale en matière de garderies, non seulement pour accompagner les tout-petits dans leur éducation préscolaire, mais aussi, bien sûr, pour aider les parents qui souhaitent retourner au travail afin de contribuer à l'économie et de se consacrer à nouveau à leurs aspirations professionnelles.

Le coût des services de garde avait considérablement augmenté. Nous sommes intervenus et, sous le gouvernement précédent, grâce à un programme que le gouvernement actuel continue d'honorer, nous avons soutenu une politique nationale sur les garderies visant à ramener le coût moyen de l'accès à ces dernières à 10 \$ par jour. On n'entend jamais parler de cela dans les motions de l'opposition conservatrice. Ces mesures permettent aux parents d'économiser des centaines, voire des milliers de dollars par an, et elles constituent une mesure essentielle pour rendre la vie plus abordable.

Les conservateurs ont hésité quant à leur position exacte sur cette politique, mais là encore, cela concerne le coût de la vie. Oui, nous voulons offrir des économies sur le carburant pour permettre aux gens de se déplacer dans les collectivités rurales ou urbaines à l'échelle du pays, mais nous voulons aussi des programmes qui comptent pour nos jeunes et qui sont abordables pour que les parents puissent retourner sur le marché du travail. Il s'agit d'une bonne politique pour rendre la vie plus abordable.

Et que dire de l'augmentation des prestations de la Sécurité de la vieillesse et du Supplément de revenu garanti? Une grande partie de la population de Kings—Hants est composée d'ainés. Nous comptons de jeunes familles dynamiques et des personnes de tous âges, mais les personnes âgées sont aussi très nombreuses, en particulier dans nos collectivités rurales.

Je suis fier de faire partie d'un gouvernement qui a augmenté de 10 % les prestations de la Sécurité de la vieillesse pour les personnes âgées de 75 ans et plus et qui a également bonifié le Supplément de revenu garanti pour certains de nos aînés les plus vulnérables, afin de les aider à payer leurs factures et à garder un toit au-dessus de leur tête. Ce sont là d'importantes mesures d'abordabilité, mais le Parti conservateur ne propose pas de telles mesures concrètes. Il ne présente pas ce type de politiques réfléchies.

• (1540)

Je sais que critiquer le gouvernement et lui demander des comptes fait partie du travail des conservateurs. Je comprends tout à fait cette fonction dans notre système, mais il leur incombe aussi, à mon avis, de démontrer qu'ils ont la capacité d'être un gouvernement en attente. Heureusement, humblement et respectueusement, j'ai l'impression que la façon dont le député de Battle River—Crowfoot et les conservateurs se sont conduits et se sont présentés au cours de la dernière année nous donne la confiance d'affirmer que nous sommes le meilleur choix pour les Canadiens dans ce contexte électoral.

C'est important parce que quand les banquettes conservatrices, ou n'importe quelle banquette d'ailleurs, même si je parle évidemment aujourd'hui de la loyale opposition de Sa Majesté, recommandent de meilleures politiques, cela nous oblige, en tant que gouvernement, à affiner et à bonifier les programmes et les initiatives stratégiques qui comptent.

Enfin, je dirais qu'il y a les soins dentaires et le remboursement pour l'épicerie et les produits de première nécessité. Dans ma circonscription, il y a des aînés qui n'ont pas eu la possibilité de se rendre chez le dentiste depuis longtemps parce que, franchement,

ils n'en avaient tout simplement pas les moyens. Il s'agit d'une mesure d'abordabilité qui soutient les résultats en matière de santé. Elle favorise un meilleur accès aux soins, non seulement dans Kings—Hants, mais partout au pays. Il est rare qu'on entende les politiciens de l'opposition parler de ce que cela signifie pour leurs propres concitoyens, même s'il s'agit, bien sûr, de programmes nationaux.

L'Allocation canadienne pour l'épicerie et les besoins essentiels est une bonification du remboursement de la TPS. Le gouvernement en a fait un remboursement pour l'épicerie et les besoins essentiels, qui peut atteindre 1 800 \$ selon le revenu et qui aidera 12 millions de Canadiens. Je répète qu'il s'agit d'une prestation ciblée qui vient en aide à ceux qui en ont le plus besoin. Nous pensons que c'est important.

Je tiens à revenir sur un point que j'ai déjà soulevé. Aujourd'hui, j'ai reçu à mon bureau les représentants d'une coalition de groupes agricoles de la Saskatchewan, Sask Oilseeds et Sask Wheat, ainsi que quelques représentants du secteur du canola. Nous avons discuté de la Norme sur les combustibles propres.

Il existe plusieurs moyens de réduire les émissions et de trouver, pour la prochaine génération du pays, le juste équilibre entre cette réduction, la croissance économique et la promotion de l'innovation. Je crois sincèrement que le Règlement sur les combustibles propres est l'une des meilleures politiques qui soit.

Les députés conservateurs devraient pouvoir souscrire à cette politique qui permet d'utiliser les matières premières des agriculteurs de tout le pays, en particulier des Prairies, pour réduire les émissions. Le Règlement a une incidence minime sur le prix du combustible et il contribue à générer des retombées de près de 30 \$ par tonne de canola dans les Prairies. Dans l'Est du Canada, il s'agirait plutôt du maïs qui entre dans la composition des mélanges d'éthanol. Cependant, il s'agit d'une politique qui a des répercussions directes sur les exploitations agricoles dans les collectivités rurales et qui stimule l'innovation partout au pays. Le Règlement a contribué à l'établissement du partenariat avec Strathcona, qui est assorti d'un investissement de plusieurs milliards de dollars en Alberta.

Le parti de l'opposition continue de montrer que sa façon de rendre la vie plus abordable consiste à éliminer un programme qui permet de générer des retombées industrielles au Canada, qui soutient les agriculteurs canadiens et qui favorise notamment les investissements dans les provinces rurales des Prairies. J'en suis choqué. En fait, j'aimerais beaucoup que les deux principaux partis du Canada puissent mettre de côté la partisanerie et soient capables de s'entendre sur le bien-fondé de cette politique. Nous avons beau avoir des interprétations légèrement différentes de la meilleure façon de procéder, mais les conservateurs préfèrent éliminer ce programme, tout simplement. Ils veulent abolir une politique qui a permis de générer des milliards de dollars d'investissements industriels, notamment dans l'Ouest canadien, et ils veulent créer une incertitude politique dans ce domaine. Je trouve cette approche choquante et regrettable. Elle ne permettra pas de régler les problèmes liés au coût de la vie pour les Canadiens.

Je pose la question humblement, car, dans sa dernière plateforme, il y a plus d'un an, le Parti conservateur proposait d'éliminer la Norme sur les combustibles propres et toute forme de tarification du carbone pour les industries. Il a proposé de dépenser davantage de fonds publics pour obtenir de pires résultats environnementaux. Les conservateurs doivent également dire la vérité sur les politiques préconisées par le Parti conservateur sous la direction du député de Battle River—Crowfoot. En avril 2025, leur politique consistait à dépenser davantage de fonds publics — qui, en fin de compte, doivent provenir des poches des Canadiens, car nous payons tous des impôts — pour obtenir de pires résultats environnementaux.

Voilà ce que nous devons contester à la Chambre et ce sur quoi nous devons poser des questions. J'ai beaucoup de respect pour bon nombre des humbles députés d'en face, y compris le député de Perth—Wellington, qui est un type formidable. J'encourage ces députés qui, selon moi, comprennent bien comment diriger et faire avancer ce parti à amorcer ces discussions franches et difficiles afin de trouver une solution et de veiller à ce que le Parti conservateur ait des politiques générales en la matière. En ce qui concerne la norme sur les carburants propres, à l'heure actuelle, du moins dans ce cas-ci, elle profite en fait aux habitants des circonscriptions conservatrices de tout le pays. Elle génère des retombées industrielles et crée des possibilités.

• (1545)

Je veux également profiter de l'occasion pour parler de l'abordabilité à la lumière de ce que nous avons fait dans la mise à jour économique du printemps, parce que cette motion porte essentiellement sur l'abordabilité. J'aimerais attirer l'attention des Canadiens et des députés sur quelque chose dont je suis fier. J'ai été le premier membre de ma famille à faire des études postsecondaires. J'ai obtenu un diplôme en droit et une maîtrise en gestion et en administration publique. Je suis fier de mes origines. Je viens également d'un milieu ouvrier et d'une longue lignée de cols bleus qui ont exercé des métiers spécialisés et j'en suis tout aussi fier.

La mise à jour économique du printemps prévoit 6 milliards de dollars pour soutenir — ce que nous espérons en tant que gouvernement — la formation de 80 000 à 100 000 travailleurs qualifiés de métiers désignés Sceau rouge. Nous aurons besoin de tuyauteurs, de plombiers, d'électriciens et de charpentiers. Le gouvernement cherche à mobiliser 1 billion de dollars d'investissements au pays au cours des cinq prochaines années. Nous avons pour objectif de réaliser de grands projets dans divers domaines, que ce soit l'énergie renouvelable, l'énergie propre, le nucléaire, l'énergie conventionnelle ou les activités minières dont nous aurons besoin pour contribuer à propulser notre avenir énergétique propre.

Nous voulons vraiment que les grands projets et les projets de taille moyenne soient lancés, mais nous devons également disposer de la main-d'œuvre et de la capacité industrielle nécessaires pour y parvenir. Nous estimons que cet investissement de 6 milliards de dollars est essentiel. Il rend la vie plus abordable pour les personnes qui veulent suivre des programmes d'apprentissage et avoir les moyens de le faire, notamment par le versement de 400 \$ de plus de prestations d'assurance-emploi pour les gens qui entreprennent une période de formation de 8 à 10 semaines afin d'acquérir des compétences en milieu de travail.

Je tiens à souligner le travail que nous avons fait pour maintenir l'augmentation des bourses d'études canadiennes. L'Université Acadia se trouve dans ma circonscription, Kings—Hants. Je viens d'avoir l'occasion d'assister à une collation des grades et j'ai vu

Travaux des subsides

beaucoup de jeunes gens brillants qui font de grandes choses aujourd'hui et qui, je le sais, continueront à faire de grandes choses dans la collectivité et dans tout le pays.

Les études sont devenues difficiles et coûteuses. Cela s'explique en partie par la manière dont certains gouvernements provinciaux ont choisi d'investir dans l'enseignement postsecondaire. Nous voulons nous assurer que nous faisons notre part au niveau fédéral et nous avons fait passer la bourse canadienne pour étudiants de 3 000 \$ à 4 200 \$. C'est le genre de programme dont j'ai bénéficié lorsque je fréquentais l'université et qui profite aux étudiants à faible revenu qui n'ont peut-être pas les moyens de faire des études postsecondaires avec l'aide de leur famille.

Nous avons également réduit le montant hebdomadaire que les étudiants ayant bénéficié du programme fédéral de prêts doivent rembourser une fois leurs études terminées. C'est l'abordabilité en action. C'est une politique publique judicieuse qui aide les Canadiens partout au pays. Encore une fois, j'aimerais voir cela plus souvent de la part de l'opposition, car nous pouvons faire preuve de plus de nuance que de simplement démolir la politique environnementale. Oui, le prix de l'essence est important, tout comme celui du carburant et du logement. Tout cela compte, mais ce sont là quelques-unes des autres mesures que nous pouvons prendre pour rendre la vie plus abordable.

Il y a ensuite la réduction du taux de cotisation au Régime de pensions du Canada. Elle est modeste, mais importante. Dans la mise à jour économique du printemps, nous avons annoncé que le taux passerait de 9,9 % à 9,5 %. En moyenne, cela permettra à un travailleur ayant un revenu sur le feuillet T4 d'environ 70 000 \$ d'économiser un peu moins de 200 \$ par an. Encore une fois, je comprends que cela ne changera peut-être pas grand-chose pour ceux qui font face à une situation difficile, mais je me permets humblement de suggérer que ce que les conservateurs ont proposé aujourd'hui comme mesure politique serait moins efficace pour améliorer l'accessibilité financière que ce que nous venons de faire avec la réduction du taux de cotisation au RPC. C'est important non seulement pour les employés qui cotisent au RPC, mais aussi pour les petites entreprises, qui en bénéficieront en fonction du nombre de leurs employés salariés.

Il y a une dernière chose dont j'aimerais parler. Les députés savent que je me suis toujours fait l'ardent défenseur des intérêts des agriculteurs et du secteur agricole à la Chambre. J'ai longuement insisté sur la nécessité d'assouplir notre cadre réglementaire. Je pense à mon travail et aux discussions que j'ai eues avec des producteurs fruitiers de la Nouvelle-Écosse et de nombreux autres producteurs de ma circonscription, Kings—Hants. Ils ont souligné que le gouvernement devait faire preuve de plus de souplesse en s'appuyant sur les données scientifiques et sur les expériences d'autres pays pour adapter le modèle réglementaire canadien afin de garantir que les agriculteurs aient les outils nécessaires pour exercer leur métier. Je tiens à saluer le travail du premier ministre avec son homologue australien, M. Albanese, lors de son récent voyage en Australie. Les deux dirigeants ont publié un communiqué conjoint sur la coopération en matière de réglementation entre les organismes canadiens et australiens.

Travaux des subsides

Je voudrais également mentionner l'énoncé économique du printemps. Je tiens à saluer le ministre de l'Agriculture et la ministre de la Santé, qui se sont fortement attachés à intégrer une perspective économique dans les décisions de ce qui s'appelaient auparavant l'Agence de réglementation de la lutte antiparasitaire ainsi que de l'Agence canadienne d'inspection des aliments. Je sais que cela est important pour le coût de la vie et la compétitivité, et que cela se répercutera sur le prix des denrées alimentaires. Ce sont là des exemples où le gouvernement réduit les formalités administratives et poursuit son objectif non seulement de faire avancer des projets, mais aussi de rendre notre milieu des affaires plus concurrentiel. En ce qui concerne l'agriculture, il s'agit d'une excellente politique publique.

• (1550)

On m'a dit ce matin que l'imitation était la plus sincère des flatteries. Je sais que le député de Bow River a présenté son propre projet de loi d'initiative parlementaire, qui ressemble étrangement à celui que j'ai rédigé il y a trois ans. Je l'en félicite.

Je suis fier du travail que nous avons accompli sur notre programme électoral en avril dernier, alors que — je le dit en toute déférence — les conservateurs n'avaient pas grand-chose à dire. Nous allons continuer à mettre en œuvre ce programme sur des questions comme celle-ci. Je me réjouis que le Parti conservateur se joigne au débat, mais nous sommes déjà à pied d'œuvre et nous allons poursuivre nos efforts pour les agriculteurs canadiens.

Le vice-président adjoint (John Nater): Avant de passer aux questions et observations, je signale à la Chambre que la période consacrée aux ordres émanant du gouvernement sera prolongée de 15 minutes en raison des votes par appel nominal différés.

Eric Melillo (Kenora—Kiiwetinoong, PCC): Monsieur le Président, je remercie le député de Kings—Hants de ses observations réfléchies sur le sujet.

Il n'en reste pas moins que les libéraux ont provoqué une crise du coût de la vie. Partout au pays, les Canadiens ont du mal à joindre les deux bouts. La mesure que nous proposons, soit l'élimination de toutes les taxes sur le carburant pour le reste de l'année, permettrait à une famille moyenne d'économiser plus de 1 200 \$ cette année. Le député a beaucoup parlé de certains des petits changements que les libéraux tentent maintenant d'apporter pour régler les problèmes d'abordabilité qu'ils ont eux-mêmes causés.

Ne convient-il pas que le fait de permettre aux familles canadiennes d'économiser 1 200 \$ de plus cette année contribuerait à atténuer la crise du coût de la vie?

L'hon. Kody Blois: Monsieur le Président, je classerais l'honorable député parmi ceux que j'estime et pour lesquels j'ai beaucoup de respect.

Je sais qu'il parle d'environ 1 200 \$. Nous examinons la question sous tous ses aspects, notamment celui du coût de la vie. Nous avons déjà réduit les taxes sur l'essence de 28 ¢ le litre au Canada. Nous pensons que c'est important. L'honorable député a évoqué — et je réfute le postulat sur lequel repose sa question — le fait que le gouvernement aurait provoqué une crise du coût de la vie. Je citerais de nombreux événements extérieurs qui ont des répercussions auxquelles le gouvernement cherche à répondre.

Je reviendrais sur l'Allocation canadienne pour enfants contre laquelle son parti a voté. Je reviendrais sur le programme national de garderies, dont son parti n'a pas clairement indiqué le maintien s'il

accédait au pouvoir. Je reviendrais sur la Sécurité de la vieillesse et le Supplément de revenu garanti, contre lesquels son parti a voté. Ce sont là de parfaits exemples de mesures visant à améliorer l'abordabilité. Nous allons faire notre possible pour ce qui est de l'essence, mais nous souhaitons également contribuer à rendre la vie plus abordable de manière plus générale. Nous ne pensons pas que la suppression de la Norme sur les combustibles propres, qui soutient les agriculteurs, soit une politique publique judicieuse.

• (1555)

[Français]

Andréanne Larouche (Shefford, BQ): Monsieur le Président, c'est intéressant de lire au sujet de la motion conservatrice d'aujourd'hui et de parler de ce qui ne s'y retrouve pas.

J'ai une question à poser à mon collègue.

Au Bloc québécois, nous avons remarqué, entre autres, que quelque chose ne se retrouve pas dans cette motion conservatrice. En effet, au printemps 2025, un chèque électoraliste a été versé aux gens des provinces, sauf à ceux du Québec et de la Colombie-Britannique. On l'a vu: pendant que les gens du reste du Canada recevaient des chèques, les Québécois, eux, payaient encore les intérêts de la dette pour les chèques pour l'évolution, la taxe sur le carbone. On sait que cela avait pour unique but d'aller chercher des votes. Ici, au Québec, on ne payait pas cette taxe. Finalement, c'est plus de 814 millions de dollars qu'Ottawa a carrément volés aux Québécois, étant donné ce chèque électoraliste des libéraux. Les conservateurs n'en parlent pas non plus dans cette motion.

Dans un contexte où on a de grands besoins financiers et où il y a beaucoup de pression et de responsabilités sur le dos du Québec, mon collègue pense-t-il qu'on aurait le droit à ces 814 millions de dollars?

L'hon. Kody Blois: Monsieur le Président bien sûr, il m'est impossible d'expliquer l'opinion politique du Parti conservateur.

Cependant, au sujet de notre gouvernement, je suis très fier du travail que nous accomplissons avec le gouvernement du Québec, notamment au sujet des grands projets comme celui de Contrecoeur et comme Nouveau Monde Graphite, ainsi que des investissements qui se font. Il y a des bonnes nouvelles pour Airbus et AirAsia, ainsi qu'un grand investissement et un partenariat avec une compagnie asiatique.

Nous sommes là pour les Québécois et les Québécoises, de même qu'avec le gouvernement de Mme Fréchette, la première ministre, toujours dans l'intérêt du Québec et de tout le pays.

[Traduction]

Marilyn Gladu (Sarnia—Lambton—Bkejwanong, Lib.): Monsieur le Président, je tiens à remercier mon collègue pour un autre discours plein de sagesse. Il a souligné que les conservateurs n'accordent pas vraiment au gouvernement le mérite des nombreuses mesures visant à rendre la vie plus abordable qu'il a mis en place au cours de la dernière année. Il y en a beaucoup, alors je vais lui donner l'occasion de les énumérer.

L'hon. Kody Blois: Monsieur le Président, je tiens tout d'abord à dire, pour que ce soit consigné au compte rendu, que je suis fier du travail qu'accomplit la députée de Sarnia—Lambton. Même lorsqu'elle siégeait de l'autre côté de la Chambre, du côté de l'opposition, je trouvais qu'elle se comportait de manière respectueuse pendant les débats. Elle faisait preuve de respect. Nous sommes très heureux qu'elle siège désormais du côté du gouvernement et qu'elle contribue à soutenir la politique publique de ce dernier.

La façon dont le député a formulé la question, en fin de compte, correspond à ce que j'attends du Parti conservateur. Si quatre députés du Parti conservateur affirment aujourd'hui se sentir davantage à leur place sous le leadership du premier ministre et au sein d'un gouvernement de ce type et de ce style, c'est parce que nous proposons des politiques mûrement réfléchies. L'idée de simplement supprimer la Norme sur les combustibles propres, qui soutient pourtant les agriculteurs de la Saskatchewan, du Manitoba et de l'Alberta, sans proposer de solution réfléchie pour résoudre ces problèmes, est une forme de politique qui n'apporte pas de solutions concrètes pour les Canadiens.

[Français]

Marianne Dandurand (Compton—Stanstead, Lib.): Monsieur le Président, j'apprécie que mon collègue de Kings—Hants parle d'agriculture et l'importance qu'il y accorde. J'ai évidemment la même préoccupation que lui.

Il a passé une bonne partie de son discours à parler du Règlement sur les combustibles propres. J'aimerais qu'il explique en quoi ça consiste et comment ça fait en sorte que des agriculteurs de ma région et de sa région vont pouvoir profiter des retombées de ce règlement.

L'hon. Kody Blois: Monsieur le Président, j'aimerais féliciter ma collègue parce qu'elle est une bonne championne au Parlement pour nos fermiers partout au pays, mais particulièrement au Québec.

En ce qui concerne le Règlement sur les combustibles propres, il y a beaucoup d'options pour les parties visées afin de s'assurer du contexte de conformité, ce qui inclut aussi les biocarburants. Il y a des fermiers dans l'Ouest du Canada, mais aussi au Québec, qui cultivent le maïs et qui ont l'occasion de vendre leurs produits pour la création de biocarburants ici, au Canada.

Les conservateurs veulent autre chose.

[Traduction]

Ils cherchent à éliminer ce programme, à le supprimer, ce qui aurait un effet direct sur la capacité des agriculteurs du Québec et de l'Ouest canadien d'obtenir un bon prix puisque, quand on utilise les matières premières fournies par les agriculteurs pour produire des carburants plus propres, on soutient les agriculteurs. Pour pousser la comparaison plus loin, je dirais que ce serait comme dire qu'on devrait remettre du plomb dans notre essence parce qu'ainsi, elle serait peut-être un peu moins chère. C'est essentiellement ce que proposent les conservateurs.

• (1600)

Eric Melillo: Monsieur le Président, je suis heureux d'avoir attiré l'attention de la présidence et d'avoir l'occasion de participer de nouveau à ce débat. Quand les libéraux parlent du prix de l'essence, ils essaient toujours de rejeter la faute sur les influences étrangères et les conflits qui se déroulent à l'étranger. Les conservateurs reconnaissent que ces éléments contribuent au coût. Cependant, si on

Travaux des subsides

compare le Canada aux États-Unis, le prix du carburant est 13 % plus élevé au Canada. C'est clairement le résultat des politiques fiscales des libéraux, même si ceux-ci le nieraient.

Avec tout le respect que je dois au député, quelle explication autre que les taxes des libéraux pourrait-il fournir pour expliquer cette différence de 13 % du prix de l'essence entre le Canada et les États-Unis?

L'hon. Kody Blois: Monsieur le Président, je dirais que cet écart existait aussi quand Stephen Harper était premier ministre. Plusieurs facteurs influent sur la façon dont les Canadiens génèrent les recettes nécessaires pour financer les programmes sociaux. En fin de compte, ce que le député suggère dans la motion d'aujourd'hui, c'est de renoncer aux recettes de la TPS qui financent les grands programmes publics dans sa circonscription et dans tout le pays.

J'ai une question à poser au député, et il pourrait peut-être insuffler une dynamique de réflexion au sein de son propre parti. Essentiellement, la position des conservateurs sur l'élimination de la norme sur les carburants propres revient à suggérer de remettre du plomb dans l'essence parce que ça ferait légèrement baisser le prix du carburant.

Les députés rient, mais je suis sûr que, si nous nous penchions sur la question, si, dans les années 1980, Brian Mulroney n'avait pas éliminé le plomb du processus de fabrication de l'essence, l'essence serait un peu moins chère. C'est le même principe que les conservateurs prônent aujourd'hui.

Pourquoi ne pas aller jusqu'au bout et dire qu'il faudrait remettre du plomb dans l'essence au lieu de soutenir les agriculteurs canadiens, les énergies propres et les investissements industriels dans tout le pays?

[Français]

Mario Simard (Jonquière, BQ): Monsieur le Président, on l'a vu par le passé: que font les entreprises pétrolières quand on réduit les taxes sur l'essence? Elles gonflent leurs marges de raffinage.

Il y aurait un mécanisme à adopter si on veut avoir un effet direct sur le prix des hydrocarbures. Le meilleur mécanisme, c'est peut-être d'avoir une forme de gestion de prix pour que les grands gloutons de l'industrie pétrolière et gazière ne profitent pas du fait que le gouvernement offre des crédits ou des réductions de taxes à la population pour augmenter leurs marges de raffinage de façon indu. Il me semble que ce serait un peu plus productif que ce que proposent actuellement mes collègues conservateurs.

J'ai hâte d'entendre ce que mon collègue en pense.

Le vice-président adjoint (John Nater): Le député de Kings—Hants dispose de 20 secondes pour répondre.

L'hon. Kody Blois: Monsieur le Président, c'est une question difficile à laquelle c'est difficile de répondre en 20 secondes.

En ce qui concerne la gestion du prix, bien sûr, nous avons certains régulateurs qui existent dans les provinces atlantiques, au Québec et ailleurs au Canada. Je pense que, en effet, nous avons un modèle et c'est une question pour les provinces et les territoires pour ce qui est du prix nécessaire en contexte de vente au détail.

Travaux des subsides

[Traduction]

LES COMITÉS DE LA CHAMBRE

COMPTES PUBLICS

L'hon. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, il y a eu consultations entre les partis et vous constaterez qu'il y a consentement unanime à l'égard de la motion suivante:

Que, relativement à la conférence annuelle du Conseil canadien des comités des comptes publics et du Conseil canadien des vérificateurs législatifs, six membres du Comité permanent des comptes publics soient autorisés à se rendre à Halifax (Nouvelle-Écosse), à l'été 2026, et que le personnel nécessaire accompagne le Comité.

Le vice-président adjoint (John Nater): Que tous ceux qui s'opposent à ce que le député propose la motion veuillent bien dire non. Le consentement est accordé.

La Chambre a entendu la motion. Que tous ceux qui s'y opposent veuillent bien dire non.

(La motion est adoptée)

* * *

TRAVAUX DES SUBSIDES

MOTION DE L'OPPOSITION — ANNULATION DES TAXES FÉDÉRALES SUR L'ESSENCE ET LE DIESEL ET DE LA NORME SUR LES COMBUSTIBLES PROPRES

La Chambre reprend l'étude de la motion.

L'hon. Rob Moore (Fundy Royal, PCC): Monsieur le Président, c'est un honneur de prendre la parole aujourd'hui au sujet de notre motion de l'opposition. Je tiens à dire d'emblée que je partagerai mon temps de parole avec la députée de Kitchener-Centre.

Pourquoi débattre d'une telle motion aujourd'hui? J'ai écouté avec intérêt les discours des députés ministériels, qui ont très peu abordé les réalités auxquelles les Canadiens sont confrontés dans ma circonscription de Fundy Royal, dans ma province du Nouveau-Brunswick et dans l'ensemble du pays. Aujourd'hui, les statistiques témoignent des conséquences de plus de 10 ans de gouvernance libérale: hausse des défauts de paiement, hausse des faillites, hausse de la criminalité et hausse du recours aux banques alimentaires. La part de revenu que les gens consacrent aux impôts a augmenté, alors que leurs moyens financiers sont au plus bas; en effet, les Canadiens paient 32 % plus d'impôts qu'il y a 10 ans à peine.

Malheureusement, au lieu d'assumer la responsabilité de cette situation et de proposer des changements pour aider réellement les contribuables canadiens qui travaillent fort et qui ont du mal à joindre les deux bouts, on cherche à éluder le problème.

Notre proposition reconnaît quelques faits. Les députés ministériels adorent dire que tout cela est dû à des facteurs internationaux qui échappent à leur contrôle. Nous avons tous entendu l'excuse du genre « le chien a mangé mon devoir »; c'est un peu ce que le gouvernement nous sert comme argument. Il rejette la faute sur les autres pour expliquer pourquoi il ne fait pas le travail qu'on attend de lui. Or, le rôle du gouvernement devrait être de protéger les Canadiens qui travaillent fort et de rendre la vie aussi abordable que possible.

Au Canada, le prix de l'essence est supérieur de 13 % à celui des États-Unis. Cela représente, en dollars canadiens, 22 ¢ de plus en moyenne par litre. L'essence coûte aujourd'hui 50 ¢ de plus par litre qu'en 2014, alors que les cours mondiaux du pétrole se situaient au

même niveau. On peut se demander comment cela est possible. C'est à cause de la cupidité du gouvernement — un gouvernement dont l'avidité ne connaît pas de limites. Alors que les gens sont mis à rude épreuve, le gouvernement engrange des recettes records directement sur le dos des travailleurs canadiens.

J'ai dit que la fréquentation des banques alimentaires atteint des sommets. Dans ma province, le Nouveau-Brunswick, les chiffres sont ahurissants: la fréquentation a augmenté de 55 % en seulement un an. Chaque mois, les banques alimentaires communautaires comptent 50 000 visites de la population néo-brunswickoise. Nos banques alimentaires sont formidables. Dans ma circonscription, Fundy Royal, je pense au travail qu'accomplit la banque alimentaire de Hampton chaque jour et chaque semaine pour aider les gens du quartier et ceux qui sont dans le besoin. Or, de nombreux bénévoles me disent que les banques alimentaires sont au bout du rouleau et qu'ils n'ont jamais vu une demande aussi élevée.

Nous devons nous demander ce que nous pouvons faire pour prêter main-forte. L'une des solutions proposées par les conservateurs, qui s'élèverait à 1 200 \$ par an, consiste à supprimer les taxes sur l'essence jusqu'à la fin de l'année. Le prix de l'essence et du diesel ayant atteint des sommets historiques, nous proposons donc de supprimer les taxes sur les combustibles. De quelles taxes s'agit-il? Il s'agit de la Norme sur les combustibles propres, de la TPS, de la taxe sur le carbone pour les industries et de la taxe d'accise sur le carburant. Pour illustrer la cupidité du gouvernement, je me dois de mentionner que non seulement ces taxes s'ajoutent au coût de l'essence, qui ne cesse d'augmenter, mais qu'elles s'ajoutent également les unes aux autres. Dans notre pays, on taxe la taxe, de sorte que lorsqu'une taxe augmente et que le prix de l'essence augmente, la taxe sur cette taxe augmente elle aussi. Ainsi, les Canadiens se font plumer à la pompe au moment où ils sont le plus démunis.

● (1605)

Notre proposition permettrait aux familles canadiennes de réaliser des économies lorsqu'elles, par exemple, reconduisent leurs enfants à un match de hockey ou à une pratique de baseball, qu'elles se rendent au travail, qu'elles font un aller-retour pour rendre visite à de la famille ou peut-être lorsqu'elles prendront des vacances cet été et utiliseront leur voiture pour explorer une région du Nouveau-Brunswick, comme les rochers Hopewell ou le sentier Fundy, ou un autre coin du Canada.

Le gouvernement augmente constamment le coût de la vie pour les familles qui essaient simplement de gagner leur vie et de subvenir à leurs besoins fondamentaux. On ne parle plus de produits de luxe. De nombreux Canadiens ont depuis longtemps renoncé aux produits de luxe. En ce qui concerne les décisions auxquelles les familles et les aînés sont maintenant confrontés, les aînés de ma circonscription me disent souvent qu'ils ont du mal à payer leur loyer, leur essence et leur épicerie. Le prix de chacune de ces choses a augmenté. Sous le gouvernement actuel, ce n'est pas le prix de l'une ou l'autre de ces choses qui a augmenté de façon spectaculaire, mais bien le prix de toutes ces choses.

Les salaires n'ont pas augmenté au même rythme. Les prestations aux aînés n'ont pas augmenté au même rythme. Chaque année, les gens perdent de plus en plus de terrain. Voilà le résultat d'une décennie de budgets libéraux à crédit, de gaspillage et de mauvaise gestion.

La motion d'aujourd'hui demande au gouvernement d'offrir un répit immédiat aux Canadiens en supprimant toutes les taxes fédérales sur l'essence et le diésel pour le reste de l'année, y compris la TPS, et en éliminant pour de bon la Norme sur les combustibles propres.

La TPS est un cas particulier dans cette situation. En effet, chaque fois que le prix de l'essence augmente, ne serait-ce que de 1 ¢, la part dont le gouvernement s'empare avidement en recettes de la TPS augmente aussi. Quand le prix de l'essence augmente de 10 ¢, la TPS sur l'essence augmente aussi. Il s'agit là d'une manne imprévue pour le gouvernement due à la flambée des prix, qu'il engrange aux dépens des Canadiens ordinaires.

J'aimerais bien qualifier cette mesure de demi-mesure — même une demi-mesure aurait été plutôt satisfaisante —, mais cela ne représente même pas le tiers de ce qu'il faudrait faire pour aider les Canadiens à composer avec le coût de l'essence cette année. La taxe cachée sur le carbone pour les industries, la Norme sur les combustibles propres, la TPS et toutes les taxes devraient être supprimées du prix du carburant pour le reste de l'année.

Il suffit aux députés de se rendre à une station-service locale pour faire le plein d'essence afin d'entendre, près des pompes, les gens se plaindre de la difficulté qu'ils ont à payer pour remplir leur réservoir. Certaines personnes ont besoin d'essence pour assurer leur moyen de subsistance. L'essence permet aux gens d'aller rendre visite à leurs proches durant l'été. Elle permet d'emmener les enfants à leurs activités sportives. C'est vraiment déchirant de voir des parents prendre la décision difficile de renoncer à certaines des choses qu'ils aiment faire, à certaines traditions familiales, tout cela à cause de la cupidité du gouvernement.

Nous ne demandons pas au gouvernement de régler tous les problèmes. J'ai déjà dit que les défauts de paiement ont augmenté, que les faillites ont augmenté, que le recours aux banques alimentaires a augmenté et que la criminalité a explosé au cours de cette décennie de gouvernement libéral. Ce que nous demandons aux libéraux, c'est de faire ce geste concret dans ce domaine précis. Nous leur demandons, dès aujourd'hui, d'annuler toutes les taxes sur les carburants et de cesser de rejeter la faute sur les autres.

Nous avons démontré — et j'ai entendu certains de mes collègues conservateurs en parler — pourquoi le prix de l'essence est plus élevé au Canada qu'aux États-Unis. Tout cela tient aux taxes que nous payons. Alors que le gouvernement et les députés ministériels — et je les ai vus faire — pointent du doigt tout le monde sauf eux-mêmes, c'est bien au gouvernement qu'il incombe d'assumer la responsabilité du fait qu'en ce moment, quand les Canadiens font le plein, ils se font arnaquer.

Je demanderais à tous les députés de penser aux gens de leur région, aux personnes qu'ils représentent. S'ils se trouvaient à la pompe en train de discuter avec leurs concitoyens pendant que ceux-ci font le plein de leur fourgonnette, de leur camionnette ou de leur voiture, penseraient-ils que nous devrions les exploiter en leur imposant des montants toujours plus élevés de TPS et d'autres taxes sur le carburant? Penseraient-ils plutôt que nous devrions les aider? Je pense qu'ils écouteront leurs concitoyens et qu'ils supprimeraient les taxes sur le carburant.

• (1610)

L'hon. Ginette Petitpas Taylor (Moncton—Dieppe, Lib.): Monsieur le Président, s'il y a un point sur lequel je suis d'accord avec mon collègue, c'est celui de l'abordabilité. Au cours des deux

Travaux des subsides

dernières semaines, je me suis rendue dans ma circonscription et j'ai discuté avec un grand nombre de mes concitoyens. L'abordabilité reste une source de préoccupation.

Comment le député explique-t-il à ses concitoyens qu'il a voté contre le programme de soins dentaires, le programme de garde d'enfants et bon nombre des mesures d'abordabilité que nous avons proposées? Je me demande s'il pourrait simplement préciser la réponse qu'il leur donne, car, de ce côté-ci de la Chambre, nous avons proposé de nombreuses mesures visant à rendre la vie plus abordable pour les Canadiens. Encore une fois, cette question reste notre priorité numéro un, et ce n'est pas le message que je semble percevoir de l'autre côté de la Chambre.

• (1615)

L'hon. Rob Moore: Monsieur le Président, le fait est que les chiffres ne mentent pas. Si le gouvernement faisait du bon travail en matière d'abordabilité, je serais le premier à lui dire qu'il fait de l'excellent travail. Malheureusement, si la députée parlait avec ses concitoyens comme je parle avec les miens, elle saurait que les chiffres indiquent que nous vivons une crise de l'abordabilité. Le prix des denrées alimentaires, de l'épicerie, du carburant et du logement est plus élevé après une décennie de gouvernement libéral.

Je suis très fier de dire à mes concitoyens que je me battrais bec et ongles pour rendre le coût de la vie plus abordable dans nos collectivités, notre province et notre pays.

[Français]

Rhéal Éloi Fortin (Rivière-du-Nord, BQ): Monsieur le Président, malheureusement, je ne suis pas vraiment d'accord avec mon collègue.

En fait, j'ai la même préoccupation sur les questions budgétaires. C'est vrai qu'on a de la difficulté à boucler les fins de mois. Cependant, le problème, c'est qu'enlever les taxes sur l'essence et produire davantage de pétrole, ça va à sens contraire. On pellette par en avant. Éventuellement, il faudra dépolluer la planète, parce qu'elle ne sera plus vivable.

Plusieurs pays, partout au monde, ont pris le virage vert et fonctionnent avec les énergies électriques, éoliennes et solaires, alors que nos collègues conservateurs proposent de revenir au pétrole. Malheureusement, le gouvernement semble leur donner raison, puisqu'on a aboli, récemment, les taxes sur l'essence.

Je me pose donc une question, et j'aimerais que mon collègue me donne son avis à ce sujet: n'est-il pas contre-productif d'augmenter la production de pétrole et de diminuer les taxes? Ne devrait-on pas plutôt financer un retour à des énergies propres?

[Traduction]

L'hon. Rob Moore: Monsieur le Président, il s'agit de donner un répit aux Canadiens en cette période de crise de l'abordabilité. Cela n'allège pas complètement leur fardeau, mais c'est une mesure pour leur donner un répit.

Travaux des subsides

Comme mon collègue le sait, la TPS n'est qu'un aspect parmi d'autres. On applique la TPS ainsi que d'autres taxes au prix de l'essence. Chaque fois que le prix du carburant augmente, le gouvernement, même en sachant que les Canadiens souffrent de cette augmentation, décide de garder plus d'argent pour lui au lieu de donner un coup de main aux Canadiens. C'est exactement ce qui se passe, et c'est pour cela que nous demandons à ce qu'on élimine la TPS sur le prix très élevé du carburant pour cette année, afin d'offrir aux Canadiens jusqu'à 1 200 \$ d'économies pour une famille de quatre personnes, et à ce qu'on élimine toutes les taxes sur le carburant pour cette année.

Chris Lewis (Essex, PCC): Monsieur le Président, j'ai longuement discuté, presque ad nauseam, avec les jeunes adultes d'Essex. Essentiellement, nous en sommes maintenant arrivés au point où ils disent qu'il ne vaut même plus la peine d'essayer d'économiser pour acheter une maison.

Ce que j'ai trouvé particulièrement intéressant, c'est quand le député a évoqué ce que nous dirions à la personne à la pompe. Cela m'a vraiment interpellé.

Quel est le message? Quel est le bon message? Que dois-je répondre à ces jeunes adultes qui essaient simplement de s'en sortir au Canada?

L'hon. Rob Moore: Monsieur le Président, tout comme dans la circonscription de mon collègue, nous entendons aussi, dans la mienne, des jeunes qui ont perdu tout espoir de vivre le rêve canadien, c'est-à-dire de posséder leur propre maison, de fonder une famille ici au Canada, de trouver un bon emploi, de pouvoir mettre de l'argent de côté et, qui sait, de pouvoir faire le plein d'essence.

Ce que j'aimerais dire, c'est que l'aide arrivera bientôt. Les conservateurs continueront de se battre pour l'abordabilité et pour ces familles. Nous demandons aujourd'hui au gouvernement d'adopter notre motion visant à supprimer la taxe sur le carburant pour cette année.

Kelly DeRidder (Kitchener-Centre, PCC): Monsieur le Président, nous débattons aujourd'hui d'une question qui, dans notre pays, ne devrait même pas faire l'objet d'un débat. Nous tentons en effet d'établir si les Canadiens méritent qu'on leur accorde un peu de répit. Les Canadiens qui se lèvent tôt, travaillent fort, paient leurs impôts, élèvent leurs enfants, prennent soin de leurs proches, vivent avec un revenu fixe ou avec un handicap font tout ce qu'on leur demande, et ils méritent un répit. C'est l'objet de la motion que nous présentons aujourd'hui. Il s'agit d'annuler les taxes fédérales sur l'essence et le diésel et d'abolir la norme sur les combustibles propres qui continue de faire grimper les coûts dans l'ensemble de l'économie.

Regardons les choses en face. Lorsque nous quittons cette enceinte et que nous parlons à nos amis, voisins et concitoyens, ou lorsque nous entendons les conversations à nos bureaux, dans les files d'attente à l'épicerie et lors d'événements communautaires, le constat est sans équivoque: la vie est inabordable. Un couple dont les deux conjoints travaillent à temps plein se demande comment il va pouvoir s'offrir une maison. Une personne âgée espace ses visites chez ses petits-enfants parce que le coût de l'essence devient un peu trop élevé. Un parent seul se demande quelle facture peut attendre encore quelques jours. Ce sont les agriculteurs, les camionneurs, les personnes de métier et les propriétaires de petites entreprises qui voient leur budget s'éroder mois après mois. La réalité, c'est qu'ils sont surimposés et de plus en plus à bout. Les gens sont fatigués. Ils font tout ce qu'ils peuvent, mais ils voient leur situation

se dégrader. C'est pour ces gens-là que cette motion est si importante.

Au cours des dernières années, les Canadiens ont vu le prix de tout augmenter: les aliments, les services publics, les loyers, les paiements hypothécaires, les assurances, les transports et les produits de première nécessité. Alors que le gouvernement ne cesse de clamer qu'il permet aux Canadiens de faire des économies, et que même le premier ministre a déclaré que l'abordabilité n'avait jamais été aussi bonne depuis une décennie, la réalité est que les Canadiens regardent leur compte en banque et se demandent jusqu'où ils pourront encore tenir.

Quand le prix du carburant augmente, tout devient plus cher. Cette hausse est refilée au consommateur. Tout ce que les Canadiens achètent coûte plus cher, et pourtant, le gouvernement continue d'affirmer qu'ajouter des coûts supplémentaires rendrait, d'une manière ou d'une autre, la vie plus abordable. Ça n'a aucun sens. Pour de nombreux Canadiens, le prix de l'essence n'est pas simplement un chiffre affiché sur un panneau qu'ils voient en passant. Il influence pratiquement toutes les décisions financières qu'ils prennent au cours du mois.

Les gens le ressentent quand faire le plein coûte plus cher. C'est de l'argent qui ne peut plus être consacré aux courses, à l'épargne, aux factures ou aux activités de leurs enfants. Pour les familles qui ont déjà du mal à joindre les deux bouts, il n'y a absolument aucune marge de manœuvre dans le budget pour absorber ces hausses. Certaines personnes organisent leurs courses en fonction de leur consommation de carburant, réduisent leurs déplacements pour rendre visite à leur famille et réfléchissent à deux fois avant d'accepter des heures supplémentaires à cause du trajet. Les répercussions se font sentir dans l'ensemble de notre économie. Tout le monde paie plus cher.

L'une des choses que j'entends le plus souvent dans ma circonscription, c'est que les gens n'ont plus l'impression de pouvoir améliorer leur sort en travaillant fort. C'est épouvantable à entendre dans un pays comme le Canada. De jeunes couples repoussent l'idée d'avoir des enfants parce qu'ils n'ont pas les moyens de se loger. Des parents craignent que leurs enfants ne puissent jamais faire leur vie et voler de leurs propres ailes. Des gens font des heures supplémentaires, ont deux emplois et font de petits boulots en plus, mais ils doivent quand même couvrir des dépenses avec leurs cartes de crédit pour joindre les deux bouts. De plus en plus, nous entendons parler de ménages à deux revenus qui arrivent à peine à se maintenir à flot parce que le coût de la vie a augmenté plus rapidement que leur capacité à tout payer.

Récemment, Sayed, dans ma circonscription, m'a dit que le loyer, l'épicerie et les services publics sont devenus presque impossibles à gérer. Les gens me disent avoir énormément de difficulté à trouver un logement sûr et abordable. Pendant ce temps, leurs dépenses quotidiennes ne cessent d'augmenter de plus en plus rapidement, mais leurs revenus ne suivent pas le rythme.

Une autre concitoyenne, Nathalie, m'a révélé qu'elle est déjà en retard sur son loyer et qu'elle a du mal à payer ses produits de base, comme la nourriture et le téléphone, sans parler de l'essence qui a augmenté. Elle m'a dit que le solde de son compte bancaire est à zéro. Elle est déjà dans le rouge et ne peut pas absorber cette hausse du prix de l'essence. Elle est terrifiée à l'idée de perdre carrément son logement.

Travaux des subsides

Adis, un père de cinq enfants qui vit avec sa famille dans un quatre et demi, souhaite déménager dans un cinq et demi. Or, les loyers sont devenus complètement inabordable et, année après année, leur augmentation ne fait que pénaliser les locataires.

Ce ne sont pas des cas isolés. Nous entendons de plus en plus de témoignages semblables de la part de Canadiens ordinaires partout au pays. Même l'insécurité alimentaire a pris l'ampleur d'une crise nationale. Elle atteint des niveaux records. Des familles avec enfants ont recours aux banques alimentaires, tout comme des aînés. Des gens qui n'auraient jamais imaginé devoir demander de l'aide se retrouvent maintenant à faire la file parce qu'ils n'arrivent tout simplement plus à joindre les deux bouts. Pensons-y un instant.

● (1620)

Dans l'un des pays les plus riches du monde, les personnes qui ont un emploi ont du mal à se nourrir. Pour faire un petit retour en arrière, il y a à peine 11 ans, nous avions la classe moyenne la plus riche du G7. Regardez ce qui s'est passé avec le gouvernement libéral. Ces mêmes personnes font maintenant la queue devant les banques alimentaires.

Quand le prix du carburant augmente, le prix du panier d'épicerie augmente. Les agriculteurs ont besoin de carburant pour faire fonctionner leur équipement. Les camionneurs ont besoin de carburant pour transporter des marchandises. Les magasins ont besoin de carburant pour alimenter leurs chaînes. Ces coûts ne disparaissent pas. Ils sont réfilés aux consommateurs. Les gens conduisent leurs enfants de Kitchener à Cambridge pour pratiquer des sports et des activités, ce qui met les familles à rude épreuve. Les gens se déplacent en voiture parce qu'ils doivent le faire. Les agriculteurs conduisent parce qu'ils y sont obligés. Les parents conduisent leurs enfants à l'école, à leurs activités sportives et à leurs rendez-vous parce qu'ils doivent le faire. Ils ne sont pas le problème.

Quand le gouvernement augmente la taxe sur le carburant, les Canadiens s'en rendent compte à la caisse lorsqu'ils achètent du lait, du pain, des fruits et légumes ou même des couches. Le plus frustrant, c'est que les Canadiens disent se sentir complètement ignorés lorsqu'ils essaient de souligner l'inabordable. Les personnes handicapées vivent déjà sous le seuil de la pauvreté, mais nous en reparlerons un autre jour. Comment le gouvernement peut-il continuer à punir financièrement les gens? Il y a quelque chose de fondamentalement injuste à demander aux Canadiens de faire en sorte que cela fonctionne alors que tant d'entre eux ont déjà atteint leur point de rupture.

Le gouvernement parle souvent de prétendues remises, mais la majorité des Canadiens n'en voient aucune. Tout ce que les Canadiens veulent, c'est de pouvoir respirer un peu. Ils ne veulent pas de cadeaux. Ils veulent simplement pouvoir respirer et aller de l'avant. Ils veulent sentir qu'ils font des choix responsables et qu'ils sont en mesure de bâtir une vie décente pour eux-mêmes et leur famille. Un tel souhait ne devrait pas sembler exagéré. Les achats que doivent faire les Canadiens ne leur paraissent pas abordables. Ils se sentent stressés quand ils parcourent les allées de l'épicerie ou qu'ils paient leurs factures. Même en réduisant leurs dépenses d'épicerie et en annulant des excursions pour les enfants, ils n'arrivent toujours pas à joindre les deux bouts. Pourtant, ils ne devraient même pas avoir à faire ces choix.

Les Canadiens n'ont pas besoin d'autres réponses toutes faites. Ils ont besoin de répit. La motion à l'étude propose une mesure très simple pour leur venir en aide. Elle annulerait toutes les taxes fédé-

rales sur l'essence et le diésel, abolirait la norme sur les carburants propres et cesserait de rendre la vie quotidienne plus chère.

Nous ne devrions jamais être déconnectés de la réalité au point d'oublier qui nous sommes ici pour servir. Nous sommes ici pour servir les gens qui nous ont envoyés ici, des gens qui équilibrent leur budget assis à la table de la cuisine, qui essaient de garder leur petite entreprise en vie et qui sautent des repas pour que les enfants puissent manger. Nous avons l'occasion de montrer aux Canadiens que quelqu'un les écoute.

Le gouvernement va-t-il appuyer notre motion et montrer aux Canadiens qu'il est à l'écoute?

● (1625)

L'hon. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, un après l'autre, les députés conservateurs ont pris la parole au sujet du coût de la vie. Nous avons présenté des mesures visant à réduire le coût de la vie, comme l'allocation pour l'épicerie et les besoins essentiels pour les Canadiens, qui entrera en vigueur en juin. Les 11 millions de Canadiens qui en bénéficieront toucheront des sommes considérables.

Le premier ministre s'était engagé à éliminer la taxe sur le carbone imposée sur l'essence, et c'est ce qu'il a fait. Nous avons éliminé la taxe d'accise sur le carburant du 1^{er} avril jusqu'à la fin de semaine de la fête du Travail. Nous avons mis en place le programme national d'alimentation dans les écoles. Les conservateurs votent toujours contre ce genre de mesures.

Si les conservateurs se soucient du coût de la vie, la députée peut-elle nous expliquer pourquoi ils votent contre les initiatives libérales visant à...

Le vice-président adjoint (John Nater): La députée de Kitchener-Centre a la parole.

Kelly DeRidder: Monsieur le Président, je tiens simplement à rectifier les informations erronées contenues dans la question du député. Nous avons voté en faveur de la suppression de la taxe pour les Canadiens ordinaires. En fait, la suppression de la taxe sur le carbone n'a même pas fait l'objet d'un vote. La décision a simplement été prise. Nous n'avons pas eu l'occasion de nous prononcer à ce sujet.

Si l'on me pose une question, je demande respectueusement que celle-ci soit sincère, précise et exacte, afin que je puisse y répondre.

[Français]

Andréanne Larouche (Shefford, BQ): Monsieur le Président, encore aujourd'hui, on voit les conservateurs faire des constats.

Je reviens d'une semaine de relâche parlementaire. Bien entendu, j'ai entendu parler de l'inflation, des gens qui font davantage appel aux banques alimentaires et d'un nombre croissant de personnes qui se retrouvent en situation d'itinérance. J'ai entendu parler de tout cela.

Or, ce dont on débat aujourd'hui n'aiderait pas ces gens. En fait, ce sont 2,4 milliards de dollars qu'on a perdus à la suite de la décision des libéraux de suspendre la taxe d'accise jusqu'en septembre pour ne rapporter que 59 \$ aux ménages qui ont les revenus les plus faibles. Finalement, ce n'est pas ce dont ils ont besoin. Ils ont besoin de solutions plus structurantes.

Travaux des subsides

Que pense ma collègue? Où ira-t-on chercher cet argent, finalement? En effet, au moyen de la motion d'aujourd'hui, le Parti conservateur veut creuser davantage le déficit sans expliquer où il va effectuer ses coupes. Économiquement, cela ne tient pas la route.

Par contre, si elle veut parler d'autres moyens d'aider les gens dans le besoin et d'augmenter le revenu des aînés qui se retrouvent à la rue, nous sommes prêts à en discuter.

• (1630)

[Traduction]

Kelly DeRidder: Monsieur le Président, je remercie la députée de son intervention, mais je ne crois pas qu'elle contenait une question.

Voici ma réponse. Je suis tout à fait d'accord pour dire que le coût de la vie constitue actuellement une véritable crise. Nous ne prétendons pas que la mesure proposée va tout régler. Nous affirmons simplement que c'est un début. C'est une mesure que nous pouvons prendre pour montrer aux Canadiens que nous les écoutons et que nous sommes conscients de leurs difficultés. C'est une chose que nous pouvons faire.

Je suis toutefois d'accord pour dire que ce que font les libéraux ne constitue qu'une demi-mesure. Celle-ci n'aura pas un véritable effet sur les Canadiens, leur budget ni leur portefeuille.

Dan Muys (Flamborough—Glanbrook—Brant-Nord, PCC): Monsieur le Président, comme ma collègue et amie l'a souligné dans son discours, le prix du panier d'épicerie et de nombreux produits de première nécessité est en hausse, et les taxes sur l'essence y contribuent.

Je me permets de poser la question suivante. Il y a un an, pendant la campagne électorale, le premier ministre a déclaré qu'il devrait être jugé en fonction des prix à l'épicerie. Un an et un mois se sont écoulés depuis. Quel est son bilan à cet égard?

Kelly DeRidder: Monsieur le Président, je pense que tous les Canadiens conviendront qu'il n'obtient pas la note de passage.

[Français]

Marianne Dandurand (Compton—Stanstead, Lib.): Monsieur le Président, cela m'intéresse beaucoup.

Ma collègue est une conservatrice qui vient d'une région urbaine. J'aimerais connaître son point de vue sur l'impact de l'éventuel retrait du Règlement sur les combustibles propres, qui a apporté beaucoup de revenus à des producteurs agricoles, dont des producteurs des Prairies, notamment des producteurs de canola. Il s'agit de transformation faite au Canada.

Pourquoi voudrait-on retirer ces revenus à des producteurs agricoles de chez nous?

[Traduction]

Kelly DeRidder: Monsieur le Président, ce n'est pas un revenu pour les agriculteurs. C'est un coût pour les agriculteurs qui est reflété au consommateur. À part cela, je n'ai pas d'autre réponse à la question.

[Français]

MESSAGE DU SÉNAT

Le vice-président adjoint (John Nater): J'ai l'honneur d'informer la Chambre que le Sénat lui a transmis des messages pour l'in-

former qu'il a adopté les projets de loi suivants qu'il soumet à l'assentiment de la Chambre: le projet de loi S-5, Loi concernant l'interopérabilité des technologies de l'information sur la santé et visant à interdire le blocage de données par les fournisseurs de technologies de l'information sur la santé et le projet de loi S-214, Loi modifiant la Loi sur les mesures économiques spéciales (disposition des biens d'un État étranger).

Conformément à l'article 38 du Règlement, je dois faire connaître à la Chambre les questions qu'elle abordera lors de l'ajournement ce soir, à savoir: l'honorable député d'York—Dufferin, L'économie; l'honorable député de Brandon—Souris, L'économie; l'honorable député de Mission—Matsqui—Abbotsford, L'économie.

[Traduction]

TRAVAUX DES SUBSIDES

MOTION DE L'OPPOSITION — ANNULATION DES TAXES FÉDÉRALES SUR L'ESSENCE ET LE DIÉSEL ET DE LA NORME SUR LES COMBUSTIBLES PROPRES

La Chambre reprend l'étude de la motion.

Elizabeth May (Saanich—Gulf Islands, PV): Monsieur le Président, c'est un honneur pour moi de pouvoir prendre la parole aujourd'hui dans le cadre du débat sur la motion de la journée de l'opposition, et j'ai le grand honneur de partager mon temps de parole avec l'excellent député de Vancouver Kingsway.

Je tiens tout d'abord à dire que la motion est réfléchie. Je vais m'y opposer, mais je pense qu'il est important que les Canadiens saisissent l'occasion pour en tirer des enseignements. Il ne fait aucun doute que le prix des combustibles fossiles, en particulier de l'essence, en Amérique du Nord et dans le monde entier, subit les conséquences du bombardement illégal de l'Iran par Donald Trump et Benyamin Nétanyahou. Cela a eu un effet immédiat sur le prix de l'essence partout dans le monde. Étant donné que cela a un impact mondial, les Canadiens ont tout à fait raison de se demander pourquoi l'essence coûte plus cher au Canada. Je vais donc approfondir un peu cette question.

Je tiens à dire d'emblée — et c'est quelque chose que nous omettons souvent de préciser, même en tant que verts, mais qu'il faut souligner — que le moyen le plus économique de transporter des personnes en voiture et d'alimenter ces véhicules est de renoncer à 100 % aux énergies fossiles. Cependant, je tiens à préciser très rapidement, avant que mes amis, où qu'ils soient, ne m'en veuillent, que ce n'est pas un choix utile s'il n'est pas accessible.

Je voudrais donner un exemple qui permet de mettre les choses en perspective. En Allemagne, les retraités peuvent installer des panneaux solaires sur leurs balcons en milieu urbain et ont la possibilité d'alimenter leurs appareils électroménagers en toute sécurité à partir de ces panneaux, tout comme certains de mes amis de Cobble Hill, en Colombie-Britannique, qui ont des panneaux solaires sur leur toit et rechargent leur voiture à la maison. Cela signifie que la source d'énergie est abondante, renouvelable et pratiquement gratuite une fois que tout est installé.

Travaux des subsides

Ce sont là des débats plus larges qu'il faudrait avoir, mais la question sur laquelle je souhaite me concentrer maintenant est celle que nous pose le Parti conservateur: pourquoi y a-t-il un écart de prix, même avec la volatilité internationale causée par la guerre et les mauvaises décisions? Quand je parle de mauvaises décisions, c'est pour être indulgente envers la Maison-Blanche. Dire qu'il s'agissait de décisions terriblement irréflechies serait plus juste.

Pourquoi cet écart de prix? Pour aborder cette question, je dois creuser un peu, sans jeu de mots. Quand le Parti vert a publié sa politique climatique en 2019, intitulée « Mission possible », nous avons pris l'engagement — dont très peu de Canadiens ont entendu parler, je pense — de n'utiliser que des combustibles fossiles canadiens au pays et de réduire à zéro les importations de l'étranger, alors que nous diminuons notre dépendance aux combustibles fossiles au Canada.

Il y a une logique à cela, mais regardons la situation actuelle. Une des raisons pour lesquelles les prix des combustibles fossiles sont plus élevés pour les Canadiens qui veulent faire le plein, c'est que 75 % environ des combustibles fossiles que nous produisons au pays sont exportés, et la majeure partie, et de loin, de ce que nous exportons, soit environ 60 % du total, est exportée brute, non transformée. J'en ai pris conscience en 2016. J'étais intervenante dans l'examen par l'Office national de l'énergie de ce qui était alors le projet d'oléoduc de Kinder Morgan, et le plus grand syndicat représentant des travailleurs des sables bitumineux, Unifor, intervenait aussi contre le projet d'oléoduc.

Pourquoi le plus grand syndicat du secteur des sables bitumineux s'opposait-il au projet d'oléoduc? Il soulignait une évidence. L'oléoduc était alors bêtement acheté et construit par le Canada pour 36 milliards de dollars de fonds publics. Cependant, l'oléoduc devait transporter et transporter, aujourd'hui qu'il est opérationnel, une forme solide et de faible valeur de combustible fossile appelée bitume, qui est diluée avec assez de condensats de combustibles fossiles pour pouvoir circuler dans un pipeline. Le brut non transformé est expédié à l'extérieur du Canada pour être transformé en brut synthétique dans des raffineries à l'étranger et, de là, il est acheminé vers des raffineries ailleurs.

En ce qui concerne notre capacité de raffinage, le Canada comptait environ 40 raffineries dans les années 1970. Dans son mémoire adressé à l'Office national de l'énergie, Unifor a notamment souligné que nous avons perdu une énorme partie de notre capacité de raffinage. En 2026, il ne reste plus qu'environ 14 ou 16 raffineries, selon la façon dont on les recense. C'est loin des 40 raffineries d'autrefois.

• (1635)

Notre capacité à prendre un produit national, à le raffiner et à l'utiliser sur place a été considérablement réduite sur le plan structurel. Unifor a dit à l'Office national de l'énergie qu'il ne souhaitait pas la construction d'un pipeline d'exportation, car il estimait que cela conduirait inévitablement à la fermeture de raffineries dans la vallée du bas Fraser, en Colombie-Britannique. En effet, le produit que ces raffineries pourraient vouloir raffiner était acheminé à l'étranger avant qu'on lui procure une valeur ajoutée, comme c'est le cas chaque fois que nous expédions des matières premières. Nous le faisons souvent au Canada avec des expéditeurs, des coupeurs de bois et des porteurs d'eau. Comme nous expédions des grumes, les scieries canadiennes ne peuvent pas fonctionner à pleine capacité. Nous exportons du bitume brut, et des gens auraient pu avoir des emplois dans les raffineries si nous avions maintenu notre capacité

de raffinage et que nous avions construit des usines de valorisation en complément des raffineries, afin que le bitume canadien puisse être utilisé dans les réservoirs d'essence canadiens sans être d'abord expédié à l'étranger.

C'est un gros problème, qui se répercute sur le prix de l'essence au Canada. Nous sommes le cinquième producteur de combustibles fossiles en importance au monde. Nous en exportons de loin la majeure partie, et nous importons le produit d'autres pays. C'est assez étonnant. Pourquoi faisons-nous cela? À mon avis, cela tient encore à la mentalité des coupeurs de bois et des porteurs d'eau, et au fait que nous n'écoutons pas les experts du secteur du raffinage et les travailleurs qui se demandent depuis longtemps pourquoi nous ne cherchons pas à ajouter de la valeur à notre capacité de raffinage. Nous devrions pouvoir dire que ce que nous mettons dans nos réservoirs à essence — pour peu que les moteurs à combustion interne soient encore en usage — provient du Canada, car il s'agit d'un produit canadien.

Comme on peut l'imaginer, il est plus coûteux de l'expédier depuis le port de Burnaby, l'acheminer outre-mer et, dans certains cas, jusqu'aux raffineries de l'État de Washington, pour que les Britannico-Colombiens finissent par le racheter à ces mêmes raffineries. Malgré les contes de fées que l'on nous a racontés au fil des ans, comme quoi si nous avions un oléoduc reliant la Colombie-Britannique à l'Est du Canada ou l'Alberta au Nouveau-Brunswick, la raffinerie Irving au Nouveau-Brunswick pourrait traiter ce pétrole, ce serait une bonne chose et nous pourrions l'utiliser sur le marché intérieur, en réalité, la raffinerie Irving reste la seule raffinerie au Canada qui importe du pétrole saoudien. La raffinerie Irving ne dispose pas d'une usine de valorisation permettant de transformer le bitume solide en pétrole brut synthétique, puis de le raffiner.

Voilà quelques-uns des principaux obstacles structurels qui empêchent le Canada de maximiser les avantages pour sa main-d'œuvre et son économie nationale. Nous pourrions générer davantage de retombées et créer plus d'emplois au Canada tout en réduisant notre production globale de combustibles fossiles, que nous exportons principalement vers les États-Unis. En effet, environ 90 % de nos exportations sont encore destinées aux États-Unis.

Un petit détail qui pourrait être vu comme un fait divers, mais que je trouve plutôt décourageant en fait, c'est l'idée selon laquelle il serait hautement profitable pour le Canada d'acheminer notre bitume jusqu'aux côtes. En fait, une grande partie de ce qui est expédié à partir du port de Burnaby vers la Chine est encore solide et ressemble donc beaucoup à du goudron. En effet, une grande partie de ce que nous expédions vers la Chine sert à asphaltier des routes parce que c'est très semblable au goudron. Si nous voulons une industrie nationale qui contribue à rehausser nos mesures de productivité en tant qu'économie, il ne faut pas expédier des produits bruts. Chaque fois que nous augmentons la proportion relative de produits à valeur ajoutée avant de les expédier à l'étranger, nous améliorons nos indicateurs économiques globaux.

J'ajouterai à cela que l'élimination de la taxe d'accise sur l'essence est quelque chose qui me préoccupe. C'est l'une des mesures de l'énoncé économique du printemps, le projet de loi C-30. Stephen Harper avait pris la sage décision de consacrer à jamais la taxe d'accise sur l'essence au transport en commun dans les zones urbaines. Or, les libéraux ont maintenant abandonné ce plan afin d'accorder aux Canadiens un allègement fiscal à court terme — qui, soit dit en passant, n'est même pas suffisant, à mon avis, puisqu'il prendra fin à la fête du Travail.

Travaux des subsides

Avec tout cela, la seule chose qui est sûre, c'est que rien ne va nuire à l'économie du pays autant que la crise climatique, qui est en train de déferler sur nous à toute vitesse. Rien ne va nuire autant à l'économie canadienne que ce que le gouvernement fait actuellement en sabrant dans les programmes de réduction du carbone et de contrôle du climat en pensant que cela va stimuler la croissance économique.

• (1640)

L'hon. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, je dois admettre que je suis un peu surpris d'entendre, pour la première fois, des messages potentiellement contradictoires de la part de la cheffe du Parti vert sur cette question. J'aimerais donc obtenir des éclaircissements. Lorsqu'elle parle de rendre le Canada autosuffisant en matière d'approvisionnement en pétrole et en gaz, je suis sûr qu'elle sait que l'un des problèmes tient au fait que le Canada atlantique importe beaucoup de pétrole parce que nous ne disposons pas des infrastructures nécessaires pour acheminer le produit des Prairies jusqu'au Canada atlantique.

Est-elle en train d'insinuer que c'est une option que nous devrions envisager? Comment régler le problème qu'elle a soulevé, c'est-à-dire faire en sorte que le Canada devienne plus autosuffisant en consommant le carburant qu'il produit? À cette fin, appuie-t-elle également l'idée d'accroître la capacité de raffinage au Canada?

Elizabeth May: Monsieur le Président, pour répondre à la deuxième partie de la question, il n'y a aucune hésitation de ma part, car cela fait des années que nous demandons d'améliorer la capacité de raffinage au Canada. D'ailleurs, un entrepreneur canadien, en Colombie-Britannique, souhaitait aller dans ce sens afin de réduire le risque de déversement de bitume sur nos côtes. Je tiens toutefois à souligner qu'il y a, dans l'Est du Canada, un projet appelé Hibernia. Les plateformes mobiles de forage pétrolier qui y sont installées produisent un pétrole brut de bien plus grande valeur que le bitume, mais le tout est expédié aux États-Unis.

• (1645)

[Français]

Rhéal Éloi Fortin (Rivière-du-Nord, BQ): Monsieur le Président, je pense que ma collègue et moi sommes pas mal sur la même longueur d'onde concernant un certain nombre de choses.

Toutefois, en ce qui concerne les décisions prises par le gouvernement, on a vu qu'on se dirigeait avec l'ancien gouvernement libéral vers un virage vert. Les gens ont investi dans l'automobile. Plus récemment, on a dit non, on coupe dans ça. On arrête ça et on subventionne de nouveau l'industrie pétrolière, ce qui m'apparaît contre-productif et coûteux pour tout le monde.

Au surplus, le gouvernement a décidé de retourner de l'argent à tous les Canadiens pour compenser la taxe sur le carbone qu'ils avaient payée l'an dernier, sauf au Québec. Ce sont 814 millions de dollars qui sont dus aux Québécois et que le gouvernement refuse de payer. J'aimerais savoir ce que ma collègue en pense.

Au Québec, on est dans une situation assez bizarre où on a investi pour aller vers l'énergie verte. Là, on se fait dire qu'on met tout ça de côté et qu'on retourne au pétrole. En plus, on prend 814 millions dans les poches des Québécois pour indemniser les autres Canadiens, et on ne remet pas cet argent aux Québécois. Comment ma collègue voit-elle ça sur le plan économique?

Elizabeth May: Monsieur le Président, il est clair que les politiques des libéraux manquent de sens. On a cette idée qu'il est bon

de réduire et d'éliminer presque toutes les politiques visant à diminuer les émissions de gaz à effet de serre. En même temps, on dit oui aux véhicules électriques. Cependant, à la dernière minute, on change la planification et on finit par dire qu'on n'en veut plus du tout. Finalement, on dit qu'on en voudrait peut-être. On a aussi éliminé les programmes d'efficacité énergétique pour chaque maison au Canada. Ça manque de sens.

[Traduction]

Eric Melillo (Kenora—Kiiwetinoong, PCC): Monsieur le Président, je remercie la députée de Saanich—Gulf Islands pour son discours, que j'ai trouvé très réfléchi. Je partage son opinion sur bon nombre des points qu'elle a soulevés, notamment celui-ci. Si je ne m'abuse, je crois qu'elle a souligné, à juste titre, que la proposition des libéraux visant à supprimer les taxes sur l'essence jusqu'à la fête du Travail ne permettait pas de réaliser des économies « suffisantes ». Je crois que c'est le mot qu'elle a utilisé. Je suis d'accord avec elle. Voilà pourquoi notre équipe conservatrice présente aujourd'hui cette motion visant à supprimer toutes les taxes sur l'essence pour le reste de l'année, ce qui permettrait à la famille moyenne d'économiser plus de 1 200 \$ cette année.

Je suis certain que la députée conviendra que les Canadiens ont du mal à composer avec le coût de la vie. Or, elle a déclaré qu'elle n'appuierait pas la motion. J'aimerais qu'elle explique sa décision, étant donné qu'elle juge que la proposition des libéraux est insuffisante. Nous comptons aller plus loin pour permettre aux Canadiens de réaliser davantage d'économies.

Elizabeth May: Monsieur le Président, il m'apparaît important de garder à l'esprit que, même s'il est rare d'invoquer l'héritage de Stephen Harper quand il est question d'enjeux climatiques, les politiques climatiques du gouvernement actuel sont si mauvaises qu'elles nous rappellent des moments où Stephen Harper a pris de meilleures décisions, par exemple lorsqu'il a décidé que la taxe sur l'essence devrait être permanente et servir à financer le transport en commun. Je pense que la proposition d'allègement des taxes présentée par les conservateurs est en quelque sorte une manoeuvre de diversion.

Selon moi, les mesures prises par les libéraux viennent renforcer un message erroné, puisqu'elles semblent confirmer les affirmations selon lesquelles ce sont les taxes supplémentaires exigées par le gouvernement qui rendent l'essence plus chère. Ces taxes sont l'un des éléments, certes. Un autre facteur beaucoup plus important, toutefois, c'est que notre économie et notre utilisation des combustibles fossiles ont été structurées de telle sorte que nous exportons des exportations de faible valeur au lieu de créer des emplois ici.

Je tiens à préciser à mes collègues d'en face qu'une partie de la politique du Parti vert consiste à choisir une date à laquelle nous abandonnerons les combustibles fossiles, et à n'utiliser que des combustibles fossiles canadiens jusqu'à cette date.

Don Davies (Vancouver Kingsway, NPD): Monsieur le Président, c'est un honneur de prendre la parole après ma collègue de Saanich—Gulf Islands. Je vais reprendre certains des thèmes qu'elle a si bien abordés.

Travaux des subsides

Il y a quelques éléments de cette motion sur lesquels je suis d'accord, et je remercie mes collègues conservateurs de les avoir soulignés. Tout d'abord, partout au pays, les gens sont à bout de souffle, et cette motion se base sur la reconnaissance de cette réalité. Le prix des produits et services de première nécessité, qu'il s'agisse de l'épicerie, du loyer ou de l'énergie, continue de monter en flèche. La moitié des Canadiens vivent d'un chèque de paie à l'autre. C'est un fait que je mentionne souvent à la Chambre, car je crois que c'est essentiel. Je tiens à le souligner: la moitié des Canadiens sont à deux chèques de paie d'une catastrophe économique. Un parent sur quatre mange moins ou saute des repas pour pouvoir nourrir ses enfants. Nous sommes dans un pays du G7 que mes collègues libéraux qualifient de superpuissance énergétique, mais où 25 % des parents ne peuvent pas manger à leur faim par souci pour leurs enfants.

Je suis aussi tout à fait d'accord pour dire que les Canadiens ont besoin de répit tout de suite dans cette crise de l'abordabilité. Je conviens aussi qu'après 11 ans de gouvernement libéral, nous devons nous demander, à un moment donné, qui est responsable de la situation actuelle et des décisions politiques qui nous y ont menés. Ce n'est pas le fruit du hasard. Ce n'est pas seulement à cause de facteurs externes, c'est aussi le résultat de 11 années de politiques malavisées et d'inaction de la part du gouvernement libéral à l'égard des fondements mêmes de l'abordabilité, qui font qu'aujourd'hui, tant de Canadiens ont du mal à joindre les deux bouts.

Cependant, je pense que les conservateurs proposent une mesure inefficace. Celle-ci n'est qu'un cadeau aux entreprises, car rien ne garantit que les économies se rendront réellement aux consommateurs. Sur le plan environnemental, elle représente un recul encore plus net que les politiques du gouvernement libéral actuel.

Les conservateurs veulent faire croire aux Canadiens que c'est juste une question de taxes et de règlements, mais les faits montrent une réalité différente. Le prix de l'essence n'est déterminé principalement ni par la fiscalité, ni même par les lois fondamentales de l'offre et de la demande. Il est influencé par les marchés mondiaux du pétrole, la spéculation financière et le pouvoir de fixation des prix d'un secteur hautement concentré. L'essence que les Canadiens achètent aujourd'hui a été raffinée il y a plusieurs semaines à partir de pétrole produit il y a plusieurs mois, souvent à des coûts bien inférieurs; pourtant, les prix à la pompe peuvent grimper rapidement en réaction à des événements internationaux et aux attentes du marché, bien avant qu'un changement réel ne se produise au niveau de l'offre matérielle ou des coûts de production.

Le Canada produit bien plus de pétrole qu'il n'en consomme. Les trois quarts de notre production sont exportés. Parmi les modestes volumes de pétrole importés dans l'Est du Canada, presque aucun ne provient du golfe Persique. En d'autres termes, il n'y a pas de crise d'approvisionnement énergétique au Canada. Le coût de production et de raffinage de l'essence n'a aucunement changé chez nous, mais les consommateurs canadiens sont pourtant durement pénalisés à la pompe. C'est parce que la spéculation sur les marchés mondiaux du pétrole est un facteur déterminant de la fluctuation des prix. En réalité, les acteurs du marché réagissent aux événements géopolitiques et aux risques anticipés en gonflant les prix en fonction des perturbations escomptées. Ces signaux financiers peuvent faire fluctuer les prix à la pompe même lorsque rien n'a changé dans l'offre réelle de carburant.

C'est également la raison pour laquelle la demande des conservateurs de tout simplement s'écarter du chemin et de déréglementer

davantage le secteur ne stabiliserait pas les prix. En fait, cela ferait le contraire. On exposerait encore plus les Canadiens à la volatilité des marchés mondiaux, où la spéculation et les chocs se répercutent immédiatement sur les consommateurs, au lieu de renforcer leur protection face à ces chocs. Les baisses de taxes et la déréglementation ne régleront jamais ce problème. Si la spéculation et les prix abusifs entraînent la hausse des prix du marché sous-jacents, le fait de supprimer des taxes ne mettra pas fin à cette dynamique. Cela ne fait que réduire les recettes du gouvernement tout en maintenant le même système de tarification. Les économies ne seront pas reflées aux consommateurs; elles seront plutôt absorbées dans des marges de profit encore plus élevées pour les entreprises.

Ce que je viens de dire n'est pas seulement une théorie. Dernièrement, nous avons constaté en temps réel que cette approche n'a pas réussi à faire baisser les prix pour les Canadiens. Le 20 avril, le gouvernement libéral a suspendu temporairement la taxe d'accise sur le carburant, au coût d'environ 2,4 milliards de dollars, en prétendant que cette mesure réduirait le prix de l'essence de 10 ¢ le litre. Au lieu de cela, le prix a continué d'augmenter pendant que les géants du secteur pétrolier et gazier continuent d'engranger des profits records.

• (1650)

Lorsque la suspension de la taxe d'accise est entrée en vigueur, le prix moyen de l'essence à l'échelle nationale était de 169,1 le litre. Aujourd'hui, ce prix moyen s'élève à 1,83 \$ le litre. À Vancouver, où je vis, le litre d'essence dépasse désormais régulièrement les 2 \$. La suspension de la taxe d'accise par les libéraux depuis le 20 avril a eu pour conséquence, jusqu'à présent, une hausse des prix. Pas un seul consommateur au Canada n'a profité de cette mesure libérale, et les néo-démocrates l'avaient prédit au moment même où cette réduction de la taxe d'accise a été mise en place.

Cette expérience met en évidence un point essentiel. Lorsque les prix sous-jacents du marché sont dictés par la spéculation et les prix excessifs, les réductions d'impôts ne se traduisent pas systématiquement par une baisse des prix à la pompe. C'est l'une des principales failles de la motion conservatrice dont nous débattons aujourd'hui, qui vise à aggraver encore davantage cette situation.

L'avantage de la réduction de la taxe d'accise peut être absorbé par des marges plus élevées dans un secteur déjà très rentable. Je suis persuadé que les compagnies pétrolières ont déjà absorbé au moins une partie de cette réduction de 10 ¢ de la taxe d'accise. Il est certain que rien dans la mesure des libéraux ne les empêchait de le faire. Comme je l'ai déjà dit, les faits sont éloquentes. Les prix ont augmenté depuis que les libéraux ont déclaré que leur mesure ferait baisser les prix.

Alors que les Canadiens ont du mal à joindre les deux bouts, les géants du pétrole et du gaz sont en train d'empocher des profits mirobolants. Cette année, les sociétés pétrolières canadiennes réaliseront des profits d'environ 90 milliards de dollars. Elles étaient censées réaliser des profits de 30 milliards de dollars cette année, mais s'attendent maintenant à engranger quelque 60 milliards de dollars supplémentaires en raison de la guerre américano-israélienne contre l'Iran. Pourtant, les conservateurs veulent accorder à ces mêmes sociétés un nouveau congé de taxes, sans aucun mécanisme garantissant que cette mesure profitera aux consommateurs; quant aux libéraux, ils refusent toujours d'instaurer un impôt sur les bénéfices exceptionnels des sociétés pétrolières et gazières et d'utiliser ces fonds pour apporter un réel répit aux Canadiens qui en ont désespérément besoin.

Travaux des subsides

Il ne fait aucun doute que les Canadiens ont besoin d'aide. La vraie question est la suivante: comment faire en sorte que cette aide parvienne aux travailleurs au lieu de gonfler les bilans financiers des entreprises? Plutôt que de donner un chèque en blanc aux géants du pétrole, le gouvernement devrait envisager des mesures pour plafonner les prix à la pompe, sévir contre les profits excessifs et veiller à ce que les économies soient réellement reflées aux consommateurs.

D'autres pays, et même le Canada lors de crises antérieures, ont reconnu ce principe fondamental. Quand une crise engendre une flambée des prix et, par conséquent, des bénéfices exceptionnels, le public a le droit de réclamer une juste part de ces profits et de ne pas les laisser être entièrement privatisés. Il est en droit de s'attendre à ce que son gouvernement le protège de ce que l'on appelle le « mercantilisme de guerre ».

Nous l'avons déjà fait. Pendant les deux guerres mondiales, le gouvernement canadien a eu recours à des mesures relatives aux bénéfices exceptionnels pour veiller à ce que les bénéfices réalisés en raison de la guerre servent le bien commun et les efforts nationaux et qu'ils ne soient pas engrangés par des intérêts privés. Plus récemment, pendant la pandémie de COVID-19, le gouvernement libéral a imposé une taxe d'accise sur les profits des grandes banques, car il était conscient que les gains extraordinaires réalisés en période de crise nationale ne devaient pas rester uniquement entre les mains d'intérêts privés. En tout respect, les néo-démocrates estiment que le même principe s'applique aujourd'hui au secteur pétrolier et gazier.

Je vais m'arrêter un instant pour dire que la motion demande également au gouvernement d'éliminer définitivement la Norme sur les combustibles propres. Cette norme exige que les fournisseurs, les raffineurs et les importateurs de combustibles primaires réduisent progressivement l'intensité en carbone du cycle de vie de l'essence et du diesel qu'ils produisent et vendent. Cette mesure vise à réduire les émissions de gaz à effet de serre de 30 millions de tonnes par année d'ici 2030. Elle encourage les fournisseurs de carburant à innover, par exemple en mélangeant des biocarburants à faible teneur en carbone comme l'éthanol dans leurs produits, en investissant dans les sources d'énergie renouvelable ou en achetant des crédits auprès des fournisseurs de bornes de recharge pour véhicules électriques. Cette motion ferait reculer ces mesures, et les néo-démocrates ne peuvent pas l'appuyer.

• (1655)

Finalement, c'est Jack Layton qui a amené le gouvernement libéral à verser 1 ¢ de la taxe d'accise fédérale sur l'essence aux municipalités, notamment pour assurer un financement stable pour le transport en commun.

Les néo-démocrates continueront de défendre des propositions constructives comme celle-là, au lieu de mesures qui n'aideront pas les consommateurs, qui nuiront à la capacité d'innovation du gouvernement et qui gonfleront les profits d'un secteur pétrolier et gazier qui s'enrichit déjà aux dépens des Canadiens.

• (1700)

L'hon. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, il est intéressant d'écouter mon collègue néo-démocrate. Je constate souvent que le Nouveau Parti démocratique du Canada n'est pas sur la même longueur d'onde que les partis néo-démocrates qui sont à la tête de certaines provinces. Par exemple, le

gouvernement provincial du Manitoba, sous la direction de Wab Kinew, a réduit de 14 ¢ les taxes sur l'essence en 2024. Le NPD du Manitoba semble très favorable à cette initiative.

Cependant, à l'échelle nationale, le NPD a tendance non seulement à s'opposer à de tels allègements fiscaux de la part du gouvernement fédéral, pour les raisons invoquées par le député, mais aussi à se positionner plus à gauche sur la question des pipelines. Le député pourrait-il nous indiquer si le NPD estime aujourd'hui que Wab Kinew avait raison d'agir comme nous le faisons actuellement...

Le vice-président adjoint (John Nater): Je dois donner au député un peu de temps pour répondre.

Le député de Vancouver Kingsway a la parole.

Don Davies: Monsieur le Président, je suis très heureux que mon collègue m'ait donné l'occasion de parler du travail fantastique que fait le premier ministre Wab Kinew au Manitoba. Pas plus tard que la semaine dernière, j'étais à l'Assemblée législative du Manitoba. J'ai assisté à l'assemblée générale du Congrès du travail du Canada. Le type de politiques et de mesures que le gouvernement néo-démocrate de Wab Kinew présente au Manitoba serait très instructif pour le gouvernement actuel, s'il en avait la capacité. Je suis très fier du gouvernement Kinew.

J'ai remarqué que mon collègue n'a pas abordé l'essentiel de mon argument, à savoir que les libéraux ont présenté le 20 avril une mesure qui, selon eux, ferait baisser le prix de l'essence pour les Canadiens. Ils ont réduit le prix du litre d'essence de 10 ¢ au pays en disant aux Canadiens qu'ils paieraient moins cher à la pompe. Ce prix était de 1,69 \$ le litre le 20 avril et il est de 1,81 \$ aujourd'hui. Ça n'a pas marché. Ce sont des mathématiques, et mon collègue ferait bien de se concentrer sur les mathématiques.

Les néo-démocrates réclament des mesures qui ne nuiront pas aux consommateurs, mais les aideront vraiment.

[Français]

Mario Simard (Jonquière, BQ): Monsieur le Président, je suis entièrement d'accord avec mon collègue. Chaque fois que le gouvernement a été complaisant avec l'industrie gazière et pétrolière en disant qu'il allait réduire le prix à la pompe pour les consommateurs, qu'est-ce qui est arrivé? L'industrie gazière et pétrolière s'est virée de bord et a augmenté sa marge de raffinage et encaissé la baisse de taxes et d'impôts. C'est complètement indécent, d'autant qu'on sait que, en 2022, en 2023 et en 2024, ces grandes entreprises ont engrangé des profits records qui se sont transformés en dividendes principalement aux États-Unis, parce que leurs actionnaires sont des Américains.

Le gouvernement continue à investir dans cette filière. J'aimerais entendre les commentaires de mon collègue à ce sujet. C'est complètement indécent.

[Traduction]

Don Davies: Monsieur le Président, les néo-démocrates avaient dit à l'époque que le gouvernement libéral proposait cette mesure sans aucun plafond ni dispositif visant à empêcher les compagnies pétrolières de s'approprier une partie de ces 10 ¢ et d'augmenter simplement leurs prix. Les libéraux n'ont rien fait. Bien sûr, cela a eu un résultat prévisible et regrettable.

Travaux des subsides

Les néo-démocrates réclament depuis longtemps des mesures concrètes qui aideraient réellement les Canadiens à la pompe. L'instauration d'un plafond sur les prix à la pompe en période de crise aiderait réellement les consommateurs. Ce qui serait utile, ce serait l'instauration d'une taxe sur les bénéfiques exceptionnels des compagnies pétrolières et gazières, qui empocheront 90 milliards de dollars cette année et qui ne sont pas dans la misère, et l'utilisation de cet argent pour aider les Canadiens en réduisant le coût de la vie de diverses manières.

Puisque j'y suis, je terminerai en disant à mon collègue, qui a parlé des gouvernements précédents, qu'il ferait bien de s'intéresser au gouvernement de C.D. Howe, un gouvernement libéral de la Seconde Guerre mondiale qui a réussi à protéger les consommateurs et à empêcher les entreprises de profiter de la guerre pour engranger des profits obscènes. Il devrait s'y intéresser et lire...

Le vice-président adjoint (John Nater): Le député de Provencher a la parole.

Ted Falk (Provencher, PCC): Monsieur le Président, je suis d'accord avec le député pour dire qu'il y a une crise du coût de la vie et que les Canadiens ont besoin d'aide.

On donnerait certainement un répit considérable à presque toutes les familles canadiennes si on réduisait le prix de l'essence d'un montant correspondant aux taxes prélevées par le gouvernement libéral. On ne peut pas contrôler les prix du pétrole dans le monde, et les sociétés pétrolières continueront donc de faire des bénéfices, mais elles généreront aussi beaucoup d'impôts pour le gouvernement fédéral, ce qui compensera les pertes de revenus attribuables à la réduction de la taxe d'accise, de la TPS et de la taxe sur le carbone pour les industries sur le prix du combustible.

Le député est-il d'accord avec moi pour dire que ce serait un bon début?

Don Davies: Monsieur le Président, je conviens que les bénéfices supplémentaires des sociétés feront augmenter les revenus d'impôts. Cependant, quand on parle de gains supplémentaires imprévus de 60 milliards de dollars, on peut faire valoir qu'un impôt sur les bénéfices exceptionnels serait approprié, surtout lorsque ces gains ne sont pas dus à des investissements supplémentaires de l'industrie pétrogazière, mais à un climat géopolitique instable entraînant une montée en flèche des prix sur les marchés mondiaux.

Ce sur quoi nous nous entendons, c'est que nous devons donner un répit aux consommateurs canadiens.

• (1705)

Billy Morin (Edmonton-Nord-Ouest, PCC): Monsieur le Président, j'aurai l'honneur de partager mon temps de parole avec le député de London—Fanshawe.

Aujourd'hui, les résidents d'Edmonton-Nord-Ouest ressentent de plus en plus le poids d'une vie hors de prix. Oui, il y a de l'incertitude dans le monde, mais ce n'est pas une raison pour repousser l'aide dont les Canadiens ont besoin maintenant. Comme le dit le premier ministre dans ses beaux discours, « nous devons nous concentrer sur ce que nous pouvons contrôler », et ce que son gouvernement contrôle, ce sont les taxes.

Pour les familles canadiennes, la flambée des prix de l'essence et des aliments n'est pas une réalité nouvelle exacerbée par les conflits mondiaux. Pour beaucoup, elle s'inscrit dans une décennie déjà marquée par l'augmentation du coût de la vie, des hausses de taxes et les dépenses inflationnistes d'un gouvernement qui cherche à tout

prix à convaincre les Canadiens qu'il n'est pas la cause du problème.

Les Canadiens ne sont pas dupes. Les familles d'Edmonton-Nord-Ouest me disent que la hausse du prix de l'essence les force à faire des choix impossibles. Elles doivent choisir entre faire le plein d'essence et payer les dépenses essentielles, comme l'épicerie ou le loyer. Pour elles, la voiture n'est pas un luxe. Elle est indispensable pour aller travailler, amener les enfants à l'école, se rendre à des rendez-vous et participer à la vie communautaire.

La semaine dernière, j'ai passé du temps avec des retraités d'Edmonton-Nord-Ouest. Ils m'ont expliqué à quel point leur vie est bouleversée. Ils tiraient déjà leurs pensions, mais là, ils n'arrivent juste plus, alors ils n'ont plus les moyens de voir leurs proches aussi souvent qu'avant. Ils peuvent de moins en moins se permettre quelque chose d'aussi simple qu'aller passer du temps en famille à l'autre bout de la ville.

Ce n'est pas rien: des Canadiens qui ont travaillé toute leur vie et qui ont apporté leur pierre à l'édifice de la société sont maintenant contraints d'y regarder deux fois avant de prendre le volant pour visiter les personnes qu'ils aiment le plus. Il n'y va pas uniquement de leur portefeuille, mais aussi de leur qualité de vie. C'est la même chose lorsqu'il s'agit d'obtenir des soins ou d'entretenir leur vie sociale.

La hausse du prix du carburant ne se répercute pas uniquement sur les familles. Les frais d'exploitation des entreprises d'Edmonton, comme K-Bro Linen, grimpent de plus en plus. Des organismes comme Chrysalis, qui sert les personnes handicapées, le YMCA, Play On!, Special Olympics Alberta, le club de l'âge d'or de Westend, Islamic Family ou l'église Beulah Alliance ont tous besoin d'un moyen de transport pour offrir leurs services ou venir en aide à leur communauté.

Tout le monde fait les frais de la hausse du prix de l'essence, aussi bien les bénévoles qui se déplacent en voiture pour s'occuper des programmes que les parents qui reconduisent leurs enfants à leurs activités, les gens qui font l'aller-retour au travail ou les organismes qui s'efforcent de répondre aux besoins de la population qu'ils servent. Lorsque les gens n'ont pas les moyens de faire le plein, les familles, les entreprises et les collectivités en pâtissent. Voilà les personnes qui ont le plus besoin d'un répit par rapport aux taxes libérales sur le carburant.

Edmonton possède la plus grande capacité de raffinage de notre pays, et nous sommes fiers de fournir à chacun, autant que possible, le carburant et l'énergie indispensables à la vie quotidienne. Nous ne devrions pas avoir à subir la pression de prix élevés à cause des taxes que le gouvernement impose sur nos propres ressources, mais les répercussions ne s'arrêtent pas là. La hausse du prix du carburant fait augmenter le coût du transport des marchandises partout au pays. Les produits d'épicerie ne se retrouvent pas d'eux-mêmes sur les rayons des magasins. Les matériaux de construction ne peuvent pas arriver aux chantiers sans moyen de transport. Sans camions sur les routes, les petites entreprises ne reçoivent pas leurs marchandises. Chaque hausse du prix à la pompe entraîne une réaction en chaîne dans l'ensemble de l'économie. Les entreprises doivent composer avec des coûts de transport plus élevés. Ces coûts sont répercutés sur les consommateurs, et les Canadiens finissent par payer plus cher pour les produits essentiels dont ils ont besoin au quotidien.

Travaux des subsides

La hausse du prix de l'essence a aussi des répercussions sur les services publics. Dans Edmonton-Nord-Ouest, l'entreprise K-Bro Linen doit déboursier davantage pour livrer des uniformes et d'autres fournitures aux établissements de santé et aux autres prestataires de services partout à Edmonton. L'impact se fait aussi sentir dans les communautés autochtones et dans les administrations locales. Des communautés comme la nation crie d'Ermineskin doivent assumer des coûts de plus en plus élevés pour continuer à assurer des services essentiels comme l'approvisionnement en eau et les services publics. Des communautés comme la nation crie de James Smith subissent une pression supplémentaire alors qu'ils doivent continuer à fournir des services de sécurité communautaire, de police, de sûreté et d'administration. La hausse du prix de l'essence met davantage de pression sur les services dont la population dépend au quotidien.

Pour de nombreuses collectivités rurales et autochtones, les coûts de transport représentent un fardeau encore plus lourd. Les distances sont plus longues, les options sont moins nombreuses et les services sont souvent dispersés. La hausse du prix du carburant peut se traduire par des dépenses d'exploitation encore plus élevées pour les collectivités qui travaillent déjà fort afin de fournir des services et de soutenir leurs membres. Les membres de la collectivité les plus touchés sont souvent les enfants, les aînés et les femmes, dont beaucoup doivent déjà composer avec des moyens de transport limités et coûteux.

Le Canada devrait se trouver dans l'une des positions les plus viables au monde. Notre pays est riche en ressources naturelles, en particulier en pétrole et en gaz, et il a le potentiel de renforcer son économie et de contribuer à répondre aux besoins énergétiques mondiaux. Depuis des années, les représentants de notre secteur des ressources soulèvent des préoccupations au sujet des obstacles réglementaires, des retards dans la délivrance des permis et de l'incertitude, qui ralentissent le développement et les investissements. Il y a plus d'une décennie, les prix mondiaux du pétrole étaient à des niveaux similaires, mais les Canadiens payaient 50 ¢ de moins à la pompe. Les Canadiens se posent une question raisonnable: pourquoi paient-ils plus aujourd'hui?

• (1710)

Lorsque les gouvernements alourdissent le fardeau administratif et fiscal du secteur des ressources, tout le monde en ressent les effets. Les investissements ralentissent, les occasions d'affaires ne se concrétisent pas et les coûts continuent d'augmenter pour les familles canadiennes. À l'heure où les familles canadiennes subissent déjà des difficultés économiques, nous devrions faire tout ce qui est en notre pouvoir pour les aider à améliorer leur sort. Pourtant, de nombreux professionnels d'Edmonton-Nord-Ouest peinent toujours à composer avec les pressions auxquelles ils sont confrontés.

La motion dont nous sommes saisis met en lumière une autre réalité. Le prix de l'essence au Canada est 13 % plus élevé qu'aux États-Unis, c'est-à-dire que nous payons 22 ¢ de plus le litre ici, au Canada. Pour les familles qui font le plein d'essence chaque semaine, l'écart est considérable. Les Canadiens ne veulent pas d'excuses. Ils ne veulent pas entendre qu'on en a déjà fait assez, alors que la hausse du coût de la vie continue de les accabler. Une demi-mesure temporaire n'apporte pas un réel répit. Les Canadiens veulent des mesures qui réduiront les coûts et leur redonneront confiance. Ils veulent savoir que le gouvernement comprend les difficultés auxquelles ils sont confrontés.

Les conservateurs demandent au gouvernement d'annuler toutes les taxes fédérales sur l'essence et le diésel pour le reste de l'année, y compris la TPS, et de supprimer définitivement la Norme sur les combustibles propres. Ces mesures apporteraient un allègement que les Canadiens constateraient directement à la pompe.

Les Canadiens ne veulent pas que le gouvernement se serve de la classe Brookfield comme prétexte pour ne pas aider la majorité de ceux qui en ont le plus besoin en ce moment. Les Canadiens travaillent fort. Ils ne devraient pas se sentir punis parce qu'ils conduisent pour se rendre au travail, pour emmener leurs enfants à des activités, pour rendre visite à leurs proches ou pour faire fonctionner les services essentiels. Ils ne demandent pas au gouvernement de s'occuper d'eux au moyen de subventions ou de programmes socialistes qui entraînent une augmentation des impôts. Ils lui demandent de se tasser du chemin une bonne fois pour toutes.

Les Canadiens méritent de savoir pourquoi le gouvernement actuel a créé un système où le prix de l'essence est 13 % plus élevé au Canada qu'aux États-Unis et où ils dépensent 22 ¢ de plus par litre que les Américains. Ils ont raison de se demander comment le gouvernement libéral justifie le fait que l'essence coûte 50 ¢ de plus le litre aujourd'hui qu'en 2014, alors que les prix étaient au même niveau sur les marchés mondiaux. Les Canadiens méritent des politiques qui font baisser le coût de la vie, des possibilités qui leur permettent d'améliorer leur sort, et un gouvernement qui tient compte de leur réalité quotidienne.

Marilyn Gladu (Sarnia—Lambton—Bkejwanong, Lib.): Monsieur le Président, le député d'en face prétend que le gouvernement n'a rien fait pour rendre la vie plus abordable, mais je peux penser à une multitude de mesures, notamment la réduction de 28 ¢ le litre à la pompe, un allègement fiscal de 22 millions de dollars qui a reçu l'appui des conservateurs, l'Allocation canadienne pour enfants, les garderies à 10 \$ par jour qui permettent aux familles d'économiser des milliers de dollars, un remboursement pour l'épicerie de 1 800 \$ par famille et l'élimination de la taxe sur le carbone pour les consommateurs, que je réclamaï personnellement depuis une dizaine d'années.

Le député ne convient-il pas que ces mesures contribuent à rendre la vie plus abordable?

Billy Morin: Non, monsieur le Président, je ne suis pas d'accord. Autrement, nous n'aurions pas de raison de tenir cette discussion. Nous avons affaire au même gouvernement qui nous sert la même vieille rengaine depuis 11 ans. C'est de la folie, quand on y pense. J'encourage la députée à revenir aux principes qui l'ont amenée à la Chambre.

[Français]

Andréanne Larouche (Shefford, BQ): Monsieur le Président, j'aimerais faire quelques commentaires à mon collègue.

On voit que la baisse de taxe sur l'essence des libéraux profite surtout aux riches, selon la directrice parlementaire du budget, que c'est « une mesure inéquitable » sans vision, selon Normand Mousseau, de l'Institut de l'énergie Trottier affilié à Polytechnique Montréal, et que baisser les taxes sur l'essence est « une fausse bonne idée », selon Luc Godbout, éminent économiste de l'Université de Sherbrooke.

Travaux des subsides

Tout ce dont nous débattons aujourd'hui, c'est d'abord d'une suspension de taxe sur les carburants. Cela priverait le gouvernement de recettes fiscales en cette période déficitaire. C'est donc une autre fausse bonne idée. En plus, au Québec, on voit que la taxe sur les carburants remonte à 1924 et qu'elle sert à l'entretien des routes.

Finalement, une baisse irait à l'encontre des objectifs gouvernementaux de la lutte contre les changements climatiques et de la cible de 2030, alors que d'autres pays, en Asie et en Europe, visent cette carbonutralité et mettent en place des mesures pour cette transition énergétique.

Que pense mon collègue de tous ces commentaires?

● (1715)

[Traduction]

Billy Morin: Monsieur le Président, ma collègue du Québec parlait d'équité dans la façon dont la mesure s'appliquerait. J'ai entendu cette question tout au long de la journée à la Chambre, et je trouve déconcertant que l'excuse invoquée pour ne pas consentir à la mesure soit la classe Brookfield. Les riches de tout le pays empêchent de faire avancer les choses pour la majorité des Canadiens qui se sentent pris à la gorge à cause du prix de l'essence et du coût de la vie. C'est le même principe dont les libéraux se servent quand ils accordent plus d'attention aux criminels qu'aux victimes. C'est le gouvernement qui gâche tout, et c'est ce que je dirais en réponse à sa question.

Costas Menegakis (Aurora—Oak Ridges—Richmond Hill, PCC): Monsieur le Président, c'est un peu fort de la part du gouvernement libéral de dénigrer une motion très importante comme celle que nous présentons aujourd'hui, qui, bien sûr, éliminerait toutes les taxes sur le carburant et toutes les taxes sur l'essence pour toute l'année, surtout compte tenu du fait que le gouvernement a entraîné la hausse du prix des logements la plus élevée de l'histoire du pays. À cause du gouvernement, le prix du carburant et de l'essence n'a jamais été aussi élevé au pays. Le gouvernement a créé le pire bilan de tous les pays du G7 en matière d'abordabilité alimentaire.

Nous avons passé deux semaines dans nos circonscriptions pour y rencontrer la population. Je me demande si le député pourrait nous dire si les habitants de sa circonscription ressentent la même chose que ceux de ma circonscription, à savoir qu'ils n'arrivent pas à joindre les deux bouts, ce qui, bien sûr, est une situation épouvantable pour les familles. Je me demande s'il entend la même chose ou si la situation est quelque peu différente dans cette région du pays.

Billy Morin: Monsieur le Président, il s'agit du Canada, qu'il s'agisse de la côte Est, des régions nordiques, de la côte Ouest ou de ma ville, Edmonton, en Alberta. Le député vient de l'Ontario. En Alberta, j'ai entendu la même chose. La semaine dernière, lors de réunions publiques et de ma visite au centre d'activités pour les aînés de Westend, j'ai entendu des aînés dire qu'ils devaient choisir quand aller voir leurs petits-enfants, quand sortir de chez eux et quand s'impliquer dans leur collectivité. Ce que j'ai appris des aînés de ma collectivité, c'est que si on ne s'en sert pas, on le perd. Ce sont des personnes qui sont coincées chez elles et qui s'engagent lentement sur une voie qu'elles n'avaient pas souhaitée pour leur retraite, celle de l'enfermement. Le prix de l'essence peut avoir une incidence là-dessus. Le prix de l'essence peut rendre la vie plus abordable pour les aînés, les personnes les plus importantes qui méritent une vie abordable partout au pays.

Kurt Holman (London—Fanshawe, PCC): Monsieur le Président, ce matin, des millions de Canadiens sont montés à bord de

leur véhicule et se sont rendus au travail. Ils n'avaient pas le luxe de décider s'ils avaient besoin de carburant. Ils en avaient besoin pour aller travailler, envoyer leurs enfants à l'école, s'occuper de leurs parents vieillissants et faire des livraisons, visiter des clients, gérer des entreprises et gagner leur vie. Lorsque le prix du carburant augmente fortement, comme les Canadiens l'ont vécu au cours des derniers mois, le carburant commence à occuper une plus grande part du budget des ménages. Cet argent doit venir de quelque part. La question n'est pas de savoir si les Canadiens feront le plein, mais ce qu'ils devront sacrifier pour le faire. Est-ce qu'ils consacreront moins d'argent à l'épicerie, à l'épargne, aux activités de leurs enfants ou à un fonds d'urgence? Pour des millions de Canadiens, le carburant n'est pas un luxe, mais une nécessité. C'est pourquoi nous tenons ce débat aujourd'hui.

Les prix du carburant ne sont pas déterminés par une seule force. L'instabilité mondiale, les marchés de l'énergie, les chaînes d'approvisionnement et l'incertitude économique jouent un rôle. Les Canadiens le comprennent. Les Canadiens sont confrontés à de nombreux problèmes qui échappent au contrôle du gouvernement. Le gouvernement ne peut tous les résoudre, mais, à tout le moins, il ne devrait pas les compliquer inutilement.

Ce principe simple est au cœur de la motion de l'opposition. Je me suis souvenu de ce principe il y a quelques jours à peine, alors que j'animais une assemblée publique avec des aînés dans London—Fanshawe. Nous avons discuté de sécurité de la retraite, des problèmes que rencontrent les aînés avec le programme de soins dentaires et les services gouvernementaux. Une fois de plus, le coût de la vie a dominé la conversation. Les aînés ont évoqué la hausse des prix des produits alimentaires et des frais de logement, et les dépenses quotidiennes qui ne cessent d'augmenter alors que leur revenu reste fixe. Ce qui m'a le plus frappé, ce n'est pas simplement l'inquiétude liée au coût de la vie en soi. Beaucoup ne parlaient pas seulement d'eux-mêmes, mais s'inquiétaient pour leurs enfants et leurs petits-enfants. Ils voient de jeunes familles travailler dur et se débattre, ne serait-ce que pour s'en sortir. Ils constatent que les budgets des ménages sont plus serrés que jamais. Ils craignent que, malgré tous les discours, les promesses et les annonces du gouvernement libéral, les choses continuent d'aller dans la mauvaise direction. Qu'il s'agisse d'une jeune famille, d'un ouvrier spécialisé, d'un propriétaire de petite entreprise ou d'un aîné, les préoccupations sont remarquablement similaires. La vie devient de plus en plus chère. Les gens ressentent la pression et veulent que le gouvernement cesse d'aggraver la situation.

Dans London—Fanshawe, nous subissons souvent ces pressions avant d'autres régions. Notre collectivité a des liens étroits avec le secteur de la fabrication, les transports et les chaînes d'approvisionnement nord-américaines. Nous nous trouvons à un peu plus d'une heure de la frontière américaine. Nous comprenons mieux que la plupart des gens que la prospérité du Canada dépend de notre capacité à soutenir la concurrence. Quand l'incertitude augmente, les collectivités comme la nôtre sont souvent les premières à en ressentir les effets. Quand les coûts augmentent, nous le ressentons. Quand les investissements ralentissent, nous le ressentons. Quand les entreprises hésitent à prendre de l'expansion, nous le ressentons. Quand les familles commencent à se serrer la ceinture, nous le ressentons.

Travaux des subsides

À London, le taux de chômage s'élève actuellement à 9,2 %, soit le taux le plus élevé au pays. Les collectivités comme la nôtre subissent souvent des pressions économiques avant une grande partie du pays. C'est pourquoi, pour l'économie canadienne, London est comme le canari dans la mine de charbon. Ce qui commence dans des communautés comme la nôtre y reste rarement; les signaux d'alarme finissent par s'étendre, et il devient de plus en plus difficile de les ignorer. Les entreprises qui souhaitent investir et croître se tournent de plus en plus vers d'autres pays que le Canada. Des familles retardent certains achats. Des travailleurs se demandent ce que l'avenir leur réserve.

En raison de nos liens économiques étroits avec les États-Unis, l'incertitude entourant le commerce international ne relève pas d'une simple décision politique abstraite pour des collectivités comme la nôtre. Elle influe sur les décisions d'investissement, les décisions d'embauche et la confiance. Elle détermine si les entreprises choisissent de se développer ou d'attendre. On a dit aux Canadiens que le premier ministre était particulièrement bien placé pour relever ce défi. On leur a dit qu'il utiliserait tous les outils à sa disposition pour renforcer la position du Canada. On leur a dit qu'il conclurait un accord, mais aujourd'hui, les entreprises canadiennes opèrent toujours dans la même incertitude. Les décisions d'investissement sont toujours reportées, les employeurs attendent toujours des éclaircissements et les travailleurs canadiens se demandent toujours ce que l'avenir leur réserve.

Nous ne pouvons pas contrôler ce que dit ou fait le président Trump, aucun gouvernement canadien ne le peut, mais nous pouvons contrôler notre positionnement. Nous pouvons décider si le Canada adopte une position de force par rapport à ses concurrents. Nous pouvons décider si nous attirons les investissements ou si nous les repoussons. Nous pouvons décider si nous facilitons ou compliquons la construction, la production, le transport et la compétitivité ici, chez nous.

● (1720)

Les Canadiens sont confrontés à de nombreuses difficultés sur lesquelles le gouvernement n'a aucun contrôle. Il ne peut pas éliminer chacune de ces difficultés, mais il devrait au moins ne pas les rendre inutilement plus difficiles à surmonter. Les Canadiens paient leur carburant nettement plus cher que les Américains. Les familles, les entreprises, les camionneurs et les fabricants en ressentent tous les effets.

Ils posent tous une question simple: pourquoi, à un moment où les Canadiens subissent déjà tant de pressions économiques, le gouvernement continue-t-il d'augmenter ses propres coûts? Les coûts imposés sur le carburant ne restent pas à la station-service. Ils se répercutent sur l'ensemble de l'économie. Ils ont une incidence sur le transport, l'agriculture, la construction, la fabrication, les livraisons et le prix des aliments. Chaque produit qui doit être transporté, chaque service qui nécessite un transport et chaque entreprise qui dépend du carburant finit par en ressentir les répercussions.

Les coûts se répercutent quelque part. Ils se reflètent dans les prix, les décisions d'affaires et la capacité concurrentielle. En fin de compte, ils se reflètent dans le coût de la vie pour les familles canadiennes. C'est pourquoi ce débat va bien au-delà du prix sur le reçu à la pompe. Il s'agit de savoir si les Canadiens peuvent améliorer leur sort et si les entreprises peuvent demeurer concurrentielles. Il s'agit de déterminer si on renforce ou affaiblit l'économie et de savoir si le gouvernement comprend que chaque coût supplémentaire

imposé aux produits de première nécessité finit par devenir le fardeau des Canadiens ordinaires.

Cet enjeu dépasse largement ce que les Canadiens paient à la pompe. Il témoigne d'un principe plus général selon lequel l'augmentation des coûts est le problème de quelqu'un d'autre. Peu importe que ces coûts soient imposés par l'entremise de taxes sur les carburants, de la norme sur les carburants propres ou de la taxe sur le carbone pour les industries, ils ne disparaissent pas. Ils traversent les chaînes d'approvisionnement. Ils augmentent les coûts de production, les coûts de transport et les coûts d'exploitation. Au bout du compte, ils rendent le Canada moins concurrentiel. C'est important pour l'industrie manufacturière, l'agriculture, les transports et les industries qui façonneront l'économie de demain.

Des pays aux quatre coins du globe sont en concurrence pour obtenir les investissements dans la fabrication de pointe, les centres de données et l'intelligence artificielle. Ces industries ont besoin d'énormément d'énergie abordable et fiable. Si le Canada continue d'augmenter le prix des ressources énergétiques alors que ses concurrents s'efforcent d'attirer des investissements, nous ne devrions pas être surpris que ceux-ci se fassent ailleurs.

Pendant des années, les Canadiens ont prévenu le gouvernement que le problème de l'abordabilité était en train de devenir une crise. Pendant des années, les conservateurs ont prévenu le gouvernement que le problème de l'abordabilité était en train de devenir une crise. Pendant des années, on a dit aux Canadiens de ne pas s'inquiéter. Pendant des années, on leur a dit que la taxe sur le carbone était la solution. Finalement, après des années de pressions de la part des Canadiens et d'opposition de la part des conservateurs, le gouvernement a finalement renoncé à sa mesure phare, la taxe sur le carbone. Cependant, ce qu'il faut retenir de la situation va bien au-delà de cette seule taxe.

Ce qui posait problème aux Canadiens allait bien au-delà d'un seul article sur une facture. Ils s'opposaient à une approche plus large qui ne cessait de faire augmenter le prix des produits et services essentiels. Ce qu'il faut retenir, c'est que l'abordabilité est importante. Ce qu'il faut retenir, c'est que, lorsque les gouvernements font constamment augmenter le prix des produits et services de première nécessité, ils ne peuvent pas s'attendre à ce que les Canadiens ne s'en rendent pas compte. Ce qu'il faut retenir, c'est que, lorsque les familles ont du mal à joindre les deux bouts, le gouvernement devrait chercher des moyens d'alléger leur fardeau au lieu de l'alourdir.

C'est pourquoi il est logique d'accorder un répit temporaire en ce qui concerne les taxes fédérales sur l'essence et le diésel pour le reste de l'année. Les Canadiens ont besoin d'aide dès maintenant. Les gens ressentent déjà les effets de la hausse du prix du carburant. Ils n'ont pas besoin de taxes supplémentaires qui aggravent la situation. C'est aussi pour cela qu'il est logique d'éliminer définitivement la norme sur les carburants propres. Les pressions temporaires peuvent justifier un allègement temporaire, mais les coûts structurels commandent des solutions structurelles. En cette période où l'abordabilité demeure l'un des principaux défis auxquels les Canadiens sont confrontés, le gouvernement ne devrait pas contribuer à la cherté de l'énergie, des transports et de la vie.

Les Canadiens font leur part. Ils travaillent fort. Ils élèvent leur famille. Ils bâtissent des entreprises. Ils s'adaptent à des difficultés souvent indépendantes de leur volonté. Bon nombre de ces difficultés échappent aussi au contrôle du gouvernement. Cependant, si le gouvernement ne peut pas tout régler, il ne doit pas non plus aggraver les choses inutilement. C'est précisément ce que cette motion cherche à éviter, et c'est pourquoi je suis heureux de l'appuyer.

• (1725)

L'hon. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, alors que nous achevons le débat sur cette question, il convient de rappeler que le premier ministre a été élu il y a un peu plus d'un an et que la première mesure qu'il a prise a été d'éliminer la taxe sur le carbone. Cette décision a contribué à une réduction notable du prix de l'essence, de l'ordre d'environ 15 ¢ le litre.

Depuis le 1^{er} avril, si je ne m'abuse, la suspension de la taxe d'accise sur l'essence a permis de réduire le prix de 10 ¢ le litre. Cette baisse importante, on la doit à l'allègement fiscal offert par le gouvernement. Ce que j'ai du mal à accepter, c'est l'hypocrisie des conservateurs. Ceux-ci se disent préoccupés par le coût de la vie. Or, lorsque nous présentons des mesures qui visent à alléger le coût de la vie, comme l'Allocation canadienne pour l'épicerie et les besoins essentiels, les conservateurs votent contre, et ce n'est qu'un exemple parmi d'autres.

Pourquoi autant d'hypocrisie de la part du Parti conservateur du Canada sur la question du coût de la vie?

Kurt Holman: Monsieur le Président, la définition d'« hypocrisie » me rend un peu perplexe, car la solution des libéraux était un allègement des taxes sur les combustibles jusqu'au 1^{er} septembre, alors que notre solution est un allègement fiscal jusqu'à la fin de l'année civile. Je considère que la solution des conservateurs aide davantage les Canadiens que celle du gouvernement libéral.

[Français]

Rhéal Éloi Fortin (Rivière-du-Nord, BQ): Monsieur le Président, j'aimerais savoir ce que pense mon collègue de la motion du Bloc québécois qui demandait au gouvernement fédéral de rembourser les 814 millions de dollars qui sont dus aux Québécoises et aux Québécois. Ses collègues ont voté contre cette motion. Ça me semble un peu bizarre.

Si on veut vraiment faire économiser les Canadiens, au nom de l'équité, pourquoi a-t-on oublié les Québécois? Je ne comprends pas. Les conservateurs ont quand même des circonscriptions au Québec. Ce désintéret pour le sort de Québécois m'étonne.

J'aimerais entendre les commentaires de mon collègue à ce sujet.

[Traduction]

Kurt Holman: Monsieur le Président, je répondrai rapidement à mon collègue du Bloc. Comme je l'ai déjà dit, la solution proposée cherche à aider l'ensemble des Canadiens, y compris les Québécois.

Le vice-président adjoint (John Nater): Comme il est 17 h 30, je dois interrompre les délibérations et mettre aux voix sur-le-champ toutes les motions relatives aux crédits.

• (1730)

[Français]

Le vote porte sur la motion.

Affaires émanant des députés

[Traduction]

Si un député participant en personne désire que la motion soit adoptée ou adoptée avec dissidence ou si un député d'un parti reconnu participant en personne désire demander un vote par appel nominal, je l'invite à se lever et à l'indiquer à la présidence.

L'hon. Kevin Lamoureux: Monsieur le Président, nous demandons un vote par appel nominal, s'il vous plaît.

Le vice-président adjoint (John Nater): Conformément à l'article 45 du Règlement, le vote est reporté au mercredi 27 mai, à la fin de la période prévue pour les questions orales.

L'hon. Kevin Lamoureux: Monsieur le Président, je pense que, si vous demandez l'opinion de la Chambre, vous constaterez qu'il y a consentement unanime pour passer à l'heure réservée aux affaires émanant des députés.

Le vice-président adjoint (John Nater): D'accord?

Des voix: D'accord.

AFFAIRES ÉMANANT DES DÉPUTÉS

[Traduction]

LOI RÉVOQUANT CERTAINES RESTRICTIONS RELATIVES AU TRANSPORT MARITIME

David McKenzie (Calgary Signal Hill, PCC) propose que le projet de loi C-264, Loi révoquant certaines restrictions relatives au transport maritime, soit lu pour la deuxième fois et renvoyé à un comité.

— Monsieur le Président, j'ai l'honneur de prendre la parole à la Chambre aujourd'hui au nom des habitants de Calgary Signal Hill.

« Le protocole d'accord avec l'Alberta prévoit la construction d'un pipeline. » Le premier ministre du Canada a fait cette déclaration à la Chambre il y a à peine quatre mois. Bien sûr, le premier ministre faisait référence au protocole d'accord signé par la province de l'Alberta et le gouvernement fédéral il y a à peine six mois.

Depuis, le premier ministre a fait diverses déclarations promettant aux Canadiens d'accroître la capacité d'exportation de pétrole par pipeline pour la ressource naturelle la plus précieuse exportée par le Canada. Par exemple, le premier ministre a dit, il y a moins de deux semaines, « nous allons [...] promouvoir la mise en place éventuelle d'un oléoduc qui pourrait transporter au moins un million de barils de pétrole albertain à faibles émissions de carbone par jour vers de nouveaux marchés ». Cette déclaration est conforme à ce que le premier ministre a dit il y a un an: « Si vous voulez une réponse simple à la question "Est-ce que j'appuierai [...] un pipeline?" Oui. Voilà une réponse simple. Je l'ai déjà donnée à maintes reprises. »

Affaires émanant des députés

Au-delà des déclarations du premier ministre, la province de l'Alberta et le gouvernement fédéral ont signé, il y a tout juste dix jours, un accord de mise en œuvre concernant le protocole d'entente conclu en novembre. Cet accord stipule que l'Alberta soumettra au Bureau des grands projets, d'ici le 1^{er} juillet — soit dans un peu plus de cinq semaines —, une proposition détaillée concernant un oléoduc vers les marchés asiatiques et que « le Canada fera désigner le projet comme un projet d'intérêt national pouvant faire l'objet d'un processus d'approbation en vertu de la Loi visant à bâtir le Canada d'ici le 1^{er} octobre 2026 ». Nous sommes peut-être en train d'avancer.

Les députés se demandent peut-être si le projet de loi dont nous débattons actuellement est bien le projet de loi C-264, une loi visant à abroger l'interdiction des pétroliers sur la côte Ouest. Après tout, je n'ai rien mentionné au sujet des navires ou des pétroliers. Je n'ai parlé que des oléoducs. Le fait est qu'une condition préalable à la construction d'un nouveau pipeline d'exportation de pétrole brut est la possibilité de charger le pétrole transporté par ce pipeline sur un pétrolier pour l'acheminer vers les marchés étrangers. Alors que le Canada charge actuellement des centaines de milliers de barils de pétrole brut sur des navires via le terminal Westridge du pipeline Trans Mountain à Burnaby, en Colombie-Britannique, les dispositions issues du projet de loi C-48, qui interdisent les pétroliers sur la côte Ouest, empêcheraient l'expédition depuis la côte Nord de la Colombie-Britannique.

Greg Ebel, chef de la direction d'Enbridge, le plus grand expéditeur de pétrole brut au Canada, a déclaré: « Aucune entreprise ne construirait un pipeline qui ne mènerait nulle part. » De plus, M. Ebel a déclaré: « L'interdiction des pétroliers est un excellent exemple de la façon dont les choses devront changer pour permettre à notre pays de maximiser son potentiel économique. Laissons les marchés et la demande réelle orienter les tracés et les capacités, tandis que le gouvernement se concentre sur la mise en place des conditions propices à la réussite. On ne saurait mieux dire.

Réunissons tous les morceaux. Le premier ministre veut que l'on construise un oléoduc. L'industrie en construira un et il l'utilisera pour acheminer du pétrole si celui-ci peut être chargé sur des pétroliers sur la côte Ouest du Canada pour être exporté. Par conséquent, la prochaine étape logique est d'abroger le projet de loi C-48, la Loi sur le moratoire relatif aux pétroliers sur la côte Ouest, afin de permettre le transport maritime sécuritaire et responsable du pétrole brut qui a été produit de manière sécuritaire et responsable ici, au Canada.

Il y a de bonnes nouvelles, et nous ne sommes que mardi. Les conservateurs sont là pour aider, et le projet de loi C-264 est exactement ce qu'il faut: l'abrogation de l'interdiction des pétroliers afin de permettre la construction d'un nouvel oléoduc d'exportation de pétrole brut, ainsi qu'une augmentation du transport sécuritaire et responsable du pétrole canadien vers nos partenaires commerciaux et nos alliés en Asie.

La demande en énergie canadienne produite de manière responsable, y compris le pétrole brut, s'est déjà clairement manifestée. Les pays qui ne sont pas autosuffisants sur le plan énergétique s'intéressent au Canada en tant que fournisseur d'énergie. Nous sommes un pays stable et démocratique doté de normes environnementales sans égal et nous sommes un fournisseur de choix. Des pays comme l'Inde, l'Indonésie, Singapour, la Corée du Sud, Taïwan et le Japon, précisément ceux avec lesquels le premier ministre

cherche à développer nos relations commerciales, veulent de l'énergie canadienne.

Si nous avons beaucoup à gagner en levant l'interdiction des pétroliers sur la côte Ouest, le Canada a également quelque chose à perdre si nous ne saisissons pas cette occasion pour éliminer les obstacles et développer notre capacité à approvisionner nos partenaires commerciaux internationaux. Tim McMillan, ancien ministre de l'Énergie et des Ressources de la Saskatchewan, était PDG de l'Association canadienne des producteurs pétroliers en 2019 lorsqu'il a dit: « Le projet de loi C-48 risque d'empêcher définitivement le Canada d'exporter ses ressources naturelles produites de manière responsable vers des marchés internationaux en pleine croissance, nous empêchant ainsi de contribuer à réduire les émissions mondiales de gaz à effet de serre et de sortir d'autres pays de la précarité énergétique. »

• (1735)

Martha Hall Findlay, ancienne députée libérale, s'est montrée nettement plus directe en déclarant que l'interdiction des pétroliers « était une mauvaise mesure législative et que le gouvernement devrait la supprimer ». Mme Hall Findlay a proposé une approche différente de celle adoptée par l'actuel gouvernement libéral avec le projet de loi C-48: « Il existe de meilleures solutions que le projet de loi C-48, comme la création de zones marines particulièrement sensibles, qui ont déjà été établies dans des régions telles que la Grande barrière de corail et les îles Galapagos. »

Pourquoi le projet de loi C-48 a-t-il été présenté? Quand les libéraux ont imposé l'interdiction des pétroliers, ils ont fait valoir qu'elle était nécessaire pour protéger l'environnement. Cet argument est en totale contradiction avec la réalité du transport maritime commercial sur la côte Ouest du Canada. Depuis près d'un siècle, des pétroliers sillonnent la côte Ouest sans qu'il y ait eu de déversement grave de pétrole brut canadien. Statistiquement parlant, les pétroliers sont plus sûrs que les voitures, les avions, les trains et même les oléoducs, si l'on considère le nombre de chargements transportés en toute sécurité. À l'heure actuelle, environ 400 pétroliers sont chargés chaque année au port de Vancouver, et il n'y a eu aucun déversement. Les normes de sécurité canadiennes comptent parmi les plus strictes au monde, et le bilan en matière de sécurité au pays le prouve.

Les libéraux ont également fait valoir que l'interdiction des pétroliers était nécessaire pour protéger le détroit d'Hécate en particulier, car celui-ci est difficile à naviguer et serait extrêmement dangereux. Or, cet argument ne semble pas reposer sur des faits scientifiques. Aucune analyse des risques réalisée par Transports Canada ne décrit le détroit comme particulièrement difficile. Les traversiers de passagers de la Colombie-Britannique empruntent régulièrement ce détroit. L'Administration portuaire de Prince Rupert affirme que le détroit d'Hécate est « un bras de mer profond, libre de glace, facilement accessible et praticable à tout moment et en toute saison ».

En cas de mauvais temps, un ancien employé de l'administration portuaire m'a expliqué que la meilleure solution consiste à attendre. Grâce à l'analyse météorologique par satellite et aux technologies modernes, les capitaines de navires peuvent anticiper l'arrivée de conditions météorologiques défavorables ou les détecter lorsqu'elles sont déjà présentes, et ils n'ont alors qu'à attendre que ces conditions s'améliorent.

Affaires émanant des députés

Le fait est que des pétroliers chargés ont traversé le détroit d'Hécate au cours des six dernières années, depuis l'entrée en vigueur de l'interdiction de circulation des pétroliers. Ces passages ont été peu nombreux, mais ils ont bel et bien lieu. Je présume que ces traversées occasionnelles sont peu connues parce que les pétroliers ont franchi le détroit d'Hécate en toute sécurité et sans incident.

N'oublions pas que les pétroliers ne sont pas obligés d'emprunter le détroit d'Hécate pour transporter du pétrole brut depuis le port de Prince Rupert, dans le Nord de la Colombie-Britannique. Les navires à destination de l'étranger emprunteraient plutôt l'entrée Dixon pour gagner le large. L'entrée Dixon, c'est un plan d'eau dont le point le plus étroit fait 13 kilomètres de largeur. Pour mettre les choses en perspective, c'est la même largeur que 289 pétroliers.

Je veux aussi parler de la sécurité dans l'industrie canadienne du transport maritime. Les pétroliers modernes ont une double coque, ils utilisent la radionavigation GPS, ils sont extrêmement encadrés et, à l'approche des côtes, ils doivent être escortés par un remorqueur et un pilote formé expressément à la navigation à cet endroit. Les pétroliers et la navigation commerciale sont extrêmement sûrs. Les professionnels de la mer savent très bien faire leur travail. Au lieu de mettre leurs compétences en doute, nous devrions plutôt miser sur le volume de circulation auquel se prête la côte Ouest et nous en réjouir.

Bien que le transport maritime soit extrêmement sûr, il y a parfois des accidents. La plupart du temps, par contre, ils ne sont pas causés par des courants traîtres ou des conditions météorologiques exceptionnelles. Il s'agit plutôt de navires qui entrent en collision entre eux ou qui s'échouent, généralement à proximité des ports, surtout ceux qui sont congestionnés. C'est logique. Le port de Vancouver est ainsi aux prises avec la congestion et des installations vieillissantes, sans compter que l'expansion de l'oléoduc Trans Mountain y a déjà intensifié la circulation de pétroliers. Accroître le volume de navires que peuvent accueillir les ports de Prince Rupert et de Kitimat permettrait de désengorger celui de Vancouver tout en rendant la navigation plus sûre.

• (1740)

Encore une fois, l'ancienne députée libérale, Mme Hall Findlay, a parlé brièvement des risques liés au transport maritime. Elle a dit : « Il y a des risques associés à tout type de transport de marchandises et ils ne sont pas tous liés aux pétroliers. Tout ce que le fait de cibler une partie d'une côte a fait, c'est empêcher la production de pétrole et de gaz qui pourraient être expédiés au large de cette côte. »

Les personnes qui estiment que les eaux de la côte Ouest sont trop dangereuses pour les pétroliers transportant du brut doivent se demander à quel point la côte Est est différente de la côte Ouest. Sur la côte Est du Canada, environ 240 pétroliers transportent chaque année du pétrole brut sur le fleuve Saint-Laurent entre les installations de stockage à Montréal et les raffineries à l'extérieur de Québec. À Terre-Neuve-et-Labrador, environ 90 pétroliers font escale au terminal de Whiffen Head chaque année pour transborder du pétrole brut.

Denise Mullen, directrice de l'environnement, du développement durable et des relations avec les Autochtones au Business Council of British Columbia, a dit ce qui suit au sujet de l'interdiction des pétroliers sur la côte Ouest : « Les expéditions comparables ne font l'objet d'aucune restriction de ce genre sur la côte Est [...] Ce traitement injuste renforce la dépendance excessive du Canada à l'égard

du marché américain, où le pétrole canadien est vendu au rabais, en limitant l'accès aux marchés de l'Asie-Pacifique. »

Il est tout à fait évident que le secteur canadien de l'énergie constitue le pilier économique de notre pays. Je suis fier de cette réalité à juste titre, de même que des centaines de milliers de Canadiens qui participent à la production responsable de pétrole et de gaz canadiens. Devant cette réalité, le maintien de l'interdiction des pétroliers sur la côte Ouest est non seulement contre-productif, mais aussi tout simplement absurde.

Comme je l'ai mentionné, Denise Mullen, du Business Council of British Columbia, l'a très bien résumé. Elle a dit que l'interdiction des pétroliers entraînait des pertes de recettes publiques se chiffant en milliards de dollars ainsi qu'une baisse des investissements privés, à un moment où notre économie ne peut vraiment pas se le permettre.

L'interdiction des pétroliers imposée par les libéraux a toujours eu pour objectif de mettre un terme à la production pétrolière canadienne, et non d'assurer la sécurité ou la protection de l'environnement. Depuis plus de cinq ans maintenant, leur interdiction des pétroliers sur la côte Ouest constitue un obstacle majeur à la véritable édification du pays. Il ne s'agit pas simplement d'une mesure législative; c'est un véritable frein aux projets. Elle fait partie du programme anti-énergie des libéraux qui, au cours de la dernière décennie, a essentiellement mis fin au projet d'oléoduc Northern Gateway et au projet énergétique Eagle Spirit, mené par des Autochtones.

Nous devons prendre le temps de réfléchir à la gravité de ces faits. Si ces projets avaient pu aller de l'avant, le Canada assurerait déjà la sécurité énergétique de pays comme la Corée du Sud, le Japon, Taïwan et l'Inde, au lieu de se contenter d'en parler. Notre secteur énergétique est un chef de file mondial en matière de technologies de pointe et de respect de l'environnement; il crée des milliers d'emplois bien rémunérés et favorise une véritable réconciliation économique avec les communautés autochtones. Notre secteur énergétique mérite notre soutien, un soutien réel et concret qui se traduit par des actions, et non par de simples paroles et des idées nobles.

Le caucus conservateur a appuyé le projet de loi du gouvernement qui a créé le Bureau des grands projets. Ce n'était pas, et ce n'est toujours pas, la meilleure solution pour relancer la construction dans notre pays, mais c'était un petit pas dans la bonne direction. À l'heure actuelle, nous devons faire un autre pas dans la bonne direction en abrogeant le moratoire sur les pétroliers et en dégageant un peu plus la voie pour faire en sorte que le Canada devienne une véritable superpuissance énergétique.

Nous devons nous focaliser sur les faits et la science. Nous devons faire confiance aux experts en transport maritime qui travailleront avec les populations locales, les communautés autochtones, les pêcheurs et les autres transporteurs et expéditeurs maritimes pour garantir la sécurité de tous les types de transport. Nous devons rejeter les rumeurs et l'hystérie et avoir confiance en notre capacité à transporter du pétrole brut en toute sécurité.

Je laisse le mot de la fin à Martha Hall Findlay, ancienne députée libérale, comme je l'ai mentionné, qui a dit espérer que nous assistions à la renaissance d'un gouvernement fédéral qui ferait preuve de pragmatisme dans la gestion du pays, précisant que l'abrogation des dispositions issues du projet de loi C-48 serait un signe que cela est en train de se produire.

Affaires émanant des députés

Je suis sûr qu'il ne me reste que quelques secondes. J'ai reçu un courriel intéressant d'une habitante de North Vancouver prénommée Andrea. Voici ce qu'elle dit: « L'interdiction des pétroliers est très frustrante. Il n'y a rien de tel dans l'Est du Canada, alors pourquoi est-ce le cas en Colombie-Britannique? Cette mesure m'a toujours semblé trop extrême. Des pétroliers circulent sans aucun problème dans la mer des Salish, dans le détroit de Géorgie, dans le port de Vancouver et surtout dans l'entrée du pont Lions Gate, qui est très étroite et relativement peu profonde. »

Je vais m'arrêter ici.

● (1745)

L'hon. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, vers la toute fin de son intervention, le député a parlé de consultations auprès des peuples autochtones. Le député a-t-il consulté les communautés autochtones avant d'élaborer son projet de loi d'initiative parlementaire? Pourrait-il nous dire si certaines d'entre elles appuient le projet de loi?

David McKenzie: Monsieur le Président, je pense que le prochain député qui prendra la parole au sujet du projet de loi sera en mesure de donner un aperçu du point de vue des communautés autochtones à ce sujet.

Je tiens à souligner que, historiquement, le projet Northern Gateway a joui d'un important soutien de la part des communautés autochtones grâce aux discussions, consultations et négociations qui ont été organisées. Comme je l'ai mentionné dans mes observations, le projet énergétique Eagle Spirit a lui-même été créé et dirigé par des Autochtones. Ces deux projets ont été annulés par le gouvernement libéral en raison de son programme anti-pétrole et anti-énergie.

Du travail a été fait, mais on l'a fait échouer jusqu'à présent. Lorsque la voie sera ouverte, je serai heureux de voir le secteur privé avoir l'occasion de s'acquitter de ses obligations en matière de consultations.

[Français]

Mario Simard (Jonquière, BQ): Monsieur le Président, tout à l'heure, dans son discours, mon collègue a fait référence au PDG d'Enbridge.

Il y a une citation du PDG d'Enbridge que j'aime bien. Il a dit qu'il n'était pas prêt à assumer les risques financiers d'un pipeline. Pour le PDG d'Enbridge, si un pipeline doit être construit, il devra être financé au moyen de l'argent public. Présentement, le projet de pipeline qu'on voit et pour lequel on veut abolir une loi qui permet de protéger la nature, c'est un projet qui est purement et simplement une vue de l'esprit.

J'aimerais que mon collègue éclaire ma lanterne. Est-il d'accord sur le fait que c'est à l'ensemble des contribuables de payer pour une infrastructure gazière-pétrolière qui va se faire au profit des pétrolières? Par ailleurs, avant de jeter un règlement comme celui-là, ne devrait-il pas s'assurer que quelqu'un soit prêt, à tout le moins, à être le promoteur d'un projet tel que celui du pipeline?

[Traduction]

David McKenzie: Monsieur le Président, je tiens d'abord à remercier mon collègue de me donner le bénéfice du doute en disant que j'aurais peut-être les milliards de dollars nécessaires pour faire avancer un projet de pipeline, mais je crains que ce ne soit au-delà de mes capacités.

S'il m'en était donné la possibilité, je serais tout à fait prêt à réaliser un projet de pipeline. Je crois aux pipelines. En ce moment même, le Canada compte bien au-delà de 100 000 kilomètres de pipelines enterrés qui sont exploités en toute sécurité. Je crois que si les Canadiens en général ne le savent pas, c'est justement parce que ces pipelines sont exploités en toute sécurité. Ils fonctionnent jour et nuit, tous les jours, sans incident. Dans certains cas, ils sont en fonction depuis des dizaines d'années. Nous avons le luxe de les oublier.

La question des fonds publics est importante. Je ne crois pas que l'argent des contribuables devrait servir à financer un pipeline. En fait, je ne crois pas que ce soit nécessaire. Tant que la réglementation est bien faite et que le gouvernement se tesse du chemin, le secteur privé pourra s'en occuper.

● (1750)

Shannon Stubbs (Lakeland, PCC): Monsieur le Président, je tiens à remercier mon collègue de son excellent discours. Je crois que les Canadiens sont plus que jamais ouverts à ce message. Ils veulent que le gouvernement repense ses principes de base et se débarrasse de ses lois anti-énergie, pour que le Canada puisse être autonome, fort et libre, et que la vie y soit abordable.

Pour répondre en partie à ce qu'un député libéral a demandé à mon collègue il y a un moment, j'aimerais simplement souligner que, effectivement, quand l'ancien premier ministre Trudeau, sur les conseils du premier ministre actuel, a opposé son veto au projet d'oléoduc Northern Gateway, il n'a consulté aucune des diverses communautés autochtones qui avaient travaillé pendant des années à négocier des ententes et qui avaient fondé leurs espoirs et leurs plans sur les revenus attendus de ce projet. L'ancien premier ministre aurait pu bien faire les choses sur le plan juridique, mais il en a décidé autrement. Il a ensuite bousillé le projet TMX, qu'il a essayé de relancer plus tard.

Ce sont les faits. Il est également intéressant de noter que, en réalité — et mon collègue a tout à fait raison à ce sujet — l'interdiction des pétroliers bloque l'exportation d'énergie canadienne, puisqu'elle vise précisément le chargement et le déchargement de pétrole brut et d'hydrocarbures persistants, ce qui porte atteinte à l'intérêt du Canada et à la sécurité mondiale.

Je me demande si mon collègue pourrait parler du message négatif qu'on envoie en maintenant l'interdiction des pétroliers et du fait qu'il ne cadre pas avec les belles paroles du premier ministre, qui affirme que le Canada est en train de devenir une superpuissance énergétique, ce qui, comme nous le savons tous, serait possible si...

Le vice-président adjoint (John Nater): Le député de Calgary Signal Hill a la parole pour une brève réponse.

David McKenzie: Monsieur le Président, l'enthousiasme de ma collègue est toujours contagieux.

Une occasion très importante s'offre à nous. Il a été clairement établi — et je l'ai entendu dans différents contextes de la part de différents acteurs de l'industrie énergétique — qu'une condition essentielle pour envisager sérieusement la construction d'un pipeline est la capacité d'exploiter les ressources pétrolières. Un million de barils par jour ne se rendent pas à l'océan. Ils doivent être acheminés à un pétrolier, ce qui nécessite une capacité d'expédition en amont.

Taleb Noormohamed (secrétaire parlementaire du ministre de l'Intelligence artificielle et de l'Innovation numérique, Lib.):

Monsieur le Président, je prends la parole cet après-midi au sujet du projet de loi C-264. Je dirai d'emblée que ce projet de loi a un gros défaut, celui de prétendre être une politique sérieuse, alors qu'il se limite à une seule ligne. Ce n'est rien d'autre qu'un slogan déguisé en texte législatif. On demande au Parlement de faire une chose que les législateurs, la communauté scientifique ainsi que les experts en consultation et en conservation du pays rejettent à répétition depuis plus d'un demi-siècle, peu importe le parti au pouvoir. Nous devrions peut-être revenir en arrière et jeter un regard sur le passé.

En 1972, la Chambre adopte une résolution déclarant que « le transport de pétrole par navires le long de la côte de la Colombie-Britannique [...] est contraire aux intérêts canadiens ». En anglais, le mot utilisé était « inimical ». C'est ainsi que l'on s'exprimait au Parlement en 1972.

En 1985, un premier ministre conservateur du nom de Brian Mulroney établit une zone d'exclusion volontaire des pétroliers le long de la côte nord de la Colombie-Britannique. C'était un premier ministre conservateur, un Cabinet conservateur et une décision conservatrice, et je dirais même une bonne décision.

En 1988, la zone d'exclusion est officialisée, en concertation avec la Garde côtière canadienne, la garde côtière des États-Unis et l'administration Reagan. Un gouvernement conservateur et une administration républicaine ont travaillé main dans la main pour protéger l'environnement. Qui l'eût cru? Pourtant, une opposition conservatrice à Ottawa s'efforce maintenant de défaire leur travail, rien de moins.

Revenons en 1989. L'*Exxon Valdez* s'échoue dans le golfe du Prince William. Le littoral est contaminé sur des milliers de kilomètres. Un fond de pêche au hareng s'effondre; il n'est d'ailleurs toujours pas rétabli aujourd'hui. Les dommages aux écosystèmes marins sont encore à l'étude de nos jours. Cette catastrophe a confirmé ce que les gouvernements canadiens avaient déjà conclu: la côte Ouest comporte des risques particuliers, dont les conséquences sont trop graves. Les députés britanno-colombiens sont particulièrement inquiets à ce sujet, mais bien que je sois reconnaissant à mes collègues albertains d'avoir l'environnement à cœur, c'est un problème propre à la Colombie-Britannique, même s'il devrait toucher une corde sensible chez tous les Canadiens.

Depuis 34 ans, ce moratoire volontaire est resté en place. Il a survécu à quatre premiers ministres conservateurs et à quatre premiers ministres libéraux. Aucun d'entre eux n'a cherché à le lever. Aucun ne s'y est même essayé.

En 2017, le gouvernement libéral présente le projet de loi C-48 sur le moratoire relatif aux pétroliers afin d'inscrire ce consensus vieux de 34 ans dans la loi. Avec l'appui de quatre des cinq partis représentés à la Chambre, il est adopté. Voilà pour le récapitulatif. C'est ce que slogan ou plutôt ce projet de loi vise à abroger.

Les députés d'en face ne s'appuient pas sur des données scientifiques pour justifier l'abrogation de cette loi. Ils ne présentent pas de nouvelles données probantes sur les risques pour la côte nord. Ils ne présentent pas de nouvelle technologie ou de nouvelle capacité d'intervention en cas de déversement qui ferait pencher la balance. Ils n'avancent aucun changement quant au niveau de vulnérabilité de cette côte. Ils ne présentent un projet de loi qui ne contient qu'une seule ligne, n'a pas fait l'objet de consultations, ne s'est pas fait avec la participation des Autochtones et n'a fait l'objet d'aucun examen

Affaires émanant des députés

environnemental, et ils demandent au Parlement de revenir sur un demi-siècle de politiques prudentes tout simplement parce que cela pourrait bien paraître dans un clip sur les réseaux sociaux.

Je tiens à souligner un point auquel, à mon avis, les députés d'en face n'ont pas bien réfléchi. Je dis cela dans une optique de sincère inquiétude pour la crédibilité des débats dans cette institution. Si les députés d'en face croient vraiment qu'un pipeline vers la côte nord de la Colombie-Britannique représente l'avenir de l'énergie au Canada, ce projet de loi serait le pire moyen de nous engager dans cette voie. Dès qu'il serait mis aux voix, ce projet de loi galvaniserait toutes les Premières Nations côtières, toutes les municipalités de la Colombie-Britannique, toutes les organisations environnementales, tous ceux d'entre nous qui se soucient de l'environnement et toutes les organisations juridiques du pays qui ont passé des décennies à se préparer à cette lutte. Il y aurait des injonctions, les tribunaux seraient saisis de l'affaire, et tout serait complètement bloqué.

Si je voulais être cynique, j'encouragerais peut-être les députés d'en face à aller de l'avant et à nous inciter à voter en faveur du projet de loi, afin qu'il se retrouve devant les tribunaux. L'adoption de ce projet de loi serait la façon la plus efficace de garantir qu'aucun oléoduc ne soit jamais construit sur la côte nord de la Colombie-Britannique, car la réaction juridique et politique qu'il susciterait, à lui seul, mènerait exactement à ce résultat. Ce n'est pas ainsi qu'on réalise de grands projets au pays. C'est, au contraire, la façon la plus sûre de les bloquer. À preuve, sous le gouvernement conservateur, non seulement aucun pipeline n'a été construit, mais aucun progrès n'a été réalisé en matière de protection de l'environnement. C'était assez remarquable.

Parlons des arguments de fond qui justifient le maintien de ce moratoire. Premièrement, il y a la nature de la côte elle-même. Les eaux qui s'étendent de la pointe nord de l'île de Vancouver jusqu'à la frontière de l'Alaska comptent parmi les mers les plus productives de la planète sur le plan biologique; elles abritent plus de 25 espèces d'animaux marins et servent de frayères pour les montaisons de saumon dont dépendent les écosystèmes. Il ne s'agit donc pas d'un littoral ordinaire.

● (1755)

Deuxièmement, il y a la nature du risque. Les pétroliers de brut transportent des volumes d'hydrocarbures persistants impossibles à nettoyer dans l'éventualité d'une défaillance. La pêche au hareng s'est effondrée après la marée noire de l'*Exxon Valdez* et, comme je l'ai dit plus tôt, elle ne s'est toujours pas rétablie. En 2016, le remorqueur *Nathan E. Stewart* s'est échoué près de Bella Bella, et il a causé un déversement de diésel. La Nation des Heiltsuk en mesure toujours les conséquences 10 ans plus tard.

Troisièmement, il y a l'obligation envers les Premières Nations de la côte, ce qui semble déranger les députés d'en face. L'alliance des Premières Nations de la côte a exprimé clairement sa position à maintes reprises, et ce, depuis des dizaines d'années. Ces Premières Nations sont les titulaires de droits dont la position constitutionnelle se trouve au cœur de la question. Elles se sont exprimées haut et fort, et j'encourage les députés d'en face à leur parler directement pour entendre ce qu'elles ont à dire.

Affaires émanant des députés

La quatrième raison, ce sont, bien sûr, les autres possibilités qui existent déjà. Il y a déjà un pipeline qui se rend jusqu'aux côtes dans ce pays, le pipeline TMX. Agrandi et opérationnel, il achemine les ressources énergétiques canadiennes vers les marchés mondiaux en passant par le port de Vancouver, où l'architecture de sécurité, la capacité d'intervention en cas de déversement, la gestion du trafic maritime et les cadres de consultation des Autochtones sont tous construits autour de cette infrastructure. L'énergie canadienne a accès au Pacifique. Elle a accès aux marchés auxquels elle doit accéder, et nous travaillons fort pour que cela continue de se faire de la manière la plus propre et la plus verte possible, dans les bonnes conditions. Nul besoin de donner à l'énergie un accès qui mettrait le littoral à risque, ce qui, selon ce que le Parlement a déclaré il y a 50 ans, serait contraire aux intérêts canadiens.

À moins que chaque case ne soit cochée et que tous les critères ne soient respectés à la satisfaction de toutes les parties concernées, il n'y a aucune raison de construire un nouveau pipeline jusqu'à la côte Nord. Si les données scientifiques ont changé, si la science nous dit autre chose et si les consultations auprès des Autochtones nous disent autre chose, alors nous devrions tous avoir cette conversation. Cependant, un projet de loi d'une seule ligne qui propose de changer l'histoire simplement parce que cela paraîtrait bien, ce n'est pas une façon pour un gouvernement sérieux de prendre des décisions.

Le gouvernement actuel croit aux données probantes. Il croit en la science. Il croit en l'édification d'une économie forte et en la protection d'un avenir sain pour l'environnement. Nous croyons qu'il ne s'agit pas de points de vue opposés. Au contraire, nous croyons qu'ils font partie du même avenir.

Nous l'avons prouvé. Nous avons assuré la viabilité de Trans Mountain. Nous avons signé un protocole d'entente entre le Canada et l'Alberta, qui établit un prix plancher de 130 \$ la tonne pour la tarification du carbone pour les industries en Alberta. Nous avons conclu une entente de principe pour réduire de 75 % les émissions de méthane du secteur pétrolier et gazier de l'Alberta d'ici 2035. Nous avons mis sur pied un groupe de travail mixte sur l'électricité avec l'Alberta afin de créer un réseau électrique carboneutre d'ici 2050, y compris des interconnexions de transport d'électricité qui permettront enfin à la Colombie-Britannique d'exporter de l'énergie hydroélectrique propre vers l'Est.

Examinons également les faits. De 2014 à 2025, la production de bitume au Canada a augmenté de 63 %. De 2021 à 2025, les redevances perçues par l'Alberta ont totalisé 58 milliards de dollars, soit près de quatre fois le montant cumulé au cours des sept années précédentes. Au cours de la même période, sous un gouvernement libéral, nous avons également été en mesure de préserver et de protéger une réserve naturelle de 6 700 kilomètres carrés sur la côte nord de la Colombie-Britannique, soit une superficie supérieure à celle de l'Île-du-Prince-Édouard.

Voilà ce qu'est une politique énergétique intelligente, gérée et fondée sur des données probantes. C'est la signature d'un protocole d'entente. C'est la tarification du carbone, la réduction du méthane, le respect des droits des Autochtones et de notre environnement naturel, ainsi que la protection de nos côtes. C'est la construction de grandes choses et la protection de ce qu'aucune intervention du secteur privé ne peut remplacer. Ce n'est pas un projet de loi d'une seule ligne qui abroge 50 ans de politique de conservation parce que cette mesure obtient la faveur populaire dans un courriel de collecte de fonds destiné aux conservateurs. Nous devons aux Ca-

nadiens de faire mieux. Nous devons à la prochaine génération de faire mieux. Mon fils est dans l'antichambre et il écoute mon discours. Je lui dois de faire mieux. Nous le lui devons tous. Nous devons aux collectivités côtières de la Colombie-Britannique de faire mieux. Les arguments en faveur de l'abrogation ne sont pas convaincants.

Je voterai contre le projet de loi C-264. J'exhorte tous les députés qui ont une conscience, qui se soucient du littoral de la Colombie-Britannique, qui se soucient de notre avenir environnemental et qui veulent bâtir une économie prospère à faire de même.

● (1800)

[Français]

Mario Simard (Jonquière, BQ): Monsieur le Président, il va de soi que le Bloc québécois va voter contre le projet de loi C-264, qui viserait tout simplement à se débarrasser de la Loi sur le moratoire relatif aux pétroliers.

Quand je regarde cela, je vois un projet de loi irrationnel qui s'explique peut-être uniquement par une conception idéologique qu'on voit de plus en plus, qui ressemble au fait de dire que tout est permis pour le secteur pétrolier. Je vais expliquer ce que j'entends quand je dis que « tout est permis pour le secteur pétrolier ».

L'idée m'est venue tout à l'heure, parce qu'en réponse à une question que j'ai posée à mon collègue, il m'a dit — et je vais me permettre de parler en anglais, ce que je ne fais jamais ici —: « *I believe in pipeline.* ». C'est quand même un *statement* pour moi.

Je suis un amateur de Dostoïevski. Cela me fait penser à un ouvrage de Dostoïevski qui s'appelle *Les Démons*, paru à la fin du XIX^e siècle, où Dostoïevski pose, devant les dérives idéologiques, la question assez simple: est-ce que tout est permis? Est-ce qu'au nom d'une idéologie tout est permis?

Ce que je vois aujourd'hui dans cette dérive que nous sommes en train de vivre en réponse à des crises, que ce soit la crise tarifaire, que ce soit même lorsque nous avons traversé la COVID-19 ou une crise d'unité nationale, c'est que tout est permis, parce que la seule solution que trouvent le Parti libéral et le Parti conservateur pour répondre à ces problématiques, c'est de soutenir le secteur gazier et pétrolier et plus d'interventions de l'État pour développer des infrastructures pétrolières.

Il faut se le dire, nous vivons actuellement une conjoncture complètement folle qui permet cela. Nous avons une crise tarifaire avec les Américains. Quels sont les deux secteurs d'activité économique les plus touchés par cette crise tarifaire? Ils sont au Québec. Il s'agit de l'industrie de l'aluminium, avec des droits de douane de 50 %, et du secteur du bois d'œuvre, avec environ 45 % combinant droits compensateurs, droits antidumping et droits de douane. Ce sont les deux secteurs les plus touchés par le conflit tarifaire actuel avec les États-Unis. Quelle a été la réponse du gouvernement face à cette menace? Elle a consisté à dire qu'il fallait investir dans notre secteur énergétique et faire davantage d'exportations d'énergie. Cela a été le choix du gouvernement.

Il a signé un protocole d'entente avec le gouvernement de l'Alberta et aujourd'hui, nous nous retrouvons avec un projet de loi comme celui que mon collègue vient de présenter. Il y a une sorte de surenchère entre les libéraux et les conservateurs. Qui est prêt à aller plus loin pour soutenir le secteur gazier et pétrolier? C'est ce que nous sommes en train de voir.

Affaires émanant des députés

Je ne pense pas qu'on aurait vu un projet de loi comme celui-ci il y a quelques mois si le gouvernement n'était pas entré dans cette trappe qu'est le protocole d'entente avec l'Alberta.

Cette surenchère, je l'ai vue à de nombreuses reprises, il n'y a pas si longtemps. Quand je suis arrivé ici en 2019, ce qui m'avait étonné, c'était d'entendre mes collègues conservateurs, jour après jour, crier de « *build a pipeline* ».

Même si l'hydroélectricité est importante pour nous, je ne pense-rais jamais voir un Québécois à l'Assemblée nationale crier de construire des pylônes. Ce n'est pas un projet de vie; ce n'est pas un projet politique.

Une autre chose qui m'avait frappé, c'était de voir mes collègues conservateurs avec des macarons sur lesquels on pouvait lire: « *I love oil & gas* ».

Quand j'étais puéril, à 16 ou 17 ans, j'avais un macaron de mon groupe rock préféré. Mon groupe rock préféré représentait mon identité. C'était important pour moi. Plus tard, et cela nous arrive encore au Bloc québécois, nous portons des symboles qui sont propres au Québec. Nous collons des drapeaux québécois sur nos ordinateurs. C'est la fonction de notre identité. Si on veut définir ce qu'est l'identité québécoise, on parlera de la culture et de la langue. Pour certains conservateurs, un élément qui définit leur identité est le secteur gazier et pétrolier. C'est quand même étonnant dans le contexte actuel.

Cela va même très loin. Je me souviens d'un de mes collègues conservateurs qui avait présenté une motion affirmant que le pétrole est irremplaçable. Nous avons débattu de cela pendant une journée.

• (1805)

Si on me demande de réfléchir à quelque chose qui est irremplaçable pour moi, je vais penser à ma femme et à mon fils en premier lieu. Peut-être qu'après, je vais penser à l'eau, à l'air, à ce qui est essentiel à la vie. Je ne penserai certainement pas au pétrole.

Je demandais si on était dans une situation où tout est permis. Ce qu'on voit aujourd'hui est du même acabit que de dire que le pétrole est irremplaçable. On va abolir une loi qui a été mise en place pour protéger l'environnement pour faire cheminer le programme du secteur pétrolier, au profit d'un pipeline imaginaire.

C'est la question que j'ai posée à mon collègue, tantôt. Il nous parlait du PDG d'Enbridge, qui faisait état des difficultés de la construction d'infrastructures gazières et pétrolières. Or, le PDG d'Enbridge a aussi dit que, personnellement, il n'était pas prêt à assumer les risques économiques de la construction d'infrastructures. C'est là qu'un conservateur normalement constitué devrait décrocher.

J'adore le chef de l'opposition officielle quand il dit candidement qu'il y a du favoritisme d'État et que les entreprises veulent se faire payer des infrastructures. Ce n'est pas moi qui le dis, c'est le chef de l'opposition officielle. C'est à ces entreprises de les payer. Or les gens du secteur gazier-pétrolier viennent nous voir en nous disant que ce n'est pas vrai, qu'il nous revient d'assumer le risque économique lié à ces infrastructures-là.

C'est extrêmement indécent: quand on regarde les chiffres de 2021 à 2024, les gens du secteur gazier-pétrolier ont engrangé des profits de 131 milliards de dollars. Il n'y a pas si longtemps, au Comité permanent des ressources naturelles, on recevait des gens de grandes centrales syndicales qui appuient le secteur énergétique,

parce qu'ils ont des travailleurs dans ce secteur. Ces gens venaient nous dire qu'on voit aujourd'hui une augmentation fulgurante de la production, mais qu'on voit en même temps une diminution des emplois. Comment est-ce possible? C'est possible, parce que les gens de ces grandes entreprises gazières-pétrolières sont des gloutons et ils sont prêts à investir dans l'automatisation de leurs procédés pour diminuer l'emploi et leurs coûts de production. Toutefois, ils ne sont pas prêts à investir dans des infrastructures.

Aujourd'hui, on nous présente une motion qui nous demande de jeter des règlements environnementaux. À qui cela profite-t-il? Ce n'est certainement pas au profit de la population. C'est au profit de ces gloutons gaziers-pétroliers pour leur faciliter la vie. Eux, en retour, ils viennent nous demander de payer pour leurs infrastructures. C'est complètement indécent. Je ne comprends pas comment on s'est rendu là. Même si on est dans une situation de crise, je ne comprends pas comment des gens qui sont censés être rationnels, qu'ils soient libéraux ou conservateurs, se sont rendus à cette étape.

J'aimerais finir en disant la chose suivante. Comme on le sait, j'ai beaucoup de respect pour le député de Laurier—Sainte-Marie. Il y a beaucoup de gens qui ont été critiques à l'endroit du député de Laurier—Sainte-Marie. Demain, il fera peut-être une annonce. Je sais que le député de Laurier—Sainte-Marie est quelqu'un de bien intentionné. Je sais qu'il a décidé de faire ce qu'on ne fait pas souvent dans le mouvement environnemental, à savoir mettre de côté certaines convictions pour devenir pragmatique. Il s'est dit qu'il allait essayer de changer les choses concrètement.

Il y a quelque chose de bien simple en politique: ou bien on reste dans la conviction, ou bien on se dit qu'on va mettre ses convictions un peu de côté pour essayer de faire cheminer les idées qu'on a de façon un peu plus responsable. J'ai l'impression que le député de Laurier—Sainte-Marie a atteint un point de non-retour et qu'aujourd'hui, il va revenir à ses anciennes convictions. Il a compris que le gouvernement était peut-être allé trop loin.

À mon avis, le projet de loi proposé par mon collègue est la manifestation de cette dérive qu'on est en train de vivre dans le secteur gazier-pétrolier. Je souhaite sincèrement qu'une forte délégation de députés à la Chambre vote contre ce projet de loi.

• (1810)

[Traduction]

Ellis Ross (Skeena—Bulkley Valley, PCC): Monsieur le Président, c'est un honneur de prendre la parole au nom des gens de Skeena—Bulkley Valley, et surtout un honneur de revenir sur mes 20 années d'expérience dans les projets de développement.

Affaires émanant des députés

En 2003, nous ne savions pas vraiment ce qu'étaient les évaluations environnementales, les permis ou les droits et les titres autochtones. L'affaire Haïda de 2004 n'avait toujours pas été entendue. En 2004-2005, nous avons dû concilier tous les éléments et essayer de comprendre. Nous vivions dans un pensionnat condamné où il n'y avait qu'un seul ordinateur et un seul télécopieur, mais nous l'avons fait. L'objectif était de comprendre le processus afin d'atteindre nos objectifs, car rien d'autre ne nous avait permis de sortir notre peuple de la pauvreté et de la paternaliste Loi sur les Indiens. Nous avions essayé le tourisme, l'exploitation forestière et les programmes, mais rien n'avait fonctionné. Nous avons donc modifié notre stratégie après un certain temps et avons commencé à stimuler l'économie. C'est ainsi que la paix dans le secteur forestier, des projets de gaz naturel liquéfié et nos délibérations sur le pétrole ont vu le jour. Tout était fondé sur le processus, et non sur une idéologie ou une politique. Nous nous demandions: «Quel est le processus en place? Comment le gouvernement va-t-il s'assurer de mobiliser les Premières Nations, conformément à l'article 35 de la Constitution?»

Je sais que le premier ministre a fait une déclaration à Vancouver il y a quelques jours, affirmant que la prise en compte des droits et des titres ancestraux était non négociable. Pour une raison ou une autre, les gens ont applaudi comme s'il avait inventé le pain tranché. C'est en place depuis 2004. Les processus que nous avons mis au point, les Premières Nations en collaboration avec la Couronne, y compris les processus de communication visant à donner suite à l'affaire Haïda de 2004, sont bien établis. Le train a quitté la gare.

La question est maintenant de savoir si le gouvernement libéral va passer outre tous ces processus et toute cette jurisprudence pour accélérer un projet, à savoir un pipeline vers la côte Ouest de la Colombie-Britannique. Il faut se rappeler d'où vient tout cela. Le premier ministre s'est présenté comme celui qui pourrait maîtriser Donald Trump. C'était l'idée. Puis, à partir de là, nous avons commencé à entendre tout ce double discours. Au début, le premier ministre a déclaré: « Nous allons gagner cette guerre commerciale et bâtir l'économie la plus forte du G7. » Il a abandonné cette idée. Il a ensuite changé de discours pour affirmer: « Nos forces traditionnelles, qui reposaient sur des liens étroits avec l'Amérique, sont maintenant des faiblesses — des faiblesses que nous devons corriger. » Cette déclaration n'a pas été très bien accueillie.

Il y a eu le slogan « jouer du coude », mais je suppose que M. Trump n'a pas compris sa signification. Puis, le premier ministre a déclaré: « [...] le Canada a [...] le meilleur accord commercial avec les États-Unis. Il est différent des accords du passé, mais il est déjà mieux que ceux que les États-Unis ont conclus avec tout autre pays. »

Je pense que les Canadiens comprennent maintenant que les droits de douane sont là pour de bon. Peu importe que l'on soit républicain ou démocrate aux États-Unis, les droits de douane sont là pour de bon. Les choses se sont tellement détériorées pour les libéraux qu'ils ont embauché un ancien chef conservateur pour faire partie de l'équipe de négociation afin de voir s'ils pouvaient sauver les meubles, mais la situation n'augure rien de bon.

Pendant la campagne électorale, les libéraux avaient promis d'invoquer la Loi sur les mesures d'urgence pour réaliser des projets, mais ils ont abandonné cette promesse. Ensuite, il y a eu la Loi visant à bâtir le Canada. Quand des gens me demandent de quoi il s'agit, je dois leur répondre que je ne le sais pas. Je n'en ai aucune idée.

Je comprends le processus, mais il s'agit maintenant d'un plan vraiment incohérent. Les libéraux viennent de s'opposer à la circulation des pétroliers. Ce sont eux qui ont conclu un protocole d'accord avec l'Alberta, pas nous. Ils ont le culot de dire qu'il n'y a pas eu de consultation sur ce projet de loi. Il n'y a eu aucune consultation sur le protocole d'accord ni sur l'entente de collaboration. Même dans le cas de Pathways, les libéraux ont annoncé un projet de séquestration du carbone, puis ils ont indiqué à la Première Nation concernée: « Bon, nous allons maintenant vous consulter », alors qu'ils avaient déjà pris leur décision.

• (1815)

C'était une considération secondaire. L'article 35 de la Constitution n'a pas été respecté. Ensuite, le gouvernement a recommencé son double discours. Pour sauver la face, il a décidé de parler de consentement. Il avait déjà conclu un accord pour accélérer un projet en moins d'un an, avec le coup d'envoi des travaux et tout le reste. Ensuite, le premier ministre a déclaré qu'il ne ferait rien sans consentement, non seulement le consentement des Premières Nations, ce qui aurait nécessité un plan complexe, mais aussi le consentement du premier ministre de la Colombie-Britannique. Le gouvernement allait à l'encontre de son propre protocole d'entente. Il allait à l'encontre de son propre accord de collaboration. Il allait à l'encontre de sa propre Loi visant à bâtir le Canada.

Toutes ces déclarations contradictoires ne rendent pas service aux Canadiens. La mesure la plus importante annoncée l'année dernière pour diversifier nos exportations de pétrole était la relance du projet Keystone, un oléoduc visant à acheminer davantage de pétrole aux États-Unis. On a dépassé l'ironie. L'idée était de s'affranchir des marchés américains, ou du moins de diversifier nos débouchés, pas de renforcer notre dépendance aux États-Unis.

Quand on parle de l'interdiction des pétroliers elle-même, il faut savoir en quoi elle consiste. Cette interdiction empêche les pétroliers de mouiller, de décharger ou de charger dans n'importe quel port à l'intérieur d'une zone désignée. C'est tout. À l'heure actuelle, il est tout de même autorisé d'importer ou d'exporter, voire de charger ou de décharger, un maximum 12 500 tonnes de pétrole brut ou d'hydrocarbures persistants.

Les libéraux ont parlé des déversements de diésel sur la côte Ouest, alors qu'il y en a depuis 100 ans. Les remorqueurs coulent. Les senneurs coulent. Les bateaux de pêche coulent. Peu importe nos origines ou notre ethnie, chaque personne qui possède un bateau ayant coulé a contribué au déversement de diésel ou d'essence. Cela n'a rien de nouveau. En fait, il y a eu des déversements près des quais des Premières Nations qui dépendent encore du diésel pour produire leur électricité. On tente maintenant d'éradiquer ça, bien sûr, mais cela va prendre du temps.

Nous parlons d'une zone d'exclusion volontaire, c'est-à-dire d'une zone tampon entre les pétroliers et une grande partie de la côte de la Colombie-Britannique qui s'étend plus loin au large. Nous avons entendu parler de l'histoire de ce pétrolier qui a remonté le détroit d'Hécate entre la partie continentale de la Colombie-Britannique et Haïda Gwaii, mais on ne nous a pas expliqué pourquoi. Je pensais que c'était en raison des lois de l'Organisation maritime internationale, dont le Canada est signataire. On parle de sécurité. Selon une rumeur, un pétrolier aura une distance plus courte à parcourir s'il part de Burnaby, en Colombie-Britannique, remonte le détroit puis se rend directement en Chine. Ce n'est pas une réelle interdiction des pétroliers. Le risque est toujours là.

Affaires émanant des députés

Le gouvernement libéral aime parler de risque, mais il omet de mentionner les pétroliers qui partent de l'Alaska pour se rendre dans l'État de Washington. Que fait l'État de Washington avec ce pétrole brut? Il le transforme en carburant d'avion, en essence et en diesel, que nous achetons ensuite. Le Canada n'a pas de politique énergétique nationale. Nous sommes vulnérables. Pensons par exemple aux inondations qui se sont produites sur la route Coquihalla, en Colombie-Britannique. À un certain moment, les Américains sont venus à la rescousse de la Colombie-Britannique. Les Britanno-Colombiens qui allaient faire le plein à une station-service étaient rationnés à 30 litres à la fois. Qu'a fait l'État de Washington? Il a transporté de l'essence et du diesel par barge pour fournir un approvisionnement supplémentaire à la Colombie-Britannique. À l'époque, le premier ministre néo-démocrate de la province a envisagé d'accroître la capacité de raffinage à Burnaby, pour que les Canadiens soient moins vulnérables.

Rappelons aussi que des sanctions sont prévues en cas de violation du moratoire volontaire sur les pétroliers, notamment des amendes pouvant atteindre 5 millions de dollars pour chaque cas de non-conformité. Il n'y a rien au sujet des Américains ni des pétroliers en provenance de Burnaby.

• (1820)

[Français]

Claude Guay (secrétaire parlementaire du ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles, Lib.): Monsieur le Président, je tiens à remercier les députés pour l'occasion de m'exprimer au sujet du projet de loi C-264, Loi révoquant certaines restrictions relatives au transport maritime. Si les honorables députés prêtent attention à mon discours, ils vont peut-être avoir les réponses à certaines interrogations qu'ils ont soulevées aujourd'hui.

Tel qu'il est proposé, le projet de loi vise à abroger la Loi sur le moratoire relatif aux pétroliers sans qu'il y ait même de proposition de projet sur la table qui nécessiterait sa modification. Cela signifie que toutes les interdictions et les exigences légales actuellement en vigueur sur la côte nord de la Colombie-Britannique concernant les pétroliers de grand tonnage ne seraient plus en vigueur, tout comme l'ensemble des mesures de protection de l'environnement que cette mesure législative soutient.

Soyons clairs, les océans du Canada sont une fierté pour les Canadiens et ont une importance nationale. Nos océans sont les pierres angulaires de nos moyens de subsistance et de notre souveraineté, et leur protection est essentielle à notre sécurité économique et à l'avenir du Canada. La souveraineté du Canada est renforcée lorsque nos eaux sont sûres, que nos écosystèmes sont protégés, que nos communautés sont soutenues et que notre transport maritime est résilient.

Le Canada dispose de l'un des régimes de sécurité maritime les plus rigoureux au monde et applique des règles strictes en matière de sécurité, de l'environnement et d'intervention en cas de déversement. Nous devons veiller à ce que toute modification de ce régime fasse l'objet d'un examen approfondi et de consultations, et à ce que toute mesure prise soit dans l'intérêt public de tous les Canadiens.

La Loi, qui a reçu la sanction royale en 2019, interdit aux navires transportant plus de 12 500 tonnes métriques de pétrole brut ou de produits pétroliers persistants comme cargaison de faire escale, de charger ou de décharger dans les ports ou les installations maritimes de la zone visée par le moratoire. La zone protégée s'étend de la frontière canado-américaine au nord jusqu'à la pointe de la Co-

lombie-Britannique située en face de l'extrémité nord de l'île de Vancouver. Elle comprend Haida Gwaii et protège l'entrée Dixon, le détroit d'Hécate et le détroit de la Reine-Charlotte. La Loi vient compléter la zone volontaire d'exclusion des pétroliers, en place depuis 1985.

Le champ d'application de la Loi est défini de manière intentionnelle. Les expéditions de moins de 12 500 tonnes sont autorisées afin de garantir que les collectivités de la côte nord et l'industrie reçoivent les approvisionnements essentiels, notamment le mazout de chauffage et d'autres produits pétroliers.

La Loi sur le moratoire relatif aux pétroliers n'a pas non plus d'incidence sur le transport d'hydrocarbures non persistants tels que l'essence, le naphtha, le kérosène et le propane, ni sur le gaz naturel liquéfié ou d'autres carburants de substitution comme l'hydrogène, l'ammoniac et le méthane, qui se dissipent rapidement en cas de rejet.

Nous savons tous que l'économie mondiale est en pleine rupture et que le gouvernement travaille pour diversifier nos relations commerciales et attirer des investissements importants afin de bâtir une économie plus forte, plus durable et plus résiliente. Le gouvernement investit dans des infrastructures de transport facilitant les échanges commerciaux et dans la capacité des chaînes d'approvisionnement, et s'efforce de faire avancer des projets de développement national, notamment ceux qui relient notre économie et diversifient nos échanges commerciaux.

Comme on le sait, en novembre dernier, le Canada et l'Alberta ont signé un protocole d'entente dans le secteur de l'énergie, qui prévoyait que des modifications à la Loi sur le moratoire relatif aux pétroliers pourraient être envisagées si nécessaire. Cela ne signifie pas que nous abrogeons la Loi, mais plutôt que nous reconnaissons l'importance d'une approche équilibrée permettant d'apporter des modifications à la Loi dans le cadre d'un projet précis, où il serait possible de prendre en compte les risques, les occasions et les mesures d'atténuation propres à ce projet.

Tout comme les dispositions de la Loi ont été conçues de manière réfléchie, toute modification de celle-ci doit être aussi mûrement réfléchie afin de garantir que nous soutenons la croissance économique tout en protégeant notre environnement. Toute modification de la Loi sur le moratoire relatif aux pétroliers devrait être envisagée dans le cadre d'une proposition de projet précis permettant une évaluation claire. Cela nous permettrait d'adopter une approche stratégique vis-à-vis des modifications potentielles, de manière à atténuer les risques tout en continuant à protéger l'environnement.

• (1825)

Le Canada n'a pas choisi entre la croissance économique et la prospérité, d'une part, et la protection de l'environnement, de l'autre part. Nous avons mené ces deux actions de front, et nous devons continuer à le faire. Nous devons continuer à accueillir favorablement les propositions économiques qui renforcent la productivité nationale et l'accès aux marchés. Toutefois, nous devons également exiger des plans crédibles pour protéger les écosystèmes, des partenariats avec les titulaires de droits autochtones, ainsi que le maintien des mesures de protection de l'environnement dans les zones les plus sensibles.

Motion d'ajournement

Si une proposition touchant la zone visée par le moratoire nous est présentée, nous l'évaluerons de manière approfondie et transparente et, si nécessaire, nous examinerons attentivement comment adapter la loi. D'ici là, nous ne soutenons pas une modification ou l'abrogation de la Loi sur le moratoire relatif aux pétroliers.

J'invite les honorables députés à la Chambre à s'opposer au projet de loi C-264 et à soutenir nos mesures de protection environnementale.

[Traduction]

Kelly McCauley (Edmonton-Ouest, PCC): Monsieur le Président, je suis très heureux de prendre la parole pour appuyer le projet de loi d'initiative parlementaire concernant le projet de loi C-48.

Il est ahurissant de voir que le gouvernement continue à ignorer la réalité en Alberta, mais aussi à nier les faits concernant le système et l'incroyable contribution que le secteur énergétique apporte aux finances canadiennes et qu'il apportera aussi à l'avenir. Des rapports indiquent que l'abandon du projet Northern Gateway a coûté au Canada 20 milliards de dollars de recettes perdues depuis que le gouvernement libéral l'a annulé.

Les libéraux se demandent qui va construire un nouveau pipeline au Canada et y investir des milliards de dollars. Le gouvernement veut que l'industrie dépense 20 milliards de dollars supplémentaires pour le captage du carbone. Qui va dépenser cette somme pour construire un pipeline qui ne mène nulle part, comme le propose le gouvernement, avec 20 milliards de dollars rien que pour le captage du carbone, sans compter peut-être 15 milliards de dollars supplémentaires pour construire un pipeline jusqu'à la côte, pour finalement entendre le gouvernement libéral dire non au pétrole de l'Alberta au large des côtes de la Colombie-Britannique?

Parallèlement, ce même gouvernement libéral autorise des centaines de pétroliers à naviguer sur le Saint-Laurent et au large de la côte Est, alors qu'en Colombie-Britannique, où nous n'avons jamais connu un seul déversement majeur, le gouvernement, non pas pour des raisons scientifiques ou financières, mais pour des raisons purement idéologiques, refuse d'acheminer le pétrole de l'Alberta au large des côtes de la Colombie-Britannique.

Le projet de loi d'initiative parlementaire mettrait fin à l'interdiction des pétroliers au large de la Colombie-Britannique et apporterait une richesse incalculable au pays ainsi que la souveraineté énergétique au moment où nous en avons besoin. Quelle meilleure façon y a-t-il de lutter contre les droits de douane de Trump et l'incertitude économique que de réaliser ce projet au Canada dès maintenant?

• (1830)

Le vice-président adjoint (John Nater): La période réservée à l'étude des affaires émanant des députés est maintenant écoulée, et l'affaire retombe au bas de l'ordre de priorité du Feuilleton.

MOTION D'AJOURNEMENT

L'ajournement de la Chambre est proposé d'office conformément à l'article 38 du Règlement.

[Traduction]

L'ÉCONOMIE

Jacob Mantle (York—Durham, PCC): Monsieur le Président, je prends la parole pour revenir sur une question que j'ai posée pendant la période des questions au sujet de l'économie et, en particulier, de la mise à jour économique du printemps, dont nous débattons depuis quelques semaines.

Dans la mise à jour économique du printemps, les graphiques du gouvernement montrent que le Canada a l'un des plus bas ratios dette nette-PIB. D'ailleurs, le gouvernement se vante que le ratio dette nette-PIB du Canada est bien inférieur à la moyenne du G7, qui est d'environ 100 %, et qu'il se situe autour de 10 %. Cependant, j'ai appris qu'il fallait lire les notes incluses dans chaque état financier, car c'est là qu'on trouve l'information nécessaire pour comprendre les chiffres avancés.

En lisant les notes relatives à ces graphiques — les graphiques 34, 35 et 36, je crois — de la mise à jour économique du printemps, on trouve la définition suivante de la dette nette de tous les ordres de gouvernement: « Aux fins de comparaisons internationales, l'expression "tous les ordres de gouvernement" désigne le gouvernement central, les gouvernements infranationaux et les administrations locales, ainsi que les caisses de sécurité sociale d'un pays. Dans le cas du Canada, il s'agit des gouvernements fédéral, provinciaux ou territoriaux, des administrations locales et des gouvernements autochtones, auxquels s'ajoutent le Régime de pensions du Canada et le Régime de rentes du Québec. » Voilà la disposition clé de la note, tout à la fin, là où il est dit « auxquels s'ajoutent le Régime de pensions du Canada et le Régime de rentes du Québec ».

Ce que le gouvernement dit, c'est qu'il a inclus dans son calcul de la dette et des actifs les régimes de pensions du Canada. Bien sûr, inclure les régimes de pensions du Canada et leurs actifs fait baisser le ratio de la dette nette au PIB, mais ces actifs ont été réservés pour de futures obligations relatives aux pensions. Ils ne sont pas disponibles, ou du moins ils ne devraient pas l'être, pour rembourser la dette publique générale. Bien sûr, le Régime de pensions du Canada et le Régime de rentes du Québec sont gérés de façon indépendante, comme il se doit.

Dans sa mise à jour économique du printemps, le gouvernement propose que la pension des Canadiens soit disponible pour rembourser ses dettes. Je ne suis pas en train de mettre en question le calcul du ratio de la dette nette au PIB. Je me concentre simplement sur l'idée que le gouvernement laisse entendre que les actifs du Régime de pensions du Canada et du Régime de rentes du Québec pourraient être utilisés pour rembourser la dette publique.

Ma question, ce soir, au secrétaire parlementaire est la suivante: le gouvernement libéral est-il d'avis que le Régime de pensions du Canada et le Régime de rentes du Québec pourraient être vidés par des créanciers étrangers pour rembourser les dettes du gouvernement?

L'hon. Ali Ehsassi (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé du Roi pour le Canada et ministre responsable du commerce Canada-États-Unis, des Affaires intergouvernementales et de l'Unité de l'économie canadienne (Commerce Canada-États-Unis), Lib.): Madame la Présidente, je vais commencer par souligner que le contexte mondial évolue rapidement, ce qui laisse les entreprises, les travailleurs et les familles dans l'incertitude. En raison de tous ces changements géopolitiques, le coût de l'épicerie et des produits de première nécessité au Canada est élevé depuis beaucoup trop longtemps. Nous croyons que l'économie est plus forte lorsqu'elle est au service de tous. C'est pourquoi nous avons pris des mesures pour rendre l'épicerie et d'autres produits de première nécessité plus abordables à court terme et, parallèlement, pour promouvoir la sécurité alimentaire et soutenir l'innovation dans les secteurs agricole et alimentaire.

Pour soutenir les personnes les plus touchées par la hausse du prix des aliments, en janvier 2026, nous avons annoncé la nouvelle Allocation canadienne pour l'épicerie et les besoins essentiels afin d'aider plus de 12 millions de Canadiens à se procurer des produits de première nécessité. L'Allocation canadienne pour l'épicerie et les besoins essentiels repose sur l'actuel crédit pour la taxe sur les produits et services et elle fournira une aide supplémentaire de 11,7 milliards de dollars sur six ans. Cette aide comprend un versement supplémentaire unique, qui interviendra le 5 juin, correspondant à une hausse de 50 % du montant annuel du crédit pour la TPS pour 2025-2026. Bien entendu, cette mesure représente une aide de 3,1 milliards de dollars pour les personnes et les familles qui bénéficient actuellement du crédit pour la TPS.

Nous savons que le budget des ménages canadiens ploie sous la pression exercée par la hausse des coûts. Il ne fait aucun doute que cette hausse entraîne des difficultés financières pour beaucoup trop de Canadiens. Pour aider les Canadiens et les entreprises à faire face à ces pressions, le gouvernement a temporairement suspendu la taxe d'accise fédérale sur l'essence, le diésel et les carburants d'aviation. Cette suspension est entrée en vigueur le 20 avril et demeurera en vigueur jusqu'à la fête du Travail, le 7 septembre.

On s'attend à ce que cette mesure fasse baisser les factures des Canadiens à la station-service de 10 ¢ le litre d'essence et de 4 ¢ le litre de diésel. Ces suspensions temporaires devraient permettre aux Canadiens d'économiser environ 5,75 \$ sur un plein d'essence s'ils ont un réservoir typique de 50 litres. Dans l'ensemble, on estime que cette suspension apportera un allègement de plus de 2,4 milliards de dollars lors de l'exercice 2026-2027.

Nous en avons fait encore plus pour atténuer la pression du coût élevé des carburants sur le budget des ménages canadiens. Tout de suite après son arrivée au pouvoir, le premier ministre a éliminé la redevance fédérale sur les combustibles. Cette mesure qui est entrée en vigueur le 1^{er} avril 2025 a directement aidé les Canadiens à économiser de l'argent à la pompe. À partir de cette même date, le gouvernement a également supprimé l'obligation pour les provinces et les territoires d'avoir une tarification du carbone pour les consommateurs. Ces mesures ont contribué à réduire le prix de l'essence dans la plupart des provinces et des territoires d'environ 18 ¢ le litre par rapport à 2024-2025.

Ce n'est pas tout. Le gouvernement accorde également d'importants allègements fiscaux aux Canadiens. Depuis le 1^{er} juillet, les Canadiens paient moins d'impôts, le gouvernement ayant fait passer de 15 % à 14 % le taux d'imposition marginal de la première tranche de revenu des particuliers. Ajoutons que, grâce à ce change-

Motion d'ajournement

ment, 22 millions de Canadiens bénéficient d'un allègement fiscal pouvant atteindre 420 \$ par personne, ce qui permet aux familles à deux revenus d'économiser jusqu'à 840 \$ cette année. Le gouvernement a éliminé la TPS pour les primo-accédants faisant l'acquisition d'une maison neuve d'une valeur maximale de 1 million de dollars et a réduit la TPS pour les acheteurs d'une première maison neuve dont la valeur se situe entre 1 million et 1,5 million de dollars.

De plus, nous avons également pérennisé le Programme national d'alimentation scolaire, qui permet de fournir des repas à près de 400 000 enfants chaque année. Contrairement à ce que laisse entendre le député, l'énoncé comprend diverses mesures visant à réduire le coût de la vie. Nous y travaillons. Nous travaillons sur les investissements, et nous continuerons à...

• (1835)

La vice-présidente adjointe (Alexandra Mendès): Le député d'York—Durham a la parole.

Jacob Mantle: Madame la Présidente, j'ignore ce qui se passe ici. J'ai demandé si les régimes de pension étaient considérés comme un actif. Le ministre des Finances voudra peut-être répondre.

Pourquoi le ministre des Finances inclut-il le Régime de pensions du Canada et le Régime de rentes du Québec comme un actif du gouvernement du Canada pour réduire la dette? Veut-il dire que la politique de son gouvernement consiste à mettre ces actifs à la disposition des créanciers étrangers? Telle est la question. Peut-être prendra-t-il la parole pour y répondre.

L'hon. Ali Ehsassi: Madame la Présidente, je peux uniquement me baser sur la question que le député a posée plus tôt. Si la question est de savoir si nous sommes le genre de pays qui accueille les investissements de diverses sources pour favoriser la croissance économique, la réponse est oui, absolument. Il sait très bien que plusieurs institutions canadiennes sont très intéressées par l'idée d'investir dans des projets d'infrastructure. Ces projets créent des emplois.

De plus, comme le député le sait très bien, en septembre, nous tiendrons un sommet de l'investissement. Nous faisons tout ce qui est en notre pouvoir pour bâtir grand et pour bâtir avec audace. Cela impliquera évidemment des investissements par diverses institutions.

• (1840)

L'ÉCONOMIE

Grant Jackson (Brandon—Souris, PCC): Madame la Présidente, ce sujet ne vous sera pas étranger. Je pense avoir posé une question sur le même thème la dernière fois que vous étiez au fauteuil.

J'ai eu le privilège de poser une question au ministre responsable de la production alimentaire. Une crise de l'abordabilité sévit au pays. Les gens ont du mal à payer leurs factures, en particulier à l'épicerie. Voici ce qu'a dit la ministre des Femmes et de l'Égalité des genres en réponse à ma question:

Monsieur le Président, les Canadiens ont besoin d'un vrai répit, dès maintenant, et c'est ce que nous leur offrons. J'ai une excellente nouvelle: la toute première prestation de l'Allocation canadienne pour l'épicerie et les besoins essentiels sera versée en juin à des Canadiens de tout le pays [...] Qu'il s'agisse de l'aide à l'épicerie, des services de garde ou des soins dentaires, nous sommes là, d'autant plus que, comme les députés le savent aujourd'hui, nous réduisons aujourd'hui le prix de l'essence de 28 ¢ le litre.

Motion d'ajournement

Cette réponse ne parle pas du tout de production alimentaire, alors que ma question portait sur la nécessité de produire plus d'aliments au pays pour réduire les coûts. Si on augmente l'offre, les consommateurs canadiens paieront moins cher à l'épicerie.

J'avais déjà posé une question au ministre de l'Agriculture, auquel une seule question semblait suffisante. Voici ce qu'il a répondu quand j'ai demandé ce que faisait son ministère, Agriculture et Agroalimentaire Canada, pour accroître la production alimentaire au pays:

Monsieur le Président, je trouve désolant que le député s'oppose aux services de garde d'enfants, au régime de soins dentaires, à l'Allocation canadienne pour enfants, au Programme national d'alimentation scolaire, à l'Allocation canadienne pour l'épicerie et les besoins essentiels, à l'augmentation des transferts en matière de santé, à la Sécurité de la vieillesse, à l'élimination de la taxe sur le carbone, à un allègement fiscal pour 22 millions de Canadiens [...]

Après, il a dit: « [...] je n'ai pas d'autre élément à ajouter », avant de se rasseoir pendant que ses propres collègues du Cabinet le chahutaient. Encore là, pas un mot sur la production alimentaire. Je veux donc laisser encore une chance au ministre de l'Agriculture.

La question relève de lui, puisqu'il est le ministre responsable d'Agriculture et Agroalimentaire Canada, alors informerait-il tous les Canadiens, y compris mes concitoyens de l'Ouest du Manitoba, de ce que fait le gouvernement dont il fait partie pour accroître la production alimentaire au pays afin que les Canadiens puissent se procurer des fruits, des légumes et d'autres produits à meilleur marché à l'épicerie?

L'hon. Ali Ehsassi (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé du Roi pour le Canada et ministre responsable du commerce Canada-États-Unis, des Affaires intergouvernementales et de l'Unité de l'économie canadienne (Commerce Canada-États-Unis), Lib.): Madame la Présidente, l'abordabilité est au cœur des préoccupations du gouvernement. Cela comprend, bien sûr, l'abordabilité des aliments, alors je suis très heureux de lui répondre.

Comme je l'ai dit à l'intervenant précédent, le contexte mondial évolue rapidement, ce qui plonge les économies, les entreprises et les travailleurs dans un brouillard d'incertitude. En réponse, le nouveau gouvernement s'est concentré sur ce qu'il peut contrôler, comme bâtir une économie plus forte afin de rendre la vie plus abordable pour les Canadiens. Nous comprenons que de nombreux Canadiens ont du mal à joindre les deux bouts et qu'ils ont besoin d'une aide immédiate. Nous pouvons certainement tous comprendre cette situation.

C'est pour cette raison que nous avons lancé l'Allocation canadienne pour l'épicerie et les besoins essentiels, qui aidera plus de 12 millions de Canadiens. Cette nouvelle prestation remplacera l'actuel crédit pour la TPS, mais elle sera beaucoup plus généreuse, comme le député en conviendra, j'en suis sûr.

Nous commencerons ainsi par un supplément ponctuel qui sera versé la semaine prochaine, le 5 juin. Nous augmenterons également la valeur du crédit pour la TPS de 25 % pour cinq ans à compter de juillet de cette année, ce qui aidera vraiment les Canadiens qui ont du mal à joindre les deux bouts. Ensemble, ces mesures permettront à une famille de quatre personnes de recevoir jusqu'à 1 890 \$ cette année, puis environ 1 400 \$ par année au cours des quatre prochaines années. Une personne seule recevra jusqu'à 950 \$ cette année, puis environ 700 \$ par année au cours des quatre prochaines années. Cette nouvelle prestation sera indexée à l'inflation.

Ainsi, les montants versés aux Canadiens augmenteront chaque année en fonction de la hausse du coût de la vie.

Nous avons aussi rendu permanent le Programme national d'alimentation scolaire du Canada. Chaque année, il fournira des repas à l'école à près de 400 000 enfants, ce qui permettra aux familles d'économiser en moyenne 800 \$ par an. Ces deux mesures représentent une aide réelle et immédiate.

Nous travaillons aussi sur des solutions à long terme. Le gouvernement a annoncé une série de mesures visant à réduire les coûts pour les Canadiens. Nous avons réservé 500 millions de dollars du Fonds de réponse stratégique pour aider les entreprises à absorber le coût des perturbations dans les chaînes d'approvisionnement. Nous créons un fonds de 150 millions de dollars pour la sécurité alimentaire dans le cadre de l'Initiative régionale de réponse tarifaire qui existe déjà pour les petites et moyennes entreprises.

Notre plan prévoit aussi la passation en charges immédiate pour les serres afin de réduire le coût de la production alimentaire. De plus, nous versons 20 millions de dollars au Fonds des infrastructures alimentaires locales pour aider les banques alimentaires et d'autres organismes nationaux, régionaux et locaux à fournir plus d'aliments nutritifs aux familles dans le besoin. Nous allons également élaborer une stratégie nationale de sécurité alimentaire qui renforcera la production d'aliments au pays et améliorera l'accès à des aliments abordables, et qui comprendra des mesures visant à encourager l'affichage des prix unitaires et à soutenir le travail du Bureau de la concurrence.

Le gouvernement reste déterminé à donner des moyens aux Canadiens en réduisant les coûts, en rendant l'épicerie et d'autres produits essentiels plus abordables et en multipliant les possibilités. Nous avons annoncé une série de nouvelles mesures pour aider les Canadiens à joindre les deux bouts, et nous continuerons de nous concentrer sur les mesures d'abordabilité.

● (1845)

Grant Jackson: Madame la Présidente, voilà un véritable cours magistral en matière de faux-fuyants qui ferait pâlir d'envie même le NPD provincial du Manitoba, et ce n'est pas peu dire. Mon collègue de Winnipeg-Nord saura de quoi je parle.

Le député a fini par aborder la question de la production alimentaire nationale vers la troisième minute de sa réponse, mais la grande majorité de son intervention portait sur l'allocation pour l'épicerie, laquelle n'aidera nullement les agriculteurs et les producteurs à produire davantage d'aliments au pays. Ce sujet ne doit pas se limiter à une simple note de bas de page à la toute fin des réponses du gouvernement. Il doit être au cœur des préoccupations. Une offre plus importante signifie des produits alimentaires et des fruits et légumes moins chers en magasin. Si le gouvernement offre un peu d'aide pour les serres, c'est bien, mais il doit en faire beaucoup plus pour augmenter la production alimentaire nationale.

On voit que cela fonctionne lorsque le gouvernement agit comme il se doit. Le précédent gouvernement conservateur du Manitoba a accordé les incitations fiscales adéquates à Vermillion Growers, à Dauphin. L'entreprise a mis en place une immense serre de tomates dans la région rurale de Parkland, au Manitoba, où la culture se fait toute l'année, fournissant ainsi des produits frais aux Manitobains et aux habitants de l'Est de la Saskatchewan. De telles initiatives sont possibles si elles sont menées de la bonne manière. Combien de temps encore le gouvernement compte-t-il attendre?

L'hon. Ali Ehsassi: Madame la Présidente, je ne comprends pas très bien ce qu'il entend par « faux-fuyants ». J'ai énuméré plusieurs mesures qui ont été présentées par le gouvernement. Si le député choisit d'en faire abstraction, on ne saurait m'accuser de faux-fuyants.

C'est intéressant. Le député se dit soucieux de l'alimentation, mais il ne semble pas trouver en lui la volonté de soutenir les programmes que j'ai énumérés pour lui, qu'il s'agisse de l'Allocation canadienne pour enfants, de la réduction des taxes pour les Canadiens ou de la mise en place de mesures de soutien ponctuelles et utiles. J'ajouterais qu'il a également voté contre le programme d'alimentation scolaire destiné à nourrir des enfants qui ont faim. Bien sûr, il n'a pas une très bonne opinion de ce programme.

Alors que de nombreux Canadiens souffrent de la hausse du coût de la vie, le gouvernement continuera d'adopter des mesures responsables et pragmatiques. Tandis que les conservateurs se concentrent sur les slogans et les extraits publiés sur les réseaux sociaux, nous nous attaquons aux problèmes structurels à long terme. Nous agissons dès maintenant pour soutenir tous les Canadiens.

La vice-présidente adjointe (Alexandra Mendès): Le député de Mission—Matsqui—Abbotsford n'étant pas présent pour aborder la question qu'il devait soulever au moment de l'ajournement conformément à l'avis qu'il avait donné, ce dernier est réputé avoir été retiré.

[Français]

Conformément à l'article 81(4) du Règlement, la motion portant que la Chambre s'ajourne maintenant est réputée retirée et la Chambre se forme maintenant en comité plénier afin d'étudier tous les crédits sous la rubrique Ministère des Finances du budget principal des dépenses de l'exercice se terminant le 31 mars 2027.

[Traduction]

Je quitte maintenant le fauteuil afin que la Chambre se forme en comité plénier.

ORDRES ÉMANANT DU GOUVERNEMENT

• (1850)

[Traduction]

TRAVAUX DES SUBSIDES

MINISTÈRE DES FINANCES — LE BUDGET PRINCIPAL DES DÉPENSES
2026-2027

(La Chambre se forme en comité plénier, sous la présidence de Mme Alexandra Mendès, pour l'étude de tous les crédits sous la rubrique Ministère des Finances du Budget principal des dépenses.)

La vice-présidente: La Chambre se forme en comité plénier pour l'étude de tous les crédits sous la rubrique Ministère des Finances du budget principal des dépenses pour l'exercice se terminant le 31 mars 2027.

Le débat de ce soir est de nature générale et porte sur tous les crédits sous la rubrique Ministère des Finances. Pour le premier tour, nous commencerons par l'opposition officielle, suivie du gouvernement et du Bloc québécois. Après cela, nous suivrons le déroulement normal, qui tient compte de la taille proportionnelle de chaque parti.

Travaux des subsides

[Français]

Des périodes de 15 minutes seront attribuées à chaque député auquel la présidence aura donné la parole. Ces périodes pourront être utilisées à la fois pour le débat et pour poser des questions. Si les députés souhaitent utiliser ce temps pour faire un discours, ils ne devront pas dépasser 10 minutes afin de laisser au moins 5 minutes pour des questions au ministre ou au secrétaire parlementaire agissant au nom du ministre.

Lorsque la parole sera accordée au député, il devra indiquer à la présidence la manière dont la période de 15 minutes sera utilisée, autrement dit quelle portion sera utilisée pour les discours et quelle portion pour des questions et des réponses. Les députés qui souhaitent partager leur temps de parole avec un ou plusieurs autres députés devront l'indiquer à la présidence.

Lorsque la période est utilisée pour des questions, la réponse du ministre ou du secrétaire parlementaire devrait correspondre à peu près au temps pris pour poser la question pourvu qu'au moins 15 secondes soient allouées à chaque réponse puisque ce temps sera compté dans le temps accordé aux députés.

[Traduction]

L'étude en comité plénier du budget des dépenses de ce soir peut dépasser quatre heures, au besoin, de manière à inclure un minimum de 16 périodes de 15 minutes chacune. Je tiens également à préciser qu'en comité plénier, les observations doivent être adressées à la présidence. Je demande la collaboration de chacun pour respecter les normes établies en matière de décorum, de langage et de comportement parlementaires.

En outre, conformément à l'ordre adopté plus tôt aujourd'hui, la présidence ne peut recevoir ni demande de quorum, ni motion dilatoire, ni demande de consentement unanime.

[Français]

Finalement, à la fin de la période prévue pour le débat et lorsque plus aucun député ne souhaite prendre la parole, selon la première éventualité, le comité lèvera la séance et la Chambre s'ajournera immédiatement au jour de séance suivante. Nous pouvons commencer maintenant le débat.

[Traduction]

Le député de Calgary Crowfoot a la parole.

Pat Kelly (Calgary Crowfoot, PCC): Madame la présidente, je précise que je vais prendre la parole pendant cinq minutes, puis que je partagerai mon temps de parole avec le député de Louis-Saint-Laurent—Akiawenhrahk et celui de Calgary-Est, à raison de cinq minutes chacun.

En 2015, le gouvernement du ministre avait promis de n'enregistrer que de modestes déficits pour financer des dépenses sans précédent dans les infrastructures qui permettraient au budget de s'équilibrer de lui-même. C'est ce qu'il disait. Au lieu de cela, les libéraux ont créé un déficit structurel qui a duré 10 ans et, 10 ans plus tard, ils ont rompu la même promesse qu'ils avaient faite en 2015 au sujet des infrastructures.

C'est peut-être ce soir que le ministre répondra enfin à cette question et qu'il me dira en quelle année l'équilibre budgétaire sera rétabli.

Travaux des subsides

L'hon. François-Philippe Champagne (ministre des Finances et du Revenu national, Lib.): Madame la présidente, c'est un véritable plaisir de passer toute la soirée en compagnie de mes collègues. Mon collègue sera heureux d'apprendre, car je sais que cela l'intéressera beaucoup, que nous avons réalisé des investissements historiques dans les infrastructures, le logement, la productivité et l'innovation. Selon le Fonds monétaire international, le plan du Canada est la voie à suivre pour créer de la croissance. Je suis sûr que, ce soir, mon collègue sera très heureux d'apprendre que le pays va bâtir l'économie la plus forte du G7 et que nous avons réalisé des investissements historiques dans les infrastructures.

Pat Kelly: Madame la présidente, le ministre n'a pas répondu à la question. Il s'est contenté de réitérer la même promesse que les libéraux ne tiennent pas depuis 2015.

Les frais d'intérêt du Canada pour cette année s'élèvent à 54 milliards de dollars. Ce montant est-il supérieur ou inférieur au transfert fédéral actuel en matière de santé?

L'hon. François-Philippe Champagne: Madame la présidente, mon collègue sera heureux d'apprendre — ce soir est après tout une occasion d'apprendre pour mes collègues — qu'en réalité, si l'on examine le service de la dette du Canada, ce pourcentage est plutôt faible par rapport aux normes historiques. Il avoisine les 2 %. Si l'on se réfère aux chiffres historiques des années 1990, ils se situaient autour de 6 %. Je dirais que le Canada se trouve dans une situation financière très solide.

• (1855)

Pat Kelly: Madame la présidente, les Canadiens n'apprendront rien ce soir si le ministre s'entête à ne pas répondre aux questions.

Les intérêts sur la dette du Canada devraient augmenter de 50 %, passant de 54 milliards de dollars à 81 milliards de dollars, en 2030-2031. Ce montant est-il supérieur aux transferts futurs en matière de santé prévus au budget?

L'hon. François-Philippe Champagne: Madame la présidente, comme je l'ai dit, les Canadiens trouveront sans doute intéressant d'apprendre que le service de la dette prévu pour 2026-2027, exprimé en pourcentage du PIB, s'élèvera à 1,7 %. C'est bien en deçà du sommet de 6,5 % que les Canadiens ont dû affronter dans les années 1990.

Ce que je veux dire, c'est que nous sommes sur une trajectoire financière très solide.

Pat Kelly: Madame la présidente, encore une fois, le ministre ne répond pas à la question.

Le service de la dette par famille représente environ 3 400 \$ présentement. Combien pense-t-il qu'une famille canadienne peut se permettre de dépenser en intérêts sur la dette fédérale?

L'hon. François-Philippe Champagne: Madame la présidente, encore une fois, la soirée s'annonce très intéressante. J'attendais cette question avec impatience, car ce que je disais, c'est que le service de la dette, en pourcentage du PIB, est non seulement inférieur à ce qu'il était dans les années 1990, mais qu'il est également inférieur à la moyenne historique sur 40 ans, qui est de 3,2 %. Je pense que le député devrait se réjouir de voir que le pays est sur une trajectoire financière aussi solide.

Pat Kelly: Madame la présidente, ils prétendent depuis des années que le ratio dette-PIB diminuera, mais ce n'est pas le cas. Le ratio dette-PIB augmente.

Le ratio dette-PIB est-il plus élevé cette année que l'année dernière, oui ou non?

L'hon. François-Philippe Champagne: Madame la présidente, le député sera heureux d'apprendre que le Fonds monétaire international vient de déclarer que le Canada a la position financière la plus solide du G7. En fait, nous avons la deuxième croissance en importance des pays du G7.

Je suis sûr que mon collègue sera heureux d'informer ses concitoyens que les finances du pays sont sur la bonne voie.

Pat Kelly: Madame la présidente, la réponse, c'est que le ratio dette-PIB a augmenté. Ils ont affirmé pendant la majeure partie des 10 dernières années qu'ils allaient atteindre cette cible budgétaire, mais ils ne l'ont pas respectée.

Selon lui, à combien s'élèvent les intérêts par ménage que les familles canadiennes ont les moyens d'assumer pour rembourser sa dette?

L'hon. François-Philippe Champagne: Madame la présidente, je serai heureux de rappeler à mon collègue, qui est un éminent député, que nous avons deux cibles budgétaires. La première est de réduire le ratio déficit-PIB. L'autre est d'équilibrer le budget de fonctionnement grâce aux recettes d'ici 2028-2029. Ce sont les deux cibles budgétaires du gouvernement du Canada.

Pat Kelly: Madame la présidente, il s'agit là de nouvelles cibles. Il a abandonné toutes les cibles que les libéraux s'étaient fixées. Quelle sera leur nouvelle cible budgétaire l'année prochaine, une fois que les deux cibles actuelles auront été abandonnées comme tant d'autres avant elles?

L'hon. François-Philippe Champagne: Madame la présidente, afin d'éclairer mon collègue sur certains faits, je vais citer Kevin Page. Il a affirmé: « L'objectif ambitieux d'un budget de fonctionnement équilibré en 2028-2029 imposera davantage de contraintes au gouvernement que ne le feraient des règles budgétaires liées à l'évolution de la taille de l'économie [...] » Ce sont là les propos de Kevin Page.

[Français]

Gérard Deltell (Louis-Saint-Laurent—Akiawenhrahk, PCC): Madame la présidente, je vais commencer par une question positive. Nous sommes très heureux de voir que le ministre a réussi à s'entendre avec la Ville de Laval concernant le scandale impliquant l'Agence du revenu du Canada, qui exigeait 1 million de dollars de la part des contribuables de Laval en conséquence du scandale de l'ancien maire corrompu. Dix ans après Revenu Québec, l'Agence du revenu du Canada, ou ARC, s'est finalement entendue avec la Ville de Laval.

Pourquoi le ministre a-t-il refusé de venir témoigner en comité pendant deux mois et demi?

L'hon. François-Philippe Champagne (ministre des Finances et du Revenu national, Lib.): Madame la présidente, ça me fera plaisir d'aller témoigner en comité. Cependant, comme mon collègue l'a dit, j'avais pris l'engagement de trouver une solution dans l'intérêt des citoyens de Laval. C'est exactement ce que nous avons fait, à la satisfaction du maire de Laval, M. Boyer, qui a lui-même exprimé sa reconnaissance pour le travail que nous avons fait ensemble pour résoudre cette situation.

Gérard Deltell: Madame la présidente, ça a pris 10 ans à l'ARC du gouvernement libéral pour agir correctement, soit 10 ans après Revenu Québec.

Le ministre a été élu en même temps que moi, en 2015. Très rapidement, le premier ministre l'a nommé ministre, ce qui fait en sorte qu'il est un des ministres principaux de cette administration libérale des 10 dernières années. Il est donc un des architectes les plus puissants de la dette d'un montant de plus de 1 billion de dollars qui s'est accumulée au fil des 10 dernières années.

Le ministre pourrait-il nous dire quel est le prix des intérêts de la dette chaque année, ici au Canada?

• (1900)

L'hon. François-Philippe Champagne: Madame la présidente, je veux remercier mon collègue pour ses mots généreux à mon égard. C'est vrai que nous avons été élus en même temps, en 2015. Il a raison. J'ai toujours travaillé dans l'intérêt des citoyens canadiens. C'est vrai que, pendant ces années, tout comme aujourd'hui en tant que ministre des Finances, nous avons présenté un plan générationnel d'investissements pour faire croître l'économie et avoir l'économie la plus forte du G7.

Gérard Deltell: Madame la présidente, le ministre semble oublier qu'en 2015, il s'est fait élire en disant: «Trois petits déficits et zéro déficit en 2019.» Il n'a absolument rien fait de ça. Au contraire, même quand l'économie mondiale allait bien, il n'a pas mis d'argent de côté. Ça, c'eût été la chose à faire. Cependant, l'homme de 1 billion de dollars, de 1 000 milliards de dollars de dette, n'est pas capable de nous dire combien coûtent les intérêts de la dette.

Il parle de l'intergénérationnel. Sait-il que nos enfants, nos petits-enfants et nos arrière-petits-enfants vont payer pour la dette et les déficits compulsifs de ce gouvernement?

L'hon. François-Philippe Champagne: Madame la présidente, mon collègue sera ravi de voir que, justement, le déficit prévu est plus bas de 11 milliards de dollars que celui qui avait été prévu dans le budget de 2025. Sous l'égide de ce ministre des Finances, nous avons présenté un déficit qui est moins élevé d'un montant équivalent à 11 milliards. Les agences de partout au monde ont vu que le Canada avait pris une position sérieuse en matière fiscale, que nous sommes responsables en matière de finances publiques et que nous agissons avec la rigueur que demande le moment présent.

Gérard Deltell: Madame la présidente, c'est dommage de voir que le ministre a une mémoire sélective. Son prédécesseur, il y a 15 mois à peine, avait dit que le déficit allait être de 31 milliards de dollars. À quel montant le déficit est-il? Il est de 68 milliards de dollars.

Cependant, je serai à nouveau de bon ton. Le ministre a aboli la taxe d'accise. C'est une bonne chose. Par contre, nous en voulions davantage. Je peux comprendre que, pour un libéral, abolir une taxe, c'est un bond de géant. Pour les familles canadiennes, toutefois, ce sont des petits pas. Ce que nous souhaitons, c'est d'aller plus loin.

Pourquoi le gouvernement a-t-il arrêté son frein sur les taxes alors qu'il était bien parti?

Nous aurions souhaité qu'il suive notre plan.

L'hon. François-Philippe Champagne: Madame la présidente, mon collègue est un député expérimenté à la Chambre pour qui j'ai le plus grand respect, il le sait. Sur 7 milliards de dollars de revenus additionnels que nous avons reçus, deux tiers de ces revenus ont été alloués pour aider les Canadiens et les Canadiennes. Comme lui, je sais que la préoccupation première pour les Canadiens et les Cana-

Travaux des subsides

diennes, c'est l'abordabilité. C'est le prix du logement, le prix de la nourriture et le prix de l'essence. Il sera content d'annoncer à ses concitoyens, à Québec, que nous avons agi sur ces trois plans pour rendre la vie plus abordable pour les Canadiens.

Gérard Deltell: Madame la présidente, je tiens à dire à tous les citoyens qui nous écoutent actuellement que chaque cent qu'ils paient en TPS, ce n'est pas pour les services au fédéral. C'est pour payer les intérêts de la dette que cet homme de 1 billion de dollars de dette aurait faite au cours des 10 dernières années.

J'ai une dernière question qui touche la région de Québec. Quand le gouvernement fédéral va-t-il verser le financement promis pour le tramway?

L'hon. François-Philippe Champagne: Madame la présidente, ça me fait plaisir de dire à tous les gens de Québec qui écoutent que ce ministre des Finances, avec ce premier ministre, a réussi à déga-ger un déficit plus bas de 11 milliards de dollars pour l'année en cours. Je pense que les gens comprennent que nous avons pris une position fiscale raisonnable, disciplinée et avec toute la rigueur que le moment demande. Ça devrait donner confiance à tous les Canadiens, dont, évidemment, les gens de Québec.

La vice-présidente: C'est malheureusement tout le temps que nous avons.

L'honorable député de Calgary-Est a la parole.

[Traduction]

Jasraj Hallan (Calgary-Est, PCC): Madame la présidente, 965 jours se sont écoulés depuis que le ministre des Finances a déclaré que le prix des aliments baisserait en quelques semaines. Or, il a augmenté de 20 % depuis. Pourquoi?

L'hon. François-Philippe Champagne (ministre des Finances et du Revenu national, Lib.): Madame la présidente, le député a beaucoup d'expérience à la Chambre. Il sait probablement qu'il y a eu des problèmes en lien avec la chaîne d'approvisionnement et que nous traversons la plus importante crise énergétique de notre histoire. Il y a donc eu de l'inflation, et pas juste au Canada, en ce qui concerne le prix des aliments, mais...

La vice-présidente: Le député de Calgary-Est a la parole.

Jasraj Hallan: Madame la présidente, le ministre des Finances a lui-même fait cette promesse il y a trois ans.

Le ministre comprend-il que les taxes libérales, y compris la taxe sur le carbone pour les industries et la norme sur les combustibles propres, font augmenter le coût des aliments, oui ou non?

L'hon. François-Philippe Champagne: Madame la présidente, mon collègue sera heureux d'informer ses concitoyens que l'Allocation canadienne pour l'épicerie et les besoins essentiels entrera en vigueur le 5 juin, et qu'elle aidera 12 millions de Canadiens. Je suis certain qu'il a des concitoyens qui comptent parmi ces 12 millions de Canadiens.

C'est le genre de coup de pouce dont les familles ont besoin, et je m'attends à ce que mon collègue vote en faveur du projet de loi C-30 pour mettre en place cette mesure.

Jasraj Hallan: Madame la présidente, le ministre reconnaît-il que les taxes libérales font grimper le coût du carburant, pour les camionneurs, les agriculteurs et les épiciers, et que ce sont, au bout du compte, les consommateurs qui paient la facture? Oui ou non?

Travaux des subsides

• (1905)

L'hon. François-Philippe Champagne: Madame la présidente, mon collègue comprendra que c'est précisément pour cette raison que nous avons suspendu la taxe d'accise: 10 ¢ sur l'essence et 4 ¢ sur le diesel. Bien entendu, nous sommes conscients que cette mesure aura des répercussions sur les consommateurs. Il s'agit d'une intervention ciblée et temporaire, une approche que le Fonds monétaire international lui-même a saluée.

Jasraj Hallan: Madame la présidente, le ministre convient que la suspension de la taxe d'accise fait baisser le coût du carburant et des aliments. Dans ce cas, est-il prêt à admettre que l'abolition de la norme sur les carburants propres et de la taxe sur le carbone pour les industries aurait elle aussi le même effet? Oui ou non?

L'hon. François-Philippe Champagne: Madame la présidente, je suppose que le député sera très heureux de voter en faveur du projet de loi C-30.

Pour ceux qui nous regardent, il s'agit du projet de loi qui inscrira dans la loi la suspension de la taxe d'accise sur le carburant, une mesure qui arrive à point nommé pour les Canadiens d'un bout à l'autre du pays à l'approche de la saison estivale.

Jasraj Hallan: Madame la présidente, les libéraux ont promis de construire 500 000 logements cette année. Leur propre organisme du logement affirme qu'ils ne construiront que 280 000 logements. Quand vont-ils construire 500 000 logements?

L'hon. François-Philippe Champagne: Madame la présidente, mon collègue sera heureux d'apprendre que nous avons fait des investissements générationnels dans le logement, en particulier en ce qui concerne le logement abordable. Il connaît sans doute Maisons Canada. Il s'agit de l'organisme qui construira plus de logements abordables au pays et qui sera un pilier clé de l'abordabilité pour les familles.

Jasraj Hallan: Madame la présidente, la directrice parlementaire du budget affirme que l'organisme Maisons Canada ne construira que 5 200 logements par année. Est-ce près des 500 000 logements promis, oui ou non?

L'hon. François-Philippe Champagne: Madame la présidente, mon collègue sera heureux d'apprendre que le nouvel organisme Maisons Canada a été chargé de construire tous les logements abordables dont le pays aura besoin. Cela change la donne pour les Canadiens. C'est un pilier de l'abordabilité, et nous avons fait des investissements générationnels dans le logement.

Jasraj Hallan: Madame la présidente, l'organisme gouvernemental responsable du logement affirme qu'il faudrait construire 480 000 logements par année, au cours des prochaines années, pour que leur coût revienne à un niveau raisonnable. Les libéraux ont promis 500 000 logements par année. Leur propre organisme responsable du logement affirme que le nombre de mises en chantier diminuera au cours des prochaines années, avec un maximum de 280 000 logements par année.

Quand les libéraux vont-ils construire 500 000 logements par année?

L'hon. François-Philippe Champagne: Madame la présidente, le député sera heureux d'apprendre que les mesures en faveur du logement prévues pour la période allant de 2026 à 2030-2031 s'élèveront à 56 milliards de dollars. Il s'agit probablement de l'un des plus importants investissements dans le logement jamais réalisés dans notre pays. Cela va aider les familles, car nous savons que le logement est un pilier de l'abordabilité.

Jasraj Hallan: Madame la présidente, le ministre n'a répondu à aucune question ce soir.

Les libéraux ont promis 500 000 logements par année. Quand vont-ils tenir cette promesse, c'est-à-dire à quelle date exactement?

L'hon. François-Philippe Champagne: Madame la présidente, le député n'aimera peut-être pas ma réponse, mais je sais que les Canadiens aimeraient savoir que le logement est une priorité pour le gouvernement. Nous avons réalisé des investissements historiques, et 56 milliards de dollars seront investis au cours de ce cadre financier pour soutenir le secteur du logement au pays. À notre connaissance, il s'agit d'un pilier de l'abordabilité.

Jasraj Hallan: Madame la présidente, le ministre partage-t-il l'avis du premier ministre selon lequel le coût de la vie n'a jamais été aussi bon depuis 10 ans, alors même que les prix des produits alimentaires ont augmenté de 1 000 \$ cette année et que 2,2 millions de Canadiens ont recours aux banques alimentaires?

L'hon. François-Philippe Champagne: Madame la présidente, je tiens à dire que l'abordabilité est une priorité absolue pour le gouvernement, tout comme elle l'est pour les Canadiens. Nous en sommes conscients. C'est pourquoi nous prenons des mesures pour lutter contre la hausse des prix des maisons, des aliments et de l'essence.

La vice-présidente: Le ministre a la parole.

L'hon. François-Philippe Champagne (ministre des Finances et du Revenu national, Lib.): Madame la présidente, j'ai l'occasion de prendre la parole sous votre présidence ce soir et je dirais qu'il s'agit d'un grand privilège.

[Français]

Je tiens à remercier mes collègues d'être ici ce soir pour prendre le temps de débattre d'enjeux importants, parce qu'on parle évidemment du budget, on parle des finances publiques du Canada.

Je veux aussi remercier la présidente, qui a un rôle très important dans la démocratie canadienne. Je remercie la présidente de m'avoir donné l'occasion de prendre la parole ce soir.

Il va sans dire, comme certains députés l'ont mentionné, que le Canada, comme bien d'autres pays, traverse actuellement une période de bouleversements profonds.

[Traduction]

Qu'il s'agisse de nouvelles dynamiques géopolitiques, de perturbations de la chaîne d'approvisionnement ou de percées technologiques rapides, y compris dans le domaine de l'intelligence artificielle, le monde connaît des changements d'une rapidité, d'une ampleur et d'une portée. Le Canada doit tout simplement s'adapter pour prospérer. C'est précisément pour cette raison que le gouvernement a présenté des investissements historiques dans le budget de 2020 et nous avons poursuivi le travail dans la mise à jour économique du printemps. Nous comprenons que le moment est venu de faire preuve d'audace. C'est le moment de construire à une vitesse et à une échelle jamais vues depuis des générations. C'est le moment de bâtir un Canada fort et c'est exactement ce que nous proposons aux Canadiens.

Travaux des subsides

L'année dernière, comme la présidente s'en rappelle sans doute, vu qu'elle et mes collègues étaient présents, j'ai eu l'honneur de prendre la parole à la Chambre pour présenter le budget de 2025, qui exposait le plan ambitieux de notre gouvernement visant à agir rapidement pour réaliser et débloquer des investissements historiques en vue de favoriser des collectivités dynamiques, de donner aux Canadiens les moyens d'agir, de protéger notre pays et de bâtir l'économie la plus forte du G7. Je suis heureux d'annoncer que nous sommes en voie de bâtir l'économie la plus forte du G7.

Le mois dernier, nous avons poursuivi sur cette lancée en publiant la « Mise à jour économique du printemps 2026 », qui décrit plus en détail notre plan visant à bâtir une économie canadienne plus forte et plus résiliente, prête à relever les défis uniques du XXI^e siècle et les difficultés auxquelles le monde est confronté. Bon nombre de ces initiatives se retrouvent, bien entendu, dans le budget principal des dépenses présenté cette année. Je suis honoré de discuter avec vous aujourd'hui du budget principal des dépenses et de notre plan audacieux pour bâtir un Canada plus fort, plus indépendant et plus résilient, pour répondre aux besoins des Canadiens et pour garantir que la croissance profite à tous les Canadiens. Nous voulons bâtir un Canada pour tous.

● (1910)

[Français]

Aujourd'hui, grâce à la mise à jour économique du printemps de 2026, nous restons sur la bonne voie. Nous construisons des logements et menons à bien des grands projets rapidement et de manière durable à travers le pays. Nous créons davantage de possibilités pour nos travailleurs et les jeunes Canadiens et les jeunes Canadiennes. Nous favorisons le développement de communautés plus fortes et plus sécuritaires. Ensemble, nous pouvons bâtir un Canada plus fort pour tous. Je vois que mes collègues sourient. Je les comprends, parce qu'ici, nous voulons tous travailler pour bâtir un Canada plus fort, un Canada plus résilient.

[Traduction]

Tout d'abord, j'attire l'attention sur le Fonds pour un Canada fort, le fonds d'investissement souverain du Canada, qui servira à réaliser des projets d'infrastructure et d'intérêt national d'envergure et qui, en fin de compte, générera de la richesse pour les générations futures. Ce nouveau fonds investira dans des projets et des entreprises canadiennes stratégiques, de concert avec le secteur privé, ce qui créera des emplois, soutiendra l'innovation et rendra le Canada plus concurrentiel.

De plus, les Canadiens eux-mêmes auront la possibilité d'investir dans le fonds et de participer à son succès. J'ai été heureux de voir la presse internationale rapporter que le Canada créait son propre fonds souverain et que, dans un esprit typiquement canadien, les citoyens seraient en mesure d'y investir et de participer à la croissance que connaîtra notre pays. Comme nous, les Canadiens croient au potentiel des travailleurs canadiens et de l'économie canadienne. En investissant dans le fonds, les Canadiens pourront contribuer directement à notre croissance, à nos succès communs et au pays que nous construisons ensemble.

Nous savons que ce sont les travailleurs canadiens qui bâtiront l'économie la plus forte du G7. C'est pourquoi le gouvernement lance également Une Équipe Canada forte, une initiative nationale visant à recruter, à former et à embaucher entre 80 000 et 100 000 nouveaux travailleurs dans les métiers désignés Sceau rouge partout au pays. Ce programme novateur offrira aux jeunes

Canadiens une voie claire vers les métiers spécialisés et les carrières connexes dans les domaines du logement, des infrastructures et de la défense.

Nous offrons un supplément de revenu hebdomadaire aux Canadiens qui suivent une formation d'apprenti jusqu'à concurrence de 16 000 \$, une prime de 5 000 \$ aux apprentis qui terminent leur formation et des incitatifs directs aux employeurs, y compris jusqu'à 10 000 \$ en subventions salariales par apprenti. C'est ce que j'appellerais une approche avantageuse pour tous, et c'est pourquoi nous sommes fiers d'annoncer ces mesures aux Canadiens.

[Français]

Par ailleurs, afin de soutenir les jeunes, notre gouvernement rend les études plus abordables en prolongeant d'une année supplémentaire l'augmentation des bourses d'études canadiennes et des prêts étudiants canadiens sans intérêt, ce qui profitera à des milliers d'étudiants et d'étudiantes au pays.

Il ne s'agit pas seulement d'emplois, il s'agit d'ouvrir de nouvelles perspectives aux jeunes Canadiens afin qu'ils puissent servir leur pays, se bâtir une vie épanouissante et façonner leur avenir collectif.

[Traduction]

Ensuite, je tiens à souligner que l'énoncé économique du printemps de 2026 met en avant de nombreuses mesures visant à soutenir les Canadiens à un moment où les pressions mondiales sur les coûts pèsent lourdement sur les ménages, tant ici au pays que chez nos partenaires du G7. Qu'il s'agisse de supprimer définitivement la taxe sur le carbone à la consommation, de suspendre la taxe d'accise sur les carburants jusqu'à la fête du Travail, de rendre l'épicerie et les produits essentiels plus abordables ou d'offrir des soins dentaires à 6,5 millions de Canadiens, notre gouvernement s'est attaché sans relâche à réduire le coût de la vie pour les Canadiens et à apporter un soulagement là où les gens en ont le plus besoin.

Cela inclut des progrès significatifs pour rendre le logement plus abordable. Des collègues ont posé des questions à ce sujet et nous sommes sur la bonne voie pour atteindre cet objectif, qui constitue en effet un pilier essentiel de la stabilité générale du coût de la vie. Le prix des maisons au Canada a baissé de 21 %, et les loyers ont diminué de 8 % à l'échelle nationale. De nombreuses familles commencent à ressentir une réelle amélioration de leur situation.

● (1915)

[Français]

La mise à jour économique du printemps s'appuie sur le progrès réalisé dans le cadre de l'agence Maisons Canada et prévoit même de nouveaux investissements visant à faire croître l'offre, à réduire les coûts et à aider davantage de Canadiens et de Canadiennes à accéder à des logements sécuritaires et abordables. Cela comprend la réduction des formalités administratives pour accélérer la construction de logements, le soutien à l'innovation dans le secteur de la construction, la mise à disposition de plus de 7 milliards de dollars de financement à faible coût, l'augmentation de l'offre de logements et la protection des emplois dans le secteur de la construction, partout au Canada et en partenariat avec les provinces et les territoires.

Notre gouvernement aide les plus démunis en élargissant le soutien aux personnes en situation d'itinérance et en veillant à ce que les survivantes de la violence conjugale aient accès à un logement sécuritaire.

Travaux des subsides

[Traduction]

Le gouvernement continue également de renforcer l'autonomie du Canada dans des secteurs clés et de collaborer plus étroitement avec nos partenaires de confiance afin de protéger notre sécurité et notre résilience.

En 2025-2026, nous avons investi plus de 63 milliards de dollars dans les Forces armées canadiennes, ce qui représente la plus forte augmentation sur une période d'un an des investissements dans la défense au pays. Cela fait partie de notre plan ambitieux visant à reconstruire, réarmer et réinvestir dans les forces armées. Je tiens à leur dire merci. Je pense pouvoir m'exprimer au nom de tous mes collègues à la Chambre ce soir. Nous tenons à remercier les hommes et les femmes en uniforme de servir le pays. Je pense qu'ils méritent une salve d'applaudissements.

Grâce à ces investissements, le Canada est désormais en bonne voie de respecter l'engagement pris par les membres de l'OTAN d'investir 5 % du PIB dans la défense d'ici 2035. Ces investissements, ainsi que les futurs investissements visant à renforcer la souveraineté du Canada, s'inscriront dans le cadre de la toute première Stratégie industrielle de défense du pays et permettront d'accélérer et de rendre plus transparente l'acquisition de matériel militaire par l'intermédiaire de la nouvelle Agence de l'investissement pour la défense.

[Français]

Évidemment, j'aurais beaucoup à dire ce soir, parce que, ce que nous présentons aux Canadiens et aux Canadiennes, c'est un plan ambitieux. C'est un plan qui répond à l'enjeu du moment, à l'urgence d'agir. J'ai participé à une réunion du G7, la semaine dernière, et je peux dire que les pays du G7 sont concertés dans ce désir d'agir. On parle parfois de ce brouillard d'incertitude qui enveloppe le monde. Ce que je peux dire, c'est que le Canada est comme un phare dans ce brouillard, avec des institutions solides, avec un plan générationnel, avec des investissements qui vont faire croître l'économie.

[Traduction]

Je peux affirmer aux Canadiens que le Canada est sur la bonne voie. Nous allons bâtir un Canada fort. Nous allons protéger nos collectivités. Nous allons donner les moyens d'agir aux Canadiens. Et le mieux, c'est que notre travail ne fait que commencer, et nous continuerons à nous battre chaque jour pour les Canadiens.

L'hon. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Madame la présidente, je remercie le ministre des Finances des propos qu'il a tenus ce soir.

Je voudrais revenir sur quelques éléments. En tant que gouvernement et en tant que ministre des Finances, nous agissons sur deux fronts. D'une part, nous agissons pour bâtir un Canada fort au service de tous les Canadiens, et les exemples sont nombreux. Le ministre des Finances en a d'ailleurs mentionné certains. D'autre part, nous prenons, bien sûr, des mesures en vue de rendre la vie plus abordable. Nous savons tous que le coût de la vie représente un enjeu très important pour les Canadiens. Là encore, le ministère des Finances prend des mesures bien précises pour aider les Canadiens à faire face au coût de la vie. J'aimerais m'étendre très brièvement sur ces deux domaines d'intervention.

Quand je pense à la question de l'abordabilité, je pense à l'Allocation canadienne pour l'épicerie et les besoins essentiels. C'est un

excellent exemple. Au cours du mois de juin, un paiement substantiel sera versé, je crois, à environ 11 millions de Canadiens. Je pense que cela aidera à soulager le problème de l'abordabilité. De plus, il y a eu beaucoup de discussions, et le gouvernement a suspendu l'application de la taxe d'accise sur l'essence, ce qui correspond à une baisse d'environ 10 ¢ le litre pour les Canadiens. Le ministre a parlé des mois d'été. Beaucoup de Canadiens resteront au Canada, parcourront le pays et visiteront ses différentes régions en voiture. La réduction de 10 ¢ est très utile pour rendre la vie plus abordable.

Tout en mettant en place des programmes d'abordabilité — et j'aurais dû mentionner aussi le Programme national d'alimentation scolaire du Canada pour 400 000 enfants —, nous investissons pour bâtir un Canada plus fort au moyen du fonds d'investissement souverain dont le ministre a parlé. C'est un fonds qui va contribuer à des milliards de dollars d'investissements et de croissance.

Je me demande si le ministre peut nous donner son point de vue sur la façon de soutenir les Canadiens dans le dossier de l'abordabilité tout en bâtissant un Canada plus fort.

● (1920)

L'hon. François-Philippe Champagne: Madame la présidente, je remercie le député d'avoir présenté à la Chambre un très bon résumé des mesures d'abordabilité que nous avons proposées. Il est juste de dire que l'abordabilité est une priorité pour le gouvernement. Je dirais que c'est une priorité pour les Canadiens. Quand on parle d'abordabilité avec les gens, les trois enjeux sont le prix du logement, le prix de la nourriture et le prix de l'essence.

La bonne nouvelle, c'est que nous avons agi sur ces trois aspects. Nous avons fait des investissements générationnels pour fournir plus de logements abordables au pays, car nous savons qu'il s'agit du premier pilier de l'abordabilité. Trouver un logement sûr et abordable est le premier pilier pour les Canadiens et leurs familles, et c'est pourquoi nous avons proposé un investissement générationnel. Cet investissement a été applaudi par des institutions comme le Fonds monétaire international. Je dirais aux députés que, lorsque j'étais à Washington, on a dit que seuls deux pays du G7 peuvent faire cela: l'Allemagne et le Canada. Pourquoi? C'est parce que ce sont les deux pays qui ont les capacités financières nécessaires, qui ont une cote de crédit AAA et qui, s'ils font les bons choix, pourront assurer leur croissance tout en s'attaquant aux problèmes d'abordabilité. Le logement est donc l'un des principaux piliers.

Puis, il y a le prix du panier d'épicerie. Nous sommes conscients de l'inflation des prix des produits d'épicerie. Nous comprenons qu'il s'agit d'un véritable défi pour les Canadiens partout au pays, et c'est pourquoi nous n'avons pas attendu. Nous avons décidé d'agir en instaurant l'Allocation canadienne pour l'épicerie et les besoins essentiels, dont les effets seront bénéfiques. Mon collègue a dit que cette initiative aiderait 11 millions de personnes, mais c'est encore plus. Il y a 12 millions de Canadiens qui bénéficieront de ce coup de pouce.

Travaux des subsides

Il s'agit là d'une mesure fort importante, car elle augmentera de 50 % le montant du crédit pour la TPS de cette année, mais c'est aussi une solution transitoire. Nous comprenons que nous devons bonifier l'Allocation canadienne pour l'épicerie et les besoins essentiels afin que les Canadiens puissent encore compter sur un filet de sécurité. Compte tenu de l'inflation alimentaire, nous comprenons que nous devons non seulement agir en ce sens, mais aussi investir dans des mesures structurelles afin d'accroître la production au Canada. C'est pourquoi nous aidons les gens maintenant, mais nous réalisons aussi des investissements structurels pour que nous puissions accroître la production alimentaire au Canada et renforcer notre résilience. Parallèlement, nous encourageons la concurrence, car la concurrence dans ce secteur et dans d'autres est le meilleur moyen d'offrir de meilleurs prix aux Canadiens.

[Français]

Jean-Denis Garon (Mirabel, BQ): Madame la présidente, je remercie mes collègues d'être ici. Je présente mes salutations au ministre et le remercie de sa présence; nous l'apprécions toujours.

Monsieur le ministre, les fonctionnaires des ministères des Finances et du Logement, de l'Infrastructure et des Collectivités nous ont offert un brefage sur le projet de loi C-26 que vous avez vous-même déposé. Nous en sommes sortis rassurés. Nous avons bien compris que le projet de loi ne pose aucune condition pour effectuer le transfert de 1,7 milliard pour améliorer l'offre de logement au Québec. Or, dans la loi, le ministre dispose d'un pouvoir discrétionnaire qui lui permet d'en poser et de répartir les sommes à sa guise.

J'aimerais savoir si le ministre peut nous confirmer qu'il ne pose aucune condition qui enfreint les compétences du Québec et que les sommes seront réparties de manière à ce que le Québec reçoive sa juste part.

• (1925)

L'hon. François-Philippe Champagne (ministre des Finances et du Revenu national, Lib.): Madame la présidente, j'aimerais d'abord remercier mon collègue d'être présent ce soir pour poser son importante question.

Effectivement, j'ai déjà communiqué avec le gouvernement du Québec et ceux des autres provinces pour les informer du montant qui serait alloué. En faisant preuve d'un fédéralisme coopératif, nous avons permis aux provinces, à la demande de nos collègues provinciaux, d'utiliser ces sommes dans le domaine du logement, mais dans des programmes déjà existants dans les provinces.

Ce que je peux dire à mon collègue ce soir pour le rassurer, c'est que le montant qui est alloué au Québec était basé d'une formule qui est bien comprise par le Québec. En même temps, nous avons travaillé ensemble pour nous assurer que ce montant pourra être utilisé rapidement au Québec. Nos collègues du Québec sont très contents.

La vice-présidente: J'aimerais rappeler aux honorables députés qu'ils doivent s'adresser à la présidence.

L'honorable député de Mirabel a la parole.

Jean-Denis Garon: Madame la présidente, je vous remercie de ralentir les élans du ministre. Je pense que, parfois, il en a besoin.

Monsieur le ministre, votre gouvernement a décidé de...

La vice-présidente: Le député doit s'adresser à la présidence.

Jean-Denis Garon: Madame la présidente, il faut aussi ralentir mes élans.

Le gouvernement a décidé de couper dans la recherche en agriculture, en agroalimentaire, notamment en fermant le Centre de recherche au Québec qui se situe dans la circonscription du ministre de la Transformation du gouvernement, des Travaux publics et de l'Approvisionnement et lieutenant du Québec. Cette coupe est décrite par l'ensemble du milieu agricole, et elle va nuire au gain de productivité et à la recherche.

J'aimerais savoir ceci: dans les crédits budgétaires, où sont les sommes qui nous permettraient de rouvrir immédiatement ce centre de recherche?

L'hon. François-Philippe Champagne: Madame la présidente, effectivement, mon collègue sera heureux d'apprendre que, lorsque nous avons fait notre exercice pour trouver 60 milliards de dollars d'épargne au sein du gouvernement fédéral, nous avons été très prudents afin de protéger les investissements en matière de recherche et d'innovation.

Je pense que mon collègue peut être rassuré sur le fait que nous avons protégé justement la recherche-développement parce que nous savons que c'est important pour nos communautés, mais aussi pour l'avenir du pays.

Jean-Denis Garon: Madame la présidente, le ministre vient de nous dire qu'il n'y a pas une cenne dans ces crédits pour rouvrir le centre de recherche agricole dans la région de Québec. Les agriculteurs chez nous, à Mirabel comme ailleurs, vont s'en souvenir.

J'aimerais savoir où sont dans les crédits les 37 millions de dollars supplémentaires nécessaires dans le Fonds pour les nouvelles locales indépendantes, qui permettraient à nos médias francophones en crise de mieux traverser la crise alors que leur financement vient d'être réduit par une décision du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes.

L'hon. François-Philippe Champagne: Madame la présidente, je peux dire avec plaisir que le député pourra voir dans les prévisions qui sont présentées que la mesure dont il parle est effectivement incluse dans l'énoncé économique que j'ai présenté au printemps. Il pourra voir lui-même dans les prévisions qui ont été déposées à la Chambre les sommes qui seront allouées justement pour favoriser ce programme pour les journalistes.

Jean-Denis Garon: Madame la présidente, évidemment, le jour du budget, on a illustré avec force et humour, ce que le ministre a apprécié, le fait que le gouvernement manquait d'ambition en ce qui a trait à l'aide aux médias.

Le premier ministre a dit qu'il refusait de payer un prix d'entrée pour négocier avec le président Trump un accord commercial. Or, ça a pris seulement un gazouillis sur le réseau Truth Social du président Trump pour que le premier ministre décide de lever la taxe sur le numérique.

J'aimerais savoir quand il va remettre sur pied la taxe sur le numérique de façon à ce qu'on puisse plus adéquatement financer les arts et la culture.

Quand va-t-on remettre la taxe sur le numérique plutôt que de se plier devant le président américain?

L'hon. François-Philippe Champagne: Madame la présidente, mon collègue saura qu'en vertu de l'accord de libre-échange qui existe entre le Canada, les États-Unis et le Mexique, 85 % des exportations canadiennes sont soumises à des exemptions et que le Canada est finalement l'un des pays qui a les droits de douane les moins élevés de façon globale. Ils sont autour de 5 %.

Travaux des subsides

Nous sommes toujours là pour défendre les intérêts des différentes industries, dont l'industrie de la culture, évidemment, et celle de la cinématographie aussi. Nous sommes là pour défendre toutes les industries et les travailleurs. Nous allons continuer de le faire de façon sectorielle.

Ce que je peux dire à mon collègue, c'est qu'il peut être rassuré: nous sommes toujours là pour défendre les intérêts de toutes les industries qui sont présentement touchées par des droits de douane injustes de la part de nos voisins.

Jean-Denis Garon: Madame la présidente, le ministre des Finances sait très bien que son premier ministre s'est couché devant Trump et a payé un prix d'entrée pour négocier. C'est pour ça qu'il évite la question. Maintenant, dans le projet de loi C-31, on se couche encore devant le président Trump: on modifie la Loi sur l'impôt minimum mondial pour exempter les compagnies américaines.

Est-ce que ça inquiète le ministre que ça coïncide avec le moment où Brookfield, le petit bébé du premier ministre, déménage son siège social aux États-Unis?

• (1930)

L'hon. François-Philippe Champagne: Madame la présidente, j'essaie de comprendre le sens de la question.

Ce que je peux dire, c'est que mon rôle comme ministre des Finances et le rôle du gouvernement, c'est de travailler dans l'intérêt de bâtir l'économie la plus forte du pays, c'est de défendre les intérêts des travailleurs et des industries dans le pays et c'est certainement de faire des investissements générationnels qui vont amener de la croissance économique partout au pays.

Jean-Denis Garon: Madame la présidente, encore une fois, le ministre appelle ça des investissements générationnels de se coucher devant les demandes du président américain.

On remarquera que le gouvernement a demandé à Statistique Canada, aux centres de recherche agricole, au Conseil national de recherches du Canada, au Conseil des arts du Canada et à l'Office national du film du Canada de se serrer la ceinture et il a coupé alors qu'il a trouvé de l'argent pour la gouverneure générale. On a trouvé un beau tiers de million de dollars pour le Bureau du secrétaire du gouverneur général.

J'aimerais savoir si le ministre ou son gouvernement entendent demander à la gouverneure générale et à son bureau de faire de la recherche en agriculture.

L'hon. François-Philippe Champagne: Madame la présidente, je pense que les gens qui nous regardent se serrent la ceinture déjà depuis un bon bout de temps. Je pense qu'il était tout à fait normal pour le gouvernement d'entrer dans un exercice qui va permettre d'épargner 60 milliards de dollars et de serrer la ceinture. Je pense qu'il était temps que nous serrions la ceinture aussi à Ottawa. C'est exactement ce que j'ai réussi à faire avec mes collègues, c'est-à-dire de dégager 60 milliards de dollars en épargne pour rationaliser les opérations du gouvernement fédéral.

Jean-Denis Garon: Madame la présidente, encore une fois, il coupe en sciences, il coupe en agriculture et il coupe dans l'Office national du film du Canada, mais il trouve un beau tiers de million de dollars pour la gouverneure générale. Pense-t-il que la gouverneure générale et son bureau ont maintenant des ressources pour nous produire un beau film sur les chaussures à 7 000 \$ que la gouverneure générale risque d'acheter avec les fonds?

La vice-présidente: Je rappelle la nécessité de respecter la cheffe d'État de ce pays.

L'honorable ministre des Finances a la parole.

L'hon. François-Philippe Champagne: Madame la présidente, je vous remercie d'être intervenue.

Ce que je peux dire pour corriger l'affirmation de mon collègue pour qui j'ai beaucoup de respect, c'est que nous avons protégé justement les investissements dans le budget qui avaient été faits en matière de sécurité. Nous avons protégé le budget aussi en matière de défense. Nous avons protégé les budgets, par exemple, sur des questions qui touchent la recherche et le développement parce que nous sommes très conscients qu'il y avait des secteurs comme ceux-là. C'est la même chose en matière de services autochtones. Il s'agissait de protéger certains ministères justement. C'est ce que nous...

La vice-présidente: L'honorable député de Mirabel a la parole.

Jean-Denis Garon: Madame la présidente, le Règlement permet à des députés, lors de l'étude des crédits, de questionner le ministre sur les dépenses du Bureau du secrétaire du gouverneur général, qui sont à la page 6 des crédits. Je m'arroge ce droit en tout respect de la cheffe de l'État et c'est ce que j'ai fait.

Maintenant, par une motion adoptée à l'unanimité, l'Assemblée nationale a demandé 733 millions de dollars pour compenser l'afflux des demandeurs d'asile, qui étaient de responsabilité fédérale. Évidemment, je ne demanderai pas au ministre où est cet argent dans les crédits. Je présume que ce n'est nulle part comme la plupart des demandes que Québec fait.

J'aimerais savoir ce qu'il pense que ça vaut, une motion unanime de 125 élus de l'Assemblée nationale dans ce cas.

L'hon. François-Philippe Champagne: Madame la présidente, j'ai une excellente relation avec mes collègues du gouvernement du Québec et, justement, c'est un des sujets dont nous discutons. Je peux rassurer mon collègue du Bloc québécois à propos du fait que les communications avec le gouvernement du Québec fonctionnent très bien. J'ai des discussions fréquentes avec mes homologues du Québec. Nous allons continuer de travailler dans l'intérêt des Québécois et des Québécoises et de l'ensemble des Canadiens et des Canadiennes.

Je pense que ça devrait rassurer mon collègue, ce soir, de savoir que le ministre des Finances est en très bons termes avec ses collègues à Québec.

Jean-Denis Garon: Madame la présidente, nous le connaissons, le ministre des Finances. Il est très gentil et il est en bons termes avec tout le monde, mais, quand c'est le temps de respecter les demandes unanimes de l'Assemblée nationale, il se cache. C'est ce que nous voyons dans ces crédits: le montant n'y est pas, tout comme, j'imagine — et je le questionne là-dessus —, les 814 millions de dollars volés aux Québécois, alors que, à la dernière élection, les libéraux ont acheté des votes en remboursant dans sept provinces une taxe sur le carbone que les gens n'avaient pas payée. L'Assemblée nationale demande ces 814 millions de dollars unanimement. C'est 125 élus.

Où est cette somme dans les crédits?

L'hon. François-Philippe Champagne: Madame la présidente, on comprendra que je vais m'opposer au libellé de la question présentée par mon collègue. Je pense que ce sont des termes qui dépassent largement son intention et je vais l'excuser de ça.

Travaux des subsides

Il sait toujours que nous serons toujours là pour travailler dans l'intérêt de tous les Canadiens et les Canadiennes, dont les Québécois. Moi-même, je suis un fier représentant d'une circonscription au Québec, l'une des plus grandes, celle de Saint-Maurice—Champlain. Je veux saluer les gens de Saint-Maurice—Champlain qui nous écoutent ce soir en les remerciant de m'avoir permis de les servir ici, à Ottawa.

Jean-Denis Garon: Madame la présidente, le ministre octroie 710 millions de dollars en crédits supplémentaires à Alto, dont le nom est toujours VIA TGF, parce qu'il s'agit d'un projet qui a été escamoté à la dernière minute.

J'aimerais savoir s'il sait quelle portion de ce montant servira à payer des coûts d'expropriation de terres, notamment à Mirabel, et quelle proportion de ce montant sera consacrée à l'offensive publicitaire d'Alto, qui s'est transformée en société de communication.

• (1935)

L'hon. François-Philippe Champagne: Madame la présidente, je pense que c'est de notoriété publique qu'il existe un lien entre cette société et moi. Ce que je peux dire, c'est que ce gouvernement est fier de faire des investissements générationnels dans les infrastructures d'un bout à l'autre du pays.

Je pense que mon collègue a constaté que, parmi les grands chantiers que nous devons réaliser au pays, il y a des investissements dans le logement, des investissements dans les infrastructures ainsi que des investissements dans l'innovation et la productivité. C'est exactement ce que nous avons fait.

Si on prend une base de comptabilité de caisse, on parle de près de 450 milliards de dollars sur cinq ans. Ce sont véritablement des investissements générationnels.

Jean-Denis Garon: Madame la présidente, s'il trouve les infrastructures si importantes, pourquoi son gouvernement a-t-il décidé de couper 5 milliards de dollars sur 10 ans dans le Fonds pour le transport en commun?

L'hon. François-Philippe Champagne: Madame la présidente, je dirais au contraire que ce gouvernement fait des investissements importants. Dans le dernier budget, plus de 50 milliards de dollars ont été investis dans le dernier budget.

On a parlé de sommes dont nous avons discuté avec nos collègues des provinces. Mon collègue sera content parce qu'à la demande du Québec — je vais faire un aveu ce soir — nous avons même décidé d'investir dans les infrastructures de santé, ce qui était une demande...

La vice-présidente: L'honorable député de Mirabel a la parole.

Jean-Denis Garon: Madame la présidente, je suis très jaloux de mon temps. Je le protège comme si c'était une perle.

On remarque que, dans les crédits, on a coupé 229 millions de dollars à Statistique Canada. Je comprends que le gouvernement a décidé d'investir ailleurs dans les sciences et la recherche, mais le dernier à avoir procédé à des compressions aussi importantes à Statistique Canada était Stephen Harper, dans son offensive visant à veiller à ce que le Parlement et les parlementaires puissent élaborer des politiques publiques avec moins de données ouvertes.

Qu'est-ce que cela nous dit sur son attachement à la science?

L'hon. François-Philippe Champagne: Madame la présidente, ce que cela dit, c'est que tout le monde peut trouver des gains d'efficacité. Je pense l'avoir dit, les citoyens se serrent la ceinture depuis

bien longtemps. Il est normal qu'on demande aussi aux institutions fédérales de se serrer la ceinture.

Je sais que mon collègue est au fait de l'outil qui s'appelle la technologie. Aujourd'hui, il existe des technologies qui nous permettent de mieux faire les choses et de les faire plus rapidement. Souvent, nous sommes capables d'obtenir des gains d'efficacité comme ceux que nous avons trouvés chez Statistique Canada.

Jean-Denis Garon: Madame la présidente, le ministre a augmenté de 2,5 % les crédits alloués au commissaire aux conflits d'intérêts et à l'éthique. Cela représente approximativement 225 000 \$.

J'aimerais qu'il me dise quelle proportion de ces dépenses supplémentaires servira à superviser les conflits d'intérêts du premier ministre.

L'hon. François-Philippe Champagne: Madame la présidente, comme on le sait très bien, le commissaire à l'éthique est indépendant du gouvernement. C'est un agent du Parlement qui fait un travail important pour conseiller mes collègues ici et remplir ce rôle.

Le commissaire à l'éthique a les moyens dont il a besoin pour remplir son importante fonction dans notre démocratie.

Jean-Denis Garon: Madame la présidente, au sujet des moyens qui sont octroyés dans les crédits, la Fédération des chambres de commerce du Québec et les métallos demandent une subvention salariale afin qu'on maintienne le lien d'emploi entre les employeurs et les travailleurs qui sont durement touchés par le nouveau calcul des droits de douane.

Je comprends que pas un sou des crédits ne sera attribué à ce programme de subvention salariale. Le ministre sait qu'on a trouvé que les mesures déjà annoncées sont inadéquates.

J'aimerais savoir précisément — bien qu'il ne répondra pas — quel montant dans les crédits est alloué à cette subvention salariale telle qu'elle est demandée par la Fédération des chambres de commerce du Québec.

L'hon. François-Philippe Champagne: Madame la présidente, mon collègue sera content d'apprendre que nous avons fait des investissements de plusieurs milliards de dollars justement pour appuyer les travailleurs durant cette période qui est plutôt difficile.

Mon collègue le sait très bien, il vient du Québec. Nous avons vu plusieurs industries touchées par des droits de douane injustes imposés par nos voisins américains.

La réponse du gouvernement a été d'aider nos travailleurs et nos industries, notamment dans l'industrie du bois et dans l'industrie de l'aluminium chez nous.

Je pense que mon collègue devrait reconnaître le travail qui a été fait pour appuyer nos travailleurs.

La vice-présidente: Il reste cinq secondes pour poser une question et cinq secondes pour y répondre.

Jean-Denis Garon: Madame la présidente, vous savez que je vous apprécie. Vous méritez au minimum ces cinq secondes.

L'hon. François-Philippe Champagne: Madame la présidente, je répondrai « plus un » à ce que mon collègue a dit. Tout le monde vous apprécie à la Chambre.

Travaux des subsides

• (1940)

Steeve Lavoie (Beauport—Limoilou, Lib.): Madame la présidente, je prends aujourd'hui la parole pour parler du projet de loi C-30, Loi d'exécution de la mise à jour économique du printemps 2026. Je vais également aborder un enjeu fondamental pour notre pays, pour nos régions et pour les citoyens que nous représentons: la construction d'un Canada fort, plus résilient et plus accessible pour tous.

Nous vivons présentement dans une période charnière. Le monde dans lequel nous évoluons est en pleine transformation. Il est plus incertain, plus fragmenté et marqué par des tensions géopolitiques, des perturbations dans les chaînes d'approvisionnement et une pression accrue sur le coût de la vie. Pour de nombreuses familles, ces réalités ne sont pas que théoriques. Elles se vivent au quotidien, à l'épicerie, dans la recherche d'un logement et dans la gestion d'un budget familial.

Dans ma circonscription, Beauport—Limoilou, comme partout au pays, les citoyens ressentent une pression énorme. L'épicerie coûte plus cher, un logement abordable est plus difficile à trouver, et chaque dollar compte. Quand un organisme comme le Patro Roc-Amadour, dans Limoilou, voit une augmentation des demandes d'aide alimentaire, ce n'est pas une statistique. C'est une réalité humaine.

Dans ce contexte, notre responsabilité comme parlementaires est claire. Nous devons agir de manière ambitieuse, efficace et disciplinée. Nous devons concentrer nos efforts sur les facteurs que nous pouvons contrôler, comme la solidité de notre économie, la capacité d'investissement de notre pays et, surtout, la qualité de vie des Canadiennes et des Canadiens.

La mise à jour économique du printemps s'inscrit précisément dans cette logique. Elle propose une approche structurée, cohérente et tournée vers l'avenir. Elle repose sur un équilibre essentiel: bâtir davantage, renforcer notre économie et réduire les pressions sur le coût de la vie. Le Canada est en tête des pays du G7 en ce qui concerne les entrées d'investissement direct par habitant. Concrètement, on parle de 1 231 \$ par personne, seulement au cours des trois premiers trimestres de 2025. On parle presque du double des entrées des États-Unis. Depuis un an, des progrès considérables ont été réalisés. Des projets d'envergure ont été lancés, mobilisant des investissements majeurs et créant des dizaines de milliers d'emplois.

Dans ma circonscription, Beauport—Limoilou, ces enjeux prennent une dimension très concrète. Nous sommes au cœur d'un territoire stratégique pour le commerce, le transport et la logistique. Notre proximité avec le fleuve, nos infrastructures et notre position géographique font de nous un acteur important dans les chaînes d'approvisionnement canadiennes. Chaque investissement dans les infrastructures commerciales, chaque initiative visant à améliorer la fluidité du commerce et chaque projet structurant a un impact direct chez nous. Cela signifie des emplois, des contrats pour nos entreprises et une économie locale plus dynamique et plus résiliente.

Au-delà des infrastructures, il y a un autre pilier fondamental: la force de notre économie et de notre environnement. Oui, c'est possible de mettre les deux dans la même phrase. Les gens qui me connaissent savent l'importance que j'accorde à ces deux enjeux de société ancrés profondément dans mes valeurs, soit le développement économique et l'environnement. Trop souvent, on présente ces deux réalités comme si elles étaient incompatibles, comme s'il fal-

lait choisir entre prospérité et protection, entre croissance et responsabilité.

Pourtant, lors d'un sondage réalisé par la firme Léger en juin 2023 lorsque j'étais président de la Chambre de commerce et d'industrie de Québec, j'avais tenu à ce qu'une dernière question très simple et fondamentale soit incluse: devons-nous toujours faire primer le développement économique sur les questions environnementales ou, au contraire, devons-nous toujours faire primer les questions environnementales sur le développement économique ou, encore, devons-nous accorder un poids relativement égal aux deux dans nos décisions? La réponse a été claire: 66 % des répondants, soit deux personnes sur trois, ont affirmé que le développement économique et les questions environnementales devraient avoir un poids relativement égal dans la prise de décision.

• (1945)

La population ne veut plus vivre de « ou ». Elle veut avancer grâce aux « et »: l'un « et » l'autre. Elle veut que nous ayons l'ambition de réussir les deux.

Depuis ce jour, cette idée est devenue, pour moi, plus qu'une réflexion. C'est devenu mon leitmotiv. Le Canada est en position de force. Notre pays bénéficie d'une main-d'œuvre grandement qualifiée, d'un accès privilégié aux marchés internationaux et de ressources stratégiques importantes. Nous sommes l'un des rares pays à disposer d'un réseau d'accords commerciaux aussi étendu, nous donnant un accès à une part significative de l'économie mondiale. Cela nous place dans une position avantageuse dans un contexte international incertain. Nous devons continuer à diversifier nos marchés, à soutenir nos entreprises et à investir dans des secteurs stratégiques qui assureront notre croissance à long terme.

Encore une fois, cela a des retombées directes dans ma circonscription de Beauport—Limoilou. Nos entreprises, nos travailleurs et nos jeunes bénéficient de toutes ces possibilités. Soyons clairs, malgré les éléments positifs, la préoccupation principale des citoyens demeure le coût de la vie. Pour les familles de ma circonscription, comme pour toutes celles du pays, la réalité est simple: on veut avoir la capacité de payer l'épicerie, de se loger et de planifier l'avenir avec un minimum de sécurité. C'est pourquoi les mesures visant à améliorer l'abordabilité sont essentielles. Pour une famille de Beauport—Limoilou, cela se traduit de manière très concrète. Cela signifie un peu plus de marge à la fin du mois. Cela signifie la capacité de faire face à des dépenses imprévues. Cela signifie tout simplement un peu plus de stabilité. Les mesures visant à accélérer la construction de logements, à soutenir l'innovation dans le secteur de la construction et à faciliter l'accès à la propriété sont essentielles. Chaque projet de logement et chaque initiative visant à augmenter l'offre contribue directement à améliorer la situation.

Dans Beauport—Limoilou, ces mesures ne sont pas abstraites. Elles répondent à des besoins réels exprimés par nos concitoyens. Nous vivons dans un monde où les règles du jeu évoluent rapidement. Les chaînes d'approvisionnement sont redéfinies, les alliances économiques se transforment et les tensions internationales influencent directement le marché et les coûts.

Je l'ai dit plus tôt, la principale priorité de nos concitoyens demeure le coût de la vie. À ce sujet, beaucoup de mesures très concrètes ont été ou seront mises en place. Je vais en donner quelques exemples.

Il y aura une allocation canadienne pour l'épicerie et les besoins essentiels allant jusqu'à 1 890 \$ pour une famille de quatre, cette année. Plus de 12 millions de Canadiens recevront cette aide. On prévoit une réduction d'impôt pour la classe moyenne, offrant jusqu'à 840 \$ d'économie pour une famille à deux revenus. La taxe sur le carbone pour les consommateurs, soit environ 18 cents par litre d'essence, sera éliminée. Il y aura une suspension temporaire de la taxe d'accise, offrant ainsi une économie pouvant atteindre 10 cents par litre d'essence. Pour une famille de Beauport—Limoilou, ça compte. Ça paie une partie de l'épicerie, ça réduit les coûts de déplacement et ça donne un peu d'air dans un budget serré. Ça peut permettre à une famille de faire son épicerie avec un peu moins de stress; un travailleur pourra compter sur un emploi stable et bien rémunéré; une entreprise pourra investir et croître; et un jeune pourra envisager un avenir ici, chez lui. C'est exactement ce que nous devons continuer de bâtir: un Canada fort enraciné dans ses régions, un Canada qui investit dans son avenir, un Canada qui soutient ses citoyens et un Canada fort.

J'ai maintenant quelques questions à poser au ministre des Finances.

Dans ma circonscription de Beauport—Limoilou, comme partout au pays, le logement demeure une préoccupation majeure, particulièrement pour les jeunes familles et les travailleurs. La Mise à jour économique du printemps 2026 propose plusieurs mesures pour accélérer la construction résidentielle, notamment les prêts à faibles coûts, l'appui aux logements préfabriqués et des investissements dans les métiers spécialisés.

• (1950)

Ces mesures s'ajoutent aux initiatives déjà mises en place par le gouvernement, comme le lancement de Maisons Canada, les mesures visant à réduire et éliminer la TPS pour les acheteurs d'une première maison neuve, les efforts pour accélérer les grands projets et les investissements visant à augmenter la capacité de construction au pays.

Pouvez-vous expliquer comment ces mesures fonctionnent ensemble, formant une véritable stratégie de capacité économique, non seulement pour construire plus de logements, mais aussi pour développer l'expertise et la main-d'œuvre nécessaires afin de faire cette construction plus rapidement et à moindre coût?

La vice-présidente: Je ne peux pas personnellement répondre à cette question, mais je suis sûre que l'honorable ministre des Finances va le faire avec plaisir.

L'honorable ministre des Finances a la parole.

L'hon. François-Philippe Champagne (ministre des Finances et du Revenu national, Lib.): Madame la présidente, devant tous les gens de Québec qui nous regardent, je veux féliciter le député. Je pense que les gens de Québec doivent être fiers d'avoir un député comme lui. Il s'agit de quelqu'un qui a une très bonne compréhension des enjeux, non seulement de la grande région de Québec et de la capitale nationale, mais qui les comprend en tant qu'ancien président de la Chambre de commerce et d'industrie de Québec. On voit qu'il est quelqu'un qui a une connaissance très approfondie des dossiers importants et des dossiers économiques.

Il a parlé d'un enjeu très important, soit le logement. C'est vrai dans la ville de Québec; c'est vrai partout au Québec; et c'est vrai partout au pays. On sait que l'un des piliers de l'abordabilité est effectivement le logement. Je sais que mon collègue le comprend bien.

Travaux des subsides

C'est pour ça que nous avons fait des investissements générationnels. C'est pour ça que Maisons Canada va jouer un rôle important parce que, en effet, on doit bâtir plus de logements, mais ce qu'on doit surtout faire, c'est bâtir plus de logements abordables. On sait que, pour une famille, c'est le premier pilier de l'abordabilité.

Dans notre revenu disponible, on doit pouvoir trouver un logement abordable et sécuritaire, qui est adapté à nos besoins en fonction de la famille. Je veux dire à mon collègue que je pense qu'il a très bien saisi la réalité, c'est-à-dire que le logement a été la priorité. On a vu dans le budget de 2025 des investissements générationnels.

Si on regarde l'ensemble des investissements que nous avons faits en matière de logement pour la période de 2026-2027 à 2030-2031, donc sur cinq ans, il s'agit d'investissements de 56 milliards de dollars qui seront investis justement dans différentes mesures qui vont nous aider à bâtir plus de logements. On voit déjà les résultats. On voit que la pression a commencé à diminuer dans les grandes villes sur le prix des maisons, mais aussi sur le prix du logement.

Je veux féliciter mon collègue pour l'exposé qu'il a fait aujourd'hui devant la Chambre. C'était un exposé qui démontre à quel point il comprend les enjeux qui sont importants pour les gens de sa circonscription, pour les gens de Québec, mais aussi pour l'ensemble des Canadiens et des Canadiennes.

Steve Lavoie: Madame la présidente, j'ai encore une question à poser au ministre des Finances: on a souvent mentionné dernièrement le contexte mondial actuel, qui est marqué par l'incertitude géopolitique et commerciale. C'est dans ce contexte que s'inscrit la mise à jour économique qui insiste sur l'importance de bâtir une économie canadienne plus résiliente et davantage axée sur l'investissement à long terme. Comme ancien président de la Chambre de commerce et d'industrie de Québec, je sais à quel point la prévisibilité et la stabilité sont importantes pour nos investisseurs et nos entrepreneurs. À ce jour, ce sont les mots qui reviennent le plus souvent lorsque je rencontre les dirigeants d'entreprises de ma circonscription.

Dans ce contexte, le ministre peut-il expliquer comment les mesures annoncées, notamment le Fonds pour un Canada fort, le Bureau des grands projets et les nouveaux partenariats commerciaux contribuent à bâtir une stratégie économique à long terme et créent des retombées durables pour nos entreprises?

L'hon. François-Philippe Champagne: Madame la présidente, j'imagine à quel point les gens de Beauport—Limoilou sont contents d'entendre leur député ce soir. C'est vrai qu'il n'y a pas de partie du Canadien. J'imagine donc que beaucoup de gens regardent ce soir la performance de leur député, qui fait un travail extraordinaire. On voit que, en tant qu'ancien président de la Chambre de commerce et d'industrie du Québec, il comprend les dossiers. Il a raison. C'est parfois ce que je déplore de mes collègues de l'opposition: ils oublient que nous naviguons dans une des périodes les plus incertaines de l'économie.

Il y a un index qui est publié par le Fonds monétaire international qui parle de l'index de l'incertitude. On voit présentement que le niveau d'incertitude est quasiment aussi élevé que depuis la Seconde Guerre mondiale. Nous sommes effectivement dans un contexte incertain. Je pense que, dans un contexte comme celui-là, le premier ministre l'a dit clairement, nous devons nous concentrer sur ce que nous contrôlons.

Travaux des subsides

Que contrôlons-nous? Nous pouvons: bâtir le pays; enlever les barrières tarifaires entre les provinces; nous assurer d'investir dans notre souveraineté et dans la compétitivité et l'innovation; nous assurer de bâtir des communautés résilientes et sécuritaires partout au pays; nous assurer de prendre des mesures fiscales qui font qu'aujourd'hui, les investissements nouveaux qui sont faits au Canada bénéficient du taux d'imposition le moins élevé du G7. Le Canada est encore un chef de file. Nous avons la deuxième croissance la plus élevée dans les pays du G7. La croissance économique au Canada est deux fois celle de nos collègues en Europe, deux fois celle de l'Angleterre...

• (1955)

[Traduction]

La vice-présidente: La députée de Kildonan—St. Paul a la parole.

Raquel Dancho (Kildonan—St. Paul, PCC): Madame la présidente, le secteur canadien de l'automobile traverse une grave crise. Nous sommes confrontés à des milliers de pertes d'emplois, et c'est vraiment le résultat des droits de douane américains et, franchement, d'une politique stratégique désastreuse du gouvernement libéral. Si je regarde la période de 2020 à 2024, quand le ministre des Finances était, en fait, ministre de l'Industrie, il a approuvé avec l'Ontario jusqu'à 52 milliards de dollars en subventions pour les véhicules électriques afin de fabriquer artificiellement une chaîne d'approvisionnement de véhicules électriques au Canada. Il a fait de très grandes promesses en disant que cela allait produire d'énormes rendements pour le Canada, mais bon nombre de ces projets sont tombés à plat. En fait, nous avons perdu des milliers d'emplois parce que ces projets n'ont pas pu se réaliser.

Le ministre peut-il admettre que sa stratégie de véhicules électriques est un échec?

L'hon. François-Philippe Champagne (ministre des Finances et du Revenu national, Lib.): Madame la présidente, je pense que c'est exactement le contraire. Je pense que l'électrification est encore notre étoile du Nord. Je rappelle à ma collègue que quand Tesla s'est lancée en affaires, il lui a fallu 17 ans pour être rentable. Quand Ford a lancé son modèle T, le succès n'était pas au rendez-vous. Quand on fait la même chose depuis 100 ans avec les moteurs à combustion interne et qu'on change de technologie après un siècle, il est tout à fait normal d'avoir à adapter la technologie, les habitudes des consommateurs et les marchés, et la position adoptée par notre voisin du Sud a eu une incidence à cet égard. Il y a eu des retards dans la plupart des projets du G7, mais je crois toujours qu'il faut investir dans les modules de batteries électriques et nous doter de l'écosystème nécessaire pour construire une voiture...

La vice-présidente: La députée de Kildonan—St. Paul partage-t-elle son temps de parole?

Raquel Dancho: Oui, madame la présidente, je partagerai mon temps de parole avec le député de St. Albert—Sturgeon River.

Je vais simplement passer en revue la liste, car je crois que le ministre des Finances n'est peut-être pas au courant de certains des engagements qu'il a pris envers les Canadiens et qu'il n'a pas respectés.

À Brampton, l'usine de Stellantis a mis à pied 3 000 travailleurs. En fait, l'entreprise a envoyé ces emplois aux États-Unis, auxquels elle a promis 5 000 emplois et 13 milliards de dollars d'investissements, alors que des centaines de millions de dollars en fonds pu-

blics ont été versés par le gouvernement libéral pour réoutiller l'usine de Stellantis à Brampton.

Northvolt, au Québec, a fait faillite malgré des investissements de 3 milliards de dollars en fonds publics faits par le gouvernement libéral. Malgré les millions de dollars de fonds publics dépensés, Ford a annulé son projet à Oakville et fabrique maintenant des camions à essence. De plus, des millions de dollars de fonds publics ont été dépensés pour la construction d'une usine d'Umicore destinée à la fabrication de batteries de véhicules électriques, dans le canton de Loyalist, en Ontario, mais le projet a été reporté indéfiniment.

Au Québec, GM et POSCO ont une usine de batteries de véhicules électriques. La phase 2 est maintenant retardée, même si on a déjà investi plus de 126 millions de dollars en fonds publics dans ce projet. L'usine CAMI de GM à Oshawa a reçu 244 millions de dollars en fonds publics. Son projet de véhicules électriques Bright-Drop a été mis en suspens. Il y a évidemment Honda, qui vient tout juste de suspendre indéfiniment un projet de véhicules électriques de 15 milliards de dollars en Ontario, invoquant des problèmes liés à la demande mondiale de véhicules électriques. L'usine NextStar Energy, la première pierre posée par les libéraux, était censée être un chef de file mondial en matière de batteries de voitures électriques, sauf qu'elle n'en fabrique plus. En fait, le constructeur automobile concerné, Stellantis, s'est carrément retiré du projet.

Je vais simplement demander une fois de plus au ministre s'il a l'impression que ses promesses relatives à la chaîne d'approvisionnement des véhicules électriques au Canada se concrétisent.

L'hon. François-Philippe Champagne: Madame la présidente, je suis fort heureux de répondre à ce genre de questions. J'espère presque que mon temps de parole s'arrêtera un instant, car, honnêtement, je pourrais continuer longtemps. Parlons de Volkswagen, l'un des plus grands constructeurs automobiles quand nous avons décroché la giga-usine. Il s'agit de la plus grande giga-usine de Volkswagen à l'extérieur de l'Europe. Dans quel pays le constructeur a-t-il décidé de l'installer? Au Canada. Il est incroyable que, pour la première fois dans l'histoire du Canada, nous ayons attiré un constructeur automobile européen.

Je vois dans son sourire que la députée sait au fond d'elle que nous avons fait de bonnes choses pour les travailleurs et que nous avons fait de bonnes choses pour l'industrie. C'est une bonne députée. Elle a de l'expérience. Elle comprendra que...

La vice-présidente: La députée de Kildonan—St. Paul a la parole.

Travaux des subsides

Raquel Dancho: Madame la présidente, je crois savoir que Volkswagen a enregistré une dépréciation de 6 milliards de dollars en raison de pertes liées aux véhicules électriques. Les PDG de ces entreprises nous indiquent clairement ce que demande le marché, et il ne s'agit pas de véhicules électriques. Prenons l'exemple de Stellantis, qui a dû encaisser une dépréciation de 26 milliards de dollars liée à ses investissements dans les véhicules électriques. Stellantis a déclaré qu'elle ne pouvait pas tirer profit de ces véhicules, parce que ses clients ne les achetaient tout simplement pas. Pas plus tard qu'en janvier, le constructeur GM, qui a également reçu des subventions du gouvernement libéral et des contribuables, a annoncé une dépréciation de 6 milliards de dollars sur ses activités liées aux véhicules électriques. Il a aussi averti qu'il pourrait y avoir d'autres dépréciations liées aux véhicules électriques. En décembre, Ford a annoncé des dépréciations de près de 20 milliards de dollars. Les pertes ne cessent de s'accumuler chez les constructeurs de véhicules électriques. Après des années d'efforts pour rendre ces véhicules rentables, force est de constater qu'ils ne le sont pas.

Encore une fois, comment le ministre peut-il dire à la Chambre que le gouvernement s'est engagé à investir des milliards de dollars dans cette filière, après y avoir consacré des centaines de millions, alors que les PDG eux-mêmes affirment ne pas parvenir à rentabiliser les véhicules électriques?

• (2000)

L'hon. François-Philippe Champagne: Monsieur le président, c'est un plaisir. Je sais que la députée connaît ce secteur puisque New Flyer se trouve dans sa circonscription. C'est une excellente entreprise qui s'intéresse aussi aux autobus électriques. J'ai hâte d'aller la visiter.

La députée sera heureuse d'apprendre que nous avons été très disciplinés. Le président s'en souviendra, car je sais qu'il en avait pris note à l'époque. Nous parlions des subventions à la production. C'était à l'époque de la loi américaine sur la réduction de l'inflation. Pour attirer ces investissements, nous avons été très futés: nous avons dit que nous ne paierions qu'une fois qu'un certain nombre d'unités auraient été construites et vendues.

Les députés peuvent avoir l'assurance que nous sommes de bons gestionnaires financiers. Nous attirons des investissements. Nous faisons preuve d'une grande discipline dans notre façon de structurer ces accords. Je dirais que la députée doit garder à l'esprit que le volet électrique est le...

Le vice-président adjoint: La députée de Kildonan—St. Paul a la parole.

Raquel Dancho: Monsieur le président, il ne fait aucun doute, si l'on en croit les PDG qui radient jusqu'à 25 milliards de dollars en raison des pertes liées aux véhicules électriques et si l'on considère les milliers d'emplois supprimés sur les sites de Brampton et de CAMI, que le marché des véhicules électriques en Amérique du Nord est en difficulté. Malgré les promesses de milliards de dollars du gouvernement libéral et les centaines de millions de dollars déjà injectés, ces entreprises peinent toujours à s'en sortir.

En Amérique du Nord, les véhicules électriques ne se vendent pas vraiment à moins de bénéficier d'énormes subventions financées par les contribuables. C'est justement ce que font les libéraux. Ils persistent dans cette stratégie vouée à l'échec et proposent une subvention de 2,3 milliards de dollars pour les véhicules électriques. L'argent des contribuables canadiens va donc à ceux qui achètent ce type de véhicules.

Cependant, le fait est qu'une grande partie de cet argent ne profitera pas au secteur automobile canadien, qui est en difficulté et a besoin de soutien. Non, cet argent ira aux véhicules électriques fabriqués à l'étranger, car le Canada, malgré toutes ces promesses et tout cet argent, ne produit qu'un, possiblement deux, véhicules admissibles.

Pourquoi le secteur automobile canadien est-il en difficulté, pourquoi perdons-nous des milliers d'emplois, et pourquoi le ministre des Finances a-t-il débloqué une subvention de 2,3 milliards de dollars qui profitera en grande partie au secteur automobile américain de Donald Trump? Comment le ministre justifie-t-il sa décision de favoriser le secteur automobile de Trump alors que le secteur automobile canadien a besoin de soutien?

L'hon. François-Philippe Champagne: Monsieur le président, parlons de Volkswagen un instant. Je vois le sourire revenir sur le visage de la députée, car Volkswagen sera l'un des plus grands sites industriels d'Amérique du Nord. Elle devrait s'en réjouir. Je suis sûr qu'elle aime également St. Thomas et le Sud-Ouest de l'Ontario. Il s'agit d'un investissement qui marquera toute une génération. Si la députée avait été avec nous lorsque nous avons fait l'annonce à St. Thomas, elle aurait pu voir les membres de la collectivité et le maire. Tout le monde était là pour célébrer le fait que, pour la première fois dans l'histoire du Canada, nous avons réussi à attirer un constructeur européen.

Quand j'ai entrepris ce projet, les gens pensaient que c'était impossible. Nous l'avons rendu possible. Les Canadiens comprennent bien sûr que certains projets prennent du retard. Ce n'est pas propre au Canada. C'est ce que l'on observe dans tous les autres pays du G7, mais les pays avisés investissent non seulement pour le présent, mais aussi pour l'avenir. Ces investissements profiteront aux Canadiens à long terme.

Raquel Dancho: Monsieur le président, ce ne sont pas nécessairement les subventions accordées par d'autres pays en faveur des véhicules électriques qui profitent au secteur automobile américain des véhicules électriques. Encore une fois, je ne comprends pas. Le ministre n'a pas répondu à ma question: pourquoi l'argent des contribuables canadiens profite-t-il au marché américain des véhicules électriques alors que notre secteur de l'automobile a besoin d'aide? Il n'y a pas répondu du tout, mais nous allons passer à autre chose.

Il est tout à fait clair que le gouvernement va continuer sur sa lancée, mais ce qui est vraiment choquant, c'est que, malgré toutes les difficultés qu'il rencontre pour lancer cette stratégie relative aux véhicules électriques et malgré les milliards de dollars que le gouvernement tente de débloquer pour attirer les investissements, le ministre s'appête à importer 49 000 véhicules électriques chinois, ce qui représentera un tiers du marché des véhicules électriques au Canada. Nous ne pouvons pas espérer rivaliser avec les subventions que la Chine accorde à son industrie.

Comment peut-il justifier cela alors que notre secteur de l'automobile bat de l'aile?

L'hon. François-Philippe Champagne: Monsieur le président, je pense que tous ceux qui nous regardent, en particulier les habitants d'Oshawa et du Sud-Ouest de l'Ontario, savent que ce ministre et le gouvernement sont à leurs côtés. Nous pouvons parler aux syndicats, aux syndicats locaux, aux partenaires de l'industrie et aux constructeurs. Nous avons toujours été solidaires de l'industrie et des travailleurs.

Travaux des subsides

Lorsque j'ai pris mes anciennes fonctions de ministre de l'Industrie, nous avons fait des investissements afin de veiller à ce que l'industrie se développe et s'adapte aux nouvelles réalités. Le marché évolue rapidement, mais les investissements que nous faisons aujourd'hui doivent également tenir compte de l'avenir, et je pense que la députée reconnaîtra...

• (2005)

Le vice-président adjoint: Le député de St. Albert—Sturgeon River a la parole.

Michael Cooper (St. Albert—Sturgeon River, PCC): Monsieur le président, en mars dernier, les libéraux ont conclu avec la société Maritime Launch Services un contrat de location de 200 millions de dollars pour un prétendu port spatial. Le contrat a été antidaté d'une année entière, jusqu'au 1^{er} avril 2025. Pourquoi?

L'hon. François-Philippe Champagne (ministre des Finances et du Revenu national, Lib.): Monsieur le président, mon collègue pose des questions au sujet de l'espace. Je pense que c'est une industrie importante au Canada. J'espère qu'il aura beaucoup d'autres questions à poser. En tant qu'ancien ministre responsable de l'agence spatiale, j'aurai bien des choses à dire à ce sujet.

Michael Cooper: Monsieur le président, en antidatant le contrat de location jusqu'à avril 2025, les libéraux ont versé 20 millions de dollars à Maritime Launch Services sans contrepartie et sans aucun bénéfice pour les contribuables.

Pourquoi?

L'hon. François-Philippe Champagne: Monsieur le président, je sais que mon collègue est un député d'expérience. Il fait des allégations. Ce n'est pas la première fois qu'il fait des allégations de ce genre, mais je pense qu'il devrait se montrer prudent dans ces questions.

Par ailleurs, il devrait comprendre que l'industrie spatiale est un excellent secteur d'investissement.

Michael Cooper: Monsieur le président, le bail a été antidaté à avril 2025. Un rapport d'un vérificateur indépendant a révélé que Maritime Launch Services n'était pas en activité et que l'entreprise était au bord de la faillite.

Est-ce que la véritable raison pour laquelle le bail a été antidaté, c'est qu'on voulait renflouer une entreprise qui était au bord de la faillite? N'est-ce pas ce qui s'est passé?

L'hon. François-Philippe Champagne: Monsieur le président, au lieu de s'en prendre à l'industrie spatiale, mon collègue devrait célébrer ce que nous avons accompli récemment. Nous avons vu pour la première fois un Canadien faire le tour de la Lune. Des humains sont retournés dans l'espace lunaire. Je pense qu'il devrait être fier. Au lieu de dénigrer toute une industrie et l'industrie spatiale du pays, il devrait...

Le vice-président adjoint: Le député de St. Albert—Sturgeon River a la parole.

Michael Cooper: Monsieur le président, pourquoi les libéraux voudraient-ils louer un soi-disant port spatial à une entreprise au bord de la faillite?

L'hon. François-Philippe Champagne: Monsieur le président, il peut dénigrer l'industrie. Je défendrai toujours les astronautes et l'industrie. S'il parlait à notre voisin du Sud, il comprendrait qu'il est important pour le Canada de pouvoir faire des lancements dans certaines orbites à partir d'un site canadien, et nous pouvons le faire à Canso, en Nouvelle-Écosse.

Michael Cooper: Monsieur le président, en 10 ans, combien de lancements spatiaux Maritime Launch Services a-t-elle réussis?

L'hon. François-Philippe Champagne: Monsieur le président, j'ignore s'il existe un comité parlementaire de l'espace, mais le député gagnerait à parler avec nos homologues étatsuniens. Il apprendrait que, sur le plan stratégique, avoir une aire de lancement au Canada est très important lorsqu'il s'agit de viser une orbite particulière. Je peux le mettre en relation avec quelques astronautes, s'il le veut.

Michael Cooper: La réponse, c'est zéro, monsieur le président. Cette entreprise n'a absolument rien lancé dans l'espace. Les libéraux versent 20 millions de dollars par année à Maritime Launch Services pour louer un terrain qui ne lui appartient même pas. Elle le loue à la Nouvelle-Écosse pour moins de 14 000 \$ par année, puis elle facture à son tour le gouvernement fédéral en empochant un profit de 1 300 %.

Est-ce que c'est financièrement avantageux, oui ou non?

L'hon. François-Philippe Champagne: Monsieur le président, le député s'en est pris à l'industrie spatiale. Il s'en est pris à une aire de lancement. Il s'en prend maintenant à la Nouvelle-Écosse. Je ne sais pas quand il s'arrêtera, mais s'il y a quelque chose que je peux dire aux députés, c'est que je suis du côté des Néo-Écossais. Je suis du côté des astronautes canadiens. Je suis du côté de l'industrie spatiale. Je rappelle au député que c'est avec plaisir que je le mettrai en relation avec des astronautes. Il apprendrait ainsi que Canso est un emplacement particulièrement avantageux pour les lancements. C'est nécessaire à notre sécurité nationale.

Michael Cooper: Monsieur le président, pour revenir aux faits qui dérangent le ministre, nous parlons d'une entreprise au bord de la faillite, qui n'a absolument rien lancé dans l'espace et qui engrange un profit de 1 300 % en mettant des terres publiques à la disposition des contribuables.

En quoi est-ce logique?

L'hon. François-Philippe Champagne: Monsieur le président, je suis ici pour répondre aux questions du député. Ce que je trouve dommage, ce soir, c'est que nous aurions pu célébrer ensemble de grandes réalisations: l'excellence de nos astronautes, la participation d'un Canadien à une mission autour de la Lune, les investissements dans notre industrie spatiale et la création d'un site de lancement au Canada, qui renforcera notre résilience...

Le vice-président adjoint: Le député de St. Albert—Sturgeon River a la parole.

• (2010)

Michael Cooper: Monsieur le président, je n'irai pas par quatre chemins. Il s'agit de récompenser les proches du Parti libéral.

N'est-ce pas ce qui se passe?

L'hon. François-Philippe Champagne: Monsieur le président, je ne comprends pas pourquoi, dans ce genre de débat, nous ressentons le besoin de dénigrer l'industrie, les Canadiens et le travail qu'ils accomplissent. Parlons de l'industrie. C'est une main tendue, et je suis prêt à mettre le député en contact avec des astronautes...

Le vice-président adjoint: Le député de St. Albert—Sturgeon River a la parole.

Travaux des subsides

Michael Cooper: Monsieur le président, est-ce une coïncidence si l'ancien premier ministre libéral de la Nouvelle-Écosse siège au conseil consultatif et que le lobbyiste en chef est nul autre qu'un ancien membre haut placé du personnel de l'actuel ministre de la Justice?

Autrement, comment une entreprise au bord de la faillite...

Le vice-président adjoint: Le temps est écoulé. Je vais permettre au ministre de répondre brièvement.

L'hon. François-Philippe Champagne: Encore une fois, monsieur le président, dans un esprit de collaboration, je tends un rameau d'olivier à mon collègue pour le mettre en communication avec des astronautes afin qu'il apprenne pourquoi la présence d'un site de lancement au Canada serait dans l'intérêt de la sécurité nationale du Canada.

Carlos Leitão (secrétaire parlementaire de la ministre de l'Industrie, Lib.): Monsieur le président, c'est mon tour de parler du projet de loi C-30, du contexte économique dans lequel notre mise à jour économique a été présentée récemment et, surtout, de l'économie canadienne. Ce que l'on observe depuis au moins un an, depuis que je suis ici, c'est que nos collègues de l'opposition officielle sont devenus bons pour offrir des solutions vraiment simplistes à des problèmes qui sont très complexes et très sérieux.

Dans ce contexte, parlons de la mise à jour économique. Il s'agissait d'une mise à jour économique, et non d'un budget, mais, bien sûr, certaines mesures financières ont également été annoncées dans le budget. Que nous dit la mise à jour économique? Pour commencer, elle nous indique que le déficit pour 2025-2026 a été en fait d'environ 66,9 milliards de dollars plutôt que de 78,3 milliards de dollars comme le prévoyait le budget de novembre. Il y a donc eu une amélioration d'environ 11 milliards de dollars dans les comptes publics de l'État, du pays.

Pourquoi le déficit était-il moins élevé que prévu? Cela n'a rien à voir avec le prix élevé du pétrole. Les conservateurs parlent de la TPS sur le pétrole et affirment qu'elle fait grimper le prix du pétrole et que c'est là que le gouvernement tire ses recettes, entre autres choses. Non, le déficit était inférieur de 11 milliards de dollars aux prévisions initiales parce que l'économie en 2025 s'est avérée bien plus forte que prévu. Les recettes du gouvernement étaient plus élevées et les dépenses gouvernementales étaient moins élevées. C'est cela qui explique la différence de 11 milliards de dollars.

Non seulement l'économie du Canada est résiliente et a su résister à de graves chocs, mais elle a également affiché un taux de croissance raisonnable par rapport à celui de nos voisins et des pays comparables. L'économie du Canada n'est pas en crise. Au contraire, nous ouvrons la voie aux pays du G7, ce que nos pairs reconnaissent.

Cela m'amène au prochain point que je veux soulever, à savoir la grande solidité financière du Canada. Nos finances sont en ordre. Notre déficit s'établit à 2,1 % du PIB, ce qui, par rapport à celui de pays comparables, est tout à fait gérable. Le déficit devrait représenter 1,4 % du PIB d'ici 2030. Il est donc sur une trajectoire descendante. Le ratio de la dette au PIB, qui se situe à environ 41 %, restera à peu près à ce niveau dans le cadre financier jusqu'en 2030, ce qui donne au Canada une note AAA. Comment un pays doté d'une telle note peut-il avoir une économie défaillante? Ce n'est pas le cas. Cela ne tient pas la route. Si nous avons une note AAA, c'est parce que nos finances publiques sont en ordre et que notre écono-

mie est en croissance, malgré les forts vents contraires et les chocs majeurs.

Soit dit en passant, je rappelle à tous les députés et à tous ceux qui nous écoutent avec grand enthousiasme que les données sur le PIB pour le premier trimestre seront publiées ce vendredi. Je ne sais pas quels seront ces chiffres, mais je suis à peu près certain que la croissance du PIB au premier trimestre sera assez solide.

• (2015)

Nous entendons dire que le Canada a l'économie qui se contracte le plus rapidement du G7. C'est faux. En fait, notre économie connaît l'une des croissances les plus rapides du G7, malgré les chocs et le contexte très incertain dans lequel nous évoluons. J'aimerais prendre un peu de temps pour parler du contexte économique, car il est primordial.

Nos collègues de l'opposition ne cessent de dire: « En 2014 c'était comme ci, 2014 c'était comme ça, et 10 ans plus tard, blabla. » Le contexte est très important. Nous pourrions remonter jusqu'en 2007-2008 et à la crise financière. Je n'irai pas aussi loin, mais je pense que nous pourrions le faire parce que l'économie mondiale a bien subi un choc sévère en 2007-2008. Le redressement qui a eu lieu par la suite a pris du temps et laissé des cicatrices partout dans le monde.

Que s'est-il passé depuis 2020? Il y a eu la pandémie. L'économie a été paralysée. Des gouvernements de la région de l'OCDE ont paralysé leur économie parce que personne ne savait ce qui allait se passer. Tout a été mis sur pause. Pour éviter une dépression massive — c'était ce qui allait se produire si rien n'était fait — et soutenir leur économie, les gouvernements de la région de l'OCDE ont dépensé massivement.

Les conservateurs diront que nous avons gaspillé tout cet argent. Si les gouvernements n'avaient pas dépensé ainsi, les économies de l'OCDE tout comme l'économie mondiale auraient sombré dans une grave dépression. Nous avons connu un grand choc en 2020. Il s'en est suivi une reprise économique très marquée à la fin de 2021 et en 2022, dans un contexte de rupture des chaînes d'approvisionnement. Cette situation a entraîné une forte pression à la hausse sur les prix.

L'inflation a monté en flèche dans les pays membres de l'OCDE. Le déficit n'était pas un « déficit libéral ». Les libéraux étaient-ils aussi responsables du déficit américain, du déficit allemand et du déficit français? Soyons sérieux. C'était plutôt le résultat de la forte reprise, des chaînes d'approvisionnement brisées et de la guerre en Ukraine. La guerre en Ukraine a entraîné, entre autres, une hausse très marquée du prix du pétrole et d'autres produits, comme les céréales.

L'économie mondiale était déjà déséquilibrée en 2022-2023. Le contexte était très différent de celui que nous avons connu auparavant. De nouvelles solutions et de nouvelles propositions ont dû être mises en place, parce que les temps avaient beaucoup changé. Comme si ce n'était pas suffisant, que s'est-il passé en 2024-2025? Une nouvelle administration aux États-Unis a décidé de déclencher une guerre commerciale. Le monde tel que nous le connaissions n'est plus le même.

Travaux des subsides

Les États-Unis, notre allié de confiance, ne veulent plus acheter de produits canadiens, car ils prétendent n'avoir besoin de rien venant du Canada. En réalité, ils en ont besoin, mais c'est ce qu'ils prétendent. C'est ainsi que nous nous retrouvons dans cette situation étrange où l'aluminium canadien est soumis à des droits de douane de 50 % au nom de la sécurité nationale des États-Unis. En réalité, les États-Unis ont besoin de l'aluminium canadien.

Nous vivons dans un monde très complexe. La guerre des droits de douane est bien réelle. C'est une situation que nous n'avons pas choisie. C'est elle qui entraîne de profonds bouleversements dans notre secteur manufacturier et dans notre économie dans son ensemble. Comme le premier ministre l'a répété à maintes reprises, il ne s'agit pas d'un simple ajustement. Il s'agit d'une rupture avec le monde tel que nous le connaissons, et le monde est désormais différent. Le monde a changé. C'est une réalité dont les premiers ministres provinciaux ont pleinement pris conscience. Qu'il s'agisse de M. Ford en Ontario, de Mme Smith en Alberta ou de M. Moe en Saskatchewan, tous premiers ministres conservateurs, ils ont compris que le monde a changé et que le Canada doit s'adapter à ce nouvel ordre mondial.

Comme si cela ne suffisait pas, il y a la guerre au Moyen-Orient, qui a entraîné un doublement des prix du pétrole. C'est un contexte très différent qui exige des mesures sérieuses, ce qui a d'ailleurs été fait...

• (2020)

Le vice-président adjoint: Le temps réservé à l'intervention du député est écoulé. Je l'invite à poser ses questions au ministre.

Carlos Leitão: Monsieur le président, j'ai quelques questions à poser à notre excellent ministre des Finances.

Je suis désolé d'être à ce siège, car les gens devront se tourner. Je n'ai pas choisi cette place de façon stratégique.

[Français]

Le ministre des Finances pourrait peut-être nous parler un peu de ce que signifie réellement le fait d'avoir une cote de crédit AAA.

Lorsqu'il voyage et rencontre ses collègues des autres pays du G7, que signifie pour lui le fait que le Canada ait une cote de crédit AAA? Quel est l'avantage de cela pour l'ensemble des Canadiens?

L'hon. François-Philippe Champagne (ministre des Finances et du Revenu national, Lib.): Monsieur le président, c'est rafraîchissant qu'un collègue qui a été ministre des Finances nous parle, évoque les enjeux et parle des vraies choses.

Je pense que les gens de Laval sont très fiers d'entendre mon collègue exprimer toute son expérience. C'est un grand privilège de pouvoir servir avec un collègue qui a été ministre des Finances d'une grande province comme le Québec. Je le salue et je le remercie de son exposé économique.

Il a raison, et c'est rafraîchissant d'avoir des commentaires et des questions comme celles-là parce qu'au fond, ce qui est dit, c'est que deux pays du G7 ont une cote de crédit AAA, soit le Canada et l'Allemagne.

Qu'est-ce que cela nous permet? Cela nous donne la capacité fiscale de faire des investissements générationnels, un peu comme nous l'avons vu faire par nos collègues de l'Allemagne.

Nous le faisons dans les infrastructures, évidemment dans le logement, dans la productivité et l'innovation ainsi qu'en matière d'efforts.

J'aurai encore beaucoup plus à dire lors de la prochaine question.

Carlos Leitão: Monsieur le président, très récemment, le Fonds monétaire international a publié son rapport annuel dans lequel il y avait des mots très encourageants pour le Canada et pour l'économie canadienne, malgré le brouillard d'incertitude qui plane sur l'économie mondiale. Le FMI avait vraiment de très bons mots pour nous.

Quand le ministre est à l'étranger, qu'il parle à ses homologues et aux investisseurs qui veulent investir chez nous, que lui apporte le fait que le FMI ait de très bons mots pour le Canada?

L'hon. François-Philippe Champagne: Monsieur le président, cela remplit mon cœur de joie parce qu'ici, à la Chambre, on entend souvent l'opposition critiquer le gouvernement, mais lorsqu'on parle du Fonds monétaire international, on sait qu'il regarde les économies mondiales et qu'il porte un jugement éclairé et neutre.

À cet égard, on peut dire que le Fonds monétaire international a cité le Canada en exemple en tant que pays ayant les finances publiques les plus solides parmi les pays du G7. On imagine la croissance des pays.

Je vais simplement donner quelques chiffres. Le Canada affiche la deuxième croissance la plus rapide des pays du G7. L'Italie est à 0,5 %, le Japon, à 0,7 %, l'Allemagne et le Royaume-Uni, à 0,8 %, et la France à 0,9 %. Le Canada, lui, est à 1,5 %.

Des voix: Bravo!

L'hon. François-Philippe Champagne: Monsieur le président, même mes collègues conservateurs devraient applaudir, ce soir. Je sais qu'il est un peu tard, mais ils ont encore un peu d'énergie pour applaudir le Canada, la résilience de l'économie canadienne, la résilience de nos travailleurs et la résilience de nos industries.

C'est un plaisir de bâtir un Canada fort ensemble et de bâtir l'économie la plus forte des pays du G7.

• (2025)

Le vice-président adjoint: Il reste 30 secondes au ministre pour répondre.

Carlos Leitão: Monsieur le président, il y a beaucoup de mesures dans la mise à jour économique, mais j'aimerais en citer une et demander au ministre s'il peut la commenter. Malheureusement, nous n'avons pas beaucoup de temps.

Je pense notamment au fonds d'investissement, au Fonds pour un Canada fort, qui me semble être une excellente idée.

Le ministre pourrait-il dire quelques mots à ce sujet?

L'hon. François-Philippe Champagne: Monsieur le président, 30 secondes c'est peu, j'en aurais beaucoup à dire, parce que, pour bâtir un Canada fort, cela prend évidemment une équipe Canada forte et les travailleurs qui vont bâtir ce pays.

Le fonds souverain est une occasion unique de bâtir une richesse collective, mais d'une façon très canadienne, c'est une façon de permettre à M. et Mme Tout-le-Monde, c'est-à-dire aux investisseurs individuels, d'investir et de posséder une partie de cette richesse collective que nous allons créer ensemble.

Travaux des subsides

Je pense que c'est une très bonne initiative. C'est à l'image du Canada de vouloir bâtir. C'est pour cette raison que nous voulons bâtir un Canada pour tous.

[Traduction]

Michael Barrett (Leeds—Grenville—Thousand Islands—Rideau Lakes, PCC): Monsieur le président, le 10 septembre 2025, le ministre a adressé une lettre au premier ministre pour dire qu'il serait en conflit d'intérêts s'il participait à des décisions, à des discussions ou à des délibérations sur le projet Alto. Est-ce que c'est exact?

[Français]

L'hon. François-Philippe Champagne (ministre des Finances et du Revenu national, Lib.): Monsieur le président, ça me fait plaisir de répondre à mon collègue que je me suis conformé à toutes les règles en vertu de la loi relativement à cette question.

[Traduction]

Michael Barrett: Monsieur le président, je partagerai mon temps de parole avec le député d'Okanagan Lake-Ouest—Kelowna-Sud.

Ma question porte sur la lettre que le ministre a écrite en septembre 2025. Le ministre déposera-t-il cette lettre à la Chambre ainsi qu'au comité de l'éthique lors de sa comparution prévue le 11 juin?

[Français]

L'hon. François-Philippe Champagne: Monsieur le président, comme je l'ai dit, je me suis conformé à toutes les règles en vertu de la loi. J'aurai l'occasion justement de témoigner devant le Comité permanent de l'accès à l'information, de la protection des renseignements personnels et de l'éthique dans les prochaines semaines, et ça me fera plaisir de fournir toutes les réponses aux questions que mes collègues pourront me poser lors de ma comparution devant ce comité.

[Traduction]

Michael Barrett: Monsieur le président, ce soir, le ministre a l'occasion de parler aux Canadiens et aux députés du conflit d'intérêts dans lequel il a dit qu'il se retrouverait s'il participait à des votes, à des décisions, à des discussions ou à des débats sur le projet Alto. C'est pourquoi il a mis en place un filtre anti-conflits d'intérêts. N'est-ce pas exact?

[Français]

L'hon. François-Philippe Champagne: Monsieur le président, je me permets de citer un extrait de la lettre qui a été écrite par le bureau du commissaire aux conflits d'intérêts et à l'éthique le 7 avril 2026: Alto est une société d'État responsable devant le Parlement par l'intermédiaire du ministre des Transports et, en tant que ministre des Finances, vous n'avez aucun pouvoir décisionnel en matière de ressources humaines chez Alto; vous n'avez pas la possibilité de favoriser...

[Traduction]

Le vice-président adjoint: Le député a la parole.

Michael Barrett: Monsieur le président, c'est le ministre qui a dit qu'il y aurait un conflit d'intérêts. La lettre qu'il a transmise au premier ministre devrait nous être fournie. Nous savons qu'elle a été communiquée aux médias, alors elle devrait certainement aussi être communiquée aux parlementaires.

Pourquoi le filtre anti-conflits d'intérêts mis en place par le ministre ne l'a-t-il pas empêché de participer à des discussions, à des décisions, à des débats et à des votes sur le projet Alto?

[Français]

L'hon. François-Philippe Champagne: Monsieur le président, je me permets de finir ma citation. Dans la lettre, on dit qu'« il n'y a aucun risque de conflit d'intérêts et qu'aucun filtre n'est nécessaire ». Ce sont les mots du bureau du commissaire aux conflits d'intérêts à l'éthique. Cependant, dans un objectif d'intégrité, j'ai pris sur moi de mettre un filtre de façon proactive. J'aurai l'occasion de m'expliquer devant le Comité permanent de l'accès à l'information, de la protection des renseignements personnels et de l'éthique durant les prochaines semaines.

[Traduction]

Michael Barrett: Monsieur le président, c'est le ministre qui a dit qu'il y aurait un conflit d'intérêts. Ce sont ses mots.

Le filtre l'a-t-il empêché de participer aux discussions du Cabinet sur le projet Alto?

[Français]

L'hon. François-Philippe Champagne: Monsieur le président, comme je l'ai dit, je me suis conformé à toutes les règles en vertu de la loi et j'ai respecté, évidemment, le filtre qui avait été mis en place.

[Traduction]

Michael Barrett: Monsieur le président, le filtre s'appliquait-il au projet de loi C-15?

[Français]

L'hon. François-Philippe Champagne: Monsieur le président, comme je l'ai dit, je me suis conformé à toutes les règles en vertu de la loi et j'ai respecté le filtre qui avait été mis en place.

[Traduction]

Michael Barrett: Monsieur le président, le ministre est là depuis plus d'une heure. Il a dit beaucoup de choses, mais il n'a pas répondu à nos questions, et il continue de ne pas le faire.

Le filtre qui, selon le ministre, était nécessaire pour éviter un conflit d'intérêts s'appliquait-il à l'article 191 du projet de loi C-15?

● (2030)

[Français]

L'hon. François-Philippe Champagne: Monsieur le président, je me permets encore de citer la lettre au bénéfice de mon collègue. C'est un homme d'expérience. Il est même avocat, je pense. Ça vient du bureau du commissaire aux conflits d'intérêts et l'éthique, et c'est daté du 7 avril. C'est écrit qu'« il n'y a aucun risque de conflit d'intérêts et qu'aucun filtre n'est nécessaire ». De plus, j'ai mis un filtre de façon proactive pour éviter toute apparence de conflit d'intérêts.

[Traduction]

Michael Barrett: Monsieur le président, à la Chambre, nous croyons tous les députés sur parole, et c'est le ministre qui a dit qu'il y aurait un conflit d'intérêts s'il participait aux discussions, aux débats ou aux décisions.

L'article 191 contenait la Loi sur le réseau ferroviaire à grande vitesse. C'était une mesure législative liée à Alto. Est-ce exact?

Travaux des subsides

[Français]

L'hon. François-Philippe Champagne: Monsieur le président, je me permets encore de citer les mots parce qu'à la Chambre, toutes sortes d'allégations peuvent être faites, mais, ce qui compte, c'est la vérité. La vérité, c'est un message envoyé le 7 avril 2026 par le bureau du commissaire aux conflits d'intérêts et à l'éthique et dans lequel on dit: « Alto est une société d'État responsable devant le Parlement par l'intermédiaire du ministre des Transports et, en tant que ministre des Finances, vous n'avez aucun pouvoir décisionnel [...] ».

[Traduction]

Michael Barrett: Monsieur le président, le 25 février 2026, le ministre a voté sur la motion n° 44, qui aurait eu pour effet de supprimer l'article 191 du projet de loi C-15. Est-ce exact?

[Français]

L'hon. François-Philippe Champagne: Monsieur le président, je vais continuer ma citation: « [...] vous n'avez aucun pouvoir décisionnel sur les questions de ressources humaines chez Alto. Vous n'avez pas la possibilité de favoriser l'intérêt d'un employé spécifique d'Alto [...] » On me dit aussi qu'il n'y a aucun risque de conflit d'intérêts et qu'aucun filtre n'est requis.

Ce sont les paroles du bureau du commissaire aux conflits d'intérêts et à l'éthique.

[Traduction]

Michael Barrett: Monsieur le président, il est incroyable que le ministre refuse même de confirmer comment il a voté sur le projet de loi. Il refuse de fournir la lettre dans laquelle il a dit qu'il y aurait un conflit d'intérêts. Nous voulons simplement garantir la transparence pour les Canadiens. S'il n'a rien à cacher, il devrait certainement être en mesure de fournir aux députés la lettre qu'il a transmise au *Toronto Star*. Pourquoi ne veut-il pas nous la transmettre?

[Français]

L'hon. François-Philippe Champagne: Monsieur le président, la lettre en question a été transmise au bureau du commissaire aux conflits d'intérêts et à l'éthique. Comme je le disais, je me suis conformé à toutes les règles en vertu de la loi. Je vais continuer de le faire comme je dois le faire et comme mes collègues de la Chambre doivent le faire. Nous sommes tous soumis aux mêmes règles ici à la Chambre.

[Traduction]

Michael Barrett: Monsieur le président, le ministre a dit aux Canadiens qu'il avait un filtre anti-conflit d'intérêts parce qu'il croyait qu'il y aurait un conflit d'intérêts s'il participait à des débats, à des discussions, à des décisions ou à des votes liés à Alto, mais le ministère a ensuite engagé pour le budget un fournisseur externe qui semble avoir eu des liens avec Alto. Est-ce qu'un filtre anti-conflits d'intérêts s'appliquait à ce fournisseur?

[Français]

L'hon. François-Philippe Champagne: Monsieur le président, mon collègue est un homme expérimenté. C'est un parlementaire de grand talent, mais il fait beaucoup d'allégations. Je sais que sa formation juridique devrait l'entraîner à la prudence dans ses propos et dans les allégations qu'il formule à l'encontre de ses collègues, qui sont tous des membres honorables de la Chambre, et de leurs familles.

[Traduction]

Michael Barrett: Monsieur le président, je n'ai formulé aucune allégation. Je n'ai fait que répéter les propos du ministre. Quant à ce que nous avons demandé — et l'un des collègues du ministre m'a d'ailleurs demandé de le répéter en dehors de la Chambre —, je pose des questions, et ces questions reprennent exactement les propos du ministre. Par conséquent, le ministère des Finances du Canada a-t-il fait appel à un fournisseur externe pour l'aider à préparer le discours et la présentation du budget de 2025? Oui ou non?

[Français]

L'hon. François-Philippe Champagne: Monsieur le président, je reviens là-dessus, parce que ça fait 12 ans que je sers en tant que député de la Chambre. Je pense que pour mon collègue aussi, ça fait plus d'une dizaine d'années. Nous avons tous le droit au respect. Nous avons tous le droit de traiter chacun des collègues de façon honorable. Je me comporte de façon honorable. Je réponds à ses questions. Je lui ai dit que je m'étais conformé à toutes les règles en vertu de la loi et que j'irais témoigner devant le Comité permanent de l'accès à l'information, de la protection des renseignements personnels et de l'éthique.

Je pense que mon collègue devrait être judicieux dans ses allégations.

[Traduction]

Michael Barrett: Monsieur le président, c'est une autre question. La question porte sur un fournisseur qui a travaillé sur le discours du budget.

Si j'ai bien compris, cela n'a rien à voir avec votre lettre de septembre. Il s'agissait d'un contrat d'une valeur de 12 168 \$. Je vous invite à faire appel à vos collaborateurs qui se trouvent à la Chambre avec vous. Le contrat mentionnait un fournisseur. Le nom de famille de ce fournisseur est Émond, et je me demande si le ministre peut confirmer que ce contrat a bien été attribué. Il s'agit d'une information accessible à tous. Elle est publiée en ligne: 12 168 \$ pour aider à préparer le discours et la présentation du budget. Peut-il le confirmer?

● (2035)

Le vice-président adjoint: Je rappelle au député qu'il doit adresser ses commentaires à la présidence.

Le ministre a la parole.

[Français]

L'hon. François-Philippe Champagne: Monsieur le président, je ne comprends pas la nature de la question. Si mon collègue a déjà la réponse, je ne vois pas le but de la question. Comme il le dit, si c'est de nature publique, il aura l'occasion d'avoir toute l'information dont il a besoin. On est ici pour répondre à toutes les questions, mais, pour des questions où l'information est de nature publique, je pense que mon collègue est capable d'obtenir l'information.

[Traduction]

Michael Barrett: Monsieur le président, l'entrepreneur a travaillé pour Alto, puis a participé à la préparation de la présentation du budget qui comprenait des détails concernant Alto, ainsi que les dispositions financières et législatives relatives à la mise en œuvre du projet Alto. Le ministre reconnaît-il qu'il s'agit là d'un conflit d'intérêts, et des mesures ont-elles été prises pour éviter cela? Le commissaire à l'éthique a-t-il été informé que cet entrepreneur était également employé par Alto?

Travaux des subsides

[Français]

L'hon. François-Philippe Champagne: Monsieur le président, comme l'ensemble de mes collègues ici, depuis les années que je siége à la Chambre, j'ai toujours traité mes collègues avec beaucoup de respect. Je pense que tous les députés de la Chambre ont droit au même respect.

J'ai déjà répondu à plusieurs reprises que je me suis conformé à toutes les règles en vertu de la loi. Je vais continuer de le faire comme je dois le faire et comme l'ensemble de mes collègues à la Chambre doivent le faire.

[Traduction]

Dan Albas (Okanagan Lake-Ouest—Kelowna-Sud, PCC): Monsieur le président, le gouvernement dépense déjà de l'argent pour l'acquisition de terrains destinés au projet Alto alors que les consultations publiques sont toujours en cours. Pourquoi les contribuables doivent-ils payer pour ces terrains avant même que les consultations ne soient terminées et que le tracé définitif ne soit arrêté?

[Français]

L'hon. François-Philippe Champagne (ministre des Finances et du Revenu national, Lib.): Monsieur le président, mes collègues seront en mesure de constater que le gouvernement du Canada fait des investissements générationnels en matière d'infrastructures. Le pays a besoin d'avoir des infrastructures modernes. C'est pour cette raison que, dans le budget de 2025, j'ai présenté un plan important d'infrastructure.

[Traduction]

Dan Albas: Monsieur le président, je suis conscient que le ministre est ici depuis déjà quelques heures, mais il n'a répondu qu'à très peu de questions, voire à aucune. J'espère qu'il répondra à celle-ci.

Des documents internes décrivent une stratégie de regroupement foncier à grande échelle autour des gares, s'étendant jusqu'à deux kilomètres à la ronde, qui s'inspire explicitement du modèle d'aménagement « rail plus immobilier » de Hong Kong. Étant donné que le projet de loi du ministre, le projet de loi C-15, ne prévoit pas de dispositions relatives à l'abandon ou au rachat de terrains, si le tracé venait à changer dans un quartier d'Ottawa comme Eastway Gardens, qui conserverait les terrains excédentaires et les profits liés à l'aménagement? Serait-ce le gouvernement, Alto ou le consortium privé?

[Français]

L'hon. François-Philippe Champagne: Monsieur le président, en vertu des réponses que j'ai données plus tôt, mon collègue comprendra que ces questions-là devraient être posées au ministre des Transports, qui est le ministre responsable de ce projet.

[Traduction]

Dan Albas: Monsieur le président, le ministre peut-il fournir aujourd'hui le coût total de l'acquisition des terrains ou confirmer que le ministère des Finances ne connaît pas vraiment le montant définitif parce qu'il est occupé à évaluer d'entiers quartiers urbains pour des portefeuilles immobiliers?

[Français]

L'hon. François-Philippe Champagne: Monsieur le président, mon collègue comprend que, dans un grand pays comme le Canada, nous avons besoin de faire des investissements générationnels en

infrastructures. C'est exactement ce que nous avons présenté dans le budget de 2025. Je pense que les Canadiens et les Canadiennes comprennent que, si on veut bâtir un pays résilient, si on veut exporter, nous avons besoin de construire des infrastructures partout au pays.

[Traduction]

Dan Albas: Monsieur le président, je ne cherche pas une réponse générationnelle. Je cherche simplement une réponse.

Dans le cadre de ce partenariat public-privé, les contribuables assument-ils la totalité des risques liés à l'expropriation et au changement de tracé, alors que le consortium privé n'en assume aucune part? Un simple oui ou non suffira.

[Français]

L'hon. François-Philippe Champagne: Monsieur le président, non seulement je donne une réponse à mon collègue, mais je lui donne une réponse générationnelle, comme mon collègue le dit. C'est une bonne façon de le dire.

Si on veut être conséquent avec les allégations qui ont été présentées par mes collègues, il devrait poser cette question au ministre responsable du projet. Je suis sûr que le ministre responsable sera content de lui donner les réponses.

Dan Albas: Monsieur le président, je pense que la question que j'ai posée au ministre était bonne.

[Traduction]

Je suppose que le ministre a une conception différente de ce que les réponses représentent pour quelqu'un d'autre.

Si le secteur public prend tous les risques financiers liés au regroupement des terrains excédentaires et que le secteur privé bénéficie de toutes les garanties d'aménagement, quel risque est réellement assumé par le secteur privé dans ce partenariat? Le ministre pourrait peut-être répondre à cette question.

[Français]

L'hon. François-Philippe Champagne: Monsieur le président, le député comprendra que, si on veut être conséquent avec les questions et les allégations qui ont été proposées par son collègue, cette question devrait être adressée au ministre responsable. Je sais que mon collègue est honorable. Il comprend toutes les règles de la Chambre. C'est avec plaisir que le ministre responsable fournira toutes les réponses que mon collègue désire recevoir. C'est aussi avec plaisir que je vais même transmettre au ministre responsable les questions suggérées par mon collègue ce soir.

● (2040)

[Traduction]

Dan Albas: Monsieur le président, je vais aborder la politique sur les aéroports, dans l'espoir que le ministre soit moins chahuté à ce sujet.

Le gouvernement élargit ses pouvoirs de collecte de renseignements au titre de la section 6 du projet de loi C-30 afin d'inclure toutes les administrations aéroportuaires du Canada. Combien valent nos aéroports nationaux aujourd'hui, et une évaluation complète a-t-elle été fournie au Parlement, oui ou non?

Travaux des subsides

[Français]

L'hon. François-Philippe Champagne: Monsieur le président, je pense que nous devons moderniser la façon dont nous sommes en train de gérer les actifs publics au pays. Je pense que c'est important pour le gouvernement d'avoir tous les faits et tous les chiffres pour se bâtir une analyse sérieuse des actifs. Je dirais qu'il est temps de moderniser notre façon...

[Traduction]

Le vice-président adjoint: Le député a la parole.

Dan Albas: Monsieur le président, étant donné que les recettes générées par ces nouveaux modèles de propriété sont destinées à être retirées aux exploitants locaux pour être détournées vers le Fonds pour un Canada fort, comment les aéroports du pays arriveront-ils à entretenir leurs infrastructures alors qu'ils se retrouvent involontairement sous-financés, tandis que les voyageurs subissent des hausses massives des frais, uniquement pour satisfaire le retour sur investissement d'un investisseur privé?

[Français]

L'hon. François-Philippe Champagne: Monsieur le président, comme je l'ai dit, il est important d'obtenir toute l'information nécessaire pour faire preuve de diligence raisonnable. Je pense que nous sommes rendus à une époque où nous devons moderniser la façon dont nous gérons des actifs publics. Cette mesure nous permettra justement d'obtenir tous les faits et de fournir une analyse complète pour prendre les meilleures décisions dans l'intérêt des Canadiens et des Canadiennes.

[Traduction]

Kent MacDonald (Cardigan, Lib.): Monsieur le président, je prends la parole ce soir pour souligner le soutien qu'apporte le nouveau gouvernement, au moyen du projet de loi C-30, aux collectivités côtières de l'Île-du-Prince-Édouard.

Les ports pour petits bateaux sont des lieux de travail pour plus de 1 200 pêcheurs. Pour beaucoup, c'est un mode de vie transmis de génération en génération, depuis le jour du départ, où famille et amis se rassemblent sur le quai pour souhaiter aux pêcheurs une saison sûre et prospère, jusqu'au dernier casier ramené à terre à la fin de la saison. C'est la fierté des familles qui vivent de la mer depuis des décennies.

La pêche fait partie de l'identité des habitants de l'île. On peut penser aux parents et à la nouvelle génération qui remontent les casiers ensemble pour la transmission des ficelles du métier. On peut penser aux rassemblements sur le quai après une longue journée en mer pour échanger les dernières nouvelles de la pêche. On peut penser aux communautés fondées sur la persévérance au travail, la résilience et le respect de l'océan. Partout dans le Canada atlantique, cette histoire se répète le long de la côte dans les collectivités où la pêche soutient non seulement les économies locales, mais aussi les traditions, la culture et les moyens de subsistance.

À l'Île-du-Prince-Édouard seulement, la valeur totale des produits de la pêche et de l'aquaculture a dépassé 454 millions de dollars en 2024 et, de ce montant, plus de 358 millions de dollars provenaient des débarquements de homard. La contribution globale à l'économie de l'Île-du-Prince-Édouard dépasse près de 1 milliard de dollars et soutient jusqu'à 8 000 emplois en période de pointe. Dans l'ensemble du Canada atlantique, les débarquements de poissons se sont chiffrés à plus de 3,6 milliards de dollars en 2024, dont plus de 3,28 milliards de dollars attribuables aux mollusques et crustacés. Il ne s'agit pas que de statistiques. Ce sont des usines de transforma-

tion en activité dans des collectivités rurales. Ce sont des camionneurs, des soudeurs, des fournisseurs, des opérateurs de carburant, des mécaniciens, des acheteurs et des travailleurs d'usine, dont le gagne-pain dépend d'une pêche forte et durable.

Les ports pour petits bateaux sont au cœur de toute cette activité. Ils constituent les moteurs économiques de nombreuses collectivités rurales du Canada atlantique. Pourtant, depuis de nombreuses années, un trop grand nombre de ces ports souffrent de sous-investissement, d'infrastructures vieillissantes, de dommages causés par les tempêtes et des répercussions croissantes des changements climatiques, comme en témoignent les effets dévastateurs de l'ouragan *Fiona*. Dans de nombreuses régions, les pêcheurs et les administrations portuaires font tout leur possible pour simplement maintenir les installations en état de fonctionnement, en attendant que des travaux majeurs de réparation et de modernisation soient réalisés.

Ici, à Ottawa, nous avons formé un comité des ports pour petits bateaux afin de discuter collectivement de ces questions. Je profite de l'occasion pour remercier mes collègues de leur détermination inébranlable à travailler avec moi pour le financement des ports pour petits bateaux. Je tiens également à remercier personnellement le premier ministre ainsi que les ministres des Finances et des Pêches d'avoir veillé à inclure dans l'énoncé économique du printemps notre proposition d'investissements importants dans les ports pour petits bateaux.

Nous sommes très heureux de voir le début de la mise en œuvre de ces annonces dans le Canada atlantique, la côte du Pacifique et le Nord dans le cadre de l'investissement de près de 1 milliard de dollars sur cinq ans au titre du programme Ports pour petits bateaux. Il s'agit du plus important investissement soutenu dans les ports pour petits bateaux depuis des décennies.

Cependant, le maintien de ports sûrs et fonctionnels ne se limite pas aux quais et aux brise-lames. Il faut également des investissements continus et adaptés aux besoins dans le dragage afin que les chenaux demeurent navigables et sûrs pour les pêcheurs. À l'Île-du-Prince-Édouard et dans tout le Canada atlantique, les phénomènes météorologiques, les ondes de tempête et l'érosion côtière peuvent rapidement avoir une incidence sur les entrées des ports et les voies de navigation. Lorsqu'il y a des retards dans le dragage, les pêcheurs sont confrontés à de graves problèmes opérationnels et de sécurité, en particulier à marée basse. Une capacité de dragage réactive à la suite d'événements météorologiques majeurs doit être considérée comme un élément d'entretien essentiel de nos ports.

Lors de sa récente visite au port de Red Head, la ministre des Pêches a vu de ses propres yeux des sections du port qui ont été clôturées en raison de dommages et de problèmes de sécurité. Cette réalité devrait tous nous préoccuper. Les ports sont des lieux de travail. Ils devraient être sans danger pour les pêcheurs, les acheteurs, les travailleurs d'usine et les exploitants d'entreprises de camionnage, ainsi que les nombreuses familles et les nombreux touristes qui les visitent tout au long de la saison. Le port de Red Head n'est pas un cas isolé. Des ports de la circonscription de Cardigan, que je représente, comme ceux de Mink River, de Fortune et de Georgetown, attendent tous des réparations pour que leurs infrastructures portuaires puissent soutenir leurs activités de pêche.

Je tiens également à profiter de l'occasion pour féliciter la Prince Edward Island Fishermen's Association ainsi que les associations de tout le Canada atlantique pour le rôle de chef de file qu'elles continuent de jouer en faisant avancer les mesures de conservation tout en soutenant les pêches.

• (2045)

Les pêcheurs savent que c'est nécessaire de protéger les écosystèmes marins. Leur gagne-pain et leur avenir en dépend. Investir dans les pêches, c'est bien plus que mettre de l'argent dans les infrastructures ou dans la productivité. Il s'agit de miser sur l'avenir des localités, de sorte que les familles continuent d'y observer les retours au port au coucher du soleil en ayant l'assurance d'arriver à gagner leur vie sur l'océan, des générations durant. Cet avenir tient profondément à cœur aux gens de l'Atlantique en général et de l'île du Prince-Édouard en particulier. Au fil de la pérennisation des populations côtières, de la modernisation des ports et des mesures de soutien à l'innovation dans le domaine de la conservation, qui permettront à la prochaine génération de s'inscrire dans une fière tradition en gagnant elle aussi sa vie sur l'océan, l'avenir s'annonce rayonnant.

Au chapitre du rôle des ports et des infrastructures portuaires, dans les provinces de l'Atlantique comme ailleurs au Canada, je suis par ailleurs convaincu que nous devons éviter de nous limiter dans nos ambitions. En plus d'être essentiels à l'industrie de la pêche, les ports recèlent un potentiel économique inexploité en lien avec la diversification de l'activité commerciale, les chaînes d'approvisionnement au pays, la sécurité alimentaire et les corridors de transport.

À l'île du Prince-Édouard comme dans le reste de l'Atlantique, des investissements stratégiques dans les ports et leurs infrastructures favoriseraient l'exportation de poisson et de fruits de mer, le transport et l'entreposage de marchandises agroalimentaires, l'aménagement de dépôts frigorifiques et l'accès à de nouveaux marchés, au pays comme à l'étranger. Ils accroîtraient la capacité d'adaptation économique de la région tout en désengorgeant les grands carrefours de transport. Par ailleurs, les ports et les infrastructures maritimes se révèlent de plus en plus prometteurs pour la concrétisation des grands objectifs nationaux, notamment en ce qui a trait aux chaînes d'approvisionnement de la Défense et dans l'Arctique, aux capacités d'intervention en cas d'urgence ainsi qu'à la sécurité économique.

Les collectivités côtières ont toujours joué un rôle essentiel dans le développement de l'économie canadienne, et elles continueront de jouer un rôle encore plus grand à mesure que nous renforcerons le commerce intérieur et les réseaux de transport.

Le ministre peut-il nous dire comment le gouvernement considère les ports pour petits bateaux comme des actifs économiques stratégiques qui contribuent à la diversification du commerce, à la sécurité alimentaire et à la résilience économique des municipalités rurales dans tout le Canada atlantique?

L'hon. François-Philippe Champagne (ministre des Finances et du Revenu national, Lib.): Monsieur le président, on peut ressentir, dans le cœur et la voix de mon collègue, la passion qu'il a pour les pêcheurs et leurs collectivités. Je tiens à le féliciter. Je suis sûr que les gens qu'il représente sont très fiers, ce soir.

Je tiens à remercier tous mes collègues qui se sont présentés ici ce soir pour faire un travail essentiel au sein de toute démocratie: rendre des comptes. C'est ce que je fais depuis des heures, et je continuerai de le faire parce que c'est ce que les Canadiens attendent de nous.

Le député a parlé des ports pour petits bateaux. Je tiens à le dire devant tous les Canadiens, car je sais que la séance est télévisée et que les gens vont la regarder. Il est l'un des députés qui nous ont

Travaux des subsides

inspirés à faire ce qui s'impose pour les Canadiens, les pêcheurs et leurs collectivités. Nous avons fait un investissement générationnel de 1 milliard de dollars, soit deux fois plus que tout autre investissement réalisé précédemment dans les ports pour petits bateaux, et je tiens à remercier le député. Je tiens à dire publiquement qu'il est l'un de ceux qui sont intervenus auprès du premier ministre et de moi-même pour que cela se concrétise. Je pense que, ce soir, il devrait être très fier.

Cela illustre bien tout le pouvoir des députés. Ils sont ici pour représenter leur circonscription, pour porter la voix de leurs concitoyens et pour mettre en avant les enjeux qui leur tiennent à cœur. À cet égard, le député a accompli un travail remarquable. Encore et encore, il a insisté sur l'importance d'investir dans les ports pour petits bateaux. Je dirais que nous avons su répondre à ces attentes.

J'ai récemment eu l'occasion de me rendre au Nouveau-Brunswick en compagnie de plusieurs collègues. J'ai pu mesurer l'impact réel que ces investissements auront sur le gagne-pain de nombreux Canadiens. Les ports pour petits bateaux sont indispensables à la subsistance des pêcheurs et à la prospérité économique de leurs collectivités.

Je tiens à le répéter. Nous nous concentrons beaucoup sur les réponses ce soir, mais il faut aussi reconnaître le travail des députés qui, comme lui, se lèvent pour leur circonscription, défendent ses intérêts et obtiennent des résultats concrets. Ce travail mérite d'être souligné, même applaudi. Je remercie le député.

• (2050)

Kent MacDonald: Monsieur le président, je ferais mieux de remercier le ministre des Finances pour ses bons mots.

Alors que le Canada cherche à renforcer ses chaînes d'approvisionnement et ses infrastructures de transport, le ministre voit-il un potentiel encore inexploité dans les ports, notamment dans le Canada atlantique, pour soutenir des secteurs comme l'agroalimentaire, l'entreposage et le transport, ainsi que des objectifs plus larges en matière de défense et de résilience économique?

L'hon. François-Philippe Champagne: Monsieur le président, c'est un très bon point. Pendant que j'étais au Nouveau-Brunswick, j'ai eu le privilège de voir les entrepôts frigorifiques. Je pense que c'est à l'aéroport de Moncton qu'il y en a de très grands. Voilà le genre d'investissement structurant que nous devons faire au pays. Il faut évidemment construire des infrastructures, mais les entrepôts frigorifiques, comme ceux que j'ai vus, sont un atout vraiment important. J'ai été très impressionné par les travailleurs. Les députés savent-ils que les gens là-bas sont capables de charger une cargaison de homards qui remplit un 747 en deux heures environ? J'ai été vraiment impressionné de voir qu'en étant connectées au reste du monde, grâce aux investissements qui ont été faits, des communautés et des familles de partout au Canada sont capables de gagner leur vie.

Encore une fois, je tiens à remercier tous les députés ce soir. Je sais qu'il se fait tard, mais je sais que les gens sont ici et que le travail qu'ils font est très important. En tant que ministre, j'ai le devoir de rendre des comptes au nom du gouvernement et je suis heureux de répondre au plus grand nombre de questions possible ce soir. Je tiens à remercier les députés du travail exceptionnel qu'ils accomplissent ce soir.

Melissa Lantsman (Thornhill, PCC): Je vais partager mon temps de parole, monsieur le président.

Travaux des subsides

Je remercie le ministre d'être ici ce soir. Avant qu'il ne se présente comme le sauveur de l'économie canadienne, il doit rendre des comptes aux Canadiens comme ils le méritent. Il a siégé au Cabinet comme ministre de l'Industrie pendant que le climat d'investissement se détériorait au Canada. Ce sont ses politiques qui ont fait fuir les capitaux, alors je vais lui demander très franchement s'il pense avoir pris de mauvaises décisions.

L'hon. François-Philippe Champagne (ministre des Finances et du Revenu national, Lib.): Monsieur le président, je tiens tout d'abord à remercier ma collègue de sa question. Elle a beaucoup d'expérience à la Chambre.

Je pense que les chiffres montrent que l'économie canadienne est beaucoup plus résiliente que prévu. Malgré la nature de l'incertitude qui règne dans le monde, les Canadiens sont résilients. Les industries canadiennes sont résilientes. Les travailleurs canadiens sont résilients. C'est pourquoi nous pouvons présenter des chiffres qui montrent que l'économie canadienne est très résiliente.

Melissa Lantsman: C'est bien vrai, monsieur le président, mais cela ne répond pas à ma question. RBC a analysé toute la décennie, de 2015 à 2024, période au cours de laquelle le ministre a occupé des fonctions de premier plan au sein du Cabinet.

Peut-il dire à la Chambre le montant net en investissements pour cette période? Quel montant net a quitté le Canada sous sa houlette?

L'hon. François-Philippe Champagne: Monsieur le président, j'ai de bonnes nouvelles pour ma collègue. En fait, nous avons reçu un niveau record d'investissements. Je pense que c'est le nombre le plus élevé des 20 dernières années. Je peux lui assurer que, partout où je vais à l'étranger, les gens apprécient la stabilité, la prévisibilité et les possibilités qu'ils voient au Canada. Il y a peu, le directeur exécutif de l'Agence internationale de l'énergie a déclaré que l'architecture du système énergétique mondial est en train de changer et que le Canada va jouer un rôle majeur.

Melissa Lantsman: Monsieur le président, ce n'était pas ma question.

La réponse pour le ministre est qu'un billion de dollars ont quitté le Canada. Selon la Banque Royale du Canada, il s'agit de la plus importante sortie de capitaux jamais enregistrée dans l'histoire du pays. Rien que pour mettre les choses en perspectives pour les personnes qui nous écoutent à la maison, dans un pays de 40 millions d'habitants, cela représente 25 000 dollars par personne. Le ministre trouve-t-il cela acceptable?

● (2055)

L'hon. François-Philippe Champagne: Monsieur le président, ma collègue sera heureuse d'apprendre que le Canada est considéré comme une superpuissance énergétique. Nous attirons un volume record d'investissements directs étrangers. Partout dans le monde, les investisseurs recherchent des endroits qui offrent stabilité, prévisibilité et respect de la primauté du droit. Je dirais que le Canada se distingue à cet égard. Nous continuerons à bâtir ensemble un Canada fort.

Melissa Lantsman: Monsieur le président, je vais poser la même question au ministre, car il ne m'a pas répondu. Sous sa direction, en tant que ministre de l'Industrie, pendant les dix années où il a siégé au Conseil des ministres, un billion de dollars d'investissements ont quitté le pays. Trouve-t-il cela acceptable?

L'hon. François-Philippe Champagne: Monsieur le président, je dirais que ma collègue devrait être rassurée par les investisse-

ments historiques que nous réalisons dans les infrastructures, le logement, la productivité et l'innovation, ainsi que par le fait que nous avons le taux d'imposition marginal effectif le plus bas de tous les pays du G7. Les nouveaux investissements au Canada bénéficient du taux d'imposition le plus bas du G7. Nous construisons un Canada fort.

Melissa Lantsman: Monsieur le président, je vais mettre les choses en contexte. Pour chaque dollar d'investissement étranger qui est entré au Canada au cours de cette décennie, deux dollars ont quitté le pays. Les enjeux mondiaux n'y sont pour rien, pas plus que les tarifs douaniers, qui n'étaient d'ailleurs pas en cause à l'époque. C'est plutôt le résultat d'un échec des politiques intérieures — chose que le ministre refuse d'admettre, même s'il y a contribué.

Accepte-t-il une quelconque responsabilité pour le rôle qu'il a joué dans la fuite de 1 billion de dollars hors du pays?

L'hon. François-Philippe Champagne: Monsieur le président, les Canadiens devraient se féliciter d'avoir fait de leur pays le principal pôle d'attraction des investissements étrangers au cours des 20 dernières années. Cet exploit ne revient pas au gouvernement, mais bien aux travailleurs, à l'industrie et au pays tout entier. Ce que nous avons fait, c'est mettre en place les conditions qui permettent au Canada de se démarquer à l'échelle mondiale. Je rappelle à ma collègue que, si elle consultait l'indice d'incertitude du Fonds monétaire international, elle constaterait que nous nous situons à l'un des niveaux les plus élevés depuis la Seconde Guerre mondiale.

Melissa Lantsman: Monsieur le président, le ministre des Finances sait-il que les droits de douane ne représentent pas le plus gros obstacle aux décisions d'investissement au pays en ce moment? Son propre conseil des affaires, le Conseil canadien des affaires, estime que le fardeau réglementaire du Canada fait obstacle. C'est le gouvernement qui fait obstacle à ces investissements.

Le ministre est-il d'accord?

L'hon. François-Philippe Champagne: Monsieur le président, je dirais que les investisseurs étrangers considèrent que le Canada est l'endroit idéal pour investir. Je rappelle à ma collègue que, selon l'Agence internationale de l'énergie, le Canada joue un grand rôle dans la nouvelle architecture énergétique. C'est une bonne chose que le Canada soit perçu comme une superpuissance en matière d'énergie conventionnelle, renouvelable et nucléaire. Nous allons bâtir ensemble un Canada fort.

Greg McLean (Calgary-Centre, PCC): Monsieur le président, il est essentiel d'attirer des investissements privés et de faire avancer de grands projets pour assurer la croissance économique et générer des recettes publiques.

Le ministre en convient-il?

L'hon. François-Philippe Champagne (ministre des Finances et du Revenu national, Lib.): Monsieur le président, je conviens que nous avons mis en place les conditions nécessaires pour attirer les investissements au pays, et que les chiffres parlent d'eux-mêmes.

Greg McLean: Monsieur le président, le ministre peut-il nous dire combien de temps il a fallu au gouvernement pour réaliser le projet d'expansion de l'oléoduc TMX?

Travaux des subsides

L'hon. François-Philippe Champagne: Monsieur le président, mon collègue sera heureux d'apprendre que l'Agence internationale de l'énergie et les observateurs internationaux considèrent que le Canada peut jouer un rôle plus important en matière de sécurité énergétique à l'échelle mondiale et que nous avons pris un certain nombre de mesures pour soutenir le secteur énergétique dans ce pays.

Greg McLean: Monsieur le président, le projet TMX a pris cinq ans et a dépassé le budget à cinq reprises, pour un coût supplémentaire de 28 milliards de dollars de fonds publics, afin de tripler la taille d'un pipeline sur un tracé où il y en avait déjà un. Cela signifie qu'il n'y a ni nouveau pipeline ni nouvelle emprise.

Où sont passés les 28 milliards de dollars?

L'hon. François-Philippe Champagne: Monsieur le président, j'essaie de comprendre la question de mon collègue. Il dit que le Canada doit construire davantage. Je suis d'accord avec lui. Nous devons construire davantage pour pouvoir acheminer nos ressources énergétiques vers les marchés. Je dirais que nos partenaires asiatiques et européens comptent sur le Canada pour jouer un rôle plus important en matière d'énergie.

Greg McLean: Monsieur le président, la réalisation du projet TMX a pris cinq ans et a dépassé le budget de 28 milliards de dollars. Les libéraux viennent d'annoncer un protocole d'entente avec le gouvernement de l'Alberta pour construire un pipeline dont la mise en service est prévue dans sept ans.

Pourquoi faudra-t-il autant de temps, alors qu'une crise énergétique secoue le monde?

• (2100)

L'hon. François-Philippe Champagne: Monsieur le président, comme il est très érudit, mon collègue sait sans doute que l'écosystème énergétique fait actuellement l'objet d'une refonte à l'échelle mondiale. Comme je l'ai dit, la crise au Moyen-Orient oblige les pays à revoir leurs écosystèmes énergétiques. C'est ce que nous avons entendu. Dans ce contexte, on demande au Canada de jouer un rôle plus important dans le domaine de la sécurité énergétique.

Greg McLean: Monsieur le président, le ministre estime-t-il que les investissements dans le secteur canadien des ressources ont augmenté ou diminué depuis 2015?

L'hon. François-Philippe Champagne: Monsieur le président, je suis tout à fait convaincu que nous assisterons à une augmentation des investissements dans le secteur de l'énergie au Canada. Il suffit de penser à l'investissement récent de Shell, qui a réalisé l'un de ses plus gros investissements au Canada. Il y a aussi le projet de LNG Canada, qui est l'un des plus grands du genre. Il y a un certain nombre de projets de gaz naturel liquéfié en cours et il y en aura d'autres parce que les gens...

Le vice-président adjoint: Le député a la parole.

Greg McLean: Monsieur le président, Shell a fait une acquisition, et non un investissement. Je vais faire en sorte que le ministre cite cette différence.

Combien de capitaux du secteur privé ont été retirés du Canada pour financer des projets aux États-Unis au cours des cinq dernières années?

L'hon. François-Philippe Champagne: Monsieur le président, je suis heureux de dire que les investissements étrangers directs au Canada en 2025 s'élevaient à 97 milliards de dollars. Les investisseurs du monde entier voient ce que le Canada a à offrir. Notre

main-d'œuvre est l'une des plus instruites. Nous disposons d'un secteur industriel très solide. Nous avons des minéraux critiques. Nous avons des ressources énergétiques, et nous sommes le seul pays du G7 à avoir conclu des accords de libre-échange avec tous les autres membres du G7. Nous avons tout ce qu'il faut pour réussir.

Greg McLean: Monsieur le président, le ministre sait-il combien de temps il faut, en moyenne, pour faire approuver un grand projet énergétique ou d'infrastructure au Canada?

L'hon. François-Philippe Champagne: Monsieur le président, mon collègue aura l'occasion de voter sur un projet de loi qui contribuerait certainement à construire davantage au pays, et je pense que c'est ce que nous voulons. Nous sommes tous animés par le désir d'avoir davantage d'infrastructures et d'investissements dans ce pays, et c'est une excellente chose pour les investisseurs étrangers. Comme je l'ai dit, les investissements directs étrangers ont totalisé 97 milliards de dollars en 2025. Il s'agit d'un record.

Greg McLean: Monsieur le président, il faut cinq, six, voire sept ans pour obtenir une approbation. Chaque phase est de plus en plus longue, et le ministre ne semble pas comprendre que c'est là la source du problème.

Ce délai est-il plus court qu'aux États-Unis?

L'hon. François-Philippe Champagne: Monsieur le président, j'invite mon collègue à s'entretenir avec des PDG d'entreprises internationales. Il serait ravi d'apprendre qu'ils accordent beaucoup d'importance aux investissements au Canada. Lorsque je voyage et que je rencontre des PDG à l'étranger, ils savent pourquoi le Canada est le meilleur endroit où investir. Il suffit de suivre l'argent, et on constate qu'il y a des investissements importants, comme celui que Shell a fait récemment. Ils parlent avec leur argent.

Greg McLean: C'est intéressant, monsieur le président, car la plupart des PDG mondiaux investissent aux États-Unis et au Mexique — y compris dans les infrastructures —, où la réalisation d'un projet prend environ trois fois moins de temps qu'ici, au Canada.

Selon le ministre, la Loi sur l'évaluation d'impact a-t-elle facilité ou complexifié la réalisation de grands projets au Canada?

L'hon. François-Philippe Champagne: Monsieur le président, les nombreux PDG du monde entier avec qui je m'entretiens accordent une grande importance aux investissements au Canada. Ils apprécient la prévisibilité, la stabilité et la primauté du droit. Prenons par exemple l'investissement récent de Shell, qui considère que le Canada joue un rôle important en tant que superpuissance énergétique.

Melissa Lantsman: Monsieur le président, je vais reprendre là où j'en étais. Le premier ministre a annoncé un plan visant à attirer 1 billion de dollars de nouveaux investissements après que 1 billion de dollars se sont envolés du pays durant le mandat de l'ancien ministre de l'Industrie.

Le ministre peut-il avouer aux Canadiens qu'il ne fait pas preuve d'ambition, mais qu'il tente de limiter les dégâts? Il essaie de remplacer ce qu'a perdu son dernier gouvernement. N'est-ce pas vrai?

L'hon. François-Philippe Champagne: Monsieur le président, je serais heureux de citer un énoncé qui, je n'en doute pas, plaira à ma collègue: « Le Canada est en tête des pays du G7 pour ce qui est des entrées d'investissements directs par habitant ». Nous sommes bien en avance sur les États-Unis, et les investissements que nous faisons vont attirer encore plus d'investissements.

Travaux des subsides

Melissa Lantsman: Monsieur le président, je vois que le ministre ne veut pas répondre à ma question et admettre la vérité. Je vais donc parler d'investissements étrangers directs. Le ministre souligne souvent les chiffres du Canada en matière d'investissements étrangers directs, mais, en tant que ministre des Finances, il sait que ces chiffres n'ont pas tous la même importance.

Peut-il dire à la Chambre quelle part des investissements étrangers directs au Canada depuis 10 ans était liée à des fusions ou des acquisitions, lorsque des entreprises étrangères ont acheté des entreprises canadiennes?

L'hon. François-Philippe Champagne: Monsieur le président, je serais heureux de citer à nouveau ce passage: « Le Canada est en tête des pays du G7 pour ce qui est des entrées d'investissements directs par habitant ». En fait, notre chiffre par habitant est presque le double de celui des États-Unis. Les investisseurs, tout comme ma collègue, comprennent que le Canada est l'endroit idéal où investir. C'est pourquoi les investissements ont atteint un niveau record en 2025, et c'est pourquoi de plus en plus d'entreprises cherchent à investir au Canada. C'est pourquoi nous allons tenir un sommet sur les investissements en septembre, pour attirer des capitaux dans notre pays.

• (2105)

Melissa Lantsman: Monsieur le président, je vais répondre à la question pour le ministre, puisqu'il ne souhaite pas le faire. La réponse est 45 %, soit près de la moitié. Le ministre des Finances peut-il expliquer aux Canadiens ce que signifient réellement les fusions et acquisitions dans ce contexte? Il ne s'agit pas de nouvelles usines. Les gens à la maison le savent. Il ne s'agit pas de nouveaux centres de recherche ni de nouveaux emplois. Qu'est-ce que cela signifie?

L'hon. François-Philippe Champagne: Monsieur le président, j'essaie de comprendre à quoi riment les questions de la députée. Je crois qu'elle devrait se réjouir du fait que le Canada a reçu des niveaux records d'investissements étrangers directs en 2025 et que nous sommes en tête du G7 pour les investissements étrangers directs par habitant. C'est une bonne nouvelle. Nous allons continuer de travailler avec nos collègues pour attirer des investissements dans notre pays.

Melissa Lantsman: Monsieur le président, cette réponse condescendante ne montre pas que le ministre des Finances comprend bien ce que sont les investissements étrangers directs. Ce terme signifie qu'une entreprise étrangère achète une entreprise canadienne. Les décisions stratégiques sont alors transférées à l'étranger, tout comme la propriété intellectuelle et les profits. Il le sait très bien en tant que ministre des Finances. Encore une fois, il nous traite, nous les députés, comme si nous étions stupides.

Selon l'Institut C.D. Howe, les fusions et les acquisitions ne créent généralement pas de nouveaux emplois ni de nouveaux investissements. Pourquoi, alors, le ministre se réjouit-il à la Chambre de l'érosion de l'économie canadienne?

L'hon. François-Philippe Champagne: Monsieur le président, toute bonne conservatrice — et je sais que ma collègue en est une — se réjouirait que l'économie soit ouverte. Le Canada a une économie ouverte, et nous accueillons favorablement les investissements. Nous avons constaté que ces investissements ont contribué à la croissance de notre PIB. Ils ont permis de créer des emplois.

Si on veut parler du secteur de l'automobile, prenons l'exemple de Volkswagen. Il est question de la plus grande usine géante à l'extérieur de l'Europe. Les constructeurs européens choisissent de

s'implanter au Canada, tout comme de nombreux investisseurs, tels que Shell et LNG Canada, et ils créent des possibilités, des emplois, de la croissance et de la richesse dans notre pays.

Melissa Lantsman: Monsieur le président, le ministre des Finances sait que la santé économique du Canada se mesure véritablement à l'aune de l'investissement national. S'il ne le sait pas, il peut toujours demander aux fonctionnaires assis devant lui. Les investissements des Canadiens au Canada et les investissements des entreprises par employé constituent le meilleur indicateur de la croissance et de la productivité des entreprises canadiennes. Il le sait. Il ne le dit pas à la Chambre, mais il le sait.

Le ministre pourrait-il nous dire si les investissements intérieurs par salarié ont augmenté ou diminué au cours des 10 dernières années?

L'hon. François-Philippe Champagne: Monsieur le président, je sais que ma collègue sera heureuse d'apprendre que le Canada affiche la deuxième croissance la plus rapide du G7. Notre croissance est deux fois plus rapide que celle de pays comme l'Allemagne et le Royaume-Uni, et même trois fois plus rapide que celle de l'Italie. Notre croissance est deux fois plus rapide que celle du Japon.

Ce soir, nous devrions rendre hommage aux travailleurs, à l'industrie et aux petites et moyennes entreprises. Ces chiffres parlent d'eux-mêmes.

Melissa Lantsman: Monsieur le président, en vérité, notre économie est la seule du G7 à connaître une contraction, et la réponse est qu'il a baissé de 30 %. Si le ministre s'intéressait vraiment à l'investissement par travailleur, il agirait en conséquence. Or celui-ci a chuté de près d'un tiers.

Statistique Canada prévoit que les dépenses en immobilisations totales pour les ouvrages non résidentiels, tous secteurs confondus, augmenteront de moins de 2 %. Le ministre pense-t-il que cela correspond à une économie qui s'est redressée ou qui est en train de se redresser? Ce n'est certainement pas l'impression qu'en ont les députés de ce côté-ci de la Chambre ni les téléspectateurs qui nous regardent chez eux.

L'hon. François-Philippe Champagne: Monsieur le président, les Canadiens peuvent choisir d'écouter l'opposition ou le Fonds monétaire international, ou FMI, qui n'a pas besoin de faire de la démagogie ni de jouer pour la galerie. Les prévisions du FMI pour la croissance du PIB réel des pays du G7 en 2026 sont les suivantes: Italie, 0,5 %; Japon, 0,7 %; Allemagne, 0,8 %; Royaume-Uni, 0,8 %; France, 0,9 %; et Canada, 1,5 %. Ces chiffres parlent d'eux-mêmes.

[Français]

L'hon. Ginette Petitpas Taylor (Moncton—Dieppe, Lib.): Monsieur le président, je tiens à remercier mon collègue, le ministre des Finances, de son travail acharné et de la mise à jour économique qu'il nous a offerte au printemps.

Je tiens aussi à le remercier de sa récente visite à Moncton. J'ai été très contente de pouvoir l'accueillir. Il a fait un très bon breffage pour ma communauté avec des faits saillants de la mise à jour économique du printemps. Je le remercie.

Travaux des subsides

[Traduction]

Nous savons tous que le monde est en train de changer. Avec la nouvelle dynamique géopolitique, les perturbations des chaînes d'approvisionnement et les avancées technologiques rapides, notamment dans le domaine de l'intelligence artificielle, le monde évolue rapidement, et le Canada doit s'adapter pour prospérer.

Dans le cadre du budget de 2025, le gouvernement compte saisir cette occasion unique en faisant des investissements générationnels pour bâtir des collectivités dynamiques, outiller les Canadiens, protéger notre pays et bâtir l'économie la plus forte du G7. Bon nombre de ces initiatives se reflètent dans le budget principal des dépenses déposé plus tôt cette année, et c'est l'une des raisons pour lesquelles nous sommes passés au cycle budgétaire de l'automne.

Cependant, avec la mise à jour économique du printemps 2026, nous maintenons le cap tout en prenant d'autres mesures pour bâtir un Canada plus fort, plus indépendant et plus résilient, pour faire avancer la construction d'un plus grand nombre de logements abordables et d'infrastructures majeures, et pour réduire les coûts afin d'aider tous les Canadiens à améliorer leur sort. J'ai hâte de parler aujourd'hui de certains de ces investissements clés que nous proposons dans les deux documents que nous avons publiés.

• (2110)

[Français]

Lorsque le ministre des Finances a déposé le budget en 2025, il a présenté aux Canadiens et aux Canadiennes un plan visant à bâtir une économie canadienne propulsée par de grands projets d'intérêt national qui relieront nos régions, diversifieront nos marchés et créeront des centaines de milliers d'emplois bien rémunérés. Ce plan comprenait un investissement de 115 milliards de dollars dans les infrastructures afin de renforcer les services publics, tels que les transports en commun et l'approvisionnement en eau, afin de construire des hôpitaux, afin de soutenir les communautés autochtones et afin de mettre en place des infrastructures commerciales et de transport qui garantiront que nos biens et nos services circulent efficacement dans tout le pays et dans le monde entier.

En parallèle, nous avons investi 25 milliards de dollars dans la construction de logements abordables à grande échelle. Grâce à des initiatives telles que Maisons Canada, à des mesures fiscales ciblées et à des incitatifs stratégiques, ces investissements constituent le pilier du plan le plus ambitieux sur l'offre de logements que le Canada a connu depuis une génération.

Le budget de 2025 a également présenté un cadre quinquennal de 110 milliards de dollars visant à renforcer la productivité et la compétitivité mondiale du Canada entier. La superdéduction à la productivité est un élément central de ce cadre, un ensemble de déductions fiscales accélérées qui permet aux entreprises de déduire immédiatement une plus grande partie du coût de toute immobilisation en capital, y compris une déduction immédiate de 100 % pour les investissements dans les machines et le matériel de fabrication ou de transformation; les infrastructures numériques; l'équipement de recherche scientifique; et les technologies d'énergie propre.

À cela s'ajoute l'élargissement du programme d'encouragements fiscaux à la recherche scientifique et au développement expérimental, qui porte le plafond des dépenses admissibles au crédit d'impôt remboursable à 6 millions de dollars, facilite l'admissibilité et considère à nouveau les dépenses en capital comme des coûts admissibles. Ensemble, ces mesures favorisent à la fois l'innovation et

les investissements en capital et elles constituent une stratégie coordonnée visant à stimuler la croissance économique et la compétitivité à long terme.

[Traduction]

Nous savons que nous ne pouvons pas bâtir un Canada fort sans protéger notre population et nos valeurs. C'est pourquoi le budget de 2025 comprenait également des investissements de portée historique pour assurer notre souveraineté, notamment en atteignant cette année l'objectif de l'OTAN de 2 % du PIB en dépenses de base pour la défense, soit cinq ans plus tôt que prévu, et en mettant le Canada sur la voie de respecter l'engagement de l'OTAN d'investir 5 % dans la défense d'ici 2035.

Pour assurer la sécurité des Canadiens chez eux, nous renforçons la sécurité à la frontière, nous prenons des mesures contre le crime organisé et le trafic illégal, et nous respectons la primauté du droit dans toutes les régions. Nous le faisons en mettant en œuvre le plan frontalier du Canada et en réalisant des investissements clés dans le budget de 2025, comme l'embauche de 1 000 nouveaux agents au sein de l'Agence des services frontaliers du Canada, la modernisation de la technologie frontalière et le renforcement de l'échange de renseignements pour mettre fin au trafic illégal d'armes à feu et de drogues et au passage de clandestins.

Le gouvernement du Canada rend tous ces investissements possibles en changeant son fonctionnement. Nous avons réduit les dépenses de fonctionnement, notamment en rationalisant la fonction publique, en réduisant les formalités administratives et en éliminant les dépenses inutiles afin de donner la priorité aux investissements à long terme et d'offrir de meilleurs services à tous les Canadiens. En fait, nous ralentissons la croissance moyenne des dépenses de programmes directes, qui est passée de 8 % au cours de la dernière décennie à 2,2 % de 2025-2026 à 2030-2031. Ces efforts sont renforcés par l'examen complet des dépenses du gouvernement, qui réduit systématiquement les inefficacités et recentre les dépenses sur les priorités fondamentales, ce qui contribue, avec d'autres mesures, à un total de 60 milliards de dollars d'économies et de revenus au cours des 5 prochaines années.

Pendant la même période, nous avons présenté un nouveau cadre de budgétisation des investissements en capital, exposé en détail dans le budget de 2025, qui établit une distinction entre les dépenses de fonctionnement courantes et les investissements en capital, afin d'orienter les décisions et les investissements qui génèrent des résultats à long terme pour les Canadiens. Cette nouvelle approche ne remplacera pas le processus actuel de rapports financiers; elle l'améliorera tout en donnant une idée plus claire des investissements qui renforceront l'économie canadienne dans les années à venir.

Il est essentiel de revoir la taille du gouvernement dans le cadre d'un processus rigoureux d'examen exhaustif des dépenses afin de réaffecter les ressources vers des investissements générationnels qui contribuent davantage à bâtir le pays et qui produisent des résultats. C'est comme ça que nous investissons dans l'avenir du Canada.

Travaux des subsides

● (2115)

[Français]

Cela m'amène à la mise à jour économique du printemps, qui maintient cette rigueur budgétaire tout en investissant dans les Canadiens et les Canadiennes. Je tiens à souligner une des principales mesures, soit le Fonds pour un Canada Fort, qui est un fonds d'investissement souverain, conçu en vue de réaliser des projets d'infrastructure et des projets d'intérêt national de portée historique et d'accroître la richesse pour les générations à venir. Ce nouveau fonds investira dans des entreprises et des projets canadiens stratégiques aux côtés d'investisseurs privés afin de créer des emplois, de soutenir l'innovation et de rendre le Canada plus compétitif. De plus, les Canadiens eux-mêmes auront la possibilité d'investir dans ce fonds, ce qui leur permettra de partager sa réussite.

Nous lançons aussi l'initiative Une équipe Canada forte, un effort national visant à recruter, à former et à embaucher entre 80 000 et 100 000 nouveaux travailleurs de métiers spécialisés désignés Sceau rouge. Ce programme novateur est particulièrement intéressant pour les Canadiens et les Canadiennes qui suivent une formation d'apprentis, notamment les jeunes, puisqu'il offre jusqu'à 16 000 \$ de supplément de revenu hebdomadaire pendant leur formation et une prime de 5 000 \$ à la fin de celle-ci. Il présente également un intérêt pour les employeurs qui peuvent bénéficier d'un incitatif direct pouvant atteindre 10 000 \$ sous forme de subventions salariales par apprenti.

Afin de soutenir davantage les jeunes, notre gouvernement rend les études plus abordables en prolongeant la bonification des bourses d'études canadiennes et des prêts d'études canadiens sans intérêt pour une année supplémentaire, ce qui profitera à des milliers d'étudiants partout au pays.

De plus, la mise à jour économique poursuit sur la lancée de Maisons Canada en établissant un plan pour accroître l'offre, réduire les coûts et aider les Canadiens à se trouver un chez-soi sûr et un chez-soi abordable. Ce plan aussi prévoit notamment de réduire les formalités administratives pour accélérer la construction de logements, soutenir l'innovation du secteur de la construction, débloquer rapidement plus de 7 milliards de dollars de financement à faible coût, ainsi qu'augmenter l'offre de logements et de protéger les emplois dans les secteurs de la construction partout au Canada. Cela implique également d'aider les personnes les plus démunies en prolongeant l'aide aux personnes en situation d'itinérance et en veillant à ce que les victimes de violence fondée sur le genre aient accès à un logement sécuritaire.

Ce n'est pas tout, mais, puisque mon temps de parole s'écoule, je vais quand même prendre quelques minutes pour poser des questions au ministre, mon cher ami et collègue.

Le ministre des Finances peut-il parler davantage du fonds d'investissement souverain, notamment en expliquant comment ce fonds appuiera les investissements du gouvernement et de quelle manière cela va aider les Canadiens et les Canadiennes?

L'hon. François-Philippe Champagne (ministre des Finances et du Revenu national, Lib.): Monsieur le président, je me tourne pendant une seconde vers ma collègue pour la remercier parce que je sais comment les jeunes de Moncton—Dieppe sont fiers ce soir d'avoir une voix forte qui est à Ottawa. C'est une collègue que je peux applaudir. C'est une voix forte pour la région, et pour le Nouveau-Brunswick. Quand ma collègue parle, Ottawa écoute. La preuve, c'est que ma collègue a été une des architectes de plusieurs

de ces mesures que l'on retrouve dans le budget et dans l'énoncé économique. Je veux vraiment dire aux gens de Moncton—Dieppe qu'ils ont fait un excellent choix, parce que ma collègue fait un travail extraordinaire, et ce, depuis bien des années. J'ai eu la chance de siéger avec elle.

Elle a raison: dans l'énoncé économique, nous avons dit que nous devons bâtir un Canada fort pour tous, c'est-à-dire en mettant des mesures structurelles en place. Le Fonds pour un Canada fort, notre premier fonds souverain national, est l'une des mesures phares. Nous nous sommes dit, avec le premier ministre, que nous voulions créer un instrument de richesse collective. On a vu à quel point, dans les pays nordiques qui ont créé des fonds souverains, par exemple, ça avait servi les collectivités, les travailleurs et les familles. De façon très canadienne, nous avons permis aux individus d'investir. Ceux qu'on appelle M. et Mme Tout-le-Monde vont pouvoir investir aussi dans ce grand fonds, s'ils ont le goût et un peu d'épargne. Ils pourront voir leur contribution augmenter au fil des années et ils pourront dire aussi qu'ils ont contribué à bâtir ce grand pays. Nous disons un Canada fort pour tous, et il y a quelque chose de très canadien à dire aux gens qu'ils peuvent contribuer s'ils le veulent.

Je veux remercier encore ma collègue de son leadership exemplaire, parce qu'elle a été là pour toujours nous rappeler comment on peut bâtir des communautés. Je sais qu'elle vient d'une partie du pays qui est comme la mienne. On parle souvent de ruralité et de régions. Mes collègues aussi comprennent l'importance des régions. Je dois dire que c'est une collègue d'exception qui a fait un travail important, et plusieurs de ses idées se sont retrouvées dans le budget de 2025 et dans l'énoncé économique.

Je la salue au nom de tous les gens de Moncton—Dieppe ce soir pour son travail.

● (2120)

[Traduction]

L'hon. Ginette Petitpas Taylor: Monsieur le président, il a été question un peu plus tôt des investissements étrangers directs et du fait que le Canada a atteint un niveau record à cet égard. Je me demande si mon collègue peut nous en dire plus sur les conditions qui ont créé cet environnement. Peut-être qu'il peut aussi nous parler des avantages pour le Canada?

L'hon. François-Philippe Champagne: Monsieur le président, c'est un plaisir d'avoir des collègues exceptionnels qui viennent poser des questions très pointues.

Travaux des subsides

En fait, je sais que mes collègues conservateurs comprennent eux aussi que le Canada offre une stabilité et une prévisibilité sans pareil, ainsi que la primauté du droit. Comme beaucoup de mes collègues, j'ai fait des études de droit. Je me souviens d'un professeur qui disait: « Trouvez-moi un endroit au monde où le pilier de l'investissement fait défaut. Nous avons constaté que lorsque ce pilier fait défaut, les investissements ne suivent pas. » Le pilier de l'investissement, c'est la stabilité, la prévisibilité et la primauté du droit. Dans un monde très divisé, où l'indice d'incertitude atteint son plus haut niveau pratiquement depuis 1945, on comprend pourquoi le Canada se démarque sur la scène internationale. Dans le brouillard de l'incertitude, nous sommes le phare. C'est ce que j'ai dit lors de la réunion du Fonds monétaire international à la rencontre du G7. Le Canada est un phare dans le brouillard de l'incertitude. Ce sont les mots de la directrice générale du Fonds monétaire international. Elle a déclaré que le monde est enveloppé dans le brouillard de l'incertitude, et que notre mission, dans un monde plus complexe et instable, est d'apporter ce genre de certitude.

Qu'est-ce que la certitude de nos jours? La certitude aujourd'hui, c'est ce que nous pouvons contrôler. Comme l'a dit le premier ministre, nous allons nous concentrer sur ce que nous pouvons contrôler: supprimer les obstacles au commerce interprovincial, ouvrir nos marchés à l'étranger, exporter vers de nouveaux marchés, aménager les infrastructures, construire des logements, améliorer notre compétitivité, investir dans l'innovation et bâtir un pays fort. C'est exactement ce que nous faisons. Nous bâtissons un Canada fort grâce à l'investissement. Je dirais que les pays qui ont confiance en eux investissent en eux-mêmes.

Le Canada se démarque une fois de plus. Mes collègues le comprendront. Selon le FMI, seuls deux pays se distinguent: l'Allemagne et le Canada, deux pays dotés d'une note de crédit AAA et disposant des moyens nécessaires pour investir. Il a déclaré que si ces pays investissaient dans le logement, les infrastructures, la capacité concurrentielle et l'innovation, ils réussiraient.

Voilà pourquoi le Canada se classe deuxième parmi les pays du G7 pour son rythme de croissance, qui est deux fois plus élevé que celui de nos partenaires européens, deux fois plus élevé que celui de l'Allemagne, deux fois plus élevé que celui du Japon et trois fois plus élevé que celui de l'Italie. Ce sont nos politiques, nos travailleurs exceptionnels et nos industries vigoureuses qui sont à l'origine de cette croissance. Si nous connaissons une telle croissance, c'est grâce...

Le président: Nous reprenons le débat. La députée de Newmarket—Aurora a la parole.

Sandra Cobena (Newmarket—Aurora, PCC): Monsieur le président, je partagerai mon temps de parole avec le député de Calgary—Est.

Le fonds souverain de la Norvège est considéré comme un modèle d'excellence, et son succès vient des excédents budgétaires réinvestis et des recettes pétrolières et gazières. D'où viennent les 25 milliards de dollars de capitaux de lancement pour le fonds du Canada?

L'hon. François-Philippe Champagne (ministre des Finances et du Revenu national, Lib.): Monsieur le président, je suis heureux de voir que ma collègue parle du Fonds pour un Canada fort. Comme elle l'a mentionné, des pays nordiques ont déjà créé, à leur façon, quelque chose d'assez semblable. Je pense qu'il était temps que le Canada crée un de ces piliers d'investissement pour être en mesure de créer...

Le président: La députée a la parole.

Sandra Cobena: Monsieur le président, le ministre n'a pas répondu à la question. Il s'agira de fonds empruntés, 25 milliards de dollars empruntés, tandis que la Norvège alimente son fonds à l'aide d'excédents.

Ma prochaine question est la suivante: la Norvège garantit également des investissements mondiaux diversifiés. Comment ce fonds compte-t-il produire les meilleurs rendements de sa catégorie sans diversification mondiale?

● (2125)

L'hon. François-Philippe Champagne: Monsieur le président, ma collègue demandait où elle pouvait trouver les détails concernant la provenance des fonds. Elle les trouvera à la page 147 de la version française des soldes budgétaires. Elle pourra savoir exactement où l'argent est inscrit dans les comptes financiers du Canada.

Sandra Cobena: Monsieur le président, ma question portait sur la diversification des investissements. Je n'ai pas obtenu de réponse. En réalité, la Norvège n'investit pas les fonds sur son territoire. Or, le ministre propose exactement le contraire, soit d'investir seulement au Canada.

Ma prochaine question au ministre est la suivante: la Norvège, qui est l'exemple à suivre dans ce domaine, veille à ce que son fonds soit à l'abri de toute ingérence politique, alors comment notre fonds peut-il être indépendant s'il donne la priorité à des intérêts publics définis par des politiciens comme lui?

L'hon. François-Philippe Champagne: Monsieur le président, ma collègue connaît fort bien ce sujet, car elle a travaillé dans le domaine des finances pendant la majeure partie de sa carrière avant de se lancer en politique.

Nous avons été extrêmement clairs quant à la gouvernance du fonds: il sera indépendant du gouvernement, et ses gestionnaires prendront leurs propres décisions en toute indépendance. Nous avons précisé que ce fonds investira dans des projets d'intérêt national et dans des entreprises canadiennes. Un mandat comme celui-là concorde parfaitement avec celui d'autres fonds dans le monde. Je pense que la députée devrait voir l'avantage de créer une richesse collective pour les Canadiens.

Sandra Cobena: Monsieur le président, d'un côté, le ministre affirme qu'il n'y aura aucune influence du politique, mais du même souffle, il dit « nous » veillerons à ce que ce soit des projets d'intérêt national, et « nous » déciderons de quels projets il s'agira. La réalité, c'est que, en Norvège, il n'y a aucune influence du politique, alors qu'ici, ce sera tout le contraire.

Ma question au ministre des Finances est la suivante. Si le fonds ne correspond à aucun des principes fondamentaux d'un fonds souverain traditionnel, pourquoi le ministre a-t-il dit aux Canadiens qu'il s'agissait en fait d'un fonds souverain?

L'hon. François-Philippe Champagne: Monsieur le président, ma collègue est très versée en finance. Il y a une différence entre le mandat, dont nous avons dit qu'il était très clair, et la gouvernance, qui sera, nous l'avons dit également, indépendante. Le fonds disposera de son propre conseil d'administration et sera indépendant du gouvernement. Nous savons que c'est très important. Quand on crée un fonds souverain, la gouvernance est très importante.

Travaux des subsides

La députée peut avoir l'assurance que nous avons mené de nombreuses consultations auprès de fonds du monde entier et que nous intégrons les pratiques exemplaires, car, encore une fois, nous voulons un fonds de classe mondiale qui servira les...

Le président: La députée a la parole.

Sandra Cobena: Monsieur le président, le ministre assure aux Canadiens que le conseil sera indépendant. Qui nommera ces membres indépendants?

L'hon. François-Philippe Champagne: Monsieur le président, comme je l'ai dit à maintes reprises — et nous avons été très clairs sur ce point — le fonds sera indépendant du gouvernement. Nous savons qu'il s'agit d'une caractéristique très importante de ce fonds. Il sera indépendant du gouvernement. Les décisions d'investissement seront basées sur...

Le président: La députée a la parole.

Sandra Cobena: Monsieur le président, la réalité, c'est que le gouvernement libéral va nommer un conseil d'administration libéral. Ce fonds se composera d'argent emprunté, il ne sera pas diversifié et il fera l'objet d'une ingérence politique totale. Ce sont là les caractéristiques d'une caisse noire politique, alors comment le ministre peut-il appeler cela un fonds souverain?

L'hon. François-Philippe Champagne: Monsieur le président, j'ai énormément de respect pour ma collègue, mais je pense que c'est irresponsable de sa part de parler en ces termes de quelque chose qui va créer de la richesse pour les Canadiens. Nous avons mené de vastes consultations auprès d'experts en fonds du monde entier au sujet des pratiques exemplaires, et le point de vue de ma collègue ne correspond pas du tout à ce que nous avons entendu de leur part en ce qui concerne la création d'un fonds au Canada. Ils savent que c'est quelque chose qui va bien servir les Canadiens.

Sandra Cobena: Monsieur le président, il existe des fonds souverains incroyablement prospères dans le monde. Le ministre choisit de ne pas suivre l'exemple et, en fait, il fait le contraire. C'est élémentaire. Pourquoi le ministre choisit-il de faire cela?

L'hon. François-Philippe Champagne: Monsieur le président, les propos de ma collègue sont très différents de ceux que tiennent les investisseurs internationaux. Si elle lit la presse internationale, elle verra que le monde a salué le Canada pour avoir créé son propre fonds souverain national d'une manière très canadienne, en permettant aux investisseurs individuels de partager...

Le président: La députée a la parole.

Sandra Cobena: Monsieur le président, nous avons un exemple. Les libéraux ont créé la Banque de l'infrastructure du Canada. Elle était censée financer des projets d'infrastructure qui sont dans l'intérêt public, mais elle ne peut même pas injecter dans l'économie les 35 milliards de dollars dont elle dispose à cause des obstacles réglementaires créés par le gouvernement.

Comment le ministre peut-il prétendre que cette banque sera en mesure d'injecter dans l'économie les fonds qui lui seront accordés?

• (2130)

L'hon. François-Philippe Champagne: Monsieur le président, c'est une chose de poser des questions, et tous les députés ont un rôle à jouer. Je comprends que le rôle de l'opposition est de poser des questions, mais je ne comprends pas pourquoi ce serait bon de dénigrer un instrument qui va créer de la richesse collective pour les Canadiens. À la Chambre, nous devrions tous travailler ensemble pour créer une structure, pour créer plus de richesse pour les Canadiens et...

Le président: La députée a la parole.

Sandra Cobena: Monsieur le président, je ne dénigre rien. En fait, je pose des questions très simples et je n'obtiens aucune réponse.

Le comité des transports a recommandé l'abolition de la Banque de l'infrastructure du Canada parce qu'elle a profité à des initiés nommés par les libéraux et qu'elle n'a pas réussi à combler les lacunes en matière d'infrastructures. Pourquoi les libéraux s'entêtent-ils à maintenir une politique inefficace? Pourquoi refusent-ils de suivre les pratiques exemplaires d'autres fonds souverains?

L'hon. François-Philippe Champagne: Nous avons justement consulté les responsables d'autres fonds souverains dans le monde, monsieur le président. Nous avons d'ailleurs dit que nous le ferions. Nous avons déjà défini les paramètres du fonds. Nous adopterons des pratiques exemplaires, mais parallèlement, les députés devraient se réjouir du fait que les investisseurs particuliers aient la possibilité de profiter de la croissance que nous générerons au pays.

Sandra Cobena: Alors que les Canadiens ont à peine les moyens de faire l'épicerie, monsieur le président, le PDG de la Banque de l'investissement du Canada touche un salaire qui frôle le million de dollars. Nous n'en avons pas pour notre argent. Pourtant, le premier ministre et le ministre entendent maintenant reproduire ce modèle dans une énième structure bureaucratique, avec ses propres cadres qui toucheront eux aussi des millions de dollars.

Il faut faire preuve de transparence. À combien s'élèvera le salaire que le ministre versera à ce nouveau PDG et au nouveau conseil d'administration du fonds souverain?

L'hon. François-Philippe Champagne: Monsieur le président, c'est difficile de suivre le fil des questions de la députée ce soir. Après avoir dit que les fonds souverains sont une bonne chose, elle cherche maintenant à nous reprocher d'en lancer un. Elle est très difficile à suivre. D'après elle, est-ce que c'est une bonne ou une mauvaise chose?

Les exemples à l'étranger, notamment dans les pays scandinaves, montrent que la création d'un fonds souverain est une bonne chose pour la population. C'est pourquoi nous entendons lancer le nôtre, au Canada, en appliquant les pratiques exemplaires.

Sandra Cobena: Monsieur le président, si le député s'inspirait véritablement de l'excellent exemple de la Norvège, avec ses excédents budgétaires, sa diversification et l'absence d'ingérence politique, ce serait en effet une bonne chose. Or, ce n'est pas le cas ici, au contraire. C'est pourquoi je pose ces questions, mais le député n'y répond pas.

Autre question: quel est le coût du fonds? Nous n'avons obtenu aucune information à ce sujet. J'ai posé la question à la directrice parlementaire du budget. Elle n'en avait pas la moindre idée. Le gouverneur de la Banque du Canada m'a dit de m'adresser aux fonctionnaires du ministre des Finances. Eux aussi ignoraient la réponse.

Je pose à nouveau la question au ministre. Combien le fonds souverain coûtera-t-il aux Canadiens au cours des cinq prochaines années?

L'hon. François-Philippe Champagne: Monsieur le président, la députée trouvera la réponse à sa question dans le tableau A1.9 à la page 125 de la version anglaise de la mise à jour économique du printemps. Tout y est.

Travaux des subsides

Sandra Cobena: Monsieur le président, combien les Canadiens paieront-ils en intérêts sur la dette de 25 milliards de dollars utilisée pour créer le fonds? Je veux juste le chiffre.

L'hon. François-Philippe Champagne: Encore une fois, monsieur le président, je sais que la députée voudra consulter le document. Tout est là, à la page 125. C'est dans le tableau A1.9. Elle verra les chiffres.

Sandra Cobena: Monsieur le président, combien coûtera la bureaucratie? Je veux juste le montant.

Le ministre doit bien connaître ces montants. J'aimerais simplement connaître le montant que ça coûtera en bureaucratie.

L'hon. François-Philippe Champagne: Monsieur le président, comme je l'ai dit, il s'agit d'une structure importante que nous allons mettre sur pied pour créer de la richesse collective au pays. En ce qui concerne les montants que ma collègue demande, elle les trouvera dans la mise à jour économique du printemps. Elle sera en mesure d'y trouver ces montants par elle-même.

Comme elle l'a dit, et je pense que nous devrions tous nous en réjouir, c'est une bonne chose que le Canada ait son propre fonds d'investissement souverain.

Jasraj Hallan (Calgary-Est, PCC): Monsieur le président, pourquoi le ministre des Finances financera-t-il un soi-disant fonds souverain avec la dette des contribuables?

L'hon. François-Philippe Champagne (ministre des Finances et du Revenu national, Lib.): Monsieur le président, comme je l'ai dit, les fonds de départ proviendraient du fonds consolidé du Canada. Ensuite, évidemment, il y aura d'autres actifs qui seront mis à contribution et d'autres investissements qui seront faits dans le fonds.

• (2135)

Jasraj Hallan: Monsieur le président, qui doit payer la note pour le fonds consolidé dont parle le ministre?

L'hon. François-Philippe Champagne: Monsieur le président, c'est assez évident quand on dit que le capital de départ proviendra du fonds consolidé du Canada. Toutefois, après cela, le fonds aura évidemment ses propres sources d'investissement et générera des revenus qui pourront être réinvestis et créer de la richesse pour les Canadiens.

Jasraj Hallan: Monsieur le président, au cours des dix dernières années, nous avons vu le gouvernement libéral créer de nombreuses autres structures administratives qui n'ont atteint aucun de leurs objectifs et qui ont accumulé d'importants déficits. Pourquoi le ministre voudrait-il créer un nouveau fonds de dette alimenté par l'argent des contribuables?

L'hon. François-Philippe Champagne: Monsieur le président, j'aimerais que mon collègue fasse preuve d'un peu plus d'ambition pour ce pays. Il s'agit de créer un instrument permettant d'assurer la prospérité collective des Canadiens. Si cela fonctionne pour les pays nordiques, comme l'a dit mon collègue, pourquoi cela ne fonctionnerait-il pas pour le Canada?

Je pose la question à mon collègue. Pourquoi ne serait-ce pas une bonne chose pour le Canada d'avoir son propre fonds souverain? Je pense que c'est une bonne chose, et cela a été...

Le vice-président: Le député de Calgary Est a la parole.

Jasraj Hallan: Monsieur le président, les fonds souverains nordiques sont alimentés par les surplus ou les redevances provenant des revenus tirés des ressources naturelles. Le fonds que le ministre

est en train de créer sera quant à lui financé par des emprunts. Pourquoi?

L'hon. François-Philippe Champagne: Monsieur le président, j'invite mon collègue à examiner différents fonds souverains. Il en existe différents modèles à travers le monde. Comme je l'ai dit, cet instrument permettra de créer de la richesse pour les Canadiens.

Je ne comprends pas pourquoi le député dénigre le fait que nous créons de la richesse collective pour les Canadiens. J'espère que mon collègue...

Le président: Le député a la parole.

Jasraj Hallan: Monsieur le président, la loi norvégienne prévoit que le fonds souverain de la Norvège n'investit pas sur son territoire, car cela pourrait causer de l'inflation. Pourquoi le ministre fait-il le contraire avec ce fonds de dette?

L'hon. François-Philippe Champagne: Monsieur le président, c'est une excellente chose que le fonds investisse dans des projets canadiens d'intérêt national. Nous voulons bâtir ce pays. Nous voulons construire à une vitesse et à une échelle que nous n'avons pas connues depuis des générations. C'est notre modèle canadien, et je dirais qu'il s'inscrit tout à fait dans la lignée d'autres fonds souverains dans le monde.

Jasraj Hallan: Monsieur le président, le ministre, sous son gouvernement, a créé une caisse noire environnementale où des membres du conseil d'administration nommés par les libéraux ont donné environ 59 millions de dollars à leurs amis proches du Parti libéral. C'est un énorme scandale libéral qui s'est produit pendant qu'ils étaient au pouvoir.

Ce fonds est-il une autre caisse noire environnementale?

L'hon. François-Philippe Champagne: Monsieur le président, je rejette la prémisse de la question.

Je dirais ceci aux Canadiens qui nous regardent à la maison. J'espère qu'ils voient ce dont il est question ici. Le Canada met en place un mécanisme pour créer de la richesse collective et pour permettre aux Canadiens d'investir et de participer à la création de cette richesse. J'espère simplement que nos collègues conservateurs feront preuve de plus...

Le président : Le député de Calgary-Est a la parole.

Jasraj Hallan: Monsieur le président, le ministre des Finances peut-il confirmer qu'il ne participera pas au processus de nomination des membres du conseil d'administration de ce nouveau fonds de dette?

L'hon. François-Philippe Champagne: Monsieur le président, nous comprenons parfaitement que la gouvernance est essentielle en ce qui concerne le fonds d'investissement souverain. Nous avons dit très clairement et très précisément qu'il sera indépendant du gouvernement du Canada.

Jasraj Hallan: Monsieur le président, un conseil d'administration sera nommé pour le nouveau fonds de dette que le ministre des Finances a créé. Qui nommera les membres de ce conseil d'administration, et le ministre des Finances participera-t-il à ce processus?

L'hon. François-Philippe Champagne: Monsieur le président, comme je l'ai dit, il s'agira de personnes très expérimentées dans le domaine de la gouvernance. Nous savons que la gouvernance est un élément clé en ce qui concerne le fonds d'investissement souverain.

Travaux des subsides

Je dirais que la feuille d'érable est considérée comme la meilleure de sa catégorie dans le monde entier. Nous savons ce qui compte. Ce qui compte, c'est que le fonds...

Le président: Le député de Calgary-Est a la parole.

Jasraj Hallan: Monsieur le président, le ministre peut simplement dire clairement qu'il ne participera pas au processus. De toute évidence, il est très préoccupant qu'il ne puisse pas dire clairement aux Canadiens qu'il ne participera pas à la nomination des membres du conseil d'administration.

Peut-il prendre la parole et dire clairement aux Canadiens qu'il ne participera pas à la nomination des membres du conseil d'administration de ce nouveau fonds de dette?

L'hon. François-Philippe Champagne: Monsieur le président, cela fait des heures que je m'y emploie ce soir. Je vais répéter ce que j'ai déjà dit.

Nous sommes parfaitement conscients que la gouvernance est un élément essentiel lors de la création d'un fonds souverain, et celui-ci fonctionnera en toute indépendance par rapport au gouvernement du Canada. Nous l'avons clairement indiqué dès le départ. Nous mènerons des consultations afin d'intégrer les pratiques exemplaires que nous observons aux quatre coins du monde.

[Français]

Marianne Dandurand (Compton—Stanstead, Lib.): Monsieur le président, je prends la parole aujourd'hui au sujet de la mise à jour économique du printemps.

Nous vivons une période de grands bouleversements économiques et géopolitiques. Le contexte mondial se durcit, les chaînes d'approvisionnement sont fragilisées, le protectionnisme progresse et les tensions commerciales ont des effets directs sur nos travailleurs, nos entreprises et nos régions.

Dans ce contexte, il y a deux façons de réagir. Il y a ceux qui minimisent la transformation en cours et il y a ceux qui choisissent d'agir. Notre gouvernement fait partie de ceux qui choisissent d'agir.

Notre responsabilité est claire: bâtir une économie plus forte, plus autonome et plus résiliente, tout en protégeant les Canadiens aujourd'hui même avec des mesures concrètes et immédiates pour les aider à faire face à la hausse du coût de la vie. C'est exactement ce qu'on retrouve dans la mise à jour économique du printemps.

C'est une mise à jour qui soutient les familles face au coût de la vie. Elle investit dans les travailleurs, dans les régions et dans les infrastructures. Elle le fait aussi sans compromettre une gestion responsable des finances publiques.

Nous venons de passer deux semaines dans nos circonscriptions respectives. Sur le terrain, les gens nous ont parlé de leur réalité et des problèmes qu'ils ont du côté du coût du logement, du prix de l'épicerie et du prix de l'essence.

Dans nos régions, on parle aussi beaucoup de la pénurie de main-d'œuvre qui affecte les entreprises et qui freine la croissance. Devant cela, nous avons des choix politiques à faire.

Certaines personnes proposent de réduire le rôle de l'État au moment même où les familles demandent de l'aide et où elles ont besoin de soutien. Nous, nous faisons l'inverse. Nous écoutons les familles et nous leur offrons des mesures concrètes.

Nous allons aider 22 millions de Canadiens au moyen d'une baisse d'impôts qui va toucher toute la classe moyenne. Nous met-

tons aussi en place une nouvelle allocation canadienne pour l'épicerie et les besoins essentiels. Ce soutien direct aux familles sera versé une première fois au début du mois de juin; ce sera quatre fois par année.

Nous éliminons la TPS sur certains nouveaux logements admissibles, ce qui permettra à des acheteurs d'une première maison d'économiser jusqu'à 50 000 \$. Nous augmentons aussi le délai de grâce pour le remboursement du RAP, soit le régime d'accession à la propriété, de deux à cinq ans afin d'appuyer les acheteurs d'une maison.

Nous prenons aussi une autre mesure pour appuyer les familles, qui consiste à suspendre temporairement la taxe d'accise fédérale sur l'essence et le diesel afin d'offrir un répit immédiat alors qu'il y a une flambée des prix de l'essence.

Ce sont des choix clairs: soutenir les gens ou les laisser absorber seuls la hausse du coût de la vie. De notre côté, nous soutenons les gens de chez nous.

La mise à jour économique du printemps investit aussi dans la formation de la relève. Au moyen d'un programme appelé Équipe Canada forte, nous formerons entre 80 000 et 100 000 travailleurs spécialisés dans des domaines où les besoins sont réels et fournirons un soutien accru aux apprentis. Cela inclut aussi le programme des cadets.

J'ai une bonne pensée, aujourd'hui, pour les jeunes de ma région qui font partie de certains corps de cadets, comme l'escadron 670 Haut-St-François, le corps de cadets 2449 Rock Forest-St-Élie-Deauville, le corps de cadets 2852 Coaticook et le Bishops College School No. 2 Cadet Corps, qui est le plus ancien corps de cadets en activité au Canada.

Ces jeunes sont nos chefs de file de demain. Ils acquièrent des compétences qui leur seront utiles toute leur vie, comme la discipline, la rigueur et le travail d'équipe.

Je dois dire que j'ai moi-même passé mon adolescence comme membre des cadets de la Marine, au 247 Les Timoniers De Valcourt et au 257 Le Montagnais de Chicoutimi. Je sais ce que cela représente dans la vie d'un jeune que de faire partie de ce mouvement.

C'est la saison des revues annuelles; je veux donc souligner les accomplissements de ces jeunes au sein du mouvement des cadets et remercier tous ceux qui les encadrent. À ceux qui partiront en camps d'été, je souhaite des expériences mémorables.

Ces jeunes sont la relève et, il faut être honnête, sans soutien à la relève, il n'y a pas d'avenir économique solide. C'est pourquoi nous appuyons aussi les jeunes entrepreneurs et les transitions d'entreprises, notamment dans le modèle des fiducies collectives d'employés.

● (2140)

Si un groupe d'employés veut reprendre une entreprise, nous exonérerons les gains en capital pour les vendeurs, ce qui va les inciter à conclure cette vente. Nous appuierons aussi les coopératives de travailleurs.

Travaux des subsides

Dans ma région, on a la chance d'avoir des jeunes qui ont envie de se lancer en affaires. Je souhaite souligner des entreprises de chez nous qui se sont démarquées, cette année, au défi OSEntreprendre Estrie: O'Bois Équipement inc.; Éloi Saint-Arnaud Paysagiste et Solutions Nexolink — ce sont des entreprises de la MRC de Coaticook —, et la Cidrerie Pomme Sauvage de la MRC Le Haut-Saint-François. Je voudrais aussi souligner la ferme Bec-O Lanctôt de Compton, qui a été lauréate dans le volet réussite, qui prouve qu'on peut bâtir, évoluer et, surtout, durer, chez nous.

Je veux saluer les jeunes derrière des projets scolaires qui se sont démarqués: le projet « Les recettes de chez nous, pour vous! » de l'école Notre-Dame-du-Sacré-Cœur à Weedon; le projet « Les petits MERCI » de l'école Saint-Paul à East Angus et le projet « Allume ta flamme! » de la polyvalente Louis—Saint-Laurent à East Angus, qui a eu le coup de cœur régional coopératif. On a des jeunes qui ont une foule d'idées et je leur souhaite le meilleur des succès, alors que certains se lancent en affaires.

La question est simple: doit-on soutenir cette énergie ou la freine-t-on?

Le choix de notre gouvernement est clair, nous allons soutenir les jeunes parce que ce sont eux qui sont au cœur de la vie de nos communautés.

La force de notre économie se construit aussi à l'échelle de nos centres-villes et dans nos rues principales, avec nos commerces locaux. Elle se construit avec des intervenants qui osent et qui sont créatifs.

Je veux souligner le travail de Julie Favreau, la directrice générale de Rues principales Coaticook, qui a gagné le Prix personnalité de l'année du regroupement Rues principales pour son engagement concret envers la vitalité économique locale. Le même gala a aussi permis à l'équipe composée d'Éric Gauthier, de Sherbrooke Innovante, et de Sébastien Croteau, connu sous le nom d'artiste l'Inconnu dans le noir, de Cookshire-Eaton, d'obtenir le Prix coup de cœur du public pour leur projet d'illumination des réservoirs d'eau à Rock Forest, qui rend scintillantes la période de l'Halloween et la période de Noël dans ma région.

Ce sont des gens qui passent de la parole aux actes et qui animent nos communautés.

La Mise à jour économique fait aussi de la place à la transformation agricole et agroalimentaire, des secteurs qui me tiennent particulièrement à cœur. Notre gouvernement trouve aussi très important d'investir dans la transformation agroalimentaire.

Récemment, le restaurant Les Mal-Aimés de Cookshire-Eaton, qui est dirigé par Yannick Côté et Daniel Charbonneau, a reçu une étoile verte du Guide Michelin Québec 2026 pour son engagement envers le développement durable et l'achat local. En effet, 60 % des produits qui sont servis à ce restaurant viennent de leur ferme et le reste provient directement du Québec. C'est un modèle économique concret qui appuie les entreprises de chez nous. Ce n'est pas le seul restaurant de chez nous qui s'est taillé une place dans le Guide Michelin du Québec. Je veux aussi souligner la réalisation du restaurant Le Hatley du Manoir Hovey ainsi que le Tap Room, qui ont été reconnus dans le Guide Michelin. C'est une source de fierté de voir, chez nous, des entreprises qui font leur marque dans une publication qui est diffusée partout au monde.

La Mise à jour économique reconnaît les réalités du Québec et des régions. Elle prolonge les mesures de l'assurance-emploi pour

les travailleurs saisonniers, elle facilite la mobilité de la main-d'œuvre, elle accélère la construction de logements et elle soutient, à la demande de mes collègues de la Nouvelle-Écosse qui ont été très vocaux à ce sujet, les infrastructures portuaires. Je nomme la Nouvelle-Écosse, mais je dirais que c'est l'ensemble de l'Atlantique et ça va avoir un impact aussi sur les ports en Gaspésie.

Alors, on est devant deux visions qui s'opposent. Une vision qui traite de l'économie comme un exercice comptable et une vision qui comprend que, l'économie, c'est des gens, des familles et des communautés. Notre gouvernement a choisi la deuxième. On réduit les lourdeurs administratives, on modernise l'État et on investit où ça change vraiment la vie des Canadiens.

● (2145)

Je pense que c'est le moment de passer à une période de questions. J'ai quelques questions pour mon collègue le ministre des Finances et du Revenu national.

D'abord et avant tout, j'aimerais souligner l'implication dans ma région de M. Alain Ouzilleau, qui est le PDG de Cabico, au sujet des défis du secteur des armoires de cuisine. C'est un secteur qui est sous pression, présentement, avec des problèmes qui nous viennent de l'international. M. Ouzilleau a été un leader, tout comme les gens de North American Cabinets, à Cookshire-Eaton, et de Cuisine idéale.

Est-ce que le ministre des Finances peut nous dire comment nous allons appuyer ces entreprises pour qu'elles passent au travers de la situation difficile à laquelle elles sont confrontées présentement?

● (2150)

L'hon. François-Philippe Champagne (ministre des Finances et du Revenu national, Lib.): Monsieur le président, avant de répondre, je veux saluer ma collègue de Compton—Stanstead, qui fait un travail extraordinaire. Les gens de Compton—Stanstead nous regardent ce soir à la télévision. Il n'y a pas de match du Canadien de Montréal, donc je suis sûr qu'ils regardent tous ce qui se passe ce soir à la Chambre.

Je dois dire à tout le monde de la région comment ma collègue a été une voix forte, non seulement comme députée, mais aussi comme présidente du caucus rural. Elle m'a fait état de la réalité des PME de son coin de pays. Ce sont des PME dans le domaine du meuble, entre autres, que j'ai eu la chance de rencontrer. Je veux la remercier, parce qu'elle a joué un rôle capital dans les mesures qu'on a prises comme gouvernement.

On se rappellera que, à la suite de ma rencontre avec des manufacturiers dans le domaine du meuble et des armoires, nous avons soumis leur demande au Tribunal canadien du commerce extérieur. Nous avons aussi considéré des mesures de sauvegarde. On sait que c'est une industrie qui est importante au Québec. Je dois dire que ma collègue a fait un travail exemplaire dans ce domaine. C'est la preuve qu'une députée peut changer les choses. Je veux la remercier.

Travaux des subsides

J'ai de l'admiration pour ma collègue, qui a fait un travail énorme justement pour défendre les intérêts des manufacturiers dans le domaine du meuble et des armoires. Je les ai écoutés et je les ai entendus. Mes collègues seront heureux d'entendre que nous avons agi, parce que nous savons qu'ils ont besoin d'un coup de pouce. Nous avons mis en place des mesures d'aide pour les travailleurs pour l'industrie. Nous avons aussi pris des mesures pour amener le Tribunal canadien du commerce extérieur à regarder cette question avec toute l'attention qu'elle mérite. Encore une fois, je veux remercier ma collègue de son travail exemplaire dans ce dossier.

Marianne Dandurand: Monsieur le président, je remercie le ministre de sa réponse et de son appui dans ce dossier.

Effectivement, le dossier des armoires de plancher et de cuisine, c'est important pour les Cantons-de-l'Est. J'ai travaillé là-dessus avec mon collègue de Brome—Missisquoi, qui a aussi fait un travail exemplaire là-dedans. Son soutien était exceptionnel.

J'aimerais demander au ministre des Finances de parler un peu plus de l'importance des médias locaux et des radios locales. Quand on est en région, l'information qu'on reçoit ne vient pas des grands médias nationaux. L'information qui nous touche de façon personnelle vient des médias qui sont très locaux, et il faut absolument appuyer notre secteur.

J'aimerais savoir ce qu'on a dans la mise à jour économique et de façon générale à l'échelle du gouvernement pour faire en sorte que les gens de chez nous aient l'information qui leur est la plus importante, c'est-à-dire l'information qui les concerne directement.

L'hon. François-Philippe Champagne: Monsieur le président, je veux encore remercier ma collègue. Elle a fait état de la situation à plusieurs reprises. On a vu dans des salles de nouvelles partout au Québec et partout au pays l'importance que jouent les journalistes dans notre démocratie et l'importance de soutenir leur travail.

C'est pour ça que nous avons lancé des consultations, par exemple, sur le crédit d'impôt pour la main-d'œuvre journalistique canadienne. C'est parce que nous savons que ça joue un rôle important pour soutenir les salles de nouvelles de tout le pays.

J'en profite ce soir, au nom de mes collègues, pour remercier ceux qui font ce travail, parce qu'ils jouent un rôle. Nous jouons un rôle dans la démocratie, tant les députés du gouvernement que les députés de l'opposition, mais je dois dire que les journalistes jouent aussi un rôle très important dans notre démocratie.

Effectivement, nous avons annoncé des mesures dans l'énoncé économique du printemps pour justement appuyer le travail des journalistes...

Le président: Nous reprenons le débat.

Le député de Richmond—Arthabaska a la parole.

Eric Lefebvre (Richmond—Arthabaska, PCC): Monsieur le président, avant de commencer, j'aimerais signaler que je vais prendre 10 minutes et que je vais partager les 5 dernières minutes avec mon ami l'incroyable député de Montmorency—Charlevoix, qui va terminer ces échanges.

Ça fait près de trois heures que mes collègues posent des questions au ministre, mais nous n'avons malheureusement pas eu de réponse à nos vraies questions.

Monsieur le ministre, je vais vous donner une chance. Ça fait trois heures, alors je comprends que vous êtes fatigué. C'est le corps humain.

• (2155)

Le président: Je rappelle au député qu'il doit faire ses commentaires au ministre par l'entremise de la présidence.

Eric Lefebvre: Monsieur le président, je suis persuadé que le ministre commence à être un peu fatigué. Je vais donc commencer doucement: j'aimerais savoir si le ministre fait son épicerie lui-même.

L'hon. François-Philippe Champagne (ministre des Finances et du Revenu national, Lib.): Monsieur le président, je remercie mon collègue de se préoccuper de ma santé. Ma santé se porte assez bien, je dirais. J'ai couru trois kilomètres ce matin. Je suis donc assez en forme pour un homme qui va bientôt avoir 56 ans. Je suis tout à fait disposé à continuer. Je le remercie de commencer doucement. Mon collègue est un homme honorable qui dit que, depuis trois heures, j'ai répondu à des questions. Je sais que les conservateurs n'aiment pas toujours mes réponses, mais je...

Le président: L'honorable député a la parole.

Eric Lefebvre: Monsieur le président, nous venons d'en avoir la preuve. Ça fait trois heures que nous posons des questions. J'y suis allé avec la question la plus simple possible: est-ce que le ministre fait son épicerie lui-même? Ça ne peut pas être plus simple que ça.

L'hon. François-Philippe Champagne: Monsieur le président, je pourrais dire que c'est une expérience que j'adore, parce que, quand je suis à l'épicerie, ça me permet de rencontrer mes concitoyens, ça me permet d'aller d'une allée à l'autre et de parler aux gens. C'est un moment privilégié pour entrer en contact avec les citoyens et les citoyennes de ma circonscription.

Le président: Avant que le député recommence à poser des questions, je veux rappeler au député que l'ordre adopté par la Chambre donne à chaque ministre le droit de prendre jusqu'à 15 secondes pour répondre, ou alors davantage dépendamment du nombre de secondes qui ont été prises par le député. On doit donc laisser la chance au ministre de répondre.

L'honorable député de Richmond—Arthabaska a la parole.

Eric Lefebvre: Monsieur le président, je vous remercie du rappel à l'ordre. Vous avez bien raison.

Voici ma deuxième question tout aussi simple pour le ministre, qui vient de nous confirmer qu'il faisait lui-même son épicerie: combien coûte présentement une livre de beurre au Québec?

L'hon. François-Philippe Champagne: Monsieur le président, mon collègue a raison de dire que je fais mon épicerie. Je peux lui répondre que ça coûte exactement 5,50 \$ pour une livre de beurre de 454 grammes présentement.

Eric Lefebvre: Monsieur le président, j'aimerais savoir où le ministre fait son épicerie, parce que, au IGA ce matin, la livre de beurre était à 8,99 \$.

Je vais poursuivre avec une autre question aussi facile. Combien coûtent présentement 2 litres de lait au Québec? Le ministre peut-il nous donner le prix du lait?

L'hon. François-Philippe Champagne: Monsieur le président, nous allons avoir du plaisir ce soir. J'ai assez hâte. On peut imaginer que nous allons avoir du plaisir. Nous pourrions ensuite nous dire dans quelle épicerie nous faisons chacun notre épicerie. Mon collègue pourra me dire aussi où il trouve ses aubaines.

Pour 2 litres de lait, je dirais que le prix est de 5,50 \$.

Travaux des subsides

Eric Lefebvre: Monsieur le président, ça fait 10 ans que je fais de la politique provinciale et fédérale. Je dois donner un point au ministre: il a été bien préparé pour la période de questions en voyant venir cette possibilité. Je tiens à féliciter son équipe.

Le 25 mars dernier, le premier ministre a dit que l'abordabilité n'a jamais été bonne depuis plus d'une décennie. Je veux savoir si le ministre partage la position du premier ministre.

L'hon. François-Philippe Champagne: Monsieur le président, je veux remercier mon collègue. C'est important, je pense, d'être très au fait des réalités. Mon collègue aussi vient d'une région rurale. En tant que députés qui œuvrons dans des communautés rurales en particulier, nous sommes très près de la réalité des gens de chez nous.

Ce que je peux dire, c'est que l'abordabilité est un des enjeux qui préoccupent l'ensemble des Canadiens et des Canadiennes. C'est pour ça que nous avons agi avec diligence et avec rigueur pour aider les Canadiens dans un moment où ils en ont besoin.

Eric Lefebvre: Monsieur le président, nous parlons d'abordabilité. J'aimerais savoir quel a été le pourcentage d'augmentation des loyers au cours des dernières années au Québec.

L'hon. François-Philippe Champagne: Monsieur le président, je remercie mon collègue de porter attention au prix des logements. Je devrais lui dire que les loyers ont diminué sur une base nationale. Nous avons vu la même chose pour ce qui est des résidences. Il y a une diminution. Nous sentons, dans les grandes villes du Canada, du moins...

Le président: L'honorable député de Richmond—Arthabaska a la parole.

Eric Lefebvre: Monsieur le président, concernant cette réponse, je vais être obligé d'être en contradiction avec le ministre. On observe actuellement une hausse moyenne de 3,6 % sur un an et une hausse de 30 % depuis avril 2021.

La structure de 13 milliards de dollars de Maisons Canada est une bonne voie pour construire un nombre de logements. J'aimerais savoir combien de logements sont présentement bâtis avec Maisons Canada.

• (2200)

L'hon. François-Philippe Champagne: Monsieur le président, mon collègue a raison de dire que Maisons Canada change les choses en matière de construction de logement abordable.

Pour ce qui est des statistiques, je me ferai un plaisir de lui écrire pour lui fournir les données à l'échelle canadienne. Il verra que mon affirmation était juste, c'est-à-dire qu'à l'échelle canadienne, le prix moyen des logements a baissé. Nous observons la même chose pour ce qui est des résidences.

Eric Lefebvre: Monsieur le président, on parle du nombre de logements qui ont été construits par cette nouvelle structure mise en place par le gouvernement libéral, Maisons Canada. Il s'agit de 2 %.

Seulement 5 200 logements ont été construits sur un objectif de 500 000 logements. Cela représente 2 % de l'objectif. À ce rythme, il faudrait près de 50 ans pour l'atteindre.

Le ministre est-il conscient que cela ne peut pas fonctionner à ce rythme? Pourquoi avoir créé une nouvelle structure comme Maisons Canada?

L'hon. François-Philippe Champagne: Monsieur le président, j'ai même une statistique pour aider mon collègue. On constate qu'à l'échelle canadienne, le prix des logements a diminué de 160 \$ par rapport à ce qu'on observait il y a deux ans.

On constate même que, dans de grandes villes comme Vancouver et Toronto, la baisse a été encore plus importante.

Oui, le loyer a diminué à l'échelle canadienne si on compare avec les prix observés il y a deux ans.

Eric Lefebvre: Monsieur le président, Maisons Canada est une autre structure que le gouvernement libéral vient de mettre en place. C'est encore plus de bureaucratie et nous n'avons pas de résultats concrets en matière de nouveaux logements.

Je vais revenir à un autre sujet, à savoir la rampe de lancement spatial en Nouvelle-Écosse.

Une entreprise privée loue un terrain au gouvernement provincial pour 13 500 \$ par année. Cette même entreprise privée louera ensuite au gouvernement fédéral libéral un terrain pour 20 millions de dollars par année.

Pour que ce soit encore plus rentable, un contrat de 10 ans sera signé. On parle donc de 200 millions de dollars.

Je répète: une entreprise privée loue un terrain 13 500 \$ par année au gouvernement provincial; cette même entreprise se retourne et loue au gouvernement fédéral libéral un terrain pour 20 millions de dollars par année pendant 10 ans, soit 200 millions de dollars.

Ma question au ministre est simple: est-ce une saine gestion des finances publiques? Si c'était son propre argent, aurait-il conclu cette entente?

L'hon. François-Philippe Champagne: Monsieur le président, je veux ajouter quelques éléments. Je voudrais répondre à sa question de façon précise.

Cela fait 19 mois de suite qu'on constate une diminution du prix des logements à l'échelle nationale.

Au sujet de la question des lancements spatiaux, je pense que mon collègue doit prendre du recul et considérer l'intérêt de pouvoir lancer des engins spatiaux à partir du Canada.

C'est une question de sécurité nationale. Je peux lui dire que je serais heureux de lui présenter des astronautes et de le faire parler avec des gens du côté américain. Il comprendra qu'en lançant depuis Canso, en Nouvelle-Écosse, il s'agit de l'un des rares endroits à partir desquels on peut accéder à une orbite géostationnaire. Cela fait partie d'un enjeu de sécurité nationale pour le pays.

Il devrait être content de voir qu'on investit dans le secteur spatial.

Eric Lefebvre: Monsieur le président, j'espère que les Canadiens et les Canadiennes nous écoutent. Je viens de demander au ministre de m'expliquer comment on peut avoir conclu un contrat de 20 millions de dollars par année pendant 10 ans alors qu'une entreprise privée loue ce terrain 13 500 \$ par année.

La réponse qu'il me donne, c'est qu'il va me présenter des astronautes pour éviter de parler de cette mauvaise gestion.

Travaux des subsides

Je le rappelle, une entreprise privée loue au gouvernement provincial un terrain 13 500 \$ par année. Cette même entreprise se tourne ensuite vers le gouvernement fédéral et lui loue ce terrain 20 millions de dollars par année pendant 10 ans, soit 200 millions de dollars...

Le président: Je dois interrompre le député pour donner la chance au ministre des Finances de répondre, puisqu'il reste juste 15 secondes.

L'hon. François-Philippe Champagne: Monsieur le président, je veux aider mon collègue. Je l'apprécie tellement que je veux lui présenter des gens de l'Agence spatiale pour qu'il comprenne l'importance de pouvoir lancer des engins à partir du Canada. C'est une question de sécurité. C'est important pour le Canada...

• (2205)

Le président: L'honorable député de Montmorency—Charlevoix a la parole.

Gabriel Hardy (Montmorency—Charlevoix, PCC): Monsieur le président, cela fait trois heures et un peu plus que le ministre répond présentement. On n'a encore eu que du vent, pas vraiment de grosses réponses.

Je vais m'en tenir aux faits. On veut éviter d'être partisan, on va s'en tenir aux faits. Il est un fait que le déficit est de 66,9 milliards de dollars cette année. C'est le plus grand déficit de l'histoire du pays en dehors de la pandémie. Allons plus loin que ça. Les libéraux prévoient pour les cinq prochaines années de dépenser en moyenne 59 milliards de dollars par année. On fera un déficit de 59 milliards de dollars par année pendant les cinq prochaines années.

Ma question pour le ministre est assez simple. Quand cela devient-il inacceptable de dépenser l'argent des citoyens à cette vitesse-là?

L'hon. François-Philippe Champagne (ministre des Finances et du Revenu national, Lib.): Monsieur le président, cela me fait tellement plaisir que mon collègue ait une bonne question comme celle-là. Il va être content d'apprendre que, justement, le déficit est de 11 milliards de dollars plus bas que ce que nous avons prévu dans le budget de 2025. Nous avons restauré la discipline fiscale dans ce pays.

Je vais même l'aider parce qu'il a besoin d'un clip pour montrer ça. Il peut se baser sur le Fonds monétaire international, qui lui est indépendant. Le Fonds monétaire international n'a pas besoin d'un clip pour présenter ça à ses concitoyens. Le Fonds monétaire international dit que le Canada a la position fiscale la plus solide de tous les pays du G7. Je pense que c'est ça que mon collègue devrait aller dire à ses concitoyens.

Gabriel Hardy: Monsieur le président, je n'ai pas besoin de clip, je pense que les gens aiment bien savoir ce qui se passe ici et ils s'informent en regardant des clips. C'est comme ça qu'ils sont capables de savoir quelles sont les dépenses incontrôlées du gouvernement.

Le directeur parlementaire du budget est un agent indépendant. On vient de me dire qu'on fait affaire avec des agents indépendants, des gens contrôlés de manière indépendante. C'est parfait. Le directeur parlementaire du budget dit que le ratio de la dette par rapport au PIB va augmenter de 43,7 % d'ici 2030. Est-ce lui qui est dans le champ ou bien c'est une mauvaise nouvelle?

L'hon. François-Philippe Champagne: Monsieur le président, je suis content encore que mon collègue cite le directeur parlementaire du budget parce qu'il a lui-même confirmé la chose suivante. Je vais le citer en anglais.

[Traduction]

Le directeur parlementaire du budget a confirmé « que le gouvernement est en voie de respecter ses deux cibles budgétaires », à savoir le maintien à la baisse du ratio du déficit au PIB et l'équilibre des dépenses de fonctionnement d'ici 2028-2029. Il estime que la politique financière actuelle est viable.

[Français]

Ce sont les mots du directeur parlementaire du budget qui dit que la position fiscale du Canada est évidemment soutenable...

Le président: L'honorable député de Montmorency—Charlevoix a la parole.

Gabriel Hardy: Monsieur le président, j'ai posé la question en français. Le ministre devrait peut-être traduire sa réponse plus rapidement. Il serait intéressant qu'on réponde en français. Les gens qui nous écoutent aimeraient recevoir des réponses dans la même langue que celle de la question posée.

On vient de dire qu'on a fait le plus grand déficit de l'histoire du Canada. Non seulement ça, mais on va continuer de faire de plus grands déficits pendant les cinq prochaines années. Le premier réflexe des libéraux a été d'emprunter 25 milliards de dollars sur la carte de crédit des Canadiens pour créer un fonds de dette souveraine. Pourquoi aller chercher encore plus d'argent alors qu'on n'a jamais autant dépensé dans l'histoire de notre pays?

L'hon. François-Philippe Champagne: Monsieur le président, le réflexe que nous avons eu de baisser le déficit. Mon collègue devrait justement célébrer le fait que, par rapport aux projections de 2025, on se retrouve avec un déficit inférieur de 11 milliards de dollars. Mon collègue va voir que même la dette de 2025-2026 va être plus basse en 2026-2027. Ce que nous sommes en train de démontrer aux Canadiens, c'est que nous avons une gestion responsable et rigoureuse des finances publiques. Je suis sûr que c'est ce que les citoyens de sa circonscription veulent voir.

Gabriel Hardy: Monsieur le président, c'est intéressant que le ministre parle de rigueur fiscale. Les prévisions indiquent un déficit de 65 milliards de dollars en 2027, de 63,5 milliards en 2028, de 58 milliards en 2029, de 56 milliards en 2030 et de 53 milliards en 2031. Sous l'ancien premier ministre, c'était un déficit de 31 milliards de dollars. Quand ils nous disent qu'ils ont une belle rigueur, je pense qu'ils pourraient se garder une petite gêne.

Je vais poser une autre question et je vais revenir sur celle que je posais avant. Les libéraux ont créé un fonds de dette souveraine. Est-ce qu'ils étaient au courant que le Parlement britannique a utilisé cette formule-là, mais a refusé d'appeler ça un fonds souverain parce qu'il était créé à partir de la dette? Le ministre est-il au courant de ça?

L'hon. François-Philippe Champagne: Monsieur le président, je vais encore une fois rassurer mon collègue ce soir. Le Canada affiche le ratio de la dette par rapport au PIB le plus bas du G7, à 10,2 %. À titre de comparaison, ce ratio est de 47,2 % en Allemagne, de 93,8 % au Royaume-Uni, de 96,7 % aux États-Unis et de 108 % en France. On voit comment nous sommes de bons gestionnaires des finances publiques. Le ratio de la dette par rapport au PIB est le plus bas de tous les pays du G7.

Travaux des subsides

• (2210)

[Traduction]

Don Davies (Vancouver Kingsway, NPD): Monsieur le président, je partagerai mon temps de parole avec la députée de Saanich—Gulf Islands.

Des fonctionnaires fédéraux qui travaillent en partie à domicile sont...

Le président: Je rappelle aux députés que l'article 16(2) du Règlement s'applique toujours. Les députés ne peuvent pas passer entre le Président et le député qui a la parole.

Je ne peux pas donner la parole à la députée, mais, pour permettre au député de Vancouver Kingsway de s'exprimer pleinement, je lui permets de reprendre son intervention depuis le début.

Don Davies: Monsieur le président, des fonctionnaires fédéraux qui travaillent en partie à domicile sont contraints de retourner au bureau à temps plein, même lorsqu'il n'y a pas d'espace pour les accueillir. Il n'y a aucune raison impérieuse de travailler au bureau. Cette mesure nuira à la qualité de vie et à la productivité des fonctionnaires, et elle coûtera plus cher au gouvernement.

Pourquoi les libéraux mettent-ils en œuvre une politique aussi irrationnelle?

L'hon. François-Philippe Champagne (ministre des Finances et du Revenu national, Lib.): Monsieur le président, nous avons pris des mesures pour que les fonctionnaires retournent au bureau. Je pense que ces mesures correspondent aux pratiques exemplaires de l'industrie. Nous avons agi avec compassion et de façon raisonnable pour que les gens...

Le président: Le député de Vancouver Kingsway a la parole.

Don Davies: Monsieur le président, le gouvernement a prétendu que la suspension de la taxe sur l'essence permettrait aux Canadiens d'économiser 10 ¢ le litre. Lorsque la suspension est entrée en vigueur, le prix moyen de l'essence à l'échelle nationale était de 1,69 \$ le litre. Aujourd'hui, il est de 1,83 \$ le litre, et de 2 \$ le litre à Vancouver.

Le ministre croit-il que les pétrolières empochent au moins une partie de la réduction de taxes?

L'hon. François-Philippe Champagne: Monsieur le président, je suis ravi que mon collègue parle de la suspension de la taxe d'accise fédérale sur le carburant. En effet, c'est une mesure qui aide les Canadiens partout au pays. Mon collègue ferait bien de souligner que la plus grande partie du prix indiqué à la pompe est évidemment le prix du brut, et il y a...

Le vice-président: Le député de Vancouver Kingsway a la parole.

Don Davies: Monsieur le président, les sociétés pétrolières devaient réaliser des profits de quelque 90 milliards de dollars cette année à la suite de l'attaque contre l'Iran.

Pourquoi le gouvernement ne taxe-t-il pas ces profits excessifs?

L'hon. François-Philippe Champagne: Monsieur le président, mon collègue a raison. Si l'on en croit les propos du directeur exécutif de l'Agence internationale de l'énergie, nous nous dirigeons vers « la crise énergétique la plus grave » que nous ayons jamais connue; il est donc évident que le prix à la pompe au Canada est influencé par le contexte mondial, mais nous sommes heureux...

Le président: Le député de Vancouver Kingsway a la parole.

Don Davies: Monsieur le président, les libéraux prévoient de vendre les ports et les aéroports du Canada. Lorsque le Royaume-Uni a privatisé Heathrow, les coûts ont explosé, et la qualité du service s'est dégradée. Aujourd'hui, les gouvernements de l'Arabie saoudite, du Qatar et de la Chine détiennent des parts importantes dans cet aéroport.

Le gouvernement a-t-il procédé à un examen complet des risques pour la sécurité nationale que pose l'acquisition d'infrastructures canadiennes stratégiques par des entités étrangères et liées à des États?

L'hon. François-Philippe Champagne: Monsieur le président, dans la mise à jour économique du printemps, nous avons dit que nous allions recueillir les renseignements pertinents auprès des administrations aéroportuaires afin de pouvoir effectuer les vérifications nécessaires et évaluer ce qui est le mieux pour les Canadiens. Je pense que les Canadiens comprennent que nous devons moderniser la façon dont nous construisons, exploitons et entretenons les infrastructures publiques dans ce pays.

Don Davies: Monsieur le président, le ministre s'attend-il à ce que la privatisation des aéroports canadiens permette d'améliorer la qualité du service?

L'hon. François-Philippe Champagne: Monsieur le président, nous veillons toujours à ce que chaque décision que nous prenons soit dans l'intérêt des Canadiens. Nous voulons améliorer les services afin que nous, en tant que gouvernement et en tant que Canadiens, puissions investir dans plus d'infrastructures au pays. C'est pourquoi nous avons pris...

Le président: Le député a la parole.

Don Davies: Monsieur le président, le ministre pense-t-il que l'ajout d'un bénéfice financier entraînera une baisse des frais aéroportuaires au Canada?

L'hon. François-Philippe Champagne: Monsieur le président, comme je l'ai déjà dit à mon collègue, pour qui j'ai énormément de respect, nous travaillons très bien ensemble. D'ailleurs, je tiens à le remercier pour tout ce qu'il a fait au fil des ans. Nous avons accompli bien des choses ensemble.

En fait, ce qu'il va trouver dans la mise à jour économique du printemps, c'est que nous sommes...

Le président: Le député a la parole.

Don Davies: Monsieur le président, pendant la campagne électorale, le premier ministre avait promis de protéger le régime d'assurance-médicaments et de conclure des ententes avec toutes les provinces et tous les territoires restants. Pourtant, le gouvernement a refusé de signer la moindre nouvelle entente ou d'allouer des fonds pour couvrir tous les Canadiens.

Le ministre peut-il expliquer aux millions de personnes qui n'ont pas les moyens de payer leurs médicaments pourquoi cette promesse n'a pas été tenue?

• (2215)

L'hon. François-Philippe Champagne: Monsieur le président, les Canadiens savent qu'ils peuvent toujours compter sur le gouvernement pour protéger les programmes qui leur sont essentiels. À mon avis, en ce qui concerne les mesures d'abordabilité nationales pour les Canadiens, nous avons toujours été là pour soutenir les Canadiens dans les moments difficiles. Nous allons continuer de le faire.

Travaux des subsides

Don Davies: Monsieur le président, le ministre peut-il confirmer si les libéraux prévoient d'éliminer purement et simplement l'assurance-médicaments à l'expiration des accords actuels, en 2029?

L'hon. François-Philippe Champagne: Monsieur le président, mon collègue sait très bien que nous avons adopté une série de mesures pour venir en aide aux Canadiens dans le besoin. Nous avons mis en place des programmes phares tels que l'Allocation canadienne pour enfants, le programme d'alimentation scolaire et la Prestation canadienne pour les personnes handicapées...

Le président: Le député a la parole.

Don Davies: Monsieur le président, lors des dernières élections, les libéraux se sont engagés à doubler le rythme de la construction résidentielle au Canada pour atteindre 500 000 logements par année au cours de la prochaine décennie; or, selon une analyse du directeur parlementaire du budget, le gouvernement ne produira que 26 000 logements d'ici 2030 dans le cadre de son programme phare « Maisons Canada ».

Le ministre pourrait-il expliquer cet écart considérable entre les promesses faites et les résultats obtenus en matière de logements abordables?

L'hon. François-Philippe Champagne: Monsieur le président, nous avons réalisé des investissements à long terme dans le secteur du logement. En effet, si l'on examine le coût des mesures en matière de logement pour la période allant de 2026 à 2030-2031, cela représente environ 56 milliards de dollars d'investissements destinés à garantir la construction des logements dont les Canadiens ont besoin dans ce pays.

Don Davies: Monsieur le président, le gouvernement prévoit de consacrer 5 % du PIB du Canada à la défense d'ici 2035. Cela représente une part de notre économie supérieure à celle que les États-Unis consacrent actuellement à leur armée. Le directeur parlementaire du budget a estimé que, pour atteindre cet objectif, il faudrait 159 milliards de dollars par année en dépenses essentielles pour la défense.

Comment le gouvernement compte-t-il financer cette augmentation spectaculaire?

L'hon. François-Philippe Champagne: Monsieur le président, je pense que les Canadiens sont conscients que le monde change et que notre pays doit protéger la souveraineté de son territoire. Nous devons protéger le Nord. Nous devons protéger les collectivités. En tant que membre de l'OTAN, le Canada est prêt à apporter sa contribution, et nous avons fait des investissements records pour protéger le pays.

Don Davies: Monsieur le président, le gouvernement procède à des coupes budgétaires de 60 milliards de dollars dans les ministères et les programmes fédéraux. Sachant que plus de 2 milliards de dollars sont coupés rien que dans les programmes destinés aux Autochtones, quelle incidence ces compressions auront-elles sur les collectivités qui composent déjà avec des déficits considérables en matière d'infrastructures et de services?

L'hon. François-Philippe Champagne: Monsieur le président, mon collègue se souviendra que, quand nous avons réalisé l'examen exhaustif des dépenses, nous avons réalisé des économies de 60 milliards de dollars. Nous avons procédé avec beaucoup de prudence afin de protéger un certain nombre de ministères, dont ceux chargés des services aux Autochtones.

Don Davies: Monsieur le président, pourquoi, en pleine crise du coût de la vie, les libéraux autorisent-ils les entreprises à faire de la

tarification personnalisée, ce qui leur permet de recueillir les données personnelles des Canadiens afin de leur faire payer des prix plus élevés, au lieu d'interdire cette nouvelle forme de manipulation des prix?

L'hon. François-Philippe Champagne: Monsieur le président, le député se souviendra que, quand j'étais ministre de l'Industrie, nous avons fait des investissements sans précédent pour accroître les ressources du Bureau de la concurrence et renforcer sa capacité d'appliquer la loi. Je sais que le Bureau de la concurrence fera son travail pour protéger...

Le président: La députée de Saanich—Gulf Islands a la parole.

Elizabeth May (Saanich—Gulf Islands, PV): Monsieur le président, je souhaite une bonne soirée au ministre. Je veillerai à respecter mon temps de parole et m'efforcerai de lui laisser suffisamment de temps pour répondre, car je souhaite davantage converser avec lui que le cuisiner.

Je remarque que le ministre cite souvent l'Agence internationale de l'énergie comme une référence faisant autorité. Je me demande s'il est conscient que, le mois dernier, le directeur général, Fatih Birol, a déclaré que, compte tenu de l'expérience mondiale tirée de l'attaque américaine et israélienne contre l'Iran et de l'instabilité géopolitique liée aux combustibles fossiles, les jours de ces derniers sont comptés, que le monde s'oriente de plus en plus rapidement vers les énergies renouvelables et l'électrification, et qu'il prévoit une forte baisse de la demande de pétrole à l'avenir.

Je me demande si les divers investissements présentés comme des subventions et des crédits d'impôt à l'investissement dans le budget de 2025 et dans l'énoncé économique du printemps ont fait l'objet d'une évaluation des risques liés à ce que le premier ministre a un jour qualifié de situation où l'on se retrouve avec du carbone impossible à brûler et pour lequel il n'existe aucun marché.

Le ministère des Finances a-t-il procédé à une véritable évaluation des risques liés à l'hypothèse selon laquelle investir dans les énergies fossiles serait une bonne stratégie pour le pays?

• (2220)

L'hon. François-Philippe Champagne (ministre des Finances et du Revenu national, Lib.): Monsieur le président, la députée est une proche collègue. Je suis ravi et honoré qu'elle reste à la Chambre aussi tard pour participer au débat.

J'ai effectivement rencontré Fatih Birol. J'ai soupé avec lui quand il est venu ici pour recevoir un prix. Voici un aperçu de ce qu'il nous a dit, ainsi qu'au G7: l'infrastructure énergétique mondiale est en train d'être redéfinie et les pays se tournent vers des pays comme le Canada, qui offrent de la stabilité, de la prévisibilité et des possibilités à long terme.

Voilà pourquoi nous avons affirmé que le Canada est une superpuissance énergétique. Nous pouvons jouer un rôle crucial dans le domaine de l'énergie conventionnelle, renouvelable et nucléaire. Je pense qu'un nombre croissant de pays voudront que le Canada soit leur partenaire de choix, que ce soit en Asie ou en Europe. Cela dit, je tiens à rassurer la députée en ce qui concerne le crédit d'impôt à l'investissement. Je pense que le Canada se distingue comme l'un des pays du G7 qui soutiennent une augmentation des investissements consacrés aux énergies renouvelables.

Elizabeth May: Monsieur le président, je remercie le ministre de ses bons mots.

J'aimerais maintenant parler d'un défi constant pour l'économie canadienne et demander au ministre ce que le gouvernement compte faire pour résoudre la crise de la productivité. Nous ne faisons aucun progrès depuis l'époque où David Dodge a déclaré pour la première fois qu'il y avait une crise de la productivité. C'est mon analyse, et je pourrais me tromper entièrement. Il est certain que, dans les pays et les secteurs dominés par des oligopoles, nous avons un problème où un nombre relativement faible d'entreprises domine tout un secteur.

Il est bien connu que le secteur des télécommunications, le secteur bancaire et les grandes chaînes d'épicerie du Canada n'ont pas le genre de compétitivité qui mènerait à une meilleure productivité. Cependant, une foule de problèmes de productivité se posent lorsque nous exportons une proportion relativement importante de matières premières sans valeur ajoutée.

Je me demande si le ministre a des idées sur la façon dont le Canada peut améliorer sa productivité ou s'il peut citer des mesures figurant dans les documents financiers de la dernière année qui contribueraient réellement à améliorer notre productivité.

L'hon. François-Philippe Champagne: Monsieur le président, la question de ma collègue témoigne de la profondeur de son analyse. C'est pourquoi c'est toujours un plaisir d'échanger avec elle à la Chambre.

Elle a raison en ce qui concerne la concurrence. Nous savons que la concurrence est essentielle pour offrir davantage de choix et de meilleurs prix aux consommateurs. C'est pourquoi, lorsque j'étais ministre de l'Industrie, nous avons doté le Bureau de la concurrence de nouveaux outils. Elle se souviendra, par exemple, que j'ai conféré à ce bureau le pouvoir d'assigner à comparaître. À l'époque, il demandait des renseignements et les personnes concernées pouvaient décider librement de les lui fournir ou non. Maintenant, il dispose de pouvoirs d'exécution plus étendus.

Pour ce qui est de la productivité et de l'innovation, la députée constatera que la superdéduction à la productivité est l'un des outils que nous avons mis en place pour permettre aux petites et moyennes entreprises d'investir davantage, puisqu'elles peuvent amortir immédiatement leurs dépenses. Elles bénéficient d'un amortissement immédiat de leurs investissements en immobilisations, en recherche-développement, en bâtiments, en innovation et en intelligence artificielle. Nous avons voulu aider les entreprises au moyen de mesures fiscales afin de leur permettre de réaliser ces investissements en capital qui les aideraient à développer leurs activités.

La députée a peut-être pris connaissance de la publication de l'OCDE ou du Fonds monétaire international qui désignait la superdéduction à la productivité, l'un des instruments de la boîte à outils, comme étant l'une des meilleures pratiques au sein du G7. Le Canada encourage fortement les petites et moyennes entreprises à réaliser ces investissements en capital afin d'accroître leur productivité.

Elizabeth May: Monsieur le président, je demande au ministre s'il n'est pas d'accord avec moi pour dire que nous avons assisté à une succession ininterrompue d'efforts pour amener les entreprises canadiennes à investir dans leur propre développement et à réinvestir dans la recherche-développement, et qu'il s'agit d'une série d'échecs, comme David Dodge l'a souligné. Les outils que nous avons essayés n'ont tout simplement pas fonctionné, et les gens ont tendance à s'en prendre au secteur des entreprises, ce que celui-ci

Travaux des subsides

n'apprécie guère. Ils disent que le secteur n'investit pas dans son propre développement et que c'est de sa faute.

J'espère simplement que nous pourrions tirer des leçons du passé et décider qu'il est temps de faire appel à des travailleurs canadiens au Canada pour transformer davantage nos matières premières au lieu de les expédier à l'état brut. Le gouvernement pourrait-il envisager de mettre en place des mesures qui encourageraient cela?

L'hon. François-Philippe Champagne: Monsieur le président, la députée a tout à fait raison. Nous voulons aller plus loin dans la transformation, et je pense qu'elle sera satisfaite du programme Une Équipe Canada forte. Le fait est que nous affirmons vouloir former et aider entre 80 000 et 100 000 jeunes à obtenir la mention Sceau rouge et à se lancer dans les métiers, car, si nous voulons bâtir le Canada, nous avons besoin des jeunes. Il faut que les jeunes se lancent dans les métiers.

Cela permettra d'offrir aux jeunes Canadiens davantage d'occasions de participer à bâtir notre pays à une vitesse et à une échelle jamais vues depuis des générations. Nous accordons une grande importance à la jeunesse, à l'aide apportée aux travailleurs et à la collaboration avec les syndicats, qui font un excellent travail en matière de formation des travailleurs. Nous voulons bâtir ensemble, car nous voulons bâtir un Canada pour tous. Voilà pourquoi nous mettons l'accent sur les travailleurs, les jeunes et les petites et moyennes entreprises pour qu'ils nous aident à bâtir le Canada.

• (2225)

Elizabeth May: Monsieur le président, nous empruntons 25 milliards de dollars pour créer un fonds d'investissement souverain, alors que nous disposons de 793 milliards de dollars d'actifs dans le Régime de pensions du Canada, gérés par l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada. La majeure partie de cette somme est investie aux États-Unis et dans d'autres pays que le Canada. Nous avons eu quelques...

Le président: Le ministre a la parole.

L'hon. François-Philippe Champagne: Je suis tenu de respecter le Règlement de la Chambre, et la présidence me demande de répondre.

Monsieur le président, je crois avoir compris le début de la question, et je dirais que les gens considèrent le fonds d'investissement au Canada comme le meilleur de sa catégorie au monde. Je pense que le Fonds pour un Canada fort...

Le président: Le député de Dufferin—Caledon a la parole.

Kyle Seeback (Dufferin—Caledon, PCC): Monsieur le président, j'ai beaucoup de mal à comprendre la stratégie des libéraux en matière d'automobiles et de véhicules électriques. J'ai une série de questions à poser au ministre, et j'espère qu'il fera un effort pour y répondre.

Monsieur le ministre, le gouvernement a annoncé qu'il n'y avait plus d'obligation relative aux véhicules zéro émission. Pouvez-vous confirmer qu'il n'y a toujours pas d'obligation relative aux véhicules zéro émission au Canada?

Le président: Avant de permettre au ministre de répondre, je rappelle aux députés qu'ils doivent adresser leurs questions à la présidence et non directement au ministre.

Le ministre a la parole.

Travaux des subsides

L'hon. François-Philippe Champagne (ministre des Finances et du Revenu national, Lib.): Monsieur le président, je pense que la question portait sur la stratégie automobile. J'étais ministre de l'Industrie à ce moment-là et, à ce titre, je pense effectivement que nous avons fait des investissements judicieux et pris de bonnes mesures pour attirer les investissements. Je crois que l'électrification est notre étoile du Nord. Je suis conscient qu'il y a des retards à certaines usines et dans certains processus d'adoption. Cette situation n'est pas unique au Canada. Nous avons constaté la même chose dans d'autres pays du G7...

Le président: Le député a la parole. Le député souhaite-t-il partager son temps de parole?

Kyle Seeback: Oui, monsieur le président, je partagerai mon temps de parole.

J'ai posé une question au ministre au sujet des exigences relatives aux véhicules zéro émission, et il n'y a pas répondu. Je suppose que c'est parce qu'il ne connaissait pas la réponse. En réalité, le règlement proposé par le gouvernement signifie concrètement que seuls les véhicules entièrement électriques pourront atteindre la cible d'émissions d'échappement prévue pour 2035. Est-il prêt à admettre qu'il s'agit d'une obligation d'utiliser des véhicules zéro émission?

L'hon. François-Philippe Champagne: Monsieur le président, le député l'aura remarqué, nous soutenons l'industrie. Nous veillons à attirer les investissements et à prendre en compte la réalité du monde d'aujourd'hui. En ce qui concerne les véhicules électriques, leur adoption a pris du retard, et nous devons instaurer des politiques qui favorisent les investissements dans le secteur automobile afin de soutenir les travailleurs canadiens et l'industrie. C'est ce que nous faisons.

Kyle Seeback: Monsieur le président, il est très frustrant de voir des ministres refuser de répondre aux questions. J'ai posé deux questions et je n'ai obtenu aucune réponse.

Le ministre sait-il combien de véhicules ont été fabriqués au Canada en 2025?

L'hon. François-Philippe Champagne: Monsieur le président, le Canada est l'un des très rares pays du G7 à avoir encore un secteur de l'automobile très fort. C'est pourquoi mon collègue sera heureux de voir que nous avons soutenu les travailleurs, que nous avons travaillé avec Unifor et que nous avons travaillé avec les syndicats pour positionner l'industrie automobile afin d'assurer sa prospérité.

Kyle Seeback: Monsieur le président, encore une fois, le ministre ne veut pas ou ne peut pas répondre à ma question. La réponse à cette question est 1,2 million de véhicules. Le ministre sait-il combien de ces 1,2 million de véhicules ont été fabriqués au Canada?

L'hon. François-Philippe Champagne: Monsieur le président, comme je l'ai dit, ce que nous avons fait en matière d'investissements — notamment avec Volkswagen —, c'est préparer le pays à se doter d'une industrie capable de fournir un autre type de technologie, qu'il s'agisse de moteurs à combustion interne...

Le président: Le député a la parole.

Kyle Seeback: Monsieur le président, c'est en train de devenir très embarrassant. J'ai posé trois questions, et le ministre n'a même pas tenté d'y répondre.

Je vais répondre à cette question également. On parle de 20 000 véhicules. Sur les 1,2 million de véhicules fabriqués au Canada, 20 000 sont des véhicules entièrement électriques qui res-

pecteront le mandat relatif aux véhicules zéro émission. Le ministre sait-il quel pourcentage des véhicules fabriqués au Canada cela représente?

L'hon. François-Philippe Champagne: Monsieur le président, le député n'aime peut-être pas mes réponses. Je sais que les conservateurs sont allergiques aux bonnes nouvelles, mais je suis un député d'expérience à la Chambre et je continuerai à répondre et à fournir les faits aux Canadiens qui nous regardent à la maison.

Ce que je disais, c'est que nous avons fait en sorte que l'industrie puisse réussir. Qu'il s'agisse de moteurs à combustion interne ou de véhicules électriques, je pense que le député nous a vus investir pour soutenir l'industrie.

● (2230)

Kyle Seeback: Monsieur le président, 1,6 % des véhicules fabriqués au Canada respecteront le mandat libéral en matière de véhicules zéro émission. Donc, 98,4 % des véhicules fabriqués au Canada ne seront pas conformes. Pourquoi les libéraux ont-ils mis en place une obligation relative aux véhicules zéro émission qui rendra illégaux 98,4 % des véhicules fabriqués au Canada d'ici 2035?

L'hon. François-Philippe Champagne: Monsieur le président, je parle des faits. J'essaie simplement d'aider le député à comprendre la nature de l'industrie au Canada, et je continuerai à le faire, car les gens à la maison comprennent que nous avons différents types d'investissements dans le pays. Nous avons réussi à attirer des investissements importants. Ce que j'ai dit, c'est que nous soutenons l'industrie en ce qui concerne les moteurs à combustion interne, mais que, parallèlement, nous avons également joué un rôle majeur pour attirer des investissements dans le véhicule de l'avenir, et nous avons...

Le président: Le député a la parole.

Kyle Seeback: Monsieur le président, lorsqu'il dit que l'électrification, c'est notre étoile du Nord, alors que nous ne fabriquons que 1,6 % de nos véhicules en version électrique, il doit vouloir parler des 50 000 véhicules électriques chinois qu'il autorise désormais à entrer au Canada.

Lorsqu'il affirme que l'électrification, c'est l'avenir ou c'est notre étoile du Nord, ne parle-t-il pas en fait des quelque 50 000 véhicules électriques chinois qu'il va faire entrer dans le pays?

L'hon. François-Philippe Champagne: Monsieur le président, ce que je dis, c'est qu'il faut se préparer à accueillir les voitures de l'avenir. En fait, quand ça fait 100 ans qu'on fait la même chose et que la technologie change, il n'est pas surprenant que le délai d'adoption soit plus long. Je rappelle à mon collègue qu'il a fallu 17 ans à Tesla pour devenir rentable. Le modèle T d'Henry Ford n'a pas été un succès instantané. Il est normal, quand on fait la même chose depuis un siècle, que les technologies évoluent et que les consommateurs aient besoin de temps pour adopter les changements. Nous pouvons examiner ce qui se fait en Europe et ailleurs dans le monde et parler aux fabricants. Nous n'avons pas besoin de nous rabattre sur des notes d'allocation. Parlez aux PDG de...

Le président: Le député a la parole.

Kyle Seeback: Monsieur le président, si l'électrification est la voie de l'avenir, comme il ne cesse de le répéter, pourquoi vient-il de donner 464 millions de dollars à Ford pour convertir son usine, qui passait à l'électricité, en une usine de moteurs à combustion interne?

Travaux des subsides

L'hon. François-Philippe Champagne: Monsieur le président, c'est ce que j'ai dit; il suffit de consulter le compte rendu. Pour l'instant, nous devons investir dans différentes technologies. L'étoile du Nord, c'est la vision à long terme. C'est pourquoi nous avons ces investissements qui nous préparent. Nous devons soutenir l'industrie avec les voitures que nous fabriquons aujourd'hui, mais aussi nous préparer pour l'avenir. C'est ce que nous constatons. En ce qui concerne les constructeurs automobiles, ils ont...

Le président: Le député a la parole.

Kyle Seeback: Monsieur le président, donc, le ministre prétend que, en huit ans et demi, les fabricants d'automobiles canadiens feront passer la part des véhicules entièrement électriques dans leur production de 1,6 % à 100 %. Non, c'est tout simplement impossible.

Le ministre a affirmé que le Canada « ne sera jamais une porte dérobée pour les véhicules chinois bon marché qui sont trop subventionnés ». Étant donné que le gouvernement laissera entrer 50 000 véhicules chinois au Canada chaque année, est-il toujours de cet avis?

L'hon. François-Philippe Champagne: Monsieur le président, je vais faire une mise au point au sujet de ce que j'ai dit auparavant, car on a fait des déclarations qui ne reflètent pas mes propos. Ce que j'ai dit, c'est que nous investissons pour soutenir l'industrie. Nous devons soutenir l'industrie en ce qui concerne les véhicules qu'elle produit aujourd'hui, mais en même temps, si l'on discute avec les fabricants d'équipement d'origine, les fabricants d'automobiles, on constate qu'ils se préparent aussi aux véhicules de demain. Par conséquent, nous voulons investir dans ce qu'ils produisent aujourd'hui, mais aussi être capables de les soutenir lorsqu'ils produiront les voitures de l'avenir.

Kyle Seeback: Monsieur le président, le ministre nous a également prévenus que les producteurs chinois de véhicules électriques profitent de « pratiques déloyales et hors marché » et qu'ils ne respectent pas « les normes en matière de travail et d'environnement ». Pourtant, son gouvernement laisse entrer 50 000 véhicules électriques chinois chaque année.

Ses propos étaient-ils erronés à l'époque, ou sa position est-elle erronée maintenant?

L'hon. François-Philippe Champagne: Monsieur le président, lorsque j'étais ministre de l'Industrie, nous soutenions l'industrie automobile, et nous continuons de le faire aujourd'hui. Nous voulons positionner les travailleurs canadiens de l'automobile pour qu'ils réussissent; ils le comprennent. Nous travaillons en étroite collaboration avec les syndicats. Nous attirons des investissements comme celui de Volkswagen, qui, comme je l'ai dit, va construire à St. Thomas...

Le président: Le député a la parole.

Kyle Seeback: Monsieur le président, si l'électrification est l'avenir, comme le ministre ne cesse de le répéter, pourquoi Honda vient-elle de renoncer à construire son usine de véhicules électriques de 15 milliards de dollars malgré les politiques du gouvernement actuel?

● (2235)

L'hon. François-Philippe Champagne: Monsieur le président, mon collègue est un député très expérimenté. Il aura constaté que, dans tous les pays du G7 — et je reviens tout juste du sommet du G7 —, la réalisation des projets de ce genre est retardée. Ce que nous disons, quand nous parlons de l'étoile du Nord, c'est que nous

devons investir dans ce que l'industrie construit aujourd'hui, mais aussi nous préparer pour l'avenir.

Kyle Seeback: Monsieur le président, comment les fabricants canadiens d'automobiles augmenteront-ils le pourcentage de véhicules entièrement électriques qu'ils produisent pour passer de 1,6 % à 100 % et atteindre ainsi leur objectif relatif aux véhicules électriques, l'objectif pour les véhicules zéro émission, en huit ans? Le ministre peut-il expliquer exactement comment cela se produira?

L'hon. François-Philippe Champagne: Monsieur le président, je suis heureux de répéter ce que je viens de dire, mais je sais que mon collègue a compris. Il cherche à obtenir une sorte de clip, mais il n'y parviendra pas. Ce que je peux dire ce soir, c'est que nous voulons investir dans les véhicules qui sont...

Le président: Il est temps que le député pose sa dernière question.

Kyle Seeback: Monsieur le président, ce que j'attends ce soir, c'est une véritable réponse à une seule question que j'ai posée, ce qui ne s'est pas produit, alors je vais la répéter. Il ne reste que huit petites années pour remplir l'obligation du gouvernement relativement aux véhicules zéro émission. À l'heure actuelle, nous fabriquons 1,6 % des véhicules au Canada qui respecteront cette exigence. Quel est le plan, si le ministre peut le présenter maintenant, qui permettra au secteur canadien de l'automobile de passer de 1,6 % à 100 % en huit ans?

L'hon. François-Philippe Champagne: Monsieur le président, je suis certain que mon collègue a pris connaissance de la stratégie pour le secteur de l'automobile que nous avons présentée. Nous avons travaillé, entre autres, avec les syndicats et la province de l'Ontario pour nous assurer d'avoir un secteur automobile vigoureux au Canada. Je tiens à dire que je suis fier des travailleurs de l'automobile et de notre industrie. Je suis fier de ce qu'ils font. Au lieu de dénigrer cette industrie, je pense que mes collègues devraient se réjouir et affirmer que nous allons collaborer pour soutenir l'industrie automobile du Canada.

Garnett Genuis (Sherwood Park—Fort Saskatchewan, PCC): Monsieur le président, les dépenses de fonctionnement de l'Office d'investissement du Régime de pensions du Canada s'élèvent à plus de 1,7 milliard de dollars. En moyenne, l'office verse une rémunération de plus d'un demi-million de dollars par employé. Je me demande si le ministre s'attend à ce que les coûts d'exploitation et les dépenses du soi-disant fonds souverain du Canada soient comparables.

L'hon. François-Philippe Champagne (ministre des Finances et du Revenu national, Lib.): Monsieur le président, je suis heureux que le député porte son attention sur le fonds souverain du Canada, que nous sommes en train de créer. Ce sera un excellent outil pour créer de la richesse collective. On y appliquera les pratiques exemplaires que nous avons repérées dans le monde entier. Le modèle de gouvernance reflétera son indépendance par rapport au gouvernement.

Garnett Genuis: Monsieur le président, cette réponse n'avait malheureusement rien à voir avec ma question.

J'aimerais maintenant poser une question sur le chômage chez les jeunes, un grand sujet de préoccupation pour moi et pour de nombreux Canadiens. Je me demande si le ministre conviendrait que nous sommes confrontés à une crise du chômage chez les jeunes au pays.

Travaux des subsides

L'hon. François-Philippe Champagne: Monsieur le président, en tant que Canadiens, nous devrions évidemment toujours nous préoccuper du chômage chez les jeunes, et ce, peu importe de quel côté de la Chambre nous nous trouvons. C'est pourquoi grâce à Une Équipe Canada forte, de 80 000 à 100 000 jeunes Canadiens auraient la possibilité de se lancer dans les métiers et d'obtenir leur certification Sceau rouge pour contribuer à bâtir le pays à cette...

Le vice-président: Le député de Sherwood Park—Fort Saskatchewan a la parole.

Garnett Genuis: Monsieur le président, bien sûr, nous sommes toujours préoccupés par cette question, mais nous ne sommes pas en temps normal. Je me demande si le ministre peut confirmer qu'il connaît le taux de chômage actuel chez les jeunes au pays et nous dire s'il pense que nous traversons une crise du chômage chez les jeunes.

L'hon. François-Philippe Champagne: Monsieur le président, le taux de chômage que l'on constate actuellement chez les jeunes au Canada n'est pas propre à notre pays. On observe la même chose dans d'autres pays du G7. Ce que nous constatons, c'est que l'incertitude à laquelle le monde est confronté a eu des répercussions sur un certain nombre d'industries et sur le taux de chômage chez les jeunes en particulier. C'est pourquoi je pense que nous devrions nous réjouir de l'initiative Une Équipe Canada forte. Nous allons offrir des possibilités...

Le vice-président: Le député de Sherwood Park—Fort Saskatchewan a la parole.

Garnett Genuis: De toute évidence, monsieur le président, le ministre ignore la réponse: selon les chiffres les plus récents de Statistique Canada, c'est 14,3 %. Le taux de chômage est donc très élevé chez les jeunes, y compris en comparaison avec ceux d'autres pays. Je me désole que le ministre refuse ce soir d'admettre que les jeunes sont aux prises avec une crise du chômage. Il devrait l'admettre et il devrait être favorable aux mesures nécessaires pour y remédier.

Justement, les membres du comité des ressources humaines, dans le rapport qui a été déposé aujourd'hui, recommandent à l'unanimité d'alléger le fardeau fiscal et les formalités administratives étant donné que le cadre fiscal et réglementaire a inhibé la croissance de la productivité et la résolution de la crise du chômage chez les jeunes. Le ministre est-il d'accord sur les recommandations, qui ont l'aval de tous les partis, et les appliquera-t-il?

L'hon. François-Philippe Champagne: Monsieur le président, je tiens à remercier mon collègue de se focaliser sur le chômage chez les jeunes. Tous les députés devraient se focaliser sur ce problème, d'ailleurs. Voilà pourquoi le gouvernement est passé à l'action. Grâce à l'initiative Une Équipe Canada forte, entre 80 000 et 100 000 jeunes Canadiens auront la possibilité de se lancer dans un métier spécialisé. Nous voulons qu'ils nous aident à bâtir un Canada fort. Nous voulons qu'ils nous aident à édifier notre pays. Voilà le genre de mesure qui donnera un coup de pouce aux jeunes d'ici. Cela dit, nous ne manquerons jamais l'occasion d'en faire davantage pour eux. Nous tenons à aider les jeunes au pays.

• (2240)

Garnett Genuis: Monsieur le président, je m'intéresse volontiers au problème du chômage chez les jeunes, mais lui ne s'y intéresse pas. Il ne connaissait même pas le taux de chômage des jeunes au pays. Il n'a répondu à aucune de mes questions. Il n'a pas répondu à la moindre question de toute la soirée.

Je lui demande de nouveau s'il approuve ou non la recommandation formulée dans le rapport multipartite du comité des ressources humaines. Selon cette recommandation, le gouvernement devrait réduire les impôts et alléger les formalités administratives afin de répondre aux préoccupations concernant la manière dont le cadre fiscal et réglementaire nuit à la croissance de la productivité et à l'emploi chez les jeunes. Est-il d'accord avec cette recommandation, et compte-t-il y donner suite?

L'hon. François-Philippe Champagne: Monsieur le président, il est injuste de dire que je ne réponds pas aux questions. Je le fais depuis plus de trois heures. Je ne suis pas sûr qu'un seul député d'en face a déjà répondu à des questions pendant plus de trois heures de toute sa vie. Ils prétendent que je n'ai pas répondu aux questions, mais eux-mêmes n'ont jamais répondu à des questions pendant trois heures d'affilée de toute leur vie.

Je suis d'accord avec le député: nous devons nous efforcer de réduire les formalités administratives. C'est pourquoi nous prenons des mesures pour soutenir les jeunes de notre pays.

Garnett Genuis: Monsieur le président, encore une fois, nous n'avons pas obtenu de réponse.

Le ministre croit-il que les politiques d'immigration du gouvernement ont contribué au chômage chez les jeunes?

L'hon. François-Philippe Champagne: Monsieur le président, je pense que l'immigration a permis au pays d'attirer des gens parmi les meilleurs et les plus brillants. Cela fait partie de l'identité canadienne. Le Canada est un pays accueillant. Je suis également d'accord pour dire que nous devons ramener le niveau d'immigration à un niveau plus durable. C'est exactement ce qu'a fait le gouvernement.

L'hon. Kody Blois (secrétaire parlementaire du premier ministre, Lib.): Monsieur le président, c'est un privilège de pouvoir participer au débat sur le budget des dépenses et de pouvoir poser des questions pertinentes au ministre des Finances au nom des résidents de Kings—Hants.

Je tiens tout d'abord à dire qu'après avoir siégé pendant 7 ans à la Chambre des communes, je reconnais la valeur du travail accompli par le député de Shawinigan. Je reconnais la valeur du travail qu'il a accompli dans le cadre de ses fonctions sur divers dossiers. J'ai eu l'occasion de constater par moi-même ses qualités de leader.

Je voudrais commencer par aborder la question des énergies renouvelables. En Nouvelle-Écosse, nous avons assisté à une croissance spectaculaire et fructueuse de la production d'énergie éolienne. Le gouvernement actuel a pris des décisions importantes pour protéger l'industrie sidérurgique canadienne, notamment en instaurant une surtaxe sur les éoliennes fabriquées à l'étranger. Je sais que Marmen, au Québec, illustre parfaitement le leadership dans le domaine de la fabrication d'éoliennes au Canada.

Des promoteurs de Nouvelle-Écosse sont venus me voir pour discuter de projets, notamment ceux qui sont déjà en cours de construction ou qui font l'objet d'un accord d'achat d'énergie. Il est assez difficile de changer de cap à ce stade-ci. Ils envisagent certainement de recourir à des chaînes d'approvisionnement canadiennes maintenant que la surtaxe est en vigueur.

Je tiens à féliciter le ministre. Nous avons un décret de remise pour les tours éoliennes usinées qui étaient déjà en construction. Selon certains promoteurs, faire appel aux promoteurs qui disposent déjà d'un accord d'achat d'énergie pourrait offrir un compromis raisonnable pour assurer la poursuite de certains projets. Cela dit, je reconnais qu'il s'agit d'un équilibre difficile à atteindre.

Le ministre est-il au courant de la situation? Est-ce quelque chose qu'il pourrait au moins envisager dans les prochains jours?

L'hon. François-Philippe Champagne (ministre des Finances et du Revenu national, Lib.): Monsieur le président, je souhaite prendre un moment pour remercier le député de Kings—Hants. J'aimerais que tous les Néo-Écossais sachent qu'il a joué un rôle de premier plan dans l'élaboration de notre politique. Il est le meilleur parmi les meilleurs.

Mes collègues ici ce soir sont des députés qui défendent les intérêts de leur circonscription. Il se fait assez tard pour ceux qui nous regardent à la maison. Il est près de 23 heures. Malgré tout, ces parlementaires sont ici à travailler fort pour représenter leurs concitoyens, participer à la démocratie et tenir des débats. Je tiens à souligner la contribution importante du secrétaire parlementaire du premier ministre. Les habitants de Kings—Hants peuvent être très fiers de leur député, qui a su représenter non seulement leurs intérêts, mais également ceux de la Nouvelle-Écosse et de l'industrie éolienne, qui, nous le savons, est très importante.

Nous avons élaboré une stratégie visant à doubler la production d'électricité au pays. On dit souvent que la démographie est la destinée. Je dirais plutôt que c'est l'énergie qui est la destinée. Si nous produisons davantage d'énergie au pays, cela aidera sans aucun doute les entreprises canadiennes et favorisera la croissance de notre pays.

Le député a raison de dire que Marmen est une excellente entreprise. Je travaille avec lui, ainsi qu'avec le premier ministre de la Nouvelle-Écosse et les premiers ministres des provinces de l'Atlantique, pour trouver le juste équilibre. Nous devons veiller à ce que les projets en chantier puissent bénéficier d'une remise de la surtaxe, afin de disposer d'un cadre qui, d'une part, soutienne un secteur clé de notre économie et, d'autre part, permette à ces projets d'aller de l'avant.

Je remercie le député pour le leadership dont il fait preuve en nous informant, moi-même et le gouvernement du Canada, sur la manière de trouver le juste équilibre. On attend d'un député qu'il collabore avec le gouvernement et qu'il travaille avec les ministres. Ce député en est un parfait exemple. Je regarde autour de moi tous mes collègues qui ont joué un rôle essentiel pour faire en sorte que leurs politiques se reflètent dans le budget que nous avons présenté et dans la mise à jour économique du printemps. Au nom de tous les résidents de Kings—Hants, je tiens simplement à remercier le député pour son travail remarquable.

• (2245)

L'hon. Kody Blois: Monsieur le président, je remercie le ministre de l'attention qu'il porte à cette question. Oui, nous entretenons d'excellentes relations de travail, et je sais qu'elles se poursuivront.

Il y a beaucoup de petites entreprises dans la circonscription de Kings—Hants. Quand il a été question du coût de la vie aujourd'hui à la Chambre, j'ai critiqué certaines des positions des conservateurs exprimées dans la motion de l'opposition, parce qu'elles sont trop limitées et qu'elles ne prévoient pas de mesures plus larges pour ré-

Travaux des subsides

duire le coût de la vie. Oui, nous avons déjà réduit le prix de l'essence de 28 ¢ le litre, mais j'ai parlé de certains des programmes sociaux que nous avons mis en place, et j'ai aussi parlé de la réduction du taux de cotisation au Régime de pensions du Canada.

Dans la mise à jour économique du printemps, le gouvernement, par l'intermédiaire du ministre des Finances, propose de ramener le taux de 9,9 % à 9,5 %. Cela permettra à un salarié qui reçoit un formulaire T4 de réaliser une économie d'environ 170 \$ par an, ce qui est important. C'est de l'argent qui restera dans les poches des gens. Bien sûr, cela signifie également que l'employeur n'aura pas à verser la cotisation équivalente au Régime de pensions du Canada, et ce montant peut être multiplié par le nombre de personnes qu'il emploie.

Le ministre voudrait-il s'exprimer sur cette réduction du taux de cotisation au Régime de pensions du Canada, qui constitue une mesure modeste, mais significative pour faire bouger les choses pour les petites entreprises et les employés partout au pays?

L'hon. François-Philippe Champagne: Monsieur le président, avant de répondre, j'aimerais remercier le personnel de la Chambre des communes. Je vois ces jeunes pages et le personnel au Bureau qui travaillent fort. Je sais qu'il se fait tard, et je tiens à les féliciter de la part de tous les parlementaires du travail qu'ils font en notre nom et pour soutenir la démocratie. Au nom de mes collègues, je remercie tous les employés de la Chambre, ainsi que les agents de sécurité et toutes les personnes qui travaillent très tard ce soir pour nous appuyer dans notre travail.

Mon collègue a tout à fait raison. Non seulement c'était une mesure phare, mais elle a été approuvée par toutes les provinces. Quand on parle d'élaborer des politiques dans un contexte de fédéralisme coopératif, je pense que c'est un des meilleurs exemples auquel je puisse penser.

Nous avons eu une rencontre avec les ministres fédéraux, provinciaux et territoriaux. J'ai recommandé de réduire le taux de cotisation au Régime de pensions du Canada pour aider à rendre la vie plus abordable. On allait ainsi laisser plus d'argent dans les poches des travailleurs et des entreprises. Les provinces ont toutes répondu: « Oui, nous vous appuyons dans cette démarche. »

Pour moi, c'est un excellent exemple de la façon dont fonctionne le pays et de la façon dont nous devrions collaborer avec nos collègues des provinces et des territoires. Nous pouvons faire des propositions et travailler ensemble. C'est un excellent exemple de notre capacité à travailler de concert, en tant que pays, dans l'intérêt des entreprises et des travailleurs.

L'hon. Kody Blois: Monsieur le président, je représente la plus grande circonscription agricole du Canada atlantique. On trouve dans Kings—Hants une foule de groupements de producteurs spécialisés. L'un d'eux représente le secteur viticole, qui est en plein essor dans Kings—Hants. Le ministre a eu l'occasion de visiter la circonscription. Je sais qu'il soutient la communauté agricole de tout le pays.

Le Programme d'aide au secteur du vin est particulièrement intéressant pour le secteur viticole. Le ministre faisait partie du Cabinet du gouvernement précédent, qui a contribué à la création de ce programme. Je le félicite pour son leadership.

Travaux des subsides

Le programme ne prendra fin qu'au prochain exercice. Certains producteurs de vin de la région que je représente ont souligné qu'il s'agit d'une excellente initiative de la part du gouvernement fédéral, qui s'implique ainsi dans le secteur agricole dans le cadre d'un programme conforme aux règles commerciales. Je ne m'attends pas à ce que le ministre ait une réponse ce soir sur l'avenir du programme, mais il est conscient de l'importance du secteur viticole partout au pays.

Je me demande si le ministre pourrait nous parler de cette industrie, que ce soit dans la région du Niagara, dans celle de l'Okanagan, dans Kings—Hants ou dans certains secteurs de Brome—Missisquoi. Il pourrait peut-être nous raconter certaines de ses expériences en tant que député qui lui ont permis d'observer la situation de près, et nous expliquer ce que cela signifie à l'échelle du pays.

• (2250)

L'hon. François-Philippe Champagne: Monsieur le président, le député m'a fait visiter un certain nombre d'établissements vinicoles et de producteurs d'aliments. Nous avons organisé ensemble des tables rondes. Je pense également à ma collègue agricultrice, que je vois à la Chambre ce soir. Il faut célébrer les agriculteurs, car ce sont eux qui nous nourrissent. C'est pourquoi la Stratégie nationale en matière de sécurité alimentaire est d'une importance si cruciale, tout comme le soutien apporté à nos agriculteurs.

Le député est allé au-delà de ses fonctions habituelles. Il est allé en Chine, en compagnie du premier ministre de la Saskatchewan, pour défendre l'industrie et pour défendre nos producteurs de canola.

Nous avons toujours été là pour nos agriculteurs. Certains membres de notre caucus ont une vaste expérience dans le domaine de l'agriculture. C'est là toute la force des gens qui travaillent sur les banquettes ministérielles. Ils ont une expérience personnelle, ils savent comment fonctionne l'industrie, et ils nous donnent des conseils. Je dirais que le député de Kings—Hants en est un excellent exemple.

Je pourrais nommer un certain nombre d'autres collègues que je vois à la Chambre ce soir et qui contribuent également beaucoup au travail que nous faisons. Je tiens à les célébrer ce soir, car non seulement ils nous aident à façonner les politiques, mais ils sont aussi les meilleurs pour représenter les intérêts de leurs concitoyens et faire profiter la Chambre de leur expérience.

L'hon. Kody Blois: Monsieur le président, je partage l'avis du ministre. Je crois qu'il faisait allusion à la députée de Peterborough et à son expérience dans le secteur agricole. Je tiens à dire officiellement que je partage l'avis du ministre selon lequel la députée de Peterborough est une grande championne au sein de la Chambre, tout comme la députée de Compton—Stanstead. Nous avons toute une série de leaders dans le secteur agricole.

Il y a une chose que je voudrais demander au ministre. Dans la mise à jour économique du printemps, le gouvernement fait part de son intention de modifier le mandat de l'Agence canadienne d'inspection des aliments ainsi que celui de la Direction de la réglementation des pesticides, anciennement connue sous le nom d'Agence de réglementation de la lutte antiparasitaire, afin d'intégrer une perspective économique dans les décisions. Bien sûr, je sais que tous les députés s'entendraient pour dire que la sécurité environnementale et sanitaire est primordiale, mais la sécurité alimentaire et les décisions économiques concernant les organismes de réglementation le sont tout autant.

Le ministre est responsable d'un portefeuille très vaste, mais cette question s'inscrit dans le cadre des efforts déployés par le gouvernement pour réduire les formalités administratives. Qu'ils se trouvent dans Peterborough ou Kings—Hants, les agriculteurs ont souligné que l'initiative du gouvernement constituait un excellent exemple de volonté d'assouplir la réglementation.

Le ministre serait-il en mesure de nous parler des modifications concernant l'Agence canadienne d'inspection des aliments et la Direction de la réglementation des pesticides, ou pourrait-il aborder de manière plus générale la réforme réglementaire pour accroître la souplesse et expliquer en quoi cela s'inscrit dans notre programme de croissance économique?

L'hon. François-Philippe Champagne: Monsieur le président, c'est fantastique. Il est presque 23 heures, et les questions ne cessent de s'améliorer. C'est formidable. Je ne soulignerai pas qu'elles viennent de ce côté-ci de la Chambre, mais je tiens tout d'abord à féliciter la députée de Peterborough. C'est une collègue extraordinaire, mais aussi une excellente agricultrice. Je tiens à la remercier. En tant que députés, notre travail consiste à faire profiter la Chambre de notre expertise et de notre expérience.

Elle est agricultrice. Elle sait comment ça fonctionne. Je peux dire à tous ceux qui nous regardent à Peterborough qu'ils ont une députée extraordinaire. Chaque fois qu'elle a l'occasion de me parler de la réalité du secteur agricole au pays, elle le fait. Je tiens à la féliciter et à souligner le travail de tous les agriculteurs canadiens. Où qu'ils soient au pays, nous les célébrons, et ils devraient se réjouir d'avoir à la Chambre des gens qui représentent leur industrie. Être agriculteur est un mode de vie. Être à la fois députée et agricultrice place la députée dans une position assez unique. Je tiens également à remercier la députée de Compton—Stanstead.

Pour revenir sur ce qu'a dit mon collègue, il est vrai que lorsqu'on parle d'agriculture, il est aussi question de sécurité économique. Je dirais que le monde d'aujourd'hui prend conscience du lien qui existe entre la sécurité alimentaire, la sécurité énergétique, la sécurité économique et la sécurité nationale. Il y a là un lien étroit qui se tisse. En matière de sécurité alimentaire, les Canadiens peuvent compter sur les agriculteurs canadiens. Nous pouvons jouer un rôle important pour nourrir la population canadienne. C'est pourquoi nous voulons réaliser des investissements structurels.

Le député de Kings—Hants nous a apporté son aide. Non seulement les Canadiens vont-ils bénéficier de l'allocation pour l'épicerie, dont 12 millions d'entre eux recevront le versement le 5 juin, mais nous avons également réalisé des investissements structurels, par exemple dans des serres, afin de pouvoir produire davantage. Au cours de l'année, nous importons peut-être 60 % de nos produits frais, mais en hiver, ce chiffre atteint 80 % ou 90 %. Une façon de mieux gérer les coûts consiste à cultiver davantage au Canada, afin de devenir plus résilients. Je tiens à remercier encore une fois le député de Kings—Hants de m'avoir fait visiter certaines de ces installations afin de mieux comprendre comment nous pouvons soutenir cette initiative, avec la députée de Peterborough...

• (2255)

Le président: Le secrétaire parlementaire a la parole.

L'hon. Kody Blois: Monsieur le président, la députée de Waterloo est une excellente collègue. Elle et moi avons beaucoup parlé de la situation financière du Canada.

Nous avons une note de crédit AAA. Nous avons le ratio dette nette-PIB le plus bas du G7. Notre situation financière est solide.

Je ne veux pas que le ministre prenne beaucoup de temps, car je ne dispose que de deux minutes, mais a-t-il de brèves observations à faire sur la situation financière du Canada et sur la façon dont il transmettrait ce message aux Canadiens?

L'hon. François-Philippe Champagne: Comme je l'ai dit, monsieur le président, les questions s'améliorent toujours plus. Je pense que nous allons demander si nous devrions prolonger un peu la séance, puisque nous entrons dans le vif du sujet.

Je tiens à remercier la députée de Waterloo, qui m'a accueilli il n'y a pas longtemps. Il y a eu tellement d'innovations dans cette région. Monsieur le président, je sais que vous n'avez pas le temps de m'accompagner partout où je vais lorsque je parcoure le pays, mais vous devriez venir une fois à Waterloo avec moi. Vous constateriez que tout le monde respecte profondément la députée.

Elle représente l'Université de Waterloo. Toutes les personnes que j'ai rencontrées là-bas sont conscientes de tout le travail qu'elle accomplit. Elle a été une ambassadrice extraordinaire pour l'innovation et le travail réalisé à Waterloo. Je tiens à la féliciter et à souligner son excellent travail. Elle a été...

Le président: Le secrétaire parlementaire a la parole.

L'hon. Kody Blois: Monsieur le président, je m'excuse d'avoir dû interrompre le ministre. C'est quelqu'un de formidable, mais je dois poser une dernière question.

Je vois la députée de South Shore—St. Margarets, qui a fait un excellent travail sur le dossier du homard, en travaillant avec le

Travaux des subsides

gouvernement pour faire lever les droits de douane chinois. Je vois le député de Labrador et le député d'Avalon.

Je peux affirmer que, dans les provinces de l'Atlantique, c'est la pêche qui compte. Elle est le fondement de notre économie. En tant que député de Nouvelle-Écosse, je m'en voudrais de ne pas profiter du temps qu'il nous reste pour demander au ministre de nous parler des ports pour petits bateaux et d'un investissement historique.

Pourquoi le ministre ne conclut-il pas sur cette note optimiste?

L'hon. François-Philippe Champagne: Monsieur le président, je vais vous tourner le dos un instant pour dire que la députée de South Shore—St. Margarets est venue à mon bureau pour défendre les ports pour petits bateaux. Elle était là. Elle a mis son poing sur la table. Elle a dit que je devais l'écouter et que nous allions faire quelque chose ensemble. Nous avons...

[Français]

Le président: À l'ordre. Comme il est 22 h 57, conformément à l'ordre adopté plus tôt aujourd'hui et à l'article 81(4) du Règlement, tous les crédits sont réputés avoir fait l'objet d'un rapport.

La séance du comité est levée et je quitte maintenant le fauteuil.

[Traduction]

Le vice-président: La Chambre s'ajourne à demain, à 14 heures, conformément à l'article 24(1) du Règlement.

(La séance est levée à 22 h 58.)

TABLE DES MATIÈRES

Le mardi 26 mai 2026

AFFAIRES COURANTES			
Les comités de la Chambre			
Ressources humaines, développement des compétences, développement social et condition des personnes handicapées			
Morrissey	8177	Barsalou-Duval	8187
Anciens combattants		Leitão	8188
Lalonde	8177	Ste-Marie	8189
Accès à l'information, protection des renseignements personnels et éthique		Joseph	8189
Brassard	8177	Ste-Marie	8189
Industrie et technologie		Leitão	8190
Carr	8177	Beaulieu	8191
Pétitions		Desrochers	8191
Les droits et les libertés		Hoback	8191
Gazan	8177	Lamoureux	8193
Les condominiums		Beaulieu	8193
Gazan	8177	Lewis (Essex)	8194
La responsabilité des entreprises		Leitão	8195
Savard-Tremblay	8178	Patzer	8195
Les lois sur l'adoption		Barsalou-Duval	8195
Gould	8178	Lamoureux	8196
Les terres agricoles dans le canton de Clearview		McCauley	8198
Dowdall	8178	Beaulieu	8198
La médecine traditionnelle chinoise et l'acupuncture		Leslie	8198
Ho	8178	Leitão	8199
Questions au Feuilleton		Ste-Marie	8199
Lamoureux	8178	Les comités de la Chambre	
ORDRES ÉMANANT DU GOUVERNEMENT		Gerretsen	8199
Travaux des subsides		Motion	8199
Motion de l'opposition — L'annulation des taxes fédérales sur l'essence et le diesel et de la norme sur les combustibles propres		Adoption de la motion	8199
Lefebvre	8178	Travaux des subsides.	
Motion	8178	Motion de l'opposition — Annulation des taxes fédérales sur l'essence et le diesel et de la norme sur les combustibles propres	
Lamoureux	8180	Motion	8199
Ste-Marie	8180	Leslie	8199
Mazier	8180	Leitão	8201
Champagne	8180	Beaulieu	8201
Jansen	8181	Lobb	8201
Champagne	8182	Lamoureux	8202
Menegakis	8183	Poilievre	8202
Leitão	8183	Leitão	8203
Champagne	8183	Ste-Marie	8203
Menegakis	8185	Patzer	8204
Barsalou-Duval	8186	Martin	8204
Cormier	8186	McCauley	8205
May	8186	Ste-Marie	8205
Lefebvre	8187	Deschênes-Thériault	8205
		Patzer	8206
		Gerretsen	8206
		Menegakis	8207
		Barsalou-Duval	8208
		Cormier	8208
		Steinley	8208
		Mahal	8208
		Lamoureux	8209
		Ste-Marie	8210
		Davies (Niagara-Sud)	8210
		Doherty	8210

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

Alex House	
Klassen	8212
Le projet de train à grande vitesse	
Gourde	8212
L'adoption forcée	
Gould	8212
L'Alberta	
Kelly	8212
Ken Mayhew	
Sidhu (Brampton-Sud)	8212
Le comté d'Oxford	
Khanna	8213
Beyond Hoops Africa	
Dhaliwal	8213
Les Rangers de Kitchener	
DeRidder	8213
Robert Boyer	
Ste-Marie	8213
La Journée nationale du génie-conseil	
Watchorn	8213
Le Komagata Maru	
Gill (Abbotsford—Langley-Sud)	8214
L'Acadie	
Deschênes-Thériault	8214
CBC/Radio-Canada	
Gunn	8214
LaSalle—Émard—Verdun	
Guay	8214
Le Parti libéral du Canada	
Seeback	8214
L'Université Queen's	
Gerretsen	8215

QUESTIONS ORALES

Les affaires autochtones	
Poilievre	8215
Carney	8215
Poilievre	8215
Carney	8215
La fiscalité	
Poilievre	8215
Carney	8215
Poilievre	8216
Carney	8216
L'économie	
Poilievre	8216
Carney	8216
Poilievre	8216
Carney	8216

La justice	
Normandin	8216
Carney	8216
Normandin	8216
Carney	8217
Fortin	8217
Carney	8217
L'économie	
Poilievre	8217
Long	8217
Poilievre	8217
Hajdu	8217
Poilievre	8217
Hajdu	8218
Poilievre	8218
Hodgson	8218
Poilievre	8218
MacKinnon	8218
Poilievre	8218
MacKinnon	8218
Poilievre	8218
Long	8218
L'environnement	
Bonin	8219
Dabrusin	8219
Bonin	8219
Provost	8219
Les finances	
Deltell	8219
Lightbound	8219
Deltell	8219
Lightbound	8219
Groleau	8220
Gainey	8220
La fiscalité	
Falk (Battlefords—Lloydminster—Meadow Lake)	8220
Belanger (Desnethé—Missinippi—Rivière Churchill)	8220
Baldinelli	8220
Fragiskatos	8220
La gestion des urgences	
Fancy	8220
Olszewski	8220
L'immigration, les réfugiés et la citoyenneté	
Lantsman	8221
Diab	8221
Lantsman	8221
Diab	8221
Mazier	8221
MacKinnon	8221
Rempel Garner	8221
Diab	8221
Rempel Garner	8221
Diab	8222
La sécurité publique	
Albas	8222
Sahota	8222
Albas	8222

Sahota	8222
Doherty	8222
Fraser	8222
Doherty	8222
Fraser	8222

Les femmes et l'égalité des genres

Acan	8223
Valdez	8223

Les affaires autochtones

Jansen	8223
Alty	8223
Ross	8223
Alty	8223
Au	8223
McKnight	8224

Les ressources naturelles

Maloney	8224
Hodgson	8224

Les pêches et les océans

Small	8224
Thompson	8224

Le travail

Gazan	8224
Hajdu	8224

L'environnement

Kwan	8224
Dabrusin	8225

Présence à la tribune

Le Président	8225
--------------------	------

Les travaux de la Chambre

MacKinnon	8225
Motion	8225
Adoption de la motion	8225

ORDRES ÉMANANT DU GOUVERNEMENT

Loi d'exécution de la mise à jour économique du printemps 2026

Projet de loi C-30. Deuxième lecture	8225
Rejet de l'amendement	8227
Adoption de la motion	8228
Deuxième lecture du projet de loi; renvoi à un comité	8228

Travaux des subsides

Motion de l'opposition — Annulation des taxes fédérales sur l'essence et le diesel et de la Norme sur les combustibles propres

Motion	8228
Blois	8228
Melillo	8232
Larouche	8232
Gladu	8232
Dandurand	8233
Simard	8233

Les comités de la Chambre

Comptes publics

Lamoureux	8234
Motion	8234
Adoption de la motion	8234

Travaux des subsides

Motion de l'opposition — Annulation des taxes fédérales sur l'essence et le diesel et de la Norme sur les combustibles propres

Motion	8234
Moore	8234
Petitpas Taylor	8235
Fortin	8235
Lewis (Essex)	8236
DeRidder	8236
Lamoureux	8237
Larouche	8237
Muys	8238
Dandurand	8238

Message du Sénat

Le vice-président adjoint (John Nater)	8238
--	------

Travaux des subsides

Motion de l'opposition — Annulation des taxes fédérales sur l'essence et le diesel et de la Norme sur les combustibles propres

Motion	8238
May	8238
Lamoureux	8240
Fortin	8240
Melillo	8240
Davies (Vancouver Kingsway)	8240
Lamoureux	8242
Simard	8242
Falk (Provencher)	8243
Morin	8243
Gladu	8244
Larouche	8244
Menegakis	8245
Holman	8245
Lamoureux	8247
Fortin	8247
Report du vote sur la motion	8247

AFFAIRES ÉMANANT DES DÉPUTÉS

Loi révoquant certaines restrictions relatives au transport maritime

McKenzie	8247
Projet de loi C-264. Deuxième lecture	8247
Lamoureux	8250
Simard	8250
Stubbs	8250
Noormohamed	8251
Simard	8252
Ross	8253
Guay	8255
McCauley	8256

MOTION D'AJOURNEMENT

L'économie	
Mantle	8256
Ehsassi	8257
L'économie	
Jackson	8257
Ehsassi	8258

ORDRES ÉMANANT DU GOUVERNEMENT

Travaux des subsides

Ministère des Finances — Le Budget principal des dépenses 2026-2027

Formation de la Chambre en comité plénier sous la présidence de Mme Alexandra Mendès, pour l'étude de tous les crédits sous la rubrique Ministère des Finances du Budget principal des dépenses	8259
Kelly	8259
Champagne	8260
Deltell	8260
Champagne	8260
Hallan	8261
Champagne	8261
Champagne	8262
Lamoureux	8264
Garon	8265
Champagne	8265
Lavoie	8268
Champagne	8269
Dancho	8270
Champagne	8270
Cooper	8272
Champagne	8272
Leitão	8273

Champagne	8274
Barrett	8275
Champagne	8275
Albas	8277
Champagne	8277
MacDonald (Cardigan)	8278
Champagne	8279
Lantsman	8279
Champagne	8280
McLean (Calgary-Centre)	8280
Champagne	8280
Petitpas Taylor	8282
Champagne	8284
Cobena	8285
Champagne	8285
Hallan	8287
Champagne	8287
Dandurand	8288
Champagne	8289
Lefebvre	8290
Champagne	8290
Hardy	8292
Champagne	8292
Davies (Vancouver Kingsway)	8293
Champagne	8293
May	8294
Champagne	8294
Seeback	8295
Champagne	8296
Genuis	8297
Champagne	8297
Blois	8298
Champagne	8299
Rapport de tous les crédits du ministère des Finances ...	8301

Publié en conformité de l'autorité
du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Les délibérations de la Chambre des communes et de ses comités sont mises à la disposition du public pour mieux le renseigner. La Chambre conserve néanmoins son privilège parlementaire de contrôler la publication et la diffusion des délibérations et elle possède tous les droits d'auteur sur celles-ci.

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la Loi sur le droit d'auteur. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre des communes.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la Loi sur le droit d'auteur.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

Aussi disponible sur le site Web de la Chambre des communes à l'adresse suivante :
<https://www.noscommunes.ca>

Published under the authority of the Speaker of
the House of Commons

SPEAKER'S PERMISSION

The proceedings of the House of Commons and its committees are hereby made available to provide greater public access. The parliamentary privilege of the House of Commons to control the publication and broadcast of the proceedings of the House of Commons and its committees is nonetheless reserved. All copyrights therein are also reserved.

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the Copyright Act. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the Copyright Act.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

Also available on the House of Commons website at the following address: <https://www.ourcommons.ca>